

## DU MÊME AUTEUR

- HURLES DE HAINE ET D'AMOUR, poèmes (Clerget, Paris. 1897). *Epuisé.*
- L'ÉDUCATION ET LA LIBERTÉ (La Critique, Paris. 1900). *Epuisé.*
- LA CHAIR A CANON (Génération consciente, Paris. 1908). *Epuisé.*
- MALTHUSIANISMO Y NEO-MALTHUSIANISMO, traduction José Prat (Salud y Fuerza, Barcelone. 1908). *Epuisé.*
- HAN RYNER, étude critique (Revue des Lettres et des Arts, Nice. 1909). *Epuisé.*
- HONORÉ DE BALZAC (Fabre, Paris. 1909). *Epuisé.*
- RÉFLEXIONS SUR L'INDIVIDUALISME (Le Libertaire, Paris. 1910). *Epuisé.*
- LA BRUTE PROLIFIQUE, L'INDIVIDUALITÉ FÉMININE, LA FAMILLE NÉO-MALTHUSIENNE. Trois brochures (Le Malthusien, Paris. 1914). *Epuisées.*
- CONTES D'UN REBELLE, préface de Han Ryner, frontispice d'Edmond Sigrist (L'Idée libre, Conflans-Sainte-Honorine. 1925). 5 francs.
- LA CAUSE BIOLOGIQUE ET LA PRÉVENTION DE LA GUERRE. Essai de Pacifisme scientifique (La Brochure mensuelle, Paris. 1925). 25 centimes.
- LES RAISONS DE MON INSOUMISSION. Avec portrait (L'Idée libre. 1926). 50 centimes.
- HAN RYNER ET LE PROBLÈME DE LA VIOLENCE (L'Idée libre. 1927). 1 fr. 50.
- DES CRIS SOUS LA MEULE..., suivi de FLEURS DE GUERRE, préface de Gérard de Lacaze-Duthiers, frontispice de Frans Masereel, portrait de l'Auteur (Les Humbles, Paris. 1927). 10 francs.
- LA MATERNITÉ CONSCIENTE (Editions Radot, Paris. 1927). 10 francs.
- ANTHOLOGIE DES ECRIVAINS RÉFRACTAIRES DE LANGUE FRANÇAISE, ornée de huit lino gravés par Albert Daenens (Les Humbles, 1927). 8 francs.
- ANTHOLOGIE PROUDHON : I. DIEU, C'EST LE MAL! (L'Idée libre. 1927). 1 fr. 50.
- ANTHOLOGIE HAN RYNER : LES LAIDEURS DE LA RELIGION (L'Idée libre, Herblay. 1928). 2 francs.
- MATERNIDAD CONSCIENTE, traduction J. Elizalde (Iniciales, Barcelone. 1929). *Epuisé.*
- LA MATERNIDAD CONSCIENTE, traduction Jimeno Portolés, préface du Docteur Isaac Puente (Estudios, Valence. 1930). 2 pesetas.
- SPRZECIW SUMIENIA (L'Objection de Conscience), traduction Amelia Kurlandzka (F. Hoesick, Varsovie. 1930), 2 zlotys 50.
- ANTHOLOGIE PROUDHON : II. LE CHRISTIANISME ET L'ÉGLISE (L'Idée libre. 1930). 2 francs.
- LA FIN DU MARQUIS D'AMERCŒUR ET AUTRES HISTOIRES (Bibliothèque de l'Artistocratie, Paris. 1931). 5 francs.
- FIGURES D'ANGLETERRE (Bibliothèque de l'Artistocratie. 1932). 7 fr. 50.

## MANUEL DEVALDÈS

# CROÎTRE ET MULTIPLIER, C'EST LA GUERRE!

Préface  
de VICTOR MARGUERITTE

G. MIGNOLET & STORZ  
ÉDITEURS  
2, Rue Fléchier, Paris (ix<sup>e</sup>)

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE CINQ EXEMPLAIRES SUR  
JAPON IMPÉRIAL MARQUÉS DE A A E ET MIS HORS  
COMMERCE, VINGT-CINQ EXEMPLAIRES SUR PUR FIL  
LAFUMA NUMÉROTÉS DE I A XXV ET VINGT-CINQ  
EXEMPLAIRES SUR ALFA MOUSSE NUMÉROTÉS DE 1 A  
25, QUI CONSTITUENT L'ÉDITION ORIGINALE.

*La guerre est divine en elle-même,  
puisque c'est une loi du monde.*

JOSEPH DE MAISTRE.

*La guerre fait partie de l'ordre uni-  
versel institué par Dieu.*

GÉNÉRAL DE MOLTKE.

*Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation  
réservés pour tous pays.*

*Copyright by G. MIGNOLET & STORZ, 1933.*

## PRÉFACE

Croître et multiplier, c'est la guerre.

*Axiome irréfutable, dont l'auteur de la Chair à Canon et de la Maternité consciente, Manuel Devaldès, réfractaire audacieux, — en même temps que noble écrivain qui osa, dans sa vie, conformer ses actes à sa pensée, — donne ici les péremptoires preuves.*

*Jamais, depuis la fameuse attestation de Malthus, plus éclatante vérité n'a été plus scientifiquement, plus complètement démontrée. Avec documents à l'appui, et tout un arsenal de références autorisées et de claires statistiques, Manuel Devaldès met en lumière, sans discussion possible, ce fait : la sou-pape des Etats surpeuplés, — s'étendre ou exploser, a dit Mussolini, — c'est la guerre. Or un Etat est surpeuplé lorsque, sur son territoire, la population, industrielle ou agricole, a dépassé le niveau qui lui est assigné par ses ressources en subsistances. Donc la surpopulation, qui d'ores et déjà engorge Allemagne, Italie, Pologne, Japon, etc., nous mènera fatalement à la guerre de 193... comme en 1914 elle conduisit l'Allemagne (pour ne parler que d'elle) au conflit pour la conquête des marchés.*

*Ainsi, inextricablement envenimés par les rivalités politiques, les différends économiques entre peuples — en ces temps où l'existence nationale est désormais régie par l'interdépendance universelle — ne font, en définitive, que crier l'antagonisme des besoins vitaux... « Derrière le fait économique, constate avec force Devaldès, il y a le fait biologique : reproduction et multiplication des humains et nécessité de leur nourriture. »*

*Quel sinistre jour jette sur cette évidence la constatation, faite en 1919, par l'ex-président des Etats-*

*Unis, Herbert Hoover, alors qu'il était dictateur aux viures : « Sur 450 millions d'habitants que renferme l'Europe, il y en a cent millions de plus qu'elle ne peut en nourrir sans importation. »*

*Est-ce à dire que, pour éviter les guerres futures, il suffira d'instaurer, de par le monde, l'Economie Dirigée? Oui, si celle-ci s'étend à la limitation des naissances, en même temps qu'à celle des armements et au contingentement des produits, naturels et manufacturés. Non, si l'on continue à tolérer que sur la plus grande quantité de « matériel humain », et pour sa plus large « exploitation », soit fondée l'excessive richesse des éternels bénéficiaires.*

*Sans doute, — ainsi que je l'ai écrit dans Ton corps est à toi, — les Etats actuels ont « un intérêt capital (c'est le mot) à recruter pêle-mêle, et jusque dans l'œuf, le plus de chair à travail et à canon possible ». Et sans doute, — complice ou dupe, — l'Eglise d'une part, le Proletariat de l'autre, contribuent, c'est triste à dire, à l'incessant ravitaillement de viande fraîche. La première, parce qu'elle souhaite, pour tous les besoins du culte, toujours plus d'ouailles. Le second parce qu'il croit à l'efficacité du plus grand nombre pour la conquête révolutionnaire. Comme si l'élite seule, animée par une Foi, n'avait pas toujours mené le monde!*

*Ainsi, tous les « Credo » que la raison ne contrôle point aboutissent-ils à cette absurdité : toujours plus de graisse, pour la machine à pressurer et à tuer!*

*Régularisez au contraire le débit du robinet spermatique, vous parez au plus grand risque de la submersion sanglante. Et soyez tranquilles! Les génies nécessaires au développement des races ne jailliront que plus puissants, d'une humanité que l'eugénisme aura sélectionnée...*

*Certes, contre cette pure doctrine du néo-malthusianisme, vont se dresser les habituelles fureurs des bellicistes et l'incompréhension de ceux qu'à leur insu même les forces de la réaction manœuvrent. J'entends d'ici, notamment, les criailleries des pères de familles nombreuses, trouvant aux mangeoires patentées de quoi élever leur moutonnière progéniture, en attendant de la dédier au glaive du Sacrifice patriotique. J'entends surtout la docte colère des économistes officiels, généralement célibataires, d'ailleurs.*

*Passons.*

*J'en viens à certaine critique qu'à mon sens le point de vue unilatéral de ce livre appelle. Ne fait-il pas trop bon marché de tous les autres moyens que nous pouvons avoir et d'empêcher la venue de la guerre et, en tout cas, d'en enrayer le développement? Excellente chose, oui, que de combattre, d'atteindre le mal en son germe même.*

*Mais il faudra au moins, pour répandre les clartés nouvelles, l'espace d'une sinon de plusieurs générations. Il est fort joli d'écrire : « Ce n'est pas de mystique qu'il faut se soucier en cette matière, mais de science. Il y a, encore embryonnaire, une science de la paix! Il ne saurait y avoir qu'un pacifisme efficace, et c'est celui-là. »*

*N'en déplaise à Devaldès, pacifiste scientifique, je pense que sans attendre l'effet forcément lointain des restrictions génésiques, tant à titre spontané que sous le contrôle et l'autorité de l'Etat, — ainsi rêvait déjà, il y a deux mille trois cents ans, Aristote en sa Politique, — tous les moyens sont bons qui peuvent, avec la moindre effusion de sang, maintenir la paix.*

*Parmi ceux-ci, l'insurrection semble négligeable à notre philosophe malthusien, parce que d'avance condamnée par toutes les forces capitalistes à un écrasement fatal. Voire!... Et pas davantage ne trouve grâce à ses yeux l'objection de conscience ou de raison dont lui-même fut naguère, cependant, l'un des héros agissants.*

*Dirai-je que je suis quant à moi convaincu que si, en temps de paix, l'exploit des réfractaires est — en dehors de sa valeur d'exemple — énergie pratiquement stérile, j'estime au contraire, avec Einstein, que le refus de porter les armes, s'il était massivement appliqué à l'heure des mobilisations, rendrait inopérant tout appel militaire. Qu'au lieu de s'aller parquer dans les casernes qui dans tous les pays jalonnent les routes de l'abattoir, jeunes et vieux, désireux avant tout de travailler et de vivre, restent chez eux tranquillement, et voilà la guerre achevée avant que d'avoir commencé. Voilà même, du coup, la révolution faite.*

*Divergences personnelles d'opinion qui ne m'empêchent pas de rendre à ce courageux Essai l'hommage qu'il mérite. Hélas! qu'il s'agisse d'enseigner à l'homme et principalement à la femme que faire du lapinisme c'est œuvrer pour le ravage périodique du clapier, ou bien qu'il s'agisse de démontrer que du désarmement seul la sécurité peut naître, on en revient toujours au mot-clef : Education.*

*Or l'heure presse... C'est pourquoi tous les esprits de bonne volonté doivent s'unir, et chacun dans sa sphère agir, avant qu'une saignée nouvelle, épuisant le monde, ne vienne à bout de tous les pacifismes, le scientifique compris.*

**Victor MARGUERITTE.**

## CHAPITRE PREMIER

### IGNORANCE GÉNÉRALE DE LA CAUSE DE LA GUERRE

Quinze années à peine se sont écoulées depuis que la plus vaste des guerres s'est close sur ses millions de morts, ses millions de blessés, ses ruines irrémédiables et la régression culturelle qu'elle a déterminée, et les peuples qui l'ont subie, encore anémiés de cette saignée, commencent à s'alarmer des nouveaux massacres qui se préparent.

Mais, quant à la cause réelle et profonde de ces guerres, mieux, de toute guerre, ils sont aujourd'hui dans la même ignorance qu'hier et que jadis.

Si l'on interroge les esprits simples, on constate que leur incompréhension à cet égard est immense. Ils prennent volontiers les causes apparentes et superficielles des guerres pour leurs causes réelles. Un exemple. La guerre qui a abouti à la conquête de l'Algérie par la France a été déclarée à la suite d'un coup d'éventail donné par le dey d'Alger au consul de France. Il est des gens qui croient que ce fut la cause de cette guerre et que si la France s'empara de l'Algérie, ce fut pour punir le dey. L'histoire telle qu'on l'enseigne dans les écoles est

le moyen d'inculquer aux futurs citoyens des idées semblables quant aux raisons des guerres passées. Mais quel homme clairvoyant ne se rend compte que cette insulte, vraisemblablement provoquée, ne fut que le prétexte et l'occasion de la déclaration de guerre et que le désir de convertir l'Algérie en une colonie en était le vrai motif?

La raison donnée par Pascal dans une boutade célèbre rentre, elle aussi, dans le credo des simples et n'exprime pas davantage la cause profonde de la guerre. « Pourquoi me tuez-vous? — Eh quoi! ne demeurez-vous pas de l'autre côté du fleuve? » En vérité c'est une raison bien superficielle. La haine éventuelle entre deux peuples est la conséquence d'autre chose que la situation géographique de leurs pays.

Y a-t-il des gens qui considèrent l'affaire de Serajevo comme la cause réelle de la guerre de 1914-1918? Peut-être. Quoi qu'il en soit, c'est un moment dans le temps par lequel il peut être commode de débiter dans la rédaction d'un chapitre d'histoire relatif à cette guerre; mais un simple examen des motifs de l'assassinat de l'archiduc d'Autriche montre que cet événement a été l'effet d'une rivalité entre une nation germanique et une nation slave dans les Balkans, première rivalité qui, une fois résolue en guerre, y a entraîné d'autres rivalités. Et quels étaient les motifs de toutes ces rivalités? Des motifs économiques, évidemment; ce n'est plus à prouver. Mais, pour en arriver à ces déductions, il faut déjà n'être plus l'homme de la rue.

Si, de la masse du peuple, dont l'ignorance est explicable, on passe à ces éléments — intellectuels et militants d'avant-garde — qui s'intéressent

activement à l'évolution du monde et de leur pays et au maintien de la paix mondiale, on constate avec peine que ces pacifistes n'en savent guère plus, quant à la cause de la guerre, que ceux qu'ils ont la prétention d'éclairer.

Ce n'est pas qu'ils manquent de « causes » à invoquer. Loin de là, ils en ont de nombreuses à leur disposition; le malheur est que la bonne, celle qui seule compte comme source des autres, ne se trouve pas parmi elles.

La cause de la guerre qui paraît être le plus en faveur, depuis 1914-1918, surtout parmi les partis avancés, c'est le capitalisme. Pour ceux-là encore et pour d'autres, ce sont aussi les armements. Toutefois, on veut bien considérer ces derniers comme étant eux-mêmes des effets. Hélas! trop souvent, la recherche de leur cause n'aboutit qu'au fabricant de munitions. Le profiteuse coutumier est présenté comme la cause de ce dont il profite!

Sans doute, les pacifistes font généralement une distinction entre les causes immédiates et les causes antécédentes, mais toujours pour s'arrêter à l'une de ces étapes du déterminisme de la guerre : armements, traités, alliances, diplomatie secrète, impérialisme, militarisme, capitalisme, ou à celle très répandue aujourd'hui, de « causes économiques » sans se demander le moins du monde quelles sont les causes de ces effets agissant à leur tour comme causes, — comme causes secondes. N'ont-ils jamais eu vent de l'existence du principe de causalité et sont-ils aussi incapables de remonter l'enchaînement des causes au delà d'un certain point que les primitifs le sont de dépasser en numération un nombre donné?

Ces causes, qui sont des étapes dans l'esprit du

chercheur scientifique, il semble qu'elles soient pour les pacifistes ordinaires des causes spontanées, des effets sans cause! Que le capitaliste soit, en général, le profiteur de la guerre ou qu'il se trouve être l'agent de son déclenchement, cela leur suffit pour affirmer que la guerre a pour cause primordiale le régime capitaliste, qui engendre fatalement l'impérialisme et le militarisme.

Au lendemain de la guerre de 1914-1918, les syndicalistes nous ont fourni un exemple de ce fait. Le Congrès de l'Internationale syndicale s'ouvrit le 28 juillet 1919 à Amsterdam. Dès la première séance, son président, M. Oudegeest, président de la Fédération hollandaise du Travail, fut catégorique. Il déclara :

« La guerre, les dévastations et les horreurs qu'elle a entraînées furent causées par les capitalistes. Les travailleurs du monde entier n'en sont pas responsables. La première tâche de l'Internationale doit être de mettre un tel frein au système capitaliste qu'une répétition de la destruction et de la misère apportées par la guerre soit désormais impossible. »

M. Tobin, délégué des Etats-Unis, soutint que « la seule cause de la guerre fut le système militaire de l'Allemagne et de l'Autriche ».

Sur quoi M. Legien, délégué allemand, protesta et affirma que « la guerre fut causée par le système militariste régnant dans tous les pays »<sup>1</sup>.

Capitalisme, militarisme, causes de la guerre! Autant d'effets pris pour des causes. Autant de mots pour ne rien dire. De la véritable cause, nul ne souffla mot à ce Congrès. Et il y avait à cela

1. Citations d'après les *Daily News* (Londres), 30 juillet 1919.

une bonne raison : tout le monde l'ignorait. Quand on songe que les 92 délégués qui y figurèrent représentaient 18 millions de syndiqués de 14 grands pays, on est tout disposé à prédire que la « dernière des guerres » aura d'autres éditions!

Traitant de l'enseignement pacifiste à l'école, une socialiste, Mme Berthe Fouchère, écrivait récemment : « Sur les causes immédiates des guerres — les prétextes, dirons-nous — les historiens ne sont pas toujours d'accord. Mais ce qui est historiquement vrai, et sur quoi l'accord est réalisé de tous les esprits impartiaux et objectifs, c'est que les guerres modernes plongent leurs racines dans l'organisation économique de la société, et que le mode capitaliste de production engendrant la concurrence et les rivalités économiques constitue une cause permanente de conflit armé<sup>1</sup>. »

Or le capitalisme est surtout coupable de l'injustice criante dans la possession de la richesse sociale, de l'inégale répartition des produits du travail, mais il n'est pas la cause première de la guerre : le fait est simplement que les capitalistes sont les grands profiteurs de cette dernière — quand ils n'en sont pas les victimes : n'oublions pas que la dernière guerre a fait de « nouveaux pauvres » qui étaient nécessairement des capitalistes auparavant. Elle a fait aussi des « nouveaux riches », qui auparavant étaient nécessairement des prolétaires. En réalité, la source de la guerre est dans la prolifération humaine.

« Beaucoup d'entre les travailleurs, dit Mrs. Teresa Billington-Greig, blâment les capitalistes non seulement pour la pauvreté d'aujourd'hui, mais

1. *Le Populaire* (Paris), 10 janvier 1933.

pour toute la pauvreté de tous les temps. Cependant, avant qu'il y eût un capitaliste, il y avait la capacité reproductive de l'espèce humaine; elle produisit la première pauvreté; elle créa le besoin; elle poussa l'humanité dans la frénésie industrielle, la guerre et le vol. Ce n'est pas l'armée des capitalistes, ce sont les gros bataillons d'enfants qui ont fait de l'existence humaine un fardeau perpétuel de travail accablant<sup>1</sup>. »

Et Bertrand Russell fait aussi remarquer : « Il y avait des guerres avant que n'existât le capitalisme<sup>2</sup>. »

La vérité est que les révolutionnaires sont très prompts à constater les maux sociaux, mais moins aptes à en découvrir les sources profondes; aussi les remèdes qu'ils proposent sont-ils toujours inopérants : ils ne s'appliquent qu'à des causes secondaires. En la matière qui nous occupe ici, le fait est évident.

Mentionnons en passant le très répandu pacifiste patriote ou patriote pacifiste, qui n'est ni chair ni poisson, ni nationaliste ni internationaliste, à moins qu'il ne soit l'un et l'autre. Que dire de la conception que peut se faire de la cause de la guerre ce néant intellectuel? C'est la grande masse à laquelle je faisais allusion au début de ce chapitre; ce sont les gens de l'éventail du dey d'Alger, de la « raison » de Pascal et autres niaiseries.

Cette masse — la démocratie — est cependant dirigée par des politiciens. Mais la plupart de ceux-ci sont des affairistes qui se bornent à faire de la politique au jour le jour. Prévoir? Pourquoi

1. *Commonsense on the Population Question*, p. 9.

2. *Roads to Freedom*, p. 152.

faire? Après nous le déluge! Combien d'entre eux, d'ailleurs, connaissent la cause réelle de la guerre et consentiraient à l'emploi des moyens propres à son abolition? En tout cas, ceux-là ne semblent guère pressés de faire part de leur savoir à leurs ouailles. Mais les ignorants de la cause doivent constituer l'immense majorité de l'ensemble et tous, en définitive, pensent que les affaires sont les affaires. La prévention de la guerre ne leur paraît pas en être une — au contraire... Ils n'ont rien appris de la dernière; rien oublié, non plus, de leurs moyens de gouvernement. Ils attendent la prochaine...

Toutefois, parmi ces politiciens, il se peut qu'il y ait quelques idéalistes. Woodrow Wilson rentrerait dans cette catégorie. Dans un discours, à Cincinnati, en 1916, alors qu'il était candidat à la présidence des Etats-Unis, il disait : « Savez-vous ce qui a déclenché la guerre actuelle? C'est la suspicion réciproque, l'entrelacement des alliances, l'enchaînement complexe des intrigues et de l'espionnage. Faites revivre tout cela après la guerre et vous en aurez une autre exactement pareille<sup>1</sup>. » Que les causes de la guerre étaient simples pour cet idéaliste! Mais aussi combien dangereux est un tel « idéalisme »!

On trouve parfois, chez certains bellicistes éclairés et appartenant aux classes dirigeantes, une connaissance juste de la cause primordiale de la guerre. Mais, de ce côté, il y a une mauvaise volonté évidente à en délivrer l'humanité. Les bellicistes sont par définition des amants de la guerre; ils trouvent qu'elle est le sel de l'humanité et que

1. *Daily News* (Londres), 28 octobre 1916.



par suite on ne doit rien faire pour qu'elle disparaisse de la surface de la terre. C'est pourquoi il faut armer, toujours armer — d'autant plus que beaucoup d'entre les chefs bellicistes ont des attaches dorées avec l'industrie des munitions. Et engendrer le plus possible de chair à canon, — l'indispensable « matériel humain »!

Il est bien entendu qu'avant de pouvoir s'occuper utilement de combattre un fléau, il faut en connaître la cause.

Rechercher la cause première de la guerre est donc le début de la prévention de la guerre.

Or, si l'on remonte scientifiquement l'enchaînement des effets et des causes qui aboutit au déclenchement d'une guerre, on trouve finalement une cause primordiale dont toutes les autres découlent : la surpopulation, c'est-à-dire l'excès de population sur un ou plusieurs territoires soumis chacun à une solidarité nationale différente.

Se livrer ainsi à la recherche des causes des guerres, en remontant jusqu'à la dernière cause physique, jusqu'à la cause naturelle originelle — après quoi l'on ne pourrait que verser dans les divagations métaphysiques — et en tirer logiquement un système préventif, c'est ce que j'appelle faire du *pacifisme scientifique*, par opposition à celui des pacifistes sentimentaux ou mystiques, qui croient qu'avec de belles et bonnes paroles ils vont transformer leurs désirs en réalités; par opposition aussi à celui des pacifistes incomplets qui, tout en étant animés d'un esprit plus réaliste que les précédents, s'arrêtent à un certain point dans la recherche des causes de la guerre.

Malheureusement, il n'y a eu jusqu'à ce jour que peu de pacifistes scientifiques. Autrement dit, il est

peu de pacifistes qui aient constaté ou admis l'existence de la surpopulation comme cause première de la guerre.

Les autres, gens de bonne volonté, mais insuffisamment éclairés, en attribuant une importance exclusive ou exagérée à des faits secondaires, retardent, au lieu de la hâter, la solution du problème de la paix universelle. Ils mettront, par exemple, le fléau de la guerre au compte de la pugnacité naturelle de l'homme, c'est-à-dire de son instinct combattif; au compte du mépris de la vie d'autrui, c'est-à-dire d'un égoïsme grossier et mal compris; au compte du sentiment patriotique, des doctrines nationalistes, des bases autoritaires de la société, du régime capitaliste, etc., facteurs qui contribuent certainement plus ou moins à l'éclosion des guerres, mais dont aucun n'en est la cause fondamentale, et qui seraient sans danger en l'absence de celle-ci.

Dans la recherche des causes de la guerre, et avec une netteté parfaite lorsqu'il s'agit des guerres modernes, c'est l'aspect économique qui apparaît d'abord au chercheur.

« Un homme, dit Frédéric Passy, qui pendant plus de trente ans a rédigé les traités conclus par la France, d'Hauterive, chef de service au Ministère des Affaires étrangères, a dit — et il a eu raison — que presque toutes les guerres, de quelque nom qu'on les appelât, n'étaient que des guerres de commerce, de conquête ou de déprédation<sup>1</sup>. »

Ce que l'on peut dire des guerres mêmes, on peut également le dire des traités signés en prévision de guerres possibles ou pour sanctionner celles qui ont eu lieu. M. J.-P.-O. Bland, un spécialiste anglais des

1. *Les Causes économiques des Guerres*, p. 4.

questions asiatiques, écrivait en 1921, au moment où arrivait à expiration le traité d'alliance anglo-japonais :

« Les traités internationaux sont moins inspirés par le sentiment que par la nécessité économique et par la reconnaissance de dangers communs. Les relations qui s'établissent de temps à autre entre continents, races et nations, leurs inimitiés et leurs amitiés, ne sont que les phases changeantes de la lutte mondiale pour la survivance des peuples, laquelle, en ce xx<sup>e</sup> siècle, est devenue essentiellement une lutte pour les marchés et pour la maîtrise des sources de matières premières indispensables aux centres congestionnés d'industrialisme. Même les rêves raciques tels que les visions d'une Pan-Asie ou d'un Pan-Islam ont aux extrémités de leur arc-en-ciel quelque confortable place au soleil où les affamés seront rassasiés de bonnes choses. L'idéalisme, dans le monde de la politique, appartient généralement aux nations qui, par prévoyance ou parce que favorisées des dieux, jouissent de plus que leur part des biens de ce monde; on ne la trouvera pas chez celles qui ont faim<sup>1</sup>. »

Les conflits économiques entre peuples ne font que traduire l'antagonisme de leurs besoins vitaux. Derrière le fait économique, il y a le fait biologique : reproduction et multiplication des humains et nécessité de leur nourriture.

Derrière les motifs économiques de la guerre de 1914-1918, il y avait la surpopulation européenne : 100 millions d'êtres humains en surnombre, déclarait M. Hoover en 1919. L'affaire de Serajevo a été le coup de pouce qui a déclenché le mouvement d'une machine toute prête à fonctionner.

1. *The Observer* (Londres), 26 juin 1921.

On pourrait procéder à l'analyse du déterminisme de toutes les guerres : derrière la plupart d'entre elles, on découvrirait des motifs économiques d'abord, biologiques ensuite. Et finalement, on trouverait le phénomène de surpopulation comme cause primordiale.

## CHAPITRE II

## L'IMPOSSIBLE DÉARMEMENT

Les armements sont la preuve et la mesure de la crainte et de l'insécurité dans lesquelles vivent les collectivités nationales et l'humanité entière. Ils sont l'image permanente d'un danger constant, — un danger qui vient des hommes eux-mêmes et qu'ils pourraient abolir s'ils le voulaient fermement.

En propageant l'idée erronée que les armements sont la cause de la guerre, les pacifistes ordinaires ont obscurci aux yeux de la plupart des gens le problème de sa vraie cause et, en conséquence, de sa prévention.

Le plus qu'on puisse dire dans cet ordre d'idées, c'est que les armements sont indispensables pour faire la guerre; mais cela ne veut pas dire qu'ils en soient la cause.

Yves Guyot a dit très justement : « Ceux qui veulent fonder la paix sur la limitation des armements confondent l'effet avec la cause : ce sont les causes de guerre qu'il importe de supprimer<sup>1</sup>. »

1. *Les Causes et les Conséquences de la Guerre*, p. 357.

Ce qu'il faut se demander, c'est, en conséquence : Quelle est la cause des armements?

Tout effort en faveur du désarmement se heurtera sans cesse à une impossibilité de réalisation, tant qu'on ne s'attaquera pas à la cause même des armements. Là encore, les pacifistes ordinaires prennent un effet pour une cause; ce ne sont pas les armements qui sont cause de la guerre, mais c'est la guerre ou, mieux, ce sont les perspectives de guerre qui sont cause des armements.

M. Kirby Page, qui a écrit un livre d'intention pacifiste au titre ambitieux et où cependant pas un mot n'est dit de la cause primordiale de la guerre, ce qui s'explique par le fait que l'auteur est un chrétien militant, pour qui cette cause est tabou, — M. Kirby Page tient au sujet des armements le langage typique du pacifiste. « Il est bien démontré, dit-il, que les armements constituent non seulement une charge accablante pour tous les peuples, mais aussi la cause principale de la peur et par conséquent la cause principale de la guerre<sup>1</sup>. »

Pour ma part, je me refuse à croire qu'il y ait des guerres uniquement parce qu'il existe des armements. Je suis persuadé que les nations arment parce qu'elles savent que la guerre — offensive ou défensive — est susceptible d'éclater à tout moment et que, la préparant ou la craignant, — selon le cas, — elles s'organisent en vue de cette éventualité et s'efforcent de mettre le plus de chances possible de leur côté, — d'où la course aux armements.

Le problème ne consisterait donc pas à supprimer les armements afin qu'il n'y ait plus de guerre,

1. *La Guerre, ses causes, ses conséquences et les moyens de la faire disparaître* (Genève, Sonor, 1924), p. 71.

mais à supprimer la guerre afin qu'il n'y ait plus d'armements. Toutefois, envisagée de cette manière, il va sans dire que la question des armements perd de son importance aux yeux des pacifistes, qui ne s'y intéressent que parce qu'ils croient que les armements sont la vraie cause de la guerre, — ce qui est pour moi une idée fausse.

La guerre a une cause première, suffisante et nécessaire : la surpopulation, cause que ceux qui font les guerres admettent quelquefois et nient le plus souvent, suivant les circonstances et leur intérêt politique. On ne fait pas la guerre parce qu'on a fabriqué des armes, mais on fabrique des armes parce qu'il faudra faire la guerre, et il le faudra parce que la surpopulation à laquelle se laissent aller les peuples, sous la direction des gouvernements, les oblige à se combattre.

Que les fabricants de munitions profitent de la guerre, c'est évident; qu'en conséquence ils la désirent, cela ne fait non plus aucun doute : quel capitaliste ne désire voir prospérer ses affaires? Toutefois, en cela, ils sont comme le médecin et le pharmacien qui profitent de la maladie. Rien de si avantageux pour ceux-ci qu'une « bonne épidémie » : rien de si avantageux pour ceux-là qu'une « bonne guerre ». Mais l'existence des armes ne fait pas plus naître la guerre que l'existence des médicaments ne fait naître les épidémies.

Le potentiel de guerre n'est pas dans les armements, mais dans la surpopulation et dans l'état psychologique qui lui est inhérent, — dans la surpopulation qui, entraînant la guerre, entraîne la nécessité des armements pour la faire.

La production du « matériel humain » appelle celle du matériel inhumain.

Les armements sont certes liés à la guerre, mais dans le déterminisme de cette dernière ils ne représentent qu'une étape entre la cause primordiale et l'effet final. Leur cause immédiate, c'est l'état psychologique qui s'établit chez les peuples sous l'influence de la surpopulation, — de la leur propre ou de celle du voisin : désir de la guerre chez les uns, crainte de la guerre chez les autres.

Il est donc impossible de résoudre le problème des armements — qui est en réalité celui de la guerre elle-même — sans avoir au préalable résolu celui de la surpopulation.

N'est-ce pas d'ailleurs ce que faisait remarquer récemment à un interviewer le président Masaryk, qui passe pour un grand pacifiste? « Un désarmement en bloc est impossible, disait-il, car ce n'est pas là seulement une question militaire, mais aussi économique<sup>1</sup>. » Or qu'est-ce qu'une question économique, sinon la traduction en termes de sociologie d'une question biologique?

En veut-on un exemple? Voici, brièvement exposé par le Docteur Anton Nystroem, l'enchaînement des nécessités qui en Allemagne menèrent de la surpopulation aux armements et même arrivèrent à faire accepter ceux-ci par la classe sociale qui, d'ailleurs, est en grande partie responsable de la surpopulation.

« L'Allemagne devait développer son industrie; l'accroissement annuel de sa population, estimé à 300.000 âmes, exigeait la création d'emplois nouveaux dans l'industrie, puisque ce supplément de main-d'œuvre ne pouvait être absorbé par l'agri-

1. *Prager Tagblatt* (Prague). Reproduit par *Lu*, 14 octobre 1932.

culture. Or, comme, de toute évidence, les produits industriels ne pouvaient être écoulés entièrement en Allemagne, il était nécessaire qu'on pût les exporter, et pour cela il fallait des colonies, des maisons de commerce ayant leur siège dans toutes les parties du monde et, pour protéger ces établissements, une flotte puissante. Ainsi, peu à peu, il apparut à tous qu'une grande flotte pour la protection du commerce et des colonies était une affaire de vie ou de mort. Les ouvriers eux-mêmes finirent par comprendre que la colossale industrie allemande réclamait un commerce extérieur et que l'exportation devait être protégée sur mer par des navires de guerre. Si la sécurité de l'exportation venait à ne plus être assurée, il faudrait fermer les usines, des millions d'ouvriers y perdraient leur salaire et seraient réduits à mourir de faim<sup>1</sup>. »

Naturellement, pas plus qu'ils n'engendrent la guerre, les armements ne sauraient finalement nous en préserver : on arme pour se battre le cas échéant, et le moment venu on se battra.

Le belliciste, demi-âne, demi-canaille, qui prétend préparer la guerre pour avoir la paix et qui, à sa grande surprise, parfois obtient la guerre, parce qu'il l'a préparée beaucoup plus qu'il ne croyait le faire, — le belliciste nous représente les armements comme étant le moyen d'assurer la paix ; mais, en réalité, il ne peut, par son moyen, que nous apporter la guerre : les armes sont faites pour servir et un jour elles seront utilisées conformément à leur destination, non pas, bien entendu, du seul fait de leur existence, comme le croit le pacifiste, mais parce que le belliciste — en quoi le

1. *Avant 1914, pendant et après*, pp. 130-131.

pacifiste lui ressemble comme un frère — ne tient aucun compte de la cause réelle de la guerre, cause qui en conséquence continue d'agir jusqu'au moment où elle produit son effet. Qui mieux est, le belliciste, tel actuellement Mussolini, s'attachant également à faire naître le plus de chair à canon possible, hâte la venue du moment où la guerre éclatera.

— Mais, objecteront nos pacifistes à courte vue, si les armements n'existaient pas, on ne pourrait pas se battre!

— Evidemment.

— Alors, qu'on les supprime!

— D'accord pour la suppression, je n'y vois aucun inconvénient, mais ce que je puis affirmer, c'est qu'on ne les supprimera pas. C'est justement parce que sans armes on ne pourrait pas se battre, que le désarmement n'aura pas lieu. Ni les gouvernements ni les peuples qui les soutiennent — car on admettra bien que si les gouvernements sont en place, c'est que les peuples y consentent — ne renonceront aux armements. La masse sent obscurément et certains gouvernants savent clairement que la surpopulation croissante des divers pays du monde conduit ceux-ci à la guerre, soit comme agresseurs, soit comme défenseurs, pour la conquête ou le maintien d'un certain type d'existence. C'est en prévision de cette éventualité qu'il existe des armements.

Mais si, dans une volonté de paix unanime et éclairée, l'humanité faisait disparaître la surpopulation de la planète, alors les canons, les fusils, les munitions pourraient exister : ils seraient inoffensifs et personne ne songerait à les utiliser ou à les détruire.

Lorsque les gouvernants allemands déclarent que l'Allemagne ne veut pas réarmer, mais arriver à un désarmement général, ils se livrent à une feinte : ils savent bien que finalement l'Allemagne réarmera, parce que les autres nations du monde ne veulent ni ne peuvent désarmer.

Pareillement, Mussolini ne proclame son ardeur à désirer le désarmement que parce qu'il est convaincu qu'il ne pourra pas avoir lieu.

Peut-être, dans un proche avenir, quelques petites réductions d'armements auront-elles lieu, poudre jetée aux yeux des peuples, mais je ne suis pas assez naïf pour croire que ce soit là même une simple étape vers l'abolition de la guerre.

« Il n'y a », disait en 1921 le président Harding, avant la Conférence de Washington, « aucun espoir de désarmement universel; la désirabilité même de celui-ci, en ce moment, peut fort bien être mise en doute!... Le plus qu'on puisse espérer, c'est une certaine limitation, un allègement des charges militaires; et cet objet serait mieux atteint par la suppression des causes qui donnent une base aux craintes de conflits, c'est-à-dire en extirpant les racines de la guerre, que par des accords sur le papier<sup>1</sup>. »

A la même occasion, M. Hughes, premier ministre d'Australie, disait : « A moins qu'on ne fasse disparaître les causes des armements, il est futile de parler de désarmement. Pour moi, je n'entrevois aucun espoir de désarmement tant que les problèmes du Pacifique ne seront pas réglés. Quelles que soient les décisions de la Conférence de Was-

1. Cité par *The Pall Mall and Globe* (Londres), 13 octobre 1921.

hington, l'Australie doit avoir pour sa sécurité une défense navale suffisante. La paix dans le Pacifique signifie la paix dans l'Empire<sup>1</sup>. »

On sait quelle est la cause de guerre et, par suite, la cause d'armements dont parlaient ces deux hommes d'Etat : la surpopulation japonaise, mère de l'impérialisme du Japon. Mais ce qui est vrai pour l'Amérique et l'Australie l'est également pour l'Europe.

La réduction des armements ne pourrait que suivre le rythme de la désurpopulation. Or, pour le moment, la terre se surpeuple au rythme de 50.000 enfants par jour.

Ni le belliciste ni le pacifiste ordinaire ne sont aptes à apporter la paix au monde. C'est le pacifiste scientifique qui tient la clé du problème. Que l'humanité l'écoute et se conforme à ses enseignements et elle entrera bientôt dans la Terre promise de la Paix universelle.

1. Cité par le *Temps* (Paris), 3 octobre 1921.

## CHAPITRE III

## CRAINTE, ARMEMENTS, GUERRE

La guerre, a-t-on dit aussi, est fille de la crainte. Si l'on s'arrête à cette étape dans la recherche des causes de la guerre, mais avec la pensée d'aller plus loin, nous pouvons dire : C'est exact. Mais il ne faudrait pas en rester là!

Bertrand Russell, au moment de guerre de 1914-1918, assignait diverses causes aux guerres en général : le capitalisme, l'influence de la presse, la pugnacité humaine, etc., toutes causes de deuxième ou de troisième ordre; mais il faisait aussi grand état de la crainte, comme l'indique le titre d'une de ses brochures : *War, the Offspring of Fear* (La guerre, fille de la crainte). Selon sa pensée d'alors, la guerre naissait de la peur réciproque d'une agression du voisin; cette peur engendrait les armements et les deux causes associées amenaient la guerre. Mais je dois dire que, depuis cette époque, cet écrivain a évolué en faveur de la thèse de la surpopulation cause de guerre.

Pour M. Kirby Page, la guerre semble être plutôt la fille des armements. « Les armements, dit-il, sont la cause principale de la frayeur que les

nations s'inspirent les unes aux autres. La peur est la cause principale de la guerre. La guerre à son tour augmente la crainte et de ce surcroît de peur sortent des armements toujours accrus<sup>1</sup>. »

Que ce soit la crainte qui cause les armements ou ceux-ci qui fassent naître la crainte pour finalement nous valoir la guerre, peu importe; avec de telles définitions, nous tournons dans un cercle vicieux, pour sortir duquel il faut autre chose que l'indigence de pensée dont font preuve la plupart des pacifistes.

Pour M. Léon Blum, les armements et la crainte sont la source de la guerre. A une enquête ouverte par les *Daily News* de Londres sur « la Prochaine Guerre », il avait été invité à répondre et sa contribution se terminait ainsi : « On doit apprendre aux peuples, avant toute autre chose, à ne pas craindre la guerre, à ne pas la considérer comme un événement possible : et effectivement, elle deviendra impossible si les peuples cessent de la craindre, puisqu'ils cesseront d'armer pour la guerre<sup>2</sup>. »

Qu'il est aisé à M. Blum de résoudre le problème de la guerre! Et comme son moyen est pratique!

Mais il en va de la crainte comme des armements. Il suffira de désarmer pour ne plus voir la guerre, disent les pacifistes. Oui, mais on ne désarmera pas! Il suffira de ne plus craindre la guerre pour ne plus armer, disent-ils encore. Oui, mais la crainte ne disparaîtra pas!

En d'autres termes, les pacifistes feraient bien

1. *La Guerre, ses causes, ses conséquences et les moyens de la faire disparaître*, p. 70.

2. *Daily News* (Londres), 8 avril 1929.

de se demander, quel que soit l'ordre dans lequel ils placent les facteurs de leur problème, *pourquoi l'on craint et pourquoi l'on arme*. Je constate que c'est ce qu'ils ne font jamais ou, du moins, jamais sérieusement.

Les armements naissent de la crainte et la crainte naît des armements. Soit. Mais si les nations ont peur les unes des autres, si elles arment les unes contre les autres, ce sentiment et ce geste ne sont peut-être pas sans raison. La vérité est qu'on arme à cause de la croissance en nombre de tel ou tel peuple et de ce qui s'ensuit. C'est cela qui fait naître une peur instinctive, parce qu'on en voit bientôt poindre les conséquences. Et ce ne sont pas les armements qui font qu'un jour la guerre a lieu : c'est la surpopulation, à cause de laquelle on a armé. Mais les pacifistes semblent être étrangement incapables d'aller plus loin qu'ils ne le font.

M. Kirby Page, par exemple, donne dans son livre diverses preuves de la peur réciproque des nations avant la guerre de 1914-1918 et du rôle joué par la peur dans le déclenchement des guerres en général, mais il laisse chaque fois passer l'occasion de faire ressortir la cause de la peur, ainsi, d'ailleurs, que la cause de la menace, comme lorsqu'il dit : « Il n'est que trop certain, pour qu'il soit besoin d'apporter de nouvelles preuves, que les écrits des militaristes prussiens et le langage belliqueux du Kaiser et de ses généraux avaient fini par produire une peur panique tant en France qu'en Russie et en Angleterre. Que cette peur fût sincère, rien de plus certain<sup>1</sup>. » Mais pas un mot

n'est dit de la raison du langage alors tenu en Allemagne : la surpopulation allemande, — raison qui est également celle de la peur des trois pays cités. Et il n'est pas un seul des autres exemples produits par M. Kirby Page qui ne soit susceptible de la même critique.

J'aurais pu faire ici d'autres citations, considérer plus en détail les prétendues causes déterminantes de la guerre. A quoi bon? Depuis que je me suis attelé à la rédaction du présent livre, nombre d'écrits pacifistes ont défilé sous mes yeux. Or j'ai dû faire la triste constatation que les diverses opinions qui y sont exprimées quant à la cause de la guerre et aux moyens de la prévenir ne valent pas mieux que ce que j'ai cité jusqu'ici. Beaucoup de bonne volonté, mais plus encore d'ignorance et d'incompréhension! Et cela explique le néant du résultat de la propagande des pacifistes ordinaires, de même que les railleries que leur décochent leurs adversaires les bellicistes.

J'arrête donc ici cet examen préliminaire. Il suffit à établir l'impuissance doctrinale et pratique du pacifisme non scientifique. L'état actuel du monde, il est vrai, ne nécessitait peut-être pas qu'on prît cette peine! N'importe, ce devait être fait.

De cette partie négative, passons à la partie positive : l'exposé du déterminisme de la guerre.

<sup>1</sup>, *La Guerre, ses causes, ses conséquences et les moyens de la faire disparaître*, pp. 33-35.



## CHAPITRE IV

## LA LOI DE POPULATION

La surpopulation est la cause de la guerre. Qu'est-ce donc que la surpopulation?

Avant d'en donner la définition, il me faut dire quelques mots de cette loi naturelle qu'on appelle loi de population ou loi de Malthus, du nom de l'économiste qui l'a découverte et formulée. C'est à l'adaptation à cette loi qu'est subordonné l'établissement de la paix définitive sur la terre.

La loi de population consiste en ceci que la population, si aucun obstacle ne l'en empêche, croît indéfiniment en progression géométrique, comme 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256, etc. Ce fait résulte de ce que, durant sa période de fécondité une femme peut avoir une descendance de douze à seize enfants, ce qui est une moyenne modérée. Quant aux subsistances, la quantité qu'en peut fournir un sol limité est elle-même nécessairement limitée. Afin de faire bien sentir le contraste existant entre le principe de la reproduction des humains et celui de la reproduction de leur nourriture, Malthus disait que les subsistances s'accroissent seulement en progression arithmétique, comme 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, etc. Maintenant, l'accroisse-

ment des subsistances ne peut plus être calculé avec autant de rigueur à cause des applications de la science à l'agriculture; mais ceci n'a qu'une médiocre importance et n'influe en rien sur la vérité de la loi de population, dont la formule est la suivante : *La population a une tendance constante à s'accroître au delà des moyens de subsistance.*

Il y a donc, en principe, un déséquilibre naturel entre la reproduction des humains et la production de leur nourriture.

Cependant, finalement, un équilibre relatif s'établit, tant bien que mal, au moyen de ce que Malthus appelait les freins de la population. Il pourrait se faire dans un sens favorable à l'homme, mais jusqu'ici c'est dans un sens défavorable qu'il s'est fait, c'est-à-dire que cet équilibre a été jusqu'à ce jour plus apparent que réel.

Malthus distinguait deux sortes de freins : 1° les freins préventifs : a) célibat et continence, qu'il jugeait bons, parce que selon lui moraux; b) prostitution et prudence procréatrice, qu'il considérait l'une et l'autre comme mauvaises, parce que selon lui également immorales; 2° les freins répressifs, comprenant toutes les causes de mort prématurée.

Si, comme je le fais personnellement, nous nous séparons de Malthus dans son appréciation et sa classification des freins, pour cette raison qu'elles ne correspondent plus aux connaissances scientifiques et à l'éthique de notre temps, nous pouvons dire qu'il n'existe qu'un seul frein préventif, parce qu'il n'en est qu'un d'admissible : la prudence procréatrice ou limitation des naissances; tandis qu'il existe de nombreux freins répressifs, tous détestables. Le frein préventif procure un équilibre de

richesse et de bonheur; les freins répressifs donnent un équilibre de misère : pauvreté et souffrance.

Le frein préventif, celui que les humains prévoyants mettent en œuvre pour éviter la venue d'êtres nouveaux dont la nourriture n'est pas assurée, est d'une importance fondamentale dans la prévention de la guerre. Mais les prévoyants sont dans l'humanité une infime minorité; aussi la guerre sévit-elle avec fréquence.

Les freins répressifs sont ceux dont use la nature, à défaut de la mise en œuvre par l'homme du frein préventif. Et parmi eux se trouve celui dont nous nous occupons dans ce livre : la guerre.

Le choix qui s'offre à l'humanité est donc nettement défini : ou la guerre ou la limitation des naissances<sup>1</sup>.

---

1. Je n'ai pas voulu fatiguer mes lecteurs par un exposé théorique détaillé du fonctionnement de la loi de population. Ce n'était pas indispensable. L'essentiel en est dit ici. Mais ceux qui désireraient compléter leurs connaissances sur ce point pourront, s'ils lisent l'anglais, avoir recours à *An Essay on the Principle of Population*, par Thomas-Robert Malthus, de l'édition Dent, qui est vendue couramment en Angleterre. Les diverses éditions de la traduction française de cet ouvrage par P. et G. Prévost, publiées au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, sont aujourd'hui introuvables. Il existe chez Alcan, de G. de Molinari, un exposé de la doctrine de Malthus paru sous le titre : *Malthus. Essai sur le Principe de Population*; malheureusement, ce n'est qu'un résumé.

## CHAPITRE V

### LA SURPOPULATION

Maintenant, nous pouvons parler de la surpopulation, laquelle résulte de ce que l'humanité, de par l'ignorance ou l'égoïsme inférieur de la majorité des individus, ne s'est pas adaptée, dans son activité sexuelle et reproductrice, à la loi de population.

Le maximum de population qu'il est permis à un pays d'atteindre sans que ses habitants en souffrent — et sans que ceux des autres pays du monde en souffrent — est celui que représente un nombre d'êtres humains auxquels serait assurée la ration de subsistances nécessaire à l'existence normale en ce pays.

Et, naturellement, le nombre d'enfants, de nouveaux êtres humains qu'il serait permis à cette collectivité d'appeler à la vie, si elle s'inspirait de la raison, serait le nombre déterminé par la mortalité générale et par une augmentation éventuelle des subsistances.

Est-il nécessaire d'ajouter qu'on devrait se soucier d'augmenter les subsistances avant d'augmenter le chiffre de la population? Peut-être, pour beaucoup de gens.

Et aussi qu'en raison de l'égoïsme masculin et de l'ignorance féminine, à cause aussi des fléaux destructeurs de subsistances dispensés par la « bonne Nature », il serait préférable qu'une population demeurât au-dessous plutôt qu'au niveau du maximum?

Si, dans un pays, l'augmentation de la population n'est pas subordonnée à l'augmentation préalable des subsistances, il ne reste à la collectivité de ses habitants qu'à subir les freins répressifs. Collectivement, ils sont assurés de les subir, quoique individuellement, dans toute société basée sur l'inégalité économique, la part de souffrance doit être plus grande pour les uns que pour les autres.

Lorsque la population a dépassé le niveau qui lui est assigné par les subsistances disponibles, il y a déséquilibre. On appelle ce déséquilibre : surpopulation.

Le Docteur C.-V. Drysdale donne une définition simple de la surpopulation lorsqu'il dit qu'un pays surpeuplé est « un pays où les naissances ont lieu plus rapidement que ne peuvent être trouvés les moyens de nourrir les nouveaux venus<sup>1</sup> ».

Adelyne More en a donné la suivante :

« La surpopulation est un rapport entre le nombre des hommes et la somme de la richesse. C'est l'existence d'un nombre d'hommes tel dans le monde, dans un pays ou dans une classe quelconque, que la richesse totale du monde, de ce pays ou de cette classe est impuissante à les maintenir dans un type d'existence donné<sup>2</sup>. »

1. *Y a-t-il des subsistances pour tous?* p. 7.

2. *Fecundity versus Civilisation*, p. 21.

Par sa définition de la limite rationnelle de la population, Malthus nous aide à déterminer la surpopulation d'un pays quelconque.

1° Pour un pays agricole, il dit :

« La limite de la population d'une nation qui tire la totalité de ses subsistances de son propre territoire est le moment où la terre a été si amplement occupée et exploitée que l'emploi sur elle d'un autre ouvrier ne produira pas, en moyenne, une quantité additionnelle de subsistances suffisante pour faire vivre une famille d'un nombre de personnes tel que le comporterait un accroissement de population<sup>1</sup>. »

2° Pour un pays industriel :

« La limite de la population des nations commerçantes est la période où, étant donné l'état réel des marchés étrangers, elles sont incapables d'importer régulièrement une quantité croissante de subsistances<sup>2</sup>. »

Lorsque ces deux limites ont été dépassées, il y a surpopulation.

Nous appellerons la première de ces formes de surpopulation : *surpopulation agricole*, et la seconde : *surpopulation industrielle*.

Si la sagesse avait eu cours en matière de population, en chaque pays, la population se serait limitée aux capacités de nourriture de son propre sol. Dès qu'un pays a dépassé cette limite, il est en état de surpopulation agricole. On verra par la suite comment et pourquoi il devient un pays industriel

1. *Essay on the Principle of Population*, 7<sup>e</sup> éd., liv. III, chap. X.

2. *Ibid.*

et commercial et comment, en l'absence prolongée de la sagesse précitée, il est amené à se trouver en état de surpopulation industrielle.

Ce raisonnement s'applique aux nations, non à la terre entière.

En ce qui concerne la terre entière, il ne saurait exister qu'un état, celui de surpopulation agricole, pour la raison évidente que la terre entière n'a pas à faire le commerce de produits industriels avec une autre planète qui lui céderait en échange des subsistances!

En matière terrestre ou mondiale, nous distinguerons la *surpopulation relative* et la *surpopulation absolue*, la première expression s'appliquant à l'état démographique de la planète n'ayant pas encore atteint son maximum de capacité productive de subsistances et la seconde à l'état démographique de la planète l'ayant atteint.

La loi de population est mal comprise de beaucoup de personnes, à cause de la complexité de son fonctionnement; la notion de surpopulation est aussi mal comprise, et cela à cause de son caractère relatif et variable. Elle n'aurait de signification absolue que dans l'éventualité de la surpopulation du globe terrestre, une fois que toutes les terres cultivables auraient été occupées.

C'est ce que le Docteur George Drysdale — qui fut pour Malthus ce que Thomas Huxley fut pour Darwin, un vulgarisateur ardent et compréhensif — a fort bien mis en relief.

« Malthus, fait-il remarquer, n'a pas dit que la terre fût trop peuplée relativement à sa plus haute puissance de production et qu'elle ne pût maintenir beaucoup plus d'habitants qu'il n'en existe

aujourd'hui<sup>1</sup>. Il a dit qu'elle est trop peuplée relativement aux produits existants à chaque époque dans un pays, et qu'il en fut ainsi, à un degré plus ou moins grand, depuis les débuts de l'histoire<sup>2</sup>. »

Ainsi il se peut que, sur le globe, des territoires soient encore actuellement libres pour la culture dans les pays neufs d'Amérique et d'Australasie. Tant qu'ils ne sont pas cultivés ils ne produisent rien pour l'homme. On peut donc parler d'un globe terrestre *relativement* surpeuplé, en ce sens que la population du globe est trop nombreuse par rapport aux subsistances actuellement disponibles.

En 1904, dans un essai d'arithmétique économique intitulé *Population et Subsistances*, M. Gabriel Giroud a prouvé que le globe terrestre se trouvait alors en état de surpopulation relative. Utilisant les chiffres fournis par les statistiques officielles de chaque nation, il a fait, pour une bonne année de production moyenne, le relevé des subsistances végétales et animales disponibles pour l'humanité, déduction faite, parmi les produits végétaux, de ce qui est nécessaire aux ensemencements et à la nourriture des animaux. C'est une étude consciencieuse, aussi précise que le permettent les statistiques et dont les estimations approximatives font la part plutôt favorable à l'optimisme. Or, après avoir établi la ration moyenne qui, dans l'hypothèse d'un partage égal, reviendrait à chaque individu, et après avoir comparé cette ration à celle qui est reconnue nécessaire dans une alimentation rationnelle, l'auteur arrive à cette terrible conclusion : « Il manque un tiers environ d'albuminoïdes

1. L'Essai de Malthus parut en 1798 et les *Eléments de Science sociale* de George Drysdale en 1854.

2. *Eléments de Science sociale*, 6<sup>e</sup> éd., p. 248.

à la ration qui revient à chaque humain dans le partage des produits de la terre. La terre ne nourrirait que les deux tiers de ses habitants. Les hommes ne disposeraient que de deux parts pour trois<sup>1</sup>. »

Aux environs de 1904, la terre entière était donc surpeuplée.

Mais il y a une répugnance évidente chez l'immense majorité des êtres humains à admettre la réalité de la surpopulation, dont la simple idée blesse toutes leurs croyances et qu'ils se refusent à constater. Malgré la peine que la plupart d'entre eux ont à vivre, ils sont persuadés, dans leur naïf anthropocentrisme, que s'ils sont nés, c'est que leur couvert était mis d'avance au banquet de la vie. Le Dieu qui préside à la naissance des hommes et qui a fait le monde pour eux, ne saurait les avoir appelés à l'existence sans avoir préparé la nourriture qui les fera durer. Ceux qui ne croient pas au Dieu de la théologie ont foi en une « bonne Nature » qui remplit les mêmes offices philanthropiques que le Créateur. Cette croyance mystique à une providence quelconque s'est évanouie chez certains, en nombre d'ailleurs assez restreint, mais pour faire place, trop souvent, à une nouvelle divinité, la Science, qui, lorsque les hommes le voudront ou lorsque le besoin s'en fera sentir, procurera à l'humanité une nourriture si abondante qu'il pourra naître autant d'enfants qu'on le désirera. Et comme, dans l'intervalle entre l'évanouissement de la croyance à la providence divine et l'avènement de la Science dispensatrice de l'abondance, il faut avancer une raison pour expliquer la disette,

1. *Population et Subsistances*, p. 49.

on la met au compte de la société, de la société mal faite qui distribue trop aux uns et pas assez aux autres et apporte des entraves aux applications scientifiques en matière de production des subsistances.

Voici le raisonnement typique du socialiste, du communiste, de l'anarchiste, etc., au sujet de la population dans une société autre que la société capitaliste. Ces lignes sont de G. Potron, un socialiste colinsien belge :

« Sous le régime économique actuel, il est impossible que les familles nécessiteuses ne songent pas à restreindre le nombre de leurs enfants. Mais que le régime change, que le sol soit rendu inaliénable et devienne propriété collective, que les enfants ne soient plus à la charge de leurs parents, il n'y aura plus aucune raison pour ceux-ci de ne plus procréer<sup>1</sup>. »

Ils placent leurs espérances dans des « possibilités » de toutes sortes. Il y a tant de poisson dans la mer! La pilule de Berthelot — dont les Allemands, ces maîtres de la chimie, auraient bien dû se sustenter pendant le blocus — garnit le buffet du futur de tous les visionnaires de la sociologie. Kropotkine fait des merveilles — sur le papier de *Champs, Usines et Ateliers* — en matière d'agriculture, grâce au repiquage et aux ressources illimitées — dans son rêve — en engrais artificiels.

Cependant, le Professeur East, de la Harvard University, disait au Congrès mondial de la Population tenu à Genève en 1927, que « l'alimentation

1. *Minerva* (Bruxelles), mai 1914.

synthétique à bon marché est une pure rêverie, voire un cauchemar<sup>1</sup> ».

Un cauchemar, en effet, car, même si c'était possible, quelle belle perspective s'ouvrirait pour l'humanité par l'alimentation chimique, associée au fait déjà en voie de réalisation de ce que les hommes appellent la « civilisation mécanique » !

Le Docteur René Allendy, de son côté, disait dans un livre récent : « L'avenir est lourd d'inquiétudes. A cela, les optimistes opposent leur foi dans les progrès de la science : « On trouvera, disent-ils, le « moyen de se nourrir avec l'azote de l'air et d'utiliser comme force motrice l'énergie intratomique. » Ils pourraient tout aussi bien nous proposer de coloniser la lune : nous avons le devoir de ne pas partager leur confiance<sup>2</sup>. »

Et dans *Y a-t-il des Subsistances pour tous?* le Docteur C.-V. Drysdale, une compétence en matière de chimie et physique appliquées, a magistralement réfuté les affirmations de Kropotkine.

En réalité, le nombre optimum des habitants d'un pays donné est indiqué par les subsistances dont il peut disposer. Il y a surpopulation dans ce pays lorsque, ce nombre ayant été dépassé, l'habitant de ce pays ne peut vivre conformément au type d'existence qui est considéré comme normal ou, mieux, ne peut disposer de la ration alimentaire-type nécessaire au maintien de son existence selon la norme physiologique. Ce pays est surpeuplé dans le sens que nous avons appelé surpopulation agricole.

Suivons ce pays dans son évolution. Il s'industrialise

afin d'acquiescer par le commerce les subsistances qui lui sont indispensables. Il atteint en quelques dizaines d'années un état d'industrialisation fort avancé et sa population s'accroît en conséquence. La prospérité y règne et chaque individu y vit normalement. Il n'y a pas, à ce moment, surpopulation du type que nous avons appelé surpopulation industrielle. Mais un changement quelconque se produit dans le monde : l'industrialisation concomitante de pays naguère purement agricoles, par exemple : en un court laps de temps, les débouchés se ferment devant le commerce d'exportation de ce pays, qui de ce fait se trouve incapable d'obtenir, pour sa population devenue trop nombreuse, les vivres qui lui sont nécessaires. Hier, il n'était pas surpeuplé; aujourd'hui, il l'est. C'est ainsi que l'Anglais R.-W. Inge pouvait dire, il y a quelques années : « Si nous perdons notre commerce avec l'étranger, notre pays sera surpeuplé d'au moins 50 0/0. »

Nous pouvons maintenant donner la claire et simple définition ci-après, qui embrasse la généralité des cas de surpopulation :

La surpopulation est l'état d'un territoire où la population a dépassé le niveau qui lui est assigné par ses disponibilités en subsistances.

C'est la surpopulation, pouvant aller jusqu'à la saturation démographique des pays asiatiques, qui constitue le potentiel de guerre.

1. *Daily News* (Londres), 1<sup>er</sup> septembre 1927.

2. D<sup>r</sup> R. et Y. Allendy, *Capitalisme et Sexualité*, p. 239.

## CHAPITRE VI

## LA NATION NORMALE

La définition que j'ai donnée de la surpopulation m'amène à la définition de la norme sociale rationnelle au point de vue démographique. Il va de soi que la société rationnellement normale est celle où il n'y a pas surpopulation, donc une société où l'équilibre règne entre la population et la richesse, plus spécialement entre la population et les subsistances.

C'est ce que l'économiste allemand Friedrich List appelait la « nation normale ».

« La nation normale, pensait List, est celle qui non seulement peut pourvoir à sa défense, mais peut aussi, grâce au développement harmonieux de son agriculture et de son industrie, vivre de ses propres ressources, sans avoir besoin de solliciter pour sa subsistance le concours de l'étranger<sup>1</sup>. »

C'est la formule de l'autonomie économique pour la nation.

Avant List, Malthus avait, lui aussi, prévu la

1. Cité par Maurice Lair, *L'Impérialisme allemand*, 4<sup>e</sup> éd., pp. 283-284.

nation normale, quoiqu'il n'ait pas inventé la locution. Il a montré quelle place, limitée par l'excédent des subsistances, doit y occuper l'activité industrielle. Il dit : « Le commerce et l'industrie sont nécessaires à l'agriculture; mais l'agriculture est encore plus nécessaire au commerce et à l'industrie. Il sera toujours vrai que l'excédent de la production des cultivateurs, considéré dans son sens le plus large, mesure et limite la croissance de la partie de la société qui n'est pas employée aux travaux de la terre. Le nombre des industriels, des marchands, des propriétaires et des personnes engagées dans les diverses professions libérales, administratives et militaires du monde entier, doit être exactement proportionné à cet excédent de production agricole et ne peut, étant donné la nature des choses, le dépasser<sup>1</sup>. »

Il résulte de cette fixation théorique du chiffre normal de la population par rapport aux subsistances dans une nation, que toute industrialisation qui dépasse cette limite ne peut exister — si elle réussit, par le commerce extérieur, à amener dans la nation les subsistances que réclame une surpopulation croissante — que grâce à la non-industrialisation des pays neufs de l'extérieur qui sont encore des nations agricoles.

Il va sans dire que dès que ces nations encore agricoles s'engagent elles-mêmes dans l'industrie, l'industrialisation des nations qui s'y étaient engagées précédemment devient en grande partie sans objet, puisque les débouchés sont perdus : d'où les crises économiques. Nous nous trouvons actuelle-

1. *Essay*, liv. III, chap. VIII.

ment dans une semblable conjoncture, qui, en réalité, ne mérite plus le nom de crise, car le fait n'est pas transitoire, mais définitif, puisqu'il résulte de l'industrialisation croissante du monde : les débouchés, les marchés ne sont pas à reconquérir, ils sont définitivement perdus.

En de tels cas, comment les nations, si elles ne veulent pas subir la famine, la misère, se sortent-elles d'embaras, sinon par la guerre ou en s'engageant dans des voies qui mènent à la guerre ?

Au point où en est arrivée la folie reproductive, industrielle et guerrière du monde actuel, Malthus, par la citation ci-dessus, fait figure de naïf ; mais les humains d'aujourd'hui ne vivraient pas au sein de cette folie si jadis leurs ancêtres avaient écouté la voix de sagesse de ce naïf. D'ailleurs, nos contemporains ne l'écoutent pas davantage et l'on peut imaginer aisément l'avenir qu'ils ménagent à leurs petits-enfants.

Il est clair qu'une nation qui s'attacherait à vivre en « nation normale » réduirait au minimum ses chances de guerre. En effet, elle ne se livrerait à aucune guerre d'agression ; elle n'entreprendrait aucun dessein de conquête ou de colonisation. En outre, elle n'irait pas contribuer à surpeupler un autre pays par une émigration qui, toute pacifique qu'elle soit en apparence, crée toujours une certaine hostilité. Il ne resterait à la nation normale que le danger d'une invasion de son territoire, soit par l'immigration, soit par la guerre, de la part d'une ou de plusieurs nations surpeuplées.

Mais si toutes les nations l'imitaient, le danger de guerre serait écarté.

Ce serait alors, pour la terre entière, la formule réalisée de l'harmonie économique.

Dans l'éventualité de la réalisation de cette harmonie — dont nous sommes loin ! — et seulement alors, les pacifistes mystiques, chrétiens ou autres, pourraient dire aux peuples et aux individus : « Aimez-vous les uns les autres » ou « Ne tuez pas » sans répéter de vaines paroles. En vérité, ils n'auraient besoin de rien dire : leurs discours seraient sans objet. En tout cas, cette possibilité, ils ne l'auraient pas fait éclore : elle serait née de l'œuvre, en pensée et en acte, des pacifistes scientifiques.

Dès l'instant où une nation dépasse cet état d'autonomie économique et où, par conséquent, elle entre en état de surpopulation, ses citoyens se trouvent appelés à souffrir, d'une façon ou d'une autre, de l'action des freins répressifs.

Parmi les freins répressifs, Malthus rangeait avec raison la guerre, « que, de toute évidence, nous nous attirons nous-mêmes », disait-il, et « qu'il serait en notre pouvoir d'éviter<sup>1</sup> », par la substitution d'un frein préventif aux freins répressifs.

La guerre est un des modes de rétablissement de l'équilibre entre la population et les subsistances. C'est un moyen violent, amené par la nécessité, de supprimer la surpopulation ; mais comme c'est un moyen aveugle, non dirigé par une volonté intelligente et consciente, elle n'y réussit pas toujours ; car elle est destructive non seulement d'hommes, mais de capital, de produits de la terre et de main-d'œuvre par lesquels vivent les hommes.

Le clairvoyant Malthus avait constaté ce fait. Ne dit-il pas : « Une disette de subsistances peut

1. *Essay*, liv. I<sup>er</sup>, chap. II.



d'abord donner naissance à des habitudes guerrières et celles-ci, en retour, peuvent contribuer puissamment à amoindrir les moyens de subsistance<sup>1</sup>. »

Mais les exemples d'il y a un siècle et demi et plus auxquels se référerait Malthus ne sont rien auprès de celui que constitue la guerre de 1914-1918, avec la famine et le chômage intense qui sévirent en Europe dans les années ayant suivi immédiatement la guerre. La guerre est un frein répressif, mais, naturellement, c'est un frein indifférent au bonheur humain; seuls d'absurdes finalistes peuvent croire le contraire.

Il se peut que la nation surpeuplée ne déclare elle-même la guerre à aucune nation, mais, toutes les nations du globe étant solidaires, — d'une solidarité mécanique, — du seul fait qu'elle est surpeuplée elle a sa part de responsabilité dans toute guerre due à la surpopulation qui se déclenche sur le globe.

Le fait de n'être pas surpeuplée, alors que d'autres le sont, ne saurait d'ailleurs préserver aucune nation de la guerre, et cela en vertu de cette même solidarité mécanique. C'est pourquoi le problème de la guerre et de la paix, envisagé à la lumière de la loi de population, est un problème mondial, et non le problème de la nation isolée. Il sera résolu internationalement ou ne sera pas résolu.

Et ce problème ne peut être envisagé *d'abord* qu'à cette seule lumière, étant donné que, comme on l'a déjà entrevu, et comme ce sera démontré au cours de cet ouvrage, la surpopulation est la cause *primordiale* de la guerre.

Je me propose donc d'exposer ici le détermi-

1. *Essay*, liv. 1<sup>er</sup>, chap. VI.

nisme théorique et le mécanisme, le processus de fait de la guerre comme découlant de la surpopulation.

En ce qui concerne le passé, nous verrons si toutes les guerres ont été ou non des guerres de surpopulation. En tout cas, je considère la guerre de 1914-1918 comme une guerre de surpopulation et mon intention est de démontrer qu'elle fut telle.

Quant à l'avenir, on verra, non point ce qu'il sera, l'auteur n'étant pas devin, mais ce qu'il semble déjà être en puissance, à en juger par les éléments actuels; nous verrons aussi ce qu'il peut être en bien ou en mal pour l'humanité, selon ce qu'elle le fera : s'il sera la guerre jusqu'à l'infini des temps, comme le prétendent des philosophes qui la haïssent, tel Le Dantec, et des militaristes qui ne la détestent pas, tel Hindenburg, et dans quelles conditions il peut en effet en être ainsi; ou s'il sera la paix, comme des pacifistes bien intentionnés, mais plus mystiques que scientifiques, le désirent, et comment il pourrait être tel.

## CHAPITRE VII

### LE DÉTERMINISME DE LA GUERRE

Reprenons la distinction faite par Malthus entre la nation agricole et la nation commerçante et industrielle pour considérer ces deux stades d'évolution dans la même nation, tout pays, faute de sagesse procréatrice de la part de ses habitants, dépassant la première phase pour entrer dans la seconde.

Si la sagesse s'est manifestée en matière de procréation dans un pays donné, la population se trouve assez exactement limitée aux capacités de nourriture de son propre sol. Mais ce pays n'existe qu'en théorie. Dès que le pays en question a dépassé cette limite, il est en état de surpopulation agricole.

Qu'est-il alors obligé de faire, sa population continuant de s'accroître, pour conserver son type d'existence? Il est contraint de se livrer à la production industrielle, afin de faire du commerce avec les pays étrangers, c'est-à-dire de livrer à ceux-ci des produits manufacturés en échange de leurs subsistances s'ils en ont en excès.

Mais cette évolution de l'agriculture vers l'in-

dustrialisme n'est pas limitée à un pays. Elle se poursuit avec plus ou moins d'avance, dans tous les vieux pays, dans tous les pays de vieille civilisation, spécialement en Europe. En Asie, des pays tels que l'Inde, la Chine, le Japon, qui sont surpeuplés à l'extrême, sont en voie d'industrialisation. Les Etats-Unis, un pays nouveau cependant, ont commencé depuis longtemps à s'industrialiser, ainsi qu'à limiter sérieusement l'immigration sur leur territoire, frappant même d'ostracisme les peuples asiatiques, trop prolifiques, et d'un quasi-ostracisme un peuple européen du même genre : les Italiens.

Les pays industriels entrent alors en concurrence pour le placement de leurs produits. En général, cette lutte commerciale n'a rien de favorable à la paix; souvent elle s'envenime et engendre des haines entre peuples. Pour avoir plus de chance d'écouler leurs marchandises, les nations arrivent naturellement à désirer des marchés privilégiés. Les traités commerciaux avec préférence pour des nations plus favorisées entraînent l'inimitié des autres. Mais les marchés privilégiés par excellence sont les colonies, lesquelles s'acquièrent par la guerre et sont de puissantes causes de jalousies internationales, mères de guerres. En outre, dans leurs colonies, les vieux pays obtiennent à meilleur compte qu'ailleurs des subsistances qui leur manquent et des matières premières nécessaires à leur industrie; ils y trouvent une issue pour une partie de leur excédent de population; souvent aussi ils y puisent de la chair à canon pour faire face aux guerres que leur colonisation est susceptible de faire naître.

On le voit, ces rivalités commerciales ne sont, en

définitive, que des luttes pour la nourriture et pour la conservation d'un certain type d'existence. Or ce sont ces rivalités commerciales, ces luttes pour la nourriture qui engendrent la guerre. Elles créent d'abord chez les peuples l'état d'esprit favorable à la déclaration de guerre, comme cela s'est vérifié en France et en Allemagne en 1914. Et elles déclenchent la guerre, pour ainsi dire automatiquement.

Dans les temps antiques, les guerres, dues comme aujourd'hui à la surpopulation, prenaient l'aspect de brusques invasions de territoires accompagnées de pillage et de réduction des habitants à l'esclavage : chair à travail — et à plaisir. C'était franc et net. Aujourd'hui, leur déterminisme est formé d'une série de phénomènes beaucoup plus complexes et enchevêtrés et on les masque d'hypocrisie. Mais les motifs déterminants n'ont pas changé : vivre sexuellement sans entraves et manger.

Tout cela est peu poétique, évidemment, mais c'est la vérité, et il faut que ce soit dit.

Adelyne More a résumé comme suit le processus de la guerre par surpopulation :

« Une fécondité excessive provoque une pugnacité internationale de l'espèce qui, précisément, eut pour résultat d'amener la présente guerre (1914-1918).

« a) Le besoin d'expansion, lorsqu'il se heurte à des barrières géographiques, agit aveuglément dans la direction du conflit, soit par rivalité coloniale, soit par essaimement territorial.

« b) L'abaissement des conditions sociales dû à la surpopulation fait que le peuple aspire ardemment à un changement quelconque et à tout prix. Il peut ne pas désirer consciemment la guerre, mais sa résistance aux puissants intérêts qui pros-

pèrent par la guerre est affaiblie dans une mesure dangereuse<sup>1</sup>. »

En Allemagne, avant 1914, la surpopulation avait créé cet état d'esprit général, — sauf exceptions minoritaires, — ce quasi-unanimisme qui, non seulement fait accepter la guerre, mais la fait demander et acclamer, — cette « bonne guerre » des inconscients qui doit « faire de la place ». Cet état d'esprit est celui dont parlait Bernhardt en 1912 :

« La violente tension politique dont tous les peuples de l'Europe ont à souffrir est également ressentie en Allemagne. C'est peut-être même là qu'elle l'est le plus et ce sentiment se fait jour sous les formes les plus diverses. Dans les sphères de notre peuple animées de l'esprit national, il se manifeste comme une volonté d'action et comme une volonté de puissance<sup>2</sup>. »

Cette tension correspondait à l'état de surpopulation auquel l'Europe, et spécialement l'Allemagne était parvenue à l'époque où Bernhardt écrivait.

Et ainsi se vérifie cette affirmation du Docteur Anton Nystroem : « A la longue, l'accroissement non entravé de sa population doit, sans aucun doute, devenir un danger pour une nation aussi bien que pour la paix du monde<sup>3</sup>. »

Ce processus a été aussi formulé, sommairement, dans son rapport de 1916, par la National Birth-Rate Commission anglaise (Commission nationale du taux de la natalité), filiale du National Council

1. *Fecundity versus Civilization*, p. 8.

2. *Notre Avenir*, Introduction, p. 9.

3. *Avant 1914, pendant et après*, pp. 130-131.

of Public Morals (Conseil national de la moralité publique) :

« La pression de la population en tous pays entraîne comme principale conséquence historique des migrations et invasions non seulement en vue d'un établissement paisible, mais pour la conquête et pour l'assujettissement et l'exploitation des peuples plus faibles. Les querelles internationales trouvent toujours là leur principale cause<sup>1</sup>. »

Dans l'avenir, lorsque cette conception des causes de la guerre sera partagée par un nombre plus grand et toujours croissant de personnes, ce sera à la surpopulation des pays belligérants que se mesurera leur responsabilité de guerre.

Le processus de guerre par surpopulation pourrait être déterminé scientifiquement jusque dans ses moindres détails pour peu qu'on y consacraît la millième partie des efforts intellectuels et financiers qui sont dépensés à peu près en pure perte à combattre la guerre par des moyens inopérants, basés sur la seule considération des facteurs secondaires, ou sur des notions mystiques ou romantiques. Malheureusement, malgré l'urgence qu'il y aurait cependant à écouter ses enseignements, le moment du pacifiste scientifique n'est pas encore venu. Peut-être un sursaut des intelligences du monde le fera-t-il naître prochainement.

1. *The Declining Birth-Rate* (L'Abaissement du taux de la natalité) (Londres, 1916), p. 43.

## CHAPITRE VIII

### EFFETS PSYCHOLOGIQUES DE LA SURPOPULATION LE SOUHAIT ET L'ACCEPTATION DE LA GUERRE

On connaît ce monstrueux souhait, que j'ai entendu formuler avant 1914, d' « une bonne guerre pour faire de la place », qu'engendre chez certaines gens une difficulté de vivre poussée à l'extrême, en temps de crise économique, par exemple. C'est verbalement que d'habitude on le trouve exprimé, parce qu'il vient le plus souvent d'inconscients, d'êtres sans culture ni moralité, confinés aux couches inférieures de la société, et que ces gens-là ne manient pas la plume. Il est en conséquence difficile de trouver imprimé et par suite d'apporter comme témoignage ce souhait, fait par l'homme inculte, d'une « bonne guerre » qui mette fin à sa misère. Mais qui, au moins une fois dans sa vie, ne l'a entendu formuler par des gens du peuple, voire de la petite bourgeoisie? M. Edouard Guyot, professeur à la Sorbonne, contait l'an dernier le fait suivant :

« Un de mes amis, industriel,... me disait hier qu'un homme était venu, comme bien d'autres, lui demander un emploi. Ancien sous-officier, après avoir été gendarme, il n'avait pas rengagé. Mon

ami n'avait rien à offrir au bougre. « Alors, vite la « guerre! » s'écria le candidat évincé<sup>1</sup>. »

Et comment la « bonne guerre » débarrasserait-elle de sa misère la pauvre brute qui la souhaite? Il l'ignore, mais il fait ce calcul élémentaire : il est victime de la concurrence créée par l'abondance de la main-d'œuvre sur le marché du travail; si un certain nombre de ses concurrents disparaissaient, il aurait des chances de gagner sa vie. Et seule la guerre est capable de lui rendre ce service. Il est vrai qu'il pourrait lui-même en faire les frais en qualité de chair à canon. Mais les gens de cette catégorie ne vont pas si loin dans la supputation des conséquences; leur faculté de raisonnement est rudimentaire et ils ne brillent pas par l'imagination. Ce sont des simples et leur logique est simpliste. Et, en outre, ils comptent bien que ce seront « les autres » qui se feront tuer!

Il est difficile, disais-je, de recueillir des témoignages directs du souhait d'« une bonne guerre ». Cependant, la masse inconsciente a ses porte-parole dans les écrivains nationalistes. Dans un article des *Daily News*<sup>2</sup>, de Londres, Miss Rebecca West citait les lignes suivantes d'un professeur allemand, reproduites par l'écrivain anglais Ford M. Hueffer dans son livre : *Between St. Dennis and St. George* : « Mon Dieu! délivrez-nous de l'inertie des autres peuples européens et donnez-nous *une bonne guerre*, saine et joyeuse, traversant l'Europe avec furie, passant la nation par un crible et nous débarrassant de la scrofuleuse canaille qui emplit l'espace et le fait trop étroit pour un autre peuple. »

1. *La Volonté* (Paris), 6 février 1932.

2. Numéro du 11 novembre 1915.

Miss Rebecca West ne voit pas pourquoi cet Allemand émet ce vœu. Elle se contente de le qualifier de « Junker » et de stigmatiser son désir. Sans doute, ce dernier est révoltant et méprisable. Mais la cause de cet effet? Notre opinion est que sa cause résidait dans l'excessive surpopulation allemande, comme d'ailleurs les termes du professeur en question l'indiquent.

Il fut tout naturel, pour ceux qui jugent les mouvements sociaux du point de vue démographique, de voir avant la guerre de 1914-1918, les socialistes allemands réduits à l'impuissance, dans leur action révolutionnaire, par la dure lutte pour l'existence résultant de l'intense surpopulation de leur pays, et en arriver à ne plus voir d'issue à leur situation que dans la collaboration avec le capitalisme, dans la résignation à l'état de choses qu'ils eussent voulu détruire. Et l'on va voir où cela conduit.

Examinant la situation de la social-démocratie allemande une quinzaine de jours avant la déclaration de guerre, M. Ernest Judet écrivait : « Nous avons déjà expliqué avec des preuves éclatantes, en nous autorisant des études documentaires d'un socialiste éclairé, M. Andler, qu'en Allemagne, la nouvelle génération qui adhère aux idées socialistes change radicalement de méthode. Au lieu de se soulever contre l'Empire, elle en épouse les vues nécessaires pour l'enrichissement et la puissance des prolétaires. L'ouvrier germanique s'est aperçu que, pour lui permettre de manger à sa faim, l'industrie et le commerce devaient se développer à outrance. Or ce développement dépend d'une irrésistible supériorité militaire sur terre et sur mer : les démocrates socialistes collaborent donc avec la pen-

sée du souverain et son geste de commandement, pour aider par leur initiative, et au besoin par les armes, sa politique d'expansion mondiale<sup>1</sup>. »

Après nous avoir montré des prolétaires poussés par la surpopulation devenir bellicistes, M. Judet arrivait ensuite à cette conclusion — que les événements subséquents ont prouvé être correcte — que ces mêmes prolétaires ne se conformeraient pas à la formule de l'Internationale : « L'insurrection plutôt que la guerre » :

« Ces hommes, ainsi dressés par le raisonnement et l'intérêt, vont-ils se sacrifier pour être d'accord avec les socialistes français? C'est douteux; c'est même plus qu'in vraisemblable<sup>2</sup>. »

Et, en effet, cela ne s'est pas réalisé.

L'attitude des chefs socialistes et syndicalistes et des ouvriers allemands pendant la guerre a confirmé ce que disaient MM. Judet et Andler.

Citons d'abord ce témoignage apporté par le député social-démocrate Eduard Bernstein (anti-annexionniste) dans un discours prononcé à Berlin le 25 octobre 1914, à une réunion d'ouvriers métallurgistes : « L'annexion de la Belgique est demandée par de larges cercles du peuple, jusque dans les rangs des ouvriers<sup>3</sup>. »

Le *Courrier*, organe officiel du Syndicat des ouvriers des transports, qui comptait plus de 100.000 membres, disait, le 24 octobre 1914, après la prise d'Anvers : « Le drapeau allemand flotte aujourd'hui sur les tours d'Anvers, pour toujours, il faut l'espérer<sup>4</sup>. »

1. *L'Eclair* (Paris), 17 juillet 1914.

2. *Ibid.*

3. S. Grumbach, *L'Allemagne annexionniste*, p. 388.

4. *Ibid.*, p. 89.

M. Grumbach, dans son livre<sup>1</sup>, reproduit aussi un article d'Emil Kloth, président du Syndicat des ouvriers relieurs, paru dans la *Chemnitzer Volkstimme*, où il proclamait la nécessité d'annexions territoriales, notamment aux dépens de la Belgique.

Signalons encore cet extrait d'un journal social-démocrate, la *Frankfurter Volkstimme*, du 7 avril 1916, qui dit : « Notre orateur d'aujourd'hui, le camarade Ebert..., a fait ressortir avec grande justesse que nous sommes effectivement opposés à des mesures de violence vis-à-vis des autres peuples..., mais il ne s'est pas élevé contre l'annexion de terres de colonisation allemandes dans l'Est. Nous sommes ici, comme tout le monde, les esclaves des circonstances, plus fortes et plus puissantes qu'hommes et partis<sup>2</sup>. »

Toute l'ignorance socialiste quant aux causes de la guerre en général, et de la dernière en particulier, est dans cette dernière phrase. Les esclaves des circonstances!

Le pacifiste scientifique ne s'étonne pas de ces revirements, de ces reniements.

Dans l'ordre international, les dangers que crée la surpopulation, les frottements qu'elle occasionne, les besoins qu'elle impose, les guerres que finalement elle engendre, en un mot : ses effets, sont vus et sentis de ceux qui en souffrent, mais ils en ignorent la cause profonde; ils ignorent cette surpopulation dont ils sont, pour diverses raisons, tout portés à nier l'existence et même la possibilité. Il est donc naturel qu'ils attribuent la guerre à des causes secondaires, à celles-là seules qu'ils sont capables de percevoir. Et comme les gens des partis

1. Pages 89-90.

2. S. Grumbach, *L'Allemagne annexionniste*, p. 88.

avancés sont, en cette matière, logés à la même enseigne que le gros du troupeau humain, il est très compréhensible qu'à l'approche d'une guerre ou une fois celle-ci déchaînée, n'étant pas instruits de la cause réelle et primordiale de l'antagonisme international, ils rétrogradent au point de vue intellectuel et rentrent dans le troupeau dont une simple aspiration idéaliste ne leur donnait guère le droit de se séparer. Et cela nous fournit l'explication du cas de ces anarchistes, syndicalistes, socialistes et pacifistes de France, d'Allemagne et d'ailleurs qui furent bellicistes pendant la guerre de 1914-1918, sont redevenus pacifistes et seront peut-être encore bellicistes à l'occasion de la prochaine guerre. Incapables d'une explication biologique de la guerre, ils sont tout naturellement conduits à la mettre à l'actif d'individualités, d'idéologies ou de phénomènes qui ne jouent dans le déterminisme de la guerre qu'un rôle d'importance infime et fort éloigné de la cause première.

\*  
\*\*

Que la misère par surpopulation naisse dans la paix, lentement, ou qu'elle se produise brusquement, dans un pays, par suite du bouleversement de la guerre même faite par les autres, le résultat au point de vue psychologique est le même : le peuple de ce pays est prêt à accueillir la guerre pour son propre compte, voire à la demander.

Quelques mois avant l'entrée de l'Italie dans le conflit européen, les Italiens parlaient de « guerre ou révolution », l'une ou l'autre devant être causée, en ce pays de forte surpopulation, par la guerre en cours qui raréfiait le travail et les débouchés. C'est

encore là une confirmation au désir de la « bonne guerre ». Et voici le processus : La « bonne guerre » est voulue par la masse inférieure, que « chauffent » les bellicistes professionnels. Les éléments supérieurement évolués ne veulent pas de la guerre, ils essaient de l'écarter, mais ils sont impuissants à refouler la marée montante. Et, d'autre part, le gouvernement, qui se trouve en présence d'un dilemme, préfère encore la guerre à la révolution, naturellement. L'émigration est entravée. Et la guerre se fait.

Ce processus, il nous est fourni dans le document humain suivant. M. Georges Prade, correspondant de guerre du *Journal* en 1915, écrivait de Venise, dans une lettre datée du 30 mars<sup>1</sup> :

« Mussolini me disait la perturbation profonde jetée par la préparation de la guerre dans le monde du travail. Affaires suspendues, inquiétude générale, chômage, difficulté de vivre, impossibilité d'exporter le travail, c'est pire que la guerre même. Voilà pourquoi, comme un feu qui couve sous la cendre, des manifestations s'organisent partout, à Ferrare, à Venise même, à Milan, à Florence, à Rome. C'est étrange et grandiose à la fois, ces manifestations ouvrières où l'on crie : « Viva la guerra! » parce que la guerre est la seule solution possible au problème actuel du travail. »

Et dans une autre lettre datée du 31 mars<sup>2</sup> :

« A Milan, Mussolini, directeur du *Popolo d'Italia*, journal socialiste, prêche la guerre au nom des travailleurs, à qui la neutralité actuelle a coupé le travail et à qui la neutralité future retirerait toute

1. *Le Journal* (Paris), 4 avril 1915.

2. *Ibid.*, 7 avril 1915.

exportation de main-d'œuvre et toute reprise suffisante du travail ici. »

Et non seulement nous avons là un exemple de cet appel à la guerre par les prolétaires, qui peuvent en être les victimes aussi bien que les bénéficiaires, mais aussi on y voit poindre cette crainte des gouvernants dont parle Bernhardi, la crainte de la révolution, de cette révolution d'ailleurs aveugle et inutile qui ne vaut pas mieux que la guerre, car elle n'est que la révolution des ventres creux.

Voici ce que disait dans cette même lettre M. Georges Prade :

« La nuit, les sirènes des vaisseaux de guerre nous éveillent à Venise. La cité pittoresque des doges, vide d'étrangers, est d'ailleurs une ville de garnison. La piazza San Marco voit passer des groupes d'officiers de terre et de mer. Mais les hôtels et les restaurants sont vides et les guides et les gondoliers ne sont même plus à l'affût du client absent.

« Car c'est partout le même malaise. C'est la guerre sans la guerre, la ruine lente, sans espoir de compensation. Il y aura ensuite des milliards à payer, dépensés déjà. Là encore je retrouve la même unanimité d'affirmations. « C'est la guerre ou la « révolution », m'a dit Mussolini. « Il n'y a plus « d'affaires possibles, et le travail et l'industrie su-  
« bissent une crise effroyable dont seule la guerre  
« peut nous libérer dans l'avenir », déclarait M. Pontremoli<sup>1</sup>. « Je passe mon temps à organiser  
« des secours », confessait M. Bolla<sup>2</sup>. « Nos classes

1. Directeur du *Secolo*, du *Messagero* et du *Mattino*, journaux radicaux.

2. Directeur de la *Gazetta di Venezia*, journal conservateur.

« pauvres ont dû entamer leurs économies. Jus-  
« qu'où peuvent-elles les mener? Et après? Le port  
« de Venise a vu son commerce tomber de 3 mil-  
« lions de tonnes. Il n'y a plus d'étrangers. Il est  
« difficile de ne pas voir la guerre s'imposant pour  
« en finir avec ces maux. »

« Il n'est pour ainsi dire plus de « neutraliste »  
qui ose l'affirmer. M. Giolitti a renoncé à sa neu-  
tralité conditionnelle, si jamais toutefois il put y  
croire. Un des rares socialistes officiels qui n'ont  
pas évolué, M. Albertini, député de Parme, a été  
convoqué hier par ses électeurs, qui lui demandent  
de se désavouer. Plus de pacifistes!

« ...Et le soir même, le maître d'hôtel majestueux  
et pacifique qui nous servait à dîner dans la salle à  
manger, lamentablement vide, du restaurant del  
Vapore nous résumait d'un mot lapidaire toute la  
question.

« — Croyez-vous à la guerre? » lui disions-nous.  
Et, d'un geste tragique, il montra la salle vide :  
« — C'est partout la même chose, nous dit-il, quel  
« que soit le métier qu'on a choisi. On ne travaille  
« plus; on attend. Ouvriers, commerçants, bouti-  
« quiers, hôteliers, tous nous souffrons. Je ne suis  
« pas belliqueux, mais que voulez-vous, signor, o  
« *la guerra fuori, o la guerra alla casa* (ou la guerre  
« au dehors, ou la guerre à la maison). »

\*\*\*

N'est-ce pas dans un état d'esprit analogue que se  
trouve l'homme qui n'a plus que la perspective  
d'être soldat pour ne pas mourir de faim? Il y a  
toujours des hommes prêts, en période de crise éco-  
nomique ou même s'ils se trouvent personnellement



dans le dénuement, pour risquer leur vie, à condition qu'on leur assure l'existence journalière.

Il est bien connu qu'en Grande-Bretagne l'armée de « volontaires » d'avant-guerre se recrutait presque exclusivement parmi les *unemployed*. Aujourd'hui il en est de même. En janvier 1921, lors de la reconstitution de l'armée britannique sur la base du « volontariat », le War Office dut refuser des engagements : ils étaient trop nombreux.

Le fait est si ancien en ce pays largement surpeuplé, où le chômage sévit d'une manière permanente, que Malthus a pu écrire, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ce passage si évocateur : « L'ambition des princes serait dépourvue d'instruments de destruction si les classes inférieures du peuple n'étaient pas poussées par la misère sous leurs étendards. Un sergent recruteur fait toujours des vœux pour une mauvaise récolte ou pour le chômage; en d'autres termes, pour une population surabondante<sup>1</sup>. »

Cela est si vrai que c'est à la faveur du chômage intense qui sévit en ce pays depuis l'armistice que l'Espagne recrutait, en 1921, la chair à canon nécessaire à sa campagne du Riff, au Maroc. Le 18 août 1921, 2.500 sans-travail attendaient devant le consulat d'Espagne, à Londres, pour être enrôlés<sup>2</sup>. Un reporter des *Daily News* demande à l'un d'eux : « Savez-vous en quoi consiste le différend entre l'Espagne et le Maroc? — Non, répond-il, nous l'ignorons totalement, mais ça n'a pas d'importance. Nous nous battons pour l'Espagne<sup>3</sup>. »

1. *Essay*, liv. IV, chap. II.

2. *Daily News* (Londres), 19 août 1921.

3. *Ibid.*, 18 août 1921.

En 1932, la Bolivie recrutait des sans-travail en Angleterre pour sa guerre avec le Paraguay.

Il est de même futile de demander à des ouvriers de ne pas participer au travail des munitions. Le devoir d'humanité invoqué par les pacifistes ordinaires pour les retenir de s'engager dans ce travail demeure ignoré devant la nécessité de s'assurer des moyens d'existence. Pour un éventuel héros qui consent à mourir de faim plutôt que de forger des armes, on trouvera mille prolétaires prêts à accomplir ce travail.

L'état d'esprit que crée le malaise économique et ensuite politique, résultant de l'extrême surpopulation, gagne à la longue même ceux qui ne sont pas directement menacés dans leur existence journalière, comme l'est l'ouvrier, voire l'homme de la classe moyenne. Lorsqu'une crise sociale, puis internationale, que tous les effets de la surpopulation ont concouru à amener atteint son summum, qu'elle est prête à déclencher la guerre, les hommes qui sont aux postes les plus avancés de la nation se sentent eux-mêmes envahis par le sentiment de l'inéluctable, par le sentiment de leur impuissance à remonter le courant qui entraîne la collectivité vers la catastrophe et ils sont prêts aux actes irrémédiables.

Ces réflexions me sont suggérées par ce fait typique, relatif à la guerre de 1914-1918, alors que le conflit n'était encore qu'austro-serbe :

« Notre excellent confrère *Le Gaulois* rapporte ce matin ces propos pour lesquels, dit-il, il ne craint pas de démenti et qu'aurait tenus M. de Schoen, ambassadeur d'Allemagne, à M. Bienvenu-Martin, qui s'étonnait de l'attitude allemande : « — Tout, dit « l'ambassadeur, plutôt que la continuation de la

« crise économique actuelle. » Ces mots sont significatifs<sup>1</sup>. »

Comme le disait le colonel Biottot, qui avait prévu cette guerre : « Ces quarante années de tension, pesant uniformément sur tous les peuples, les ont bien conduits uniformément à cette minute où l'on s'écrie : « Finissons-en!<sup>2</sup> »

## CHAPITRE IX

### FOLIE DU NOMBRE, FRÉNÉSIE INDUSTRIELLE ET HORREUR DE LA LIMITATION

Les aspects des états psychologiques que la surpopulation fait naître varient selon la mentalité et la situation sociale des individus. Chez les hommes des classes dirigeantes qui mi-politiciens, mi-intellectuels, se classent dans les partis nationalistes et incitent plus ou moins à la guerre, il y a parfois autre chose que le désir, soit de répondre à la demande de nourriture d'un excédent de population de leur pays, soit de s'assurer à l'avance de cette nourriture. Il y a une sorte d'ivresse qu'engendre le pullulement du peuple dont ils font partie. Cette folie dionysiaque du nombre, on la décèle aussi bien dans les écrits pondérés d'un Bernhardt et d'une quantité d'écrivains allemands d'avant-guerre que dans l'agitation bruyante et gesticulante d'un Mussolini et des journalistes fascistes. Elle s'épanouit généralement en folie de domination. Bernhardt ne parle-t-il pas de « la mission qui découle de notre histoire, de nos qualités nationales et du chiffre de notre population<sup>1</sup> »? Il y a même une sorte de mysticisme de la population, témoin

1. *Notre Avenir*, Introduction, p. 9.

1. *L'Intransigeant* (Paris), 27 juillet 1914.

2. *La Guerre nécessaire*, p. 8.

l'expression de ce rédacteur des *Süddeutsche Monatshefte* qui parlait de « la croissance rapide que nous tenons de Dieu<sup>1</sup> ».

« Nous, Chinois », disait Sun Yat Sen, en 1924, à Kobé, « sommes 400 millions, la plus grande de toutes les foules!<sup>2</sup> » Dans leur hymne, les nationalistes indiens célèbrent l' « Inde, mère glorieuse d'avoir engendré 300 millions de fils ». Les Japonais aspirent au chiffre rond de 100 millions, tandis que les Italiens fixent leur orgueil sur celui de 50 millions qu'ils rêvent d'atteindre. Mais l'orgueil démographique se paie : tous ces peuples meurent de faim ou sont acculés à la guerre.

Jules Huret, au cours d'une de ces magistrales enquêtes qu'il fit en Allemagne avant 1914, eut une entrevue avec un haut fonctionnaire de l'Etat dont il relate le propos suivant : « Il existe à notre prospérité, disait-il, des raisons sans mystère. Avant tout, il y a, tous les mois, 80.000 bouches de plus à nourrir ! Songez que depuis trente ans notre population s'est augmentée de 20 millions d'habitants. Tout un royaume ! Il a bien fallu leur construire des maisons, les habiller, les nourrir — et leur donner de l'ouvrage. Ce simple fait suffirait à expliquer l'accélération de nos affaires<sup>3</sup>. »

On reconnaît là le langage d'un de ces innombrables fous du nombre qui, en fait de prospérité, ont fait le malheur de l'Allemagne. Car le résultat des 80.000 nouvelles bouches mensuelles à nourrir que célébrait ce glorieux imbécile, ce fut la guerre de 1914-1918.

1. *Süddeutsche Monatshefte* (Munich), décembre 1915. Cité par S. Grumbach, *L'Allemagne annexioniste*, p. 201.

2. Étienne Dennerly, *Foules d'Asie*, p. 3.

3. *En Allemagne. De Hambourg aux Marches de Pologne*, p. 336.

Il serait fastidieux de rapporter ici tous les propos de ce genre que contiennent les quatre volumes de l'enquête de Jules Huret, mais on peut nous croire lorsque nous disons qu'ils sont nombreux. Rien ne donne mieux l'idée d'une agitation insensée que la frénésie industrielle d'avant-guerre de l'Allemagne. Mais d'où venait cette frénésie sinon de la surpopulation qui, évidemment, oblige à de grands et continuels efforts pour l'acquisition des subsistances nécessaires au maintien du type d'existence nationale ? Seulement, dans l'ordre des valeurs qui donnent du prix à la vie, cette agitation ne saurait être placée bien haut. Et je puis bien dire, sans être soupçonné de nationalisme, que les objections de certains Français auxquels fait allusion Jules Huret et qui s'opposent radicalement au système allemand, témoignent d'une conception de l'existence supérieure à l'allemande<sup>1</sup>. Si encore l'inconvénient d'un tel système n'était que le ridicule de l'agitation et l'infériorité d'un concept de vie, ce ne serait que demi-mal ; mais il s'agit de quelque chose de beaucoup plus important : l'enjeu d'une telle lutte pour l'acquisition de la nourriture consécutive à l'exercice de la licence génésique, c'est la paix.

1. Voy., par exemple, dans *De Hambourg aux Marches de Pologne*, pp. 227-228, l'histoire du fabricant de poêles Cadé, à qui le consul de France à Swansea voulait procurer une grosse affaire en Angleterre. « L'intéressé mit trois semaines à répondre, au bout desquelles il déclina l'offre, déclarant que le commerce de Paris lui suffisait, qu'il ne voulait pas augmenter son outillage, etc. Le consul de France, abasourdi, mentionna le fait en quelques lignes dans son rapport annuel. Le ministre du Commerce s'émut, ordonna des démarches près de l'intéressé, mais rien ne put le décider à changer d'avis. » Celui-là n'était pas un agité ! Il ne manque pas, dans les livres de Huret, de types allemands pour lui servir de repoussoirs.

Huret lui-même, qui n'était qu'un bon journaliste, semble penser que le but de la vie est dans cette suractivité industrielle et commerciale. Il prend celle-ci pour un objet enviable, alors que c'est un effet du peuplement croissant d'un pays et, finalement, de son surpeuplement. Ce qu'il ne voit pas davantage, c'est que, par toutes sortes de détours qu'il faut évidemment se donner la peine de dépister, elle conduit à la guerre.

C'est à ces agités admirés de notre enquêteur que s'appliquent ces lignes du Docteur Gustave Le Bon : « Il semblerait, à entendre ces services adoreurs du nombre, parmi lesquels je regrette de voir figurer le plus officiel de nos économistes, M. Colson, que le seul but de l'humanité soit de fabriquer des marchandises dans de gigantesques usines et des canons dans d'autres ateliers, pour protéger les trafiquants de ces marchandises. L'humanité renoncerait vite à vivre si elle ne devait avoir en perspective d'autre idéal que l'esclavage dans l'usine et l'obéissance aux possesseurs de canons<sup>1</sup>. »

Lorsqu'on sait où mène toute cette prolifération : à la guerre, au massacre imbécile, lorsqu'on a compris toute la vanité, pis, toute la nocivité de cette exaltation du nombre, on ne peut qu'approuver ces lignes du manifeste lancé en Allemagne par le Bund Neues Vaterland (Ligue de la Patrie nouvelle), en juin 1915 : « Annexer pour l'amour des annexions, parce que les frontières de l'Empire peuvent être élargies, parce que le nombre de sa population augmentera? Par une sorte de délire de la puissance, afin de pouvoir se vanter que notre

1. Enseignements psychologiques de la Guerre européenne, p. 94.

patrie compte dorénavant 670.000 kilomètres carrés au lieu de 540.000, et que 83 millions d'hommes l'habitent au lieu de 67 millions? Est-ce cela le bonheur pour lequel il vaille la peine de mourir? Est-ce cela qui équivaldrait au sang sacrifié? » Seulement, ce que cette Ligue omettait de dire, dans son manifeste, c'est que tout ce qu'elle stigmatisait, à juste titre, était la conséquence de la prolificité allemande. Bonne volonté, mais ignorance!

A cette folie du nombre, parallèle à la frénésie industrielle, correspond ce que j'appellerai l'horreur de la limitation.

Dans son livre : *Les Méthodes allemandes d'Expansion économique*, fréquemment cité ici, un économiste, M. Henri Hauser, a donné implicitement pour cause à l'impérialisme économique et militaire allemand d'avant-guerre la surpopulation de ce pays, mais on y chercherait en vain la reconnaissance de la prolificité allemande comme cause principale de la guerre européenne.

On dirait qu'il éprouve une horreur sacrée à la seule pensée de s'élever contre la reproduction effrénée de l'homme. Il a beau être un intellectuel, il est en ce sens aussi baigné de primitivité que le père de famille nombreuse qui par sa prolificité contribue à engendrer la guerre. Phénomène étrange — au premier abord, et pour le novice, car il n'étonne plus celui qui a étudié la nature humaine et, en outre, la nature de la vie même.

M. Hauser élève bien la voix sur ce sujet, mais dans un sens diamétralement opposé au nôtre. Il vient d'exposer tacitement le processus de guerre

1. Cité par S. Grumbach, *L'Allemagne annexioniste*, p. 351.

par surpopulation et a d'ailleurs reconnu formellement cette surpopulation<sup>1</sup>; or on n'imaginerait pas à quoi il invite les Français : à surpeupler la France à leur tour! Grisé par la description qu'il vient de faire de l'intense production allemande et de l'expansion économique de l'Allemagne, qui, du moins, étant donné la surpopulation de ce pays, était *nécessaire*, il nous invite *sans nécessité*, étant donné le chiffre de la population française, à l'imiter dans sa production. Et pour pouvoir l'imiter dans sa production, il nous invite à imiter sa surpopulation!

« La première leçon que nous donne l'Allemagne, dit-il, c'est que, pour faire des produits, il faut d'abord faire des producteurs. Tout ce que nous disons, tout ce que nous ferons est inutile, inutile aussi le sacrifice de nos soldats, si la France, après comme avant cette guerre, doit rester une nation à population stationnaire ou même régressive... Seule une population abondante et croissante permet une production intense, et aussi cette accélération dans la consommation intérieure qui détermine l'accélération de la production et rend l'exportation nécessaire<sup>2</sup>. »

Parachèvement dans l'absurde de ce système capitaliste où l'on produit non pour les nécessités de la consommation, mais en raison de la soif d'enrichissement du capitaliste! Avec M. Hauser, il ne s'agit même plus de produire pour le profit, mais de produire pour la gloire de produire!

Tel est l'aveuglement de maints « intellectuels » qui ont la prétention de modeler notre destin.

1. « Ce pays surpeuplé », dit-il dans son livre, p. 46.

2. *Les Méthodes allemandes d'Expansion économique*, 3<sup>e</sup> éd., p. 276.

## CHAPITRE X

### COMMENT NAIT L'HOSTILITÉ INTERNATIONALE

Par la menace que constituent pour les autres nations les nécessités auxquelles elle se trouve contrainte, la nation surpeuplée à l'extrême s'attire une quantité d'ennemis. Elle fait naître la crainte, puis l'hostilité. Elle fait finalement naître, d'une manière ou d'une autre, la guerre. Telle était la situation de l'Allemagne avant 1914.

En 1912, Bernhardi disait : « Nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation politique très grave. Presque de toutes parts, nous sommes entourés d'États qui nourrissent contre nous des sentiments agressifs et nous sont, dans leur ensemble, numériquement supérieurs; contrecarrant avec une hostilité résolue toutes les aspirations de notre politique extérieure, ils nous placent sans cesse dans l'alternative de combattre ou de renoncer<sup>1</sup>. »

Dans son livre : *L'Allemagne aux portes du Monde*, paru en 1915, le Docteur Friedrich Stieve disait : « La France, la Russie, l'Angleterre, le Japon ne cherchent-ils en fait à porter la main

1. *Notre Avenir*, p. 41.

que sur le territoire qui s'étend entre le Rhin et la Vistule, entre la mer du Nord et les Alpes? Non pas, ils en veulent à une Allemagne autrement plus étendue, qui se trouve en dehors des poteaux frontières de la patrie, au loin, de par le monde; à une Allemagne autrement plus étendue, que nous nous sommes conquise, lentement et silencieusement, à tous les coins de la terre, pendant les dernières décades de paix; à une Allemagne dont nous n'avons vraiment saisi toute l'étendue — soyons francs — que lorsqu'elle a été attaquée concentriquement de tous côtés<sup>1</sup>. »

Pour que des gouvernements et même d'importantes fractions de peuples demandassent l'annihilation d'un Etat comme l'Allemagne, il fallait vraiment que cet Etat fût gênant pour tout le monde. L'Allemagne l'a été par sa surpopulation et par la nature de la concurrence industrielle et commerciale toute particulière, et dont son dumping était une caractéristique, qu'elle était contrainte d'opposer à ses rivaux.

Nous venons de voir ce qui se passe à l'extérieur du pays surpeuplé. A l'intérieur, un processus correspondant s'élabore. Parlant de la situation économique de l'Allemagne pendant l'année qui précéda la guerre, Yves Guyot dit : « Dans le second semestre de 1913, une dépression se produisit. Aussitôt, la presse trouva le remède : c'est l'exportation. Au nom de la mission économique dans le monde, et au nom du Weltwirtschaft, on dénonce à la haine la Grande-Bretagne qui a ses colonies, les Etats-Unis qui possèdent un continent, tandis que l'Allemagne, venue la dernière, n'a pas de

1. Cité par S. Grumbach, *L'Allemagne annexionniste*, p. 225.

territoires privilégiés; et alors ces imaginatifs lui montrent la nécessité de prendre sa part en Afrique, de s'assurer le monopole de l'Asie turque, de l'Amérique du Sud et de la Chine<sup>1</sup>. »

Ces attaques de l'intérieur amènent une riposte de l'extérieur et ainsi se crée le double courant de haine réciproque qui mène à la guerre.

Un fait typique montrera comment les choses s'enveniment. *Unsere Zukunft*, de Bernhardi, fut publié en Allemagne en 1912. La traduction française, *Notre Avenir*, parut en France au milieu de l'année 1915. Ce titre était honnête. On ne saurait en dire autant du titre de la traduction anglaise, publiée à l'époque de la déclaration de la guerre. Quel titre lui fut donné par son traducteur? Celui-ci, évidemment tendancieux : *Britain as Germany's Vassal* (La Grande-Bretagne vassale de l'Allemagne). Or si ce livre ne peut être agréable à aucun impérialiste anglais, son contenu ne justifie nullement ce titre de fantaisie, qui était, en dehors de visées commerciales, un moyen calculé pour exciter le peuple anglais à la haine contre l'Allemagne.

Mais, même en dehors de tout calcul, le seul fait de la rivalité qui s'établit entre deux pays comme conséquence de leur surpopulation, peut faire d'une simple constatation de faits l'occasion pour l'un d'eux d'éprouver de la haine à l'égard de l'autre. En février 1896, un naturaliste anglais renommé, le Docteur Chalmers Mitchell, publiait, dans la *Saturday Review*, une étude intitulée : *A Biological View of our Foreign Policy* (Considérations biologiques sur notre politique étrangère), où il indi-

1. *Les Causes et les Conséquences de la Guerre*, p. 206.

quait que la prédiction des guerres de l'avenir, des luttes entre nations en mal d'expansion, était un problème biologique; et il prenait pour exemples les situations respectives de l'Angleterre et de l'Allemagne, terminant par une prédiction, scientifiquement déduite, d'une guerre entre ces deux pays à cause de leur surpopulation croissante. Comme on le voit, le Docteur Chalmers Mitchell est un précurseur, quoique Malthus eût parlé avant lui. Or, dans son livre, *L'Allemagne impériale*, le prince Bernhard von Bülow fait état de cette étude scientifique qui était passée inaperçue en Angleterre, mais avait eu du retentissement en Allemagne, pour exciter ses compatriotes à la haine de la Grande-Bretagne<sup>1</sup>.

Une multitude de faits de ce genre contribuent à former le déterminisme psychologique collectif qui aboutit à l'hostilité internationale.

L'Angleterre elle-même n'a dû sa suprématie qu'au fait de s'être lancée dans la politique mondiale avant toute autre nation, précisément à cause de sa surpopulation, qui l'a sans cesse conduite à recourir à la guerre pour y remédier par l'acquisition de colonies. Mais, en revanche, ne s'est-elle pas attiré dans le monde entier des haines tenaces et qui, pour latentes qu'elles soient, n'en sont pas moins prêtes à agir, le cas échéant?

1. Voy. Dr Chalmers Mitchell, *Evolution and the War*, Introduction, pp. XXI-XXV; et Prince Bernhard von Bülow, *Imperial Germany*, p. 98.

## CHAPITRE XI

### PAYS NEUF ET PAYS SURPEUPLÉ

Bernhardi lui-même, qui, pour l'observateur désintéressé sachant profiter des enseignements profonds d'une parole, sert autant, par ses aveux, le pacifisme scientifique, qu'il fait, par ses excitations, œuvre belliciste auprès de ses compatriotes, — Bernhardi nous fait saisir, par un parallèle entre les Etats-Unis<sup>1</sup> et l'Allemagne, la différence existant entre l'état d'esprit des habitants d'un pays surpeuplé et celui des habitants d'un pays qui n'est pas éloigné du type de la « nation normale », au point de vue de la guerre et de la paix.

Il dit, des Etats-Unis :

« Aujourd'hui, l'Union a bien de nombreux concurrents, mais pas d'ennemis. Ses rapports avec l'Angleterre sont déjà assurés, dans une certaine mesure, par la communauté de langue, que l'on interprète souvent à tort comme une communauté de race; pareillement, le conflit très réel d'intérêts qui existe avec le Japon, même s'il devait jamais

1. *Notre Avenir*, de Bernhardi, d'où sont extraites ces citations, fut publié en Allemagne en 1912. Il est donc question ici des Etats-Unis d'avant 1912. Il va de soi que, depuis cette date, la situation a quelque peu changé.

conduire à la guerre, ne saurait mettre sérieusement en péril les intérêts vitaux de la formidable République. L'Amérique n'a pas à craindre de sitôt un surpeuplement; dans le nord et le sud des Etats-Unis s'étendent de vastes territoires dans lesquels, le cas échéant, l'excédent de population peut se déverser, sans être perdu pour l'esprit américain. Les riches trésors naturels du pays, qui le rendent indépendant de l'étranger, et le vaste esprit d'entreprise de la nation lui assurent les conditions les plus favorables dans la concurrence *pacifique*... Dans de telles conditions, il est bien naturel que la population de ce pays garde, en général, une attitude sympathique à l'égard du mouvement pacifiste, qui ne peut que lui offrir des avantages, tandis qu'une guerre, selon toute apparence, ne ferait que troubler le développement favorable et la sécurité du marché financier<sup>1</sup>. »

Et voici pour l'Allemagne :

« Quelle différence avec l'Allemagne! Depuis l'effondrement de la magnificence impériale, il a fallu que la nation allemande se défendît contre des puissances rivales. Dans des guerres difficiles, elle a arraché aux Slaves ses chétives demeures de l'Est, et à l'heure présente, le flot slave déferle avec une hostilité redoublée contre ses frontières. A l'ouest et au sud, elle a dû faire face aux peuples de race romane et maintenir son indépendance politique dans des guerres séculaires, sans pouvoir désarmer l'hostilité fanatique des Français. Finalement, le récent essor politique et économique de l'Allemagne a aussi fait de l'Angleterre notre ennemie acharnée, inquiète pour sa suprématie mari-

1. *Notre Avenir*, pp. 74-75. (Italique de l'auteur cité.)

time et sa prépondérance commerciale. Dans toutes les parties de la terre, nous ne rencontrons que des ennemis et des obstacles à notre extension coloniale, qui est pour nous une question vitale. Si l'on envisage toutes ces circonstances, on comprendra pourquoi, en Allemagne, l'idée de la paix universelle, bien qu'ayant de nombreux adeptes, ne trouve que peu d'écho auprès de la masse du peuple qui est animée du sentiment national, comme chez les gens cultivés. L'histoire nous a appris qu'un Etat, dans une situation comme la nôtre, ne peut se maintenir que par l'épée : la situation politique actuelle nous fait reconnaître mieux que jamais la vérité de cette leçon, et c'est avec joie que nous confessions avec le poète des guerres de notre liberté : « Le dernier salut, la suprême ressource, c'est l'épée<sup>1</sup>. »

Ces lignes sont une confirmation de notre thèse. Un pays encore neuf, tels qu'étaient les Etats-Unis au début du xx<sup>e</sup> siècle, est naturellement pacifique, tandis qu'un pays surpeuplé comme l'était alors l'Allemagne est nécessairement belliqueux. La guerre n'a rien changé à cette situation pour l'Allemagne qui est encore surpeuplée et encore belliqueuse. Quant aux Etats-Unis, c'est le temps et son œuvre, le peuplement progressif, qui y ont opéré un changement; ce pays, craignant la surpopulation en marche, ferme ses ports aux émigrants des nations surpeuplées d'Europe et d'Asie et il donne déjà des signes d'impérialisme.

1. *Notre Avenir*, pp. 75-76.



## CHAPITRE XII

LE SURPOPULATEUR, LE BELLICISTE  
ET LE « MATÉRIEL HUMAIN »

Bernhardi est l'écrivain qui donne le mieux l'idée de ce qu'était l'Allemagne surpeuplée d'avant-guerre. Son livre, *Unsere Zukunft*, fut d'ailleurs publié en 1912 et c'est en 1915 qu'en parut une traduction française sous le titre *Notre Avenir*. On y trouve une preuve éclatante de la vérité de notre théorie de la surpopulation cause de guerre. Bernhardi y avoue à maintes reprises que telle est la cause de la guerre, mais comme il n'est pas ennemi de celle-ci, la surpopulation ne le dérange pas; il ne ressent pas le besoin de la combattre; au contraire, il s'en réjouit et il rentre dans son plan qu'elle ne cesse point. La surpopulation est pour cet impérialiste un moyen de germaniser le monde dans la mesure du possible, au besoin au prix de la guerre perpétuelle.

Lorsqu'il évoque le chiffre de la population allemande, Bernhardi semble en état d'ivresse. Il éprouve la folie du nombre. Ce chiffre, qu'il rappelle sans cesse, est déjà en soi, à ses yeux, un témoignage de la grandeur morale de la nation

allemande, en même temps que le substratum de son avenir politique. Il rappelle avec orgueil les « torrents d'émigrants » que la Germanie a déversés par le monde et les invasions auxquelles se livrèrent dans l'antiquité, en Gaule, dans l'Empire romain, ses hordes affamées. On sourirait — si ce n'était au fond tragique — de ce naïf orgueil démographique.

« A partir de 1870-71, se produisit un rapide accroissement de population, absolument prodigieux et qui menace de faire éclater les frontières géographiques de l'Allemagne. D'environ 40 millions d'habitants, la population de l'Empire allemand est montée à 65 millions, augmentant chaque année approximativement d'un million<sup>1</sup>. »

Il montre le développement concomitant de l'industrie, du commerce extérieur, de la flotte commerciale, de l'armée et de la marine de guerre. Par contre, il se plaint que son pays soit entouré d'ennemis et surtout que le domaine colonial allemand ne réponde aucunement aux besoins économiques et à la capacité de développement de la nation. Ce sont des sentiments d'amertume et d'envie qu'il exprime à l'égard de la Grande-Bretagne, de la France et même de la Belgique en raison de ce qu'elles possèdent un vaste empire colonial. Et le *leitmotiv* de son livre, c'est l'affirmation du droit d'étendre leur empire que l'accroissement de leur population donne aux Allemands. Rien de tout cela ne saurait surprendre un pacifiste scientifique.

Écoutons cette voix d'avant-guerre :

« Etant donné l'accroissement de sa population et de sa production, l'Allemagne, dans un temps

1. *Notre Avenir*, pp. 12-13.

prochain, sera comparable à une chaudière surchauffée qui menacera de faire explosion, s'il n'y a pas quelque part une soupape de sûreté pour livrer passage au surcroît des énergies matérielles et intellectuelles de la nation<sup>1</sup>. »

« La liberté de la mer pour la grande navigation et l'augmentation du commerce extérieur sont pour nous une question vitale, car il nous faut assurer du travail et du pain à notre population croissante; et l'on peut prévoir que la chose ne sera bientôt plus possible dans les limites actuelles de notre Empire. Dans dix ans, nous aurons une population d'environ 80 millions d'habitants, qui ne pourront jamais trouver un travail rémunérateur à l'intérieur de notre territoire d'aujourd'hui. Nous avons besoin de colonies de peuplement et, comme telles, les nôtres n'auront jamais qu'une valeur très restreinte<sup>2</sup>. »

« Nous devons tendre par tous les moyens à l'acquisition de nouvelles terres<sup>3</sup>. »

« L'Allemagne..., qui dans peu de temps accusera un puissant surcroît de population, ne possède pas suffisamment de colonies de peuplement et l'on peut fort bien se demander si elle n'a pas le droit moral de s'approprier des territoires convenables qui ne sont exploités par d'autres que financièrement<sup>4</sup>. »

Ces dernières lignes sont passablement cyniques, quoique Bernhardt invoque, pour justifier sa pensée, une « mission » de l'Allemagne. Voici, non

moins cyniquement exposé par lui, le processus de la guerre par surpopulation :

« Des nations vigoureuses, faisant effort pour s'élever, augmentent de population et ont besoin, à partir d'un certain moment, d'un élargissement de leur foyer. L'émigration vers des Etats étrangers peut d'abord donner satisfaction à ce besoin. Mais les émigrants risquent alors aisément de perdre leur propre nationalité, ainsi que nous autres Allemands nous l'avons en particulier amèrement éprouvé. L'acquisition de colonies dans lesquelles l'excédent de population peut se fixer aux dépens, il est vrai, des habitants autochtones, répond donc davantage au but. Il s'agit ici exclusivement de domaines qui sont habités par des races humaines de culture inférieure. Là où enfin des domaines de ce genre n'existent pas ou ne se prêtent pas à la colonisation, il ne reste plus qu'à conquérir des terres étrangères pour faire place à sa propre nationalité supérieure. La conquête de la Corée par les Japonais et l'attaque des Italiens contre Tripoli nous ont fourni dans ces derniers temps des exemples de ce procédé<sup>1</sup>. »

Et voici un autre aspect du déterminisme de la guerre par surpopulation :

« De même que l'accroissement de population, les conditions de travail peuvent aussi, dans certain cas, contraindre à la guerre. Dans les grands Etats industriels, une partie de la population vit de l'exportation. Or, si les Etats servant de débouchés se ferment à l'importation dans le but de favoriser leur propre industrie, le cas peut très bien se présenter où un Etat exportateur ne pourra plus pro-

1. *Notre Avenir*, p. 45.

2. *Ibid.*, p. 44.

3. *Ibid.*, p. 45.

4. *Ibid.*, p. 54.

1. *Notre Avenir*, p. 95.

curer à ses ouvriers des conditions d'existence suffisantes. Cet Etat courrait le danger non seulement de perdre peu à peu par l'émigration une partie de sa population, mais encore sa position politique et intellectuelle, par suite d'une diminution de production et de la disparition du gain. A cet égard, nous sommes au début d'une évolution; mais que la nécessité de procurer aux ouvriers un travail rémunérateur force l'Etat à entreprendre la guerre, c'est là une éventualité qui n'est nullement écartée. Bien souvent, les luttes économiques ont conduit jusqu'au seuil d'une vraie guerre<sup>1</sup>. »

Et, quoiqu'il ait ainsi mis à nu les fondements de la guerre, de toute guerre, il éprouve le besoin de l'idéaliser et aussi de bâtir sur le fait de la surpopulation allemande une théorie de la grandeur de son pays, lequel est chargé — par qui, on aimerait à le savoir — d'une haute mission civilisatrice à l'égard du monde entier : « la mission qui découle de notre histoire, de nos qualités nationales et du chiffre de notre population<sup>2</sup>. »

Puis, passant des considérations théoriques à des considérations plus objectives, Bernhardt examine la situation mondiale au temps où il écrit et montre l'Allemagne devenue, selon lui, « de beaucoup, la puissance la plus considérable du continent européen<sup>3</sup> », un « Etat qui révèle une force d'expansion formidable par l'accroissement de sa population, par son armée et son incomparable capacité industrielle et commerciale<sup>4</sup> ». Et là, le belliciste, ivre du nombre, éclate :

1. *Notre Avenir*, pp. 69-70.

2. *Notre Avenir*, Introduction, p. 9.

3. *Notre Avenir*, p. 93.

4. *Ibid.*, p. 94.

« Raisonnement, on ne peut cependant pas exiger que l'Allemagne, avec ses 65 millions d'habitants et son commerce mondial, se laisse traiter sur le même pied que 40 millions de Français; qu'elle abandonne aux 45 millions de sujets de la Grande-Bretagne (Celtes écossais, Gallois et Irlandais, à côté des Anglais de race germanique) le rôle d'arbitre sur les Etats de l'Ancien-Monde et la suprématie maritime absolue; qu'avec l'accroissement continu de sa population elle renonce à l'extension de sa puissance coloniale et à l'acquisition de colonies de peuplement, tandis que des Etats dont la population décroît ou est insuffisante, comme la France et l'Angleterre, se partagent la possession de l'Ancien-Monde avec la Russie, qui peut être qualifiée encore, en grande partie, de puissance asiatique<sup>1</sup>. »

Bernhardt, on l'a vu, reconnaît que la surpopulation conduit à la guerre. En ce qui concerne l'Allemagne, il admet avec la même bonne grâce que son effort pour sortir de la situation que lui fait sa surpopulation « est précisément l'une des raisons qui donnent lieu à la tension politique actuelle<sup>2</sup> », car les Etats concurrents se rendent compte « qu'elle sera bien forcée finalement par les circonstances d'en arriver à une politique d'extension<sup>3</sup> ». — en termes clairs : à la guerre de conquête. Puis il trace un magistral tableau de l'agitation à laquelle donnent lieu dans le monde les ambitions allemandes, pour arriver à cette conclusion où le cynisme le dispute à l'inconscience : « C'est donc toujours et partout la crainte de la

1. *Notre Avenir*, p. 94.

2. *Ibid.*, p. 94.

3. *Ibid.*, p. 95.

puissance de l'Allemagne et de sa volonté d'expansion qui cause la tension politique<sup>1</sup>. »

Se rendant compte que les desseins de l'Allemagne inquiètent les autres nations et que puisqu'elles en craignent la réalisation, elles ne sont nullement disposées à les favoriser, il dit : « De quel côté que nous tournions nos regards, partout nous est barrée la route qui nous conduirait pacifiquement à notre but; partout nous nous trouvons dans l'alternative, ou de renoncer, ou de nous préparer nécessairement à réaliser nos fins par la voie des armes<sup>2</sup>. »

Le livre se terminait sur la note optimiste : l'Allemagne serait conduite à la guerre, mais elle serait victorieuse. « J'en ai l'assurance joyeuse et absolue », déclarait Bernhardt.

Au début il avait formulé l'alternative qui, à son avis, s'offrait à l'Allemagne : Puissance mondiale ou Décadence. Le destin répondit : Décadence. Car c'est là que le culte de la surpopulation conduisit l'Allemagne. Pour nous servir d'une expression de Bernhardt lui-même, nous dirions volontiers : Justice biologique.

\*\*

On vient de voir un belliciste de marque mesurer la grandeur de son pays au nombre d'enfants que les brutes prolifiques qui y prennent leurs ébats sexuels y ont fait mettre au monde par leurs femmes. On vient de le voir constater la surpopulation de ce pays et déduire de cette situation la

1. *Notre Avenir*, p. 96.

2. *Ibid.*, p. 154.

nécessité d'un certain nombre d'actes nationaux qui conduisent à la guerre. Mais on chercherait en vain dans son ouvrage une condamnation de la prolifération de ses compatriotes. Et pourquoi d'ailleurs la condamnerait-il, puisqu'il a reconnu dans la guerre, avec son maître Treitschke, une « fontaine de santé »? Il ne les excite pas non plus à se reproduire. Mais pourquoi le ferait-il? Ils ne semblent pas avoir besoin d'encouragements. En tout cas, s'ils en ont besoin, d'autres leur en prodigent. Le bellicisme pratique volontiers la division du travail. Le Kaiser était le Grand-Surpopulateur de toutes les Allemagnes. Il s'intéressait personnellement au jeu de la surpopulation. On sait qu'il était le parrain du huitième enfant de chaque famille allemande, qu'elle fût riche ou pauvre. L'Etat allemand payait en outre une prime de 60 marks aux familles pauvres à la naissance du huitième enfant. Sans compter maintes autres mesures légales ou administratives, dont d'aucunes prises pendant la guerre même. Ainsi Guillaume II, d'ailleurs homme représentatif du peuple allemand, accompagné du concert de tous ses courtisans, disait : Donnez-nous des soldats pour la défense nationale et l'accomplissement de la mission civilisatrice de l'Allemagne. On lui en donnait à profusion. Après le Surpopulateur, arrive le Belliciste : Nos frontières sont trop étroites pour notre population sans cesse croissante. Il nous faut des colonies, des matières premières, des marchés privilégiés. Notre surpopulation nous oblige à faire la guerre pour conquérir tout cela.

Effectivement, en ce qui concerne l'Allemagne, la guerre est venue. Alors le surpopulateur Guillaume II s'est mis à pleurnicher : au début de 1920, il prononçait ces paroles à l'adresse de ses ex-sujets :

« Je résistais de toutes mes forces à vos appétits de conquêtes. Ne me répétiez-vous pas sans cesse que l'Allemagne n'était pas en état de nourrir son excédent annuel de 800.000 habitants... qu'il lui fallait donc des espaces libres, qu'elle était assez forte pour prendre des colonies aux pays qui en avaient trop? Comment réaliser vos appétits autrement que par la force? Pouvais-je empêcher vos femmes de faire des enfants?<sup>1</sup> »

Mais, par ces paroles, Guillaume II a nettement affirmé, tout comme Bernhardt et tant d'autres écrivains, que la surpopulation allemande fut la source de la guerre de 1914-1918. Enregistrons cet aveu tombé de haut.

De ces aveux, venant de dirigeants allemands, surpopulateurs ou bellicistes, souvent les deux à la fois, nous en avons une quantité d'autres et nous pourrions en emplir ce volume. En voici un qui ne manque pas de valeur. Dans le premier volume de ses *Cahiers d'un Artiste*, publié en 1915, le peintre Jacques-Emile Blanche rapporte, à la date du 11 juillet 1914, les propos suivants qui confirment pleinement notre thèse et que lui tint la princesse de Saxe-Meiningen, sœur de Guillaume II, au cours d'une conversation qu'il eut avec elle peu de semaines avant la guerre, alors qu'il voyageait en Allemagne :

« Dites bien chez vous, expliqua la princesse, que l'on se trompe sur l'empereur<sup>2</sup>. Notre popu-

1. Cité par le *Néo-Malthusien* (Paris), mars 1920.

2. On ne se trompait nullement sur le parrain du huitième enfant de chaque famille allemande. D'ailleurs, il est lui-même père de six enfants, dont le Kronprinz qui professe l'opinion de son géniteur en matière de profligité : « Une femme est parfaite, dit-il, quand elle sait monter à cheval, jouer au tennis et avoir des enfants. » (Jules Huret, *En Allemagne. La Bavière et la Saxe*, p. 302.)

lation fait craquer nos frontières sous sa poussée. Elle est si nombreuse, elle s'accroît avec une telle rapidité qu'il faut bien des territoires pour la loger. Mon frère explique la situation à tous les chefs d'Etat. Il ne veut pas conquérir, mais obtenir, par échange et contre d'inappréciables avantages par lui garantis, des terres où nos millions d'enfants puissent se répandre, grandir et vivre... Que voulez-vous? L'Allemand est prolifique, il se reproduit. Il a encore les vertus de la famille, dites cela à vos amis de Paris, faites comprendre cela! »

Combien sinistre est la tragi-comédie de la guerre, qui se joue à trois : le Surpopulateur, le Belliciste — et le Matériel Humain!

## CHAPITRE XIII

## LES RESPONSABLES DE LA GUERRE

La cause de la guerre étant autre que celles qu'on lui attribue communément, il y a lieu d'examiner sur cette nouvelle base la question de la responsabilité de la guerre. Nos jugements doivent subir à cet égard un changement radical, de même que notre action en faveur de la paix.

On a eu jusqu'ici l'habitude d'inscrire cette responsabilité au seul passif des gouvernants et d'innocenter les gouvernés. A la lumière du pacifisme scientifique, c'est une opinion qu'il devient dangereux de soutenir à la façon d'autrefois. Elle est dangereuse parce qu'elle est fausse et qu'ainsi elle laisse agir la vraie cause de la guerre. Certes, les gouvernants ne sont pas indemnes de toute critique, mais leur culpabilité est toute différente de celle qu'on leur attribue. Si gouverner, c'est prévoir — et cette définition est juste — ils sont coupables de ne pas adopter la politique démographique qui s'impose pour maintenir la population du pays qu'ils dirigent dans les bornes que lui assignent les ressources de ce pays.

On arguera de la nécessité où chaque pays se

trouverait d'être le plus nombreux possible pour pouvoir résister aux invasions ou aux entreprises contraires de nations concurrentes susceptibles de faire déchoir son type d'existence, — sans d'ailleurs tenir compte que tout accroissement de surpopulation hâte la venue de la guerre. Mais, tout bien considéré, cet argument est sans valeur. Il n'est émis par les gouvernants et leurs inspireurs journalistiques et littéraires — en les supposant de bonne foi, et tous ne sont pas des bellicistes par goût — que parce que la psychose de guerre règne en leur esprit et obnubile leurs facultés de raisonnement qui, librement exercées, les conduiraient à découvrir la cause réelle de la guerre et, par conséquent, le caractère néfaste de toute mesure qui entretient ou aggrave la surpopulation dans le monde. Lorsqu'ils parlent du chiffre de la population comme subordonné à des considérations d'effectifs militaires, ils parlent un langage de guerre. Il faut qu'ils adoptent un langage de paix et alors ils considéreront la lutte contre la guerre et la garantie de la paix comme nous le faisons ici, d'une manière scientifique et rationnelle. Ceci est d'autant plus facile que le pacifisme scientifique peut et doit s'exercer par la voie internationale, mondialement.

D'ailleurs, l'objection précitée ne signifie pas grand'chose. Le Japon, alors trois fois moins peuplé que la Russie, l'a vaincue en 1905. L'Allemagne a battu, à population sensiblement égale, la France en 1870. Cette même Allemagne, qui s'est en somme conformée à cet enseignement des surpopulateurs, ayant ainsi « bien agi », a vu l'Europe se coaliser contre elle en 1914 pour l'abattre en 1918. Et la manière dont se fera la guerre dans l'avenir, par

des moyens chimiques et par le massacre massif des non-combattants aussi bien que des combattants, à l'aide d'un nombre restreint d'avions, place la question des effectifs à l'arrière-plan.

Enfin, après ce que nous avons exposé, on doit se rendre compte que la guerre ne résulte pas de ce que tel pays a un plus grand nombre d'habitants que le pays voisin, ou de ce que celui-ci en a moins que l'autre, si tous deux sont des « nations normales » selon la formule de List. La guerre résulte du fait que la population de tel ou tel pays est plus nombreuse qu'elle ne devrait l'être par rapport à la production de ce pays en subsistances. C'est parce qu'un pays est, non pas peuplé, mais surpeuplé qu'il fait la guerre à un autre.

M. Stanley Baldwin, co-premier ministre de Grande-Bretagne, a prononcé aux Communes, le 10 novembre 1932, un admirable discours de pacifiste<sup>1</sup>, mais de pacifiste ordinaire, sentimental et incomplet. Car que fait-il, au point de vue du pacifisme scientifique, dans la Grande-Bretagne surpeuplée, pour écarter la grande boucherie mondiale qui s'annonce? — Rien. Peut-être M. Baldwin ignore-t-il la cause primordiale de la guerre. Alors, s'il n'a pas cette compétence, que fait-il au gouvernement? Car, s'il ignore, il est incapable de prévoir.

M. Herriot, au Congrès radical de 1932, a prononcé les paroles suivantes : « Des gens réclament pour demain l'établissement de la paix. Quelle chimère! Quelle folie que de croire qu'il en sera ainsi lorsqu'on voit inscrite dans les mœurs des hommes, depuis des millénaires, cette affreuse bar-

1. Reproduit par *Lu*, 18 novembre 1932, d'après le *Times* (Londres).

barie : la guerre! Comment croire qu'il suffira de quelques mois, de quelques années pour forger un statut de la paix? Vanité des formules, plus répugnantes quand elles ne sont qu'abstraites! C'est pas à pas, échelons par échelons, progrès par progrès que nous poursuivons l'œuvre, qui exige avant tout une résolution de probité<sup>1</sup>. »

Ces paroles, relatives à la Conférence du désarmement, sincères, j'en suis persuadé, sont un aveu d'impuissance : elles font prévoir ce que j'annonce ici au sujet de l'improbabilité d'un désarmement sérieux qui, effectivement, ne peut avoir lieu. M. Herriot, gouvernant d'hier et gouvernant de demain, semble ignorer, lui aussi, la cause primordiale de la guerre puisqu'il la considère comme étant simplement la pugnacité humaine. Mais alors, s'il ignore, comment pourrait-il prévoir?

Mais il n'y a pas que des gouvernants qui ignorent : il en est aussi d'autres parfaitement avertis.

Ce qu'il y a à faire, nous le verrons plus loin. Mais, d'ores et déjà, nous pouvons procéder au constat de l'ignorance de maints gouvernants dans la question qui nous occupe. Ce qui ne nous empêchera pas de dire qu'un surpopulateur, par la parole ou le silence, par la plume ou la légalité, a sa responsabilité dans la guerre qui résulte de la surpopulation, — qu'il soit conscient ou inconscient du rôle qu'il joue. Toutefois, aucun pacifiste scientifique ne sera disposé à considérer, par exemple, un Guillaume II dans le passé et un Mussolini aujourd'hui, comme inconscients de leur rôle.

Ceux-ci appartiennent à une catégorie de gouvernants plus particulièrement malfaisante : celle

1. Reproduit par le *Populaire* (Paris), 6 novembre 1932.

des nationalistes, militaristes et bellicistes par goût, qui provoquent sciemment à la surpopulation. On ne saurait trop mettre en relief le caractère sinistre de leur exhortation à la reproduction sans frein des individus. « Il nous faut des soldats pour la guerre possible que nos ennemis méditent de nous faire », disent-ils. Et quand la population a cru, selon leur désir, des compères, voire eux-mêmes, s'écrient : « Il nous faut des colonies, des débouchés, du travail, de la nourriture, de l'espace pour notre population surabondante. »

Ce cercle vicieux dans lequel ils enferment les masses, toujours dénuées d'esprit critique, Malthus l'avait dénoncé. « Dans les premiers âges du monde, dit-il, quand la guerre était la grande occupation de l'humanité et que les prélèvements de population provenant de cette cause étaient, au delà de toute comparaison, plus grands que dans les temps modernes, les législateurs et les hommes d'Etat de chaque pays, considérant surtout les moyens d'attaque et de défense, encourageaient l'accroissement de la population de toutes les manières possibles, stigmatisant la stérilité, flétrissant le célibat et honorant le mariage. Les religions populaires épousaient ces opinions régnantes. En beaucoup de pays, la puissance prolifique de la nature était l'objet d'un culte solennel. Dans la religion de Mahomet, qui fut établie par l'épée et dont, par conséquent, la promulgation ne pouvait qu'être accompagnée d'une extraordinaire destruction de ses sectateurs, la procréation d'enfants pour glorifier le Créateur fut posée comme l'un des principaux devoirs de l'homme; et celui qui avait la plus nombreuse progéniture fut regardé comme ayant le mieux répondu à la fin en vue de laquelle il avait été créé. L'em-

pire de semblables sentiments moraux eut naturellement un important effet en encourageant le mariage; et la rapide procréation qui s'ensuivit fut en partie l'effet et en partie la cause de la guerre continuelle. Les vides occasionnés par les désolations passées donnèrent motif à l'élevage de nouveaux renforts; et l'excessive rapidité avec laquelle ces renforts se succédèrent constamment fournit de nouvelles incitations à des hostilités renouvelées, ainsi que de nouveaux instruments à cet effet. Il est difficile de concevoir comment, sous l'influence de tels sentiments moraux, la furie de la guerre continuelle pourrait jamais s'apaiser<sup>1</sup>. »

Cette incitation à la surpopulation, hypocritement poursuivie par les nationalistes dans le sens ci-dessus, est véritablement criminelle. Pour être pratiquée également, dans une mesure plus modérée, par des politiciens moins militaristes, elle ne cesse pas d'être néfaste. D'autre part, les politiciens les plus avancés acquiescent à cette politique par démagogie, parce qu'elle se traduit par une quantité de dons et de faveurs, de la part de l'Etat, à des prolétaires qui sont le plus souvent leurs électeurs. Politique stupide!

La production intensifiée de chair à canon — ou, comme disent si noblement les militaires, de matériel humain — ne saurait préserver aucune nation de la guerre : au contraire, elle ne peut que hâter celle-ci, comme le fait remarquer, en prenant la France pour exemple, M. Henri Sée, professeur à l'Université de Rennes, un des très rares socialistes qui voient clair : « Une plus forte natalité fran-

1. *Essay*, liv. IV, chap. II.



çaise aurait-elle pour vertu d'empêcher les guerres? Imaginons qu'avant 1914, la population de la France se soit élevée à 60 ou 70 millions d'habitants. La rivalité avec l'Allemagne aurait-elle été moins vive, les passions nationalistes moins virulentes? Qui sait si la guerre n'aurait pas encore éclaté plus tôt, si la démocratie française aurait été si résolument pacifiste, si le désir de revanche n'aurait pas été infiniment plus impérieux?<sup>1</sup> »

Nelly Roussel ne doutait pas que telle eût été la conséquence d'une surpopulation française identique à l'Allemagne lorsqu'elle écrivait, peu de temps après la guerre : « Il reste évident qu'un peuple trop nombreux, qui a besoin d'expansion, est poussé à la conquête, à la colonisation, à l'impérialisme sous toutes ses formes; et cela d'autant plus sûrement que les peuples voisins, trop nombreux aussi, ont les mêmes besoins, les mêmes ambitions et ne peuvent pas accueillir dans leur sein les émigrants. Si la France était surpeuplée comme l'Allemagne, la guerre aurait probablement éclaté plus tôt et aurait fait plus de victimes. Si tous les pays habitables étaient surpeuplés comme l'Allemagne, nous serions condamnés à nous entr'égorger sans trêve.<sup>2</sup> »

Le Docteur René Allendy n'est pas moins affirmatif : « Défendre le capitalisme et prêcher la surpopulation, comme font en France beaucoup de personnalités politiques et militaires, c'est pousser le monde à une terrible catastrophe où il n'est pas du tout sûr — même en adoptant leurs visées étroites et égoïstes — que le clan des propriétaires français trouve à se réjouir, tout au contraire. C'est

non seulement une monstrueuse férocité, mais une déconcertante absurdité<sup>1</sup>. »

\*  
\*\*

On se tromperait si l'on croyait que les surpopulateurs se trouvent exclusivement dans le camp nationaliste. Il est des surpopulateurs jusque dans le camp révolutionnaire. Un fait, qui n'est nullement isolé, va le prouver péremptoirement.

Faisant allusion à une série de grands meetings consacrés à la question de la limitation des naissances, tenus à Berlin, en août 1913, sous l'égide du parti social-démocrate, le Docteur Anton Nystroem dit : « Mme Klara Zetkin y parla contre les « grèves de naissances » et accusa les socialistes démocrates néo-malthusiens, les révisionnistes, de ce qui, en fait, équivaut à une trahison contre la cause des classes ouvrières. Les ouvriers qui limitent le nombre de leurs enfants à un ou deux, dit-elle, ne faisaient que singer la bourgeoisie, et le devoir de la classe ouvrière n'était pas de permettre à l'individu d'améliorer sa situation à la manière de la bourgeoisie, mais de continuer la lutte des classes. Les classes ouvrières ne doivent pas oublier que le nombre est un facteur décisif dans la lutte pour la liberté. Si nous avons moins d'enfants, dit-elle, cela veut dire que les familles ouvrières élèveront moins de soldats pour la révolution<sup>2</sup>. »

Cette déclaration fut d'ailleurs heureusement combattue par des révisionnistes tels que Bernstein et Moses.

1. D<sup>r</sup> R. et Y. Allendy, *Capitalisme et Sexualité*, p. 241.

2. *Avant 1914, pendant et après*, p. 292. — On trouvera aussi dans les journaux français du mois d'août 1913 des dépêches et articles relatifs à ces faits.

1. *La Nouvelle Revue socialiste* (Paris), 15 juin-15 juillet 1927 : *Population, Capitalisme et Impérialisme*.

2. *La Voix des Femmes* (Paris), 4 mars 1920.

A côté de Klara Zetkin se trouvait, pour soutenir la même thèse, Rosa Luxembourg : toutes deux, célibataires âgées et sans enfants, naturellement !

D'autre part, la même surpopulatrice Klara Zetkin adressait, dans le numéro du 27 novembre 1914 de son journal : *Die Gleichheit* (L'Égalité), un « Appel aux femmes socialistes de tous les pays<sup>1</sup> » pour la cessation de la guerre, ayant visiblement été incapable de comprendre que la surpopulation mondiale, et spécialement allemande (conseillée par elle), était la cause primordiale de la guerre : Marx ne l'avait pas dit !

Il y a deux raisons à un tel état d'esprit. La première est de principe ; la seconde, de tactique, — de tactique erronée, devons-nous ajouter.

La première raison est inspirée par le providentialisme anthropocentrique de ces esprits simples que restent les révolutionnaires du type courant, hypnotisés qu'ils sont par le fait social. Ils ne peuvent concevoir que ce que les uns appellent Dieu et d'autres Nature n'ait pas prévu la nourriture nécessaire aux êtres qu'il ou qu'elle crée. Profondément imbus de l'illusion finaliste, ils commettent et commettront toujours, tant qu'ils ne seront pas délivrés de cette illusion, les erreurs qui en découlent nécessairement.

La seconde raison se formule par la question que se posent les révolutionnaires catastrophiques : « Qui est-ce qui ferait la révolution s'il n'y avait pas de malheureux ? » Car ils entretiennent encore la vieille conception romantique de la révolution avec la barricade et le flingot de l'insurgé. Et, pour

1. S. Grumbach, *L'Allemagne annexioniste*, p. 383.

rendre l'humanité heureuse, ils commencent par faire son malheur !

Mais quelle différence appréciable y a-t-il, d'une part, entre les capitalistes qui trouvent dans la surpopulation de la chair à travail à bon marché et les militaristes qui y puisent de la chair à canon, et, d'autre part, ces révolutionnaires — lesquelles ne révolutionnent rien — qui, elles l'avouent, sont en quête de chair à misère et de chair à canon insurrectionnelle ? Quelle différence, surtout, y a-t-il dans le résultat entre l'action des surpopulateurs bourgeois et celle des surpopulateurs révolutionnaires ? Aucune. L'une et l'autre conduisent à la surpopulation et de là à la guerre, — peut-être à la guerre sociale, bien inutile, mais sûrement à la guerre internationale.

Et que devient l'individu — seule réalité — de la classe ouvrière dans cette affaire ?

Pauvre individu ! Il doit se sacrifier à la Cause Supérieure de la Révolution selon l'évangile marxiste. Il doit engendrer la guerre, dont il fera les frais avec sa peau. Car la surpopulation qu'il fait est non seulement la cause de la guerre, mais aussi l'obstacle à ce qu'il soit vainqueur dans la lutte de classes.

A côté du surpopulateur par conseil qui provoque ou laisse se produire la surpopulation, il y a le surpopulateur de fait qui la produit directement. Ce surpopulateur de fait, à quelle classe appartient-il ? On a trop répété que les gens des classes dirigeantes et possédantes sont des gens sans enfants ou en ayant très peu pour qu'on ignore qu'il appartient rarement à la bourgeoisie. Enregistrons simplement ce constat de la Section d'hygiène de la Société des Nations :

« Une étude du taux de la natalité, dans une grande ville quelconque, révèle que ce taux est deux ou trois fois plus élevé dans les districts pauvres que dans les quartiers riches<sup>1</sup>. »

Quel est donc, dans tous les pays du monde dit civilisé, ce surpopulateur, sinon celui que la Rome antique appelait le prolétaire parce qu'il n'était « utile que par ses enfants », — utile aux empereurs, aux généraux, aux fonctionnaires coloniaux et aux marchands, grands amateurs et profiteurs de la guerre?

Or sa réplique d'aujourd'hui, ce prolétaire moderne que tous les partis d'avant-garde plaignent d'être la victime de la guerre, c'est lui qui la cause, c'est lui qui la rend nécessaire au sens le plus strict du mot!

Les prolétaires ne veulent pas se contraindre sexuellement, comme le font leurs maîtres — qui ne sont leurs maîtres qu'à cause de cette différence — et ils veulent en même temps ne pas jouer le rôle, eux et leurs enfants, de chair à canon. Mais ces deux désirs sont contradictoires. Ce sont eux qui mettent en marche le char de Djaggernat : qu'ils ne s'étonnent pas d'être écrasés par lui!

Et quant aux autres, qui trouvent leurs comportements admirables, ou simplement légitimes, qu'ils ne s'étonnent pas, eux non plus, de subir le même sort.

Les documents ne manquent pas qui prouvent que la responsabilité première de la guerre revient à la classe prolifique. On pourrait en remplir un volume, mais une sélection s'impose. Et tout natu-

1. Société des Nations, *Mouvement naturel de la population pendant le premier quart du xx<sup>e</sup> siècle*, p. 3.

rellement, c'est surtout parmi ceux qui concernent l'Allemagne d'avant-guerre, dont l'indéniable surpopulation fut la cause déterminante de la guerre de 1914-1918, que nous puiserons.

Parmi les écrivains allemands d'avant-guerre, tous ceux qui traitaient les questions économiques faisaient ressortir la nécessité de procurer du travail aux ouvriers allemands sous peine de troubles les plus graves.

Sur ce sujet, Bernhardt écrit : « Il nous faut assurer du travail et du pain à notre population croissante; et l'on peut prévoir que bientôt la chose ne sera plus possible dans les limites actuelles de notre Empire. Dans dix ans, nous aurons une population d'environ 80 millions d'habitants, qui ne pourront jamais trouver un travail rémunérateur à l'intérieur de notre territoire d'aujourd'hui<sup>1</sup>. »

A l'époque de Bismarck, l'industrialisation de l'Allemagne était déjà en plein développement. A ce propos, M. Henri Hauser dit : « Bismarck... est déjà obligé de se défendre contre l'accusation de trop faire pour l'industrie; il doit invoquer pour sa défense la nécessité de faire vivre la classe ouvrière<sup>2</sup>. »

Le Docteur Anton Nystroem, écrivain suédois non suspect de partialité à l'égard de l'Allemagne, puisque pendant la guerre il fut pro-Alliés, dit : « Au cours des différents séjours que je fis en Allemagne de 1899 à 1903, c'est-à-dire à l'époque où la question coloniale et l'accroissement de la marine étaient à l'ordre du jour, j'acquis la conviction que

1. *Notre Avenir*, p. 44.

2. *Les Méthodes allemandes d'Expansion économique*, p. 178.

le commerce intérieur et extérieur allemand avait véritablement besoin de colonies importantes. Ce commerce s'élevait alors à 10 milliards de marks. Il était évident que l'Allemagne devait trouver de toute urgence des moyens d'existence à plusieurs millions de travailleurs<sup>1</sup>. »

Le même écrivain dit aussi : « Depuis un grand nombre d'années, des économistes allemands tels que Hassé, membre du Reichstag, le Professeur Stengel et le Docteur G.-A. Erdmann, ont déclaré que l'accroissement énorme de la population allemande est la raison principale sur laquelle repose la politique coloniale de l'Allemagne. Selon ces auteurs, une grande partie de l'industrie allemande serait vouée à bref délai à la ruine complète, n'était cette politique; sans elle, l'empire allemand tout entier était menacé de devenir le théâtre d'une révolution sociale, conception familière à beaucoup d'économistes allemands<sup>2</sup>. »

Sans faire état de la surpopulation allemande, l'économiste hollandais Christian Cornelissen, dans *Les Dessous économiques de la Guerre*, démontre que ce n'est qu'incidemment que le capitalisme a une part de responsabilité dans les guerres et en particulier dans celle de 1914-1918 et, après avoir analysé les raisons et circonstances qui conduisirent la social-démocratie allemande à l'acceptation de la guerre en 1914, il conclut : « La crainte de la répression, pour les organisations ouvrières, et de la confiscation de leurs fortunes ne suffit pas pour expliquer ces faits historiques. La seule explication, c'est qu'au fond les ouvriers organisés ou leurs leaders politiques et syndicaux ont vu leur intérêt

1. *Avant 1914, pendant et après*, p. 133.

2. *Ibid.*, p. 131.

dans l'expansion de la domination allemande et dans la politique coloniale, autant que les classes dirigeantes<sup>1</sup>. »

Et pourquoi y ont-ils vu leur intérêt, sinon parce qu'ils étaient portés à l'y voir par les raisons auxquelles il est fait allusion dans les citations précédentes et qui dérivent de la surpopulation? Mais Cornelissen, communiste anarchisant, ne saurait, pas plus qu'un Kropotkine, reconnaître une pareille cause à la guerre, même au risque de se montrer illogique.

Les chiffres suivants nous donnent une idée du développement de l'industrialisation allemande. Thyssen fonde son usine en 1871 avec 70 ouvriers. En 1911, il emploie 8.000 ouvriers à Mülheim, 8.500 ouvriers à Bruckhausen et 15.000 mineurs à Duisbourg. A ce moment, dit M. Henri Hauser, à qui j'emprunte ces chiffres, « toute restriction des débouchés provoque le chômage, qui prend tout de suite des proportions effrayantes dans des masses pareilles<sup>2</sup>. »

Par son activité industrielle, l'Allemagne renverse à son profit le jeu de la loi de population, mais la catastrophe n'est pas loin : les économistes craignaient que ce ne fût la révolution, mais ce fut la guerre...

Grâce à ce développement industriel intense, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, il se produisit une amélioration dans la situation économique de la classe ouvrière. « D'après les statistiques de l'Office impérial des assurances, dit

1. *Les Dessous économiques de la Guerre*, pp. 50-51.

2. *Les Méthodes allemandes d'Expansion économique*, p. 49.

M. Maurice Lair, le salaire moyen annuel était de 612 marks en 1888, de 735 marks en 1898. Le *standard of life* s'élevait de même : ainsi la consommation de viande passait de 29 kilogrammes par tête à 41<sup>1</sup>. »

« L'agriculture », disait M. Lucien Hubert en 1911, « presque entièrement industrialisée, est loin de suffire à la consommation indigène et le pays se voit contraint de s'adresser à l'étranger pour la plupart des produits dont il a besoin. Cette situation s'explique également par les progrès constants du bien-être dans les classes populaires. Les statistiques alimentaires accusent une augmentation continue de la consommation des denrées coûteuses. Il est à remarquer que les salaires ouvriers se sont élevés, en vingt ans, de près de 50 0/0<sup>2</sup>. »

Cet accroissement de la puissance d'achat, cette amélioration du type d'existence de l'ouvrier n'empêchait d'ailleurs pas l'existence d'un certain déchet social : ces malheureux qui, en fait de nourriture, devaient se sustenter de « viande pour pauvres<sup>3</sup> ».

Des documents concernant la France — pays faiblement surpeuplé mais néanmoins tel — nous

1. *L'Impérialisme allemand*, p. 305.

2. *L'Effort allemand*, p. 146.

3. Voy. Manuel Devaldès, *La Chair à canon*, 2<sup>e</sup> éd., 1913, pp. 17-18. La surpopulation allemande étant aujourd'hui pire qu'avant la guerre, il ne faut pas s'étonner de retrouver cette « viande pour pauvres » sous un nouvel aspect, qui laisse d'ailleurs peut-être subsister l'ancien. M. Edouard Helsey, dans son compte rendu d'une enquête en Allemagne, dit en effet : « Voici une boutique qui ne manque pas de clients. Elle porte pour enseigne : *Fleisch-fabrik*, fabrique de viande! Fermons les yeux, je vous laisse à penser ce qu'on y peut débiter. » (*Le Journal*, Paris, 16 novembre 1932.)

conduisent à la même conclusion. Dans une étude suscitée par un discours de Jaurès à la Chambre le 8 décembre 1905 et par un Manifeste de la Confédération générale du Travail de janvier 1906, étude terriblement logique de la question qui nous occupe ici, — quoique son auteur, comme tous les économistes, s'arrête à la nécessité économique sans vouloir découvrir la source de cette nécessité, parce qu'elle est tabou pour diverses raisons exposées en ce livre, — M. André Colliez, démontre que la classe ouvrière, que les prolétaires sont intéressés, comme les capitalistes, au développement de l'industrie, à la recherche des marchés, à l'acquisition de colonies, et que par suite les guerres surgissant de ce fait sont faites dans leur intérêt aussi bien que dans celui des capitalistes, — autrement dit, dans notre langage de pacifiste scientifique, qu'ils en sont responsables. Ce sont en effet des guerres pour la nourriture et les prolétaires ont fait naître les consommateurs.

Après avoir montré comment la France, entrée en possession de Madagascar, a éliminé les Américains, les Anglais et les Allemands qui auparavant approvisionnaient ce marché, notamment en tissus, et montré quels profits la métropole en a tirés, M. Colliez dit :

« Le service militaire, c'est la prime d'assurance que paie chacun de nous pour conserver le patrimoine national dont, quelle que soit sa condition, il tire quelque profit. L'ouvrier français qui se fera tuer pour défendre l'Algérie ou la Tunisie ne se battra pas, comme on le lui dit, pour les intérêts des « grands possédants, grands financiers, grands marchands »; il mourra pour défendre son gagne-pain. Si 5.000 petits soldats français sont tombés

sur la route de Tamatave à Majunga, ce n'est pas pour « l'égoïsme des grands spéculateurs », c'est pour donner du travail à leurs frères, les tisseurs de Tourcoing, les filateurs de Roubaix<sup>1</sup>. »

« Au mois de février dernier, M. Jaurès déplorait que le gouvernement pût être soupçonné de s'être employé à faire obtenir à des maisons françaises la concession des travaux dans les ports de Safi et de Casablanca, au Maroc. Lorsque notre diplomatie met son influence au profit d'une entreprise comme le Creusot, par exemple, favorise-t-elle simplement M. Schneider et néglige-t-elle les intérêts des ingénieurs, des contremaîtres, des ouvriers, des employés, des 14.000 personnes que le directeur a derrière lui? Comment, tant que l'industrie sera sous le régime du salariat, donner du travail aux ouvriers sans le distribuer tout d'abord aux entreprises qui les emploient?<sup>2</sup> »

« Les socialistes ont réclamé en 1904 une enquête sur la situation de l'industrie textile; ils ont déploré — et avec raison — les salaires misérables qui y sont distribués, mais voici qu'aujourd'hui ils s'opposent à ce qu'on lui trouve des débouchés qui, nous l'avons vu par l'exemple de Madagascar, lui sont si nécessaires; ils proclament que ses ouvriers n'y ont aucun intérêt, qu'ils doivent complètement s'en désintéresser. Ils déplorent le chômage, mais en même temps ils admettent, avec M. Rouanet,

1. *La Classe ouvrière et la Défense nationale* (Revue politique et parlementaire, Paris, 10 août 1906).

2. *Ibid.*

que la France abandonne ses colonies<sup>1</sup>, c'est-à-dire sacrifie les débouchés sur lesquels elle écoule la huitième partie des marchandises qui passent ses frontières. Estime-t-on donc qu'il suffise, pour bien servir le peuple, pour bien mériter de la démocratie, de plaindre éloquentement les souffrances des ouvriers sans travail et que l'on ne doive rien faire pour leur en procurer?<sup>2</sup> »

Si je cite assez longuement cette étude, ce n'est pas, on le pense bien, pour convertir la classe ouvrière de chaque nation — cet exemple français valant pour tous les pays — au bellicisme et au capitalisme. Car si M. Colliez nous démontre bien qu'ouvriers et capitalistes sont les uns et les autres intéressés à ces entreprises coloniales, il évite soigneusement de nous dire que ce sont les seconds qui en tirent les plus grands bénéfices et qu'ils y trouvent la source de leurs privilèges. Le capitaliste prend la part du lion; l'ouvrier, lui, réussit à manger. Il évite non moins soigneusement de nous dire la cause de cette guerre dont il admet

1. Voici le fait auquel fait allusion M. Colliez. A la deuxième séance de la Chambre du 21 février 1906, M. Rouanet déclara : « Monsieur le Ministre, je vous ai dit que mon rêve était la séparation de la France et de ses colonies, parce que la politique coloniale influe trop sur la politique française. » De petits faits de ce genre montrent la totale ignorance de la cause de la guerre de la part des socialistes. Comment la France — aussi bien qu'une autre nation colonisatrice — pourrait-elle renoncer à ses colonies sans s'affamer bénévolement une fois que sa population s'est adaptée à leur possession et a réglé sur celle-ci son type d'existence? L'exemple de l'Allemagne maintenant privée des siennes donne une réponse à cette question. Une renonciation d'un grand Etat à ses colonies ne pourrait avoir lieu que comme conséquence d'une désurpopulation volontaire.

2. *La Classe ouvrière et la Défense nationale* (Revue politique et parlementaire, Paris, 10 août 1906).

assez allégrement l'idée. Et il évite encore de nous faire savoir que les capitalistes ont des moyens de préserver leur peau dont ne disposent pas les ouvriers, qu'il s'agisse de guerres coloniales ou de guerres internationales. Non, si je cite cette étude, c'est parce qu'elle est merveilleusement apte à faire saisir à la classe ouvrière le déterminisme de la guerre. C'est pour lui montrer que ce sont les faiseurs d'enfants qui, par la surpopulation dont ils sont les auteurs, font de la guerre une nécessité. C'est pour lui montrer qu'en attribuant au capitalisme, qui ne représente qu'un stade de ce déterminisme, la responsabilité des guerres, elle se bat contre un fantôme, tout en négligeant la véritable cause, qui pendant ce temps continue d'agir et rend la guerre inévitable.

Il en est de même, bien entendu, dans tous les pays possédant un empire colonial. Le Docteur A. Neytzell de Wilde, ancien président du Conseil des Indes néerlandaises, dit : « Grâce aux Indes, 150.000 ouvriers — 1/10 du nombre total de nos ouvriers — trouvent dans les Pays-Bas un travail régulier<sup>1</sup>. » Cette déclaration est à rapprocher de ce que disait au Congrès socialiste international de Stuttgart, le 21 août 1907, le délégué hollandais Van Kol, prenant part à la discussion sur la politique coloniale. Par une observation qui présuppose la reconnaissance de la surpopulation européenne, Van Kol demandait, au cas où l'on proscrireait — platoniquement — le colonialisme : « Où veut-on que se porte l'excédent considérable

1. *Résumé historique de la Politique et de l'Economie aux Indes Néerlandaises* (Paris, Editions du Monde Nouveau, 1931).

des ouvriers? Où veut-on que l'industrie trouve des produits bruts?<sup>1</sup> »

Rappelant la parole de Karl Marx : « Les prolétaires n'ont rien à perdre, hormis leurs chaînes », le philosophe anglais Bertrand Russell, qui est cependant socialiste, fait remarquer justement : « Il [le travailleur] n'a nullement le sentiment qu'il n'ait à perdre que ses chaînes. Et, au surplus, ce n'est pas exact. Les chaînes qui assujétissent l'Asie et l'Afrique sont en partie forgées par lui. Il fait partie lui-même d'un vaste système de tyrannie et d'exploitation. La liberté universelle ferait disparaître non seulement ses propres chaînes, qui sont relativement légères, mais les chaînes beaucoup plus lourdes auxquelles il a aidé à river les races inférieures de l'humanité<sup>2</sup>. »

Nous dirons donc à la classe ouvrière : Supprimez le capitalisme, monstrueux régime d'injustice, mais ne croyez pas qu'en le supprimant vous aurez aboli la guerre du même coup. Et là encore, M. Colliez mérite d'être cité :

« Les socialistes maudissent ces antagonismes d'intérêts, cause des guerres; ils flétrissent les conditions économiques de la société actuelle qui poussent les peuples à se ruer les uns contre les autres; mais, comme l'a très justement fait observer M. Paul Deschanel, dans le discours dont la Chambre a ordonné l'affichage, les chances de conflit seraient-elles diminuées si le régime collectiviste arrivait à fonctionner, si tous les moyens de production étaient, dans tous les pays, détenus par l'Etat et si, dès lors, l'enjeu de la lutte entre les peuples, « au lieu d'être seulement la conquête

1. *Le Petit Parisien* (Paris), 22 août 1907.

2. *Roads to Freedom*, p. 155.

« de la suprématie politique sur telle ou telle fraction de territoire, sur telle ou telle province, « était la mainmise sur l'organisme économique, « sur le pouvoir économique, sur les capitaux, les « instruments de production, les sources mêmes de « la richesse et de la vie<sup>1</sup> » ?

C'est ce que dit aussi, sous une autre forme, une des rares femmes de notre temps qui méritent le titre d' « intellectuelle », une socialiste au surplus, la Doctoresse Madeleine Pelletier : « Le néo-malthusianisme est-il transitoire et le socialisme, s'il parvient à s'instaurer, en marquera-t-il la fin ? Certains le prétendent, mais à tort. Le socialisme ne rendra pas la terre extensible et il est évident que dans n'importe quel système social, si le nombre des hommes croît indéfiniment, il n'y aura pas de place pour tous; au banquet de la vie, il n'y a qu'un nombre limité de couverts<sup>2</sup>. »

Donc, à défaut de limitation des naissances, le socialisme, tout comme le capitalisme, connaîtrait la guerre.

Bertrand Russell dit de même : « Je ne puis m'empêcher de penser que si l'Australie était complètement socialisée, la même objection populaire que celle qui existe à présent à toute introduction importante de travail chinois ou japonais y serait faite. Cependant, si le Japon devait aussi devenir un Etat socialiste, il se pourrait fort bien que les Japonais continuassent de souffrir de la pression de la population et d'éprouver le besoin d'un exutoire. En de semblables circonstances, toutes les passions

1. *La Classe ouvrière et la Défense nationale (Revue politique et parlementaire, Paris, 10 août 1906).*

2. *Dépopulation et Civilisation, p. 16.*

et tous les intérêts requis pour engendrer la guerre existeraient, en dépit de l'établissement du socialisme dans les deux pays<sup>1</sup>. »

Qui pis est : nous avons vu que le monde actuel ne désarmera pas. Or nous disons : supposons le socialisme établi sur toute la terre; s'il n'a pas tenu compte de la loi de population, il ne désarmera pas davantage.

Et faisons cette autre supposition : le monde capitaliste a désarmé et a tenu compte de la loi de population. Les socialistes, les révolutionnaires profitent de cette situation pour renverser le capitalisme et instaurer le socialisme ou le communisme. Suivant la croyance qui est au fond de ces deux doctrines : que l'abondance devra régner du seul fait de la socialisation du capital et du sol, de l'obligation générale du travail et de la répartition égalitaire des produits; il n'est tenu aucun compte, où que ce soit, de la loi de population : la population se met à croître de nouveau, dépassant les limites permises par les subsistances, des conflits s'élèvent entre peuples, — les sociétés socialistes reprennent les armements!

Même si l'on voulait voir uniquement la cause de la guerre dans de simples motifs patriotiques ou dans une mégalomanie de dirigeants, il faudrait bien se rendre compte que le moyen de faire la guerre serait procuré par la prolificité du prolétariat. Parlant de l'excédent des naissances en Allemagne avant 1914, M. Emile Chantriot disait justement en 1910 qu' « une pareille constatation est de nature à exalter... l'ambition expansionniste des pangermanistes<sup>2</sup> »; il parlait des « espérances gran-

1. *Roads to Freedom, pp. 156-157.*

2. *L'Allemagne et sa situation économique, p. 143.*



dioses inspirées au chauvinisme des pangermanistes par l'accroissement continu, depuis plus d'un siècle, de la population allemande<sup>1</sup> ».

Il disait aussi : « La politique mondiale compte parmi ses protagonistes les grands industriels et les gros négociants des villes maritimes, les directeurs de compagnies de navigation et les financiers, la légion des explorateurs, des hauts fonctionnaires coloniaux et des chefs de la marine, ainsi que le personnel de ces innombrables sociétés ayant pour but la propagation commerciale, coloniale, l'expansion du *Deutschtum* par delà les mers<sup>2</sup>. »

Or ce sont de semblables constatations, très exactes, de faits évidents qui font attribuer par les socialistes, réformistes ou révolutionnaires, la seule cause de la guerre au capitalisme. Les capitalistes sont évidemment, en général, les plus grands bénéficiaires et de la surpopulation et de la guerre qui en découle, conformément à la théorie darwinienne de la lutte pour l'existence. Mais qu'est-ce donc qui leur procure le moyen de satisfaire leurs désirs, leurs ambitions, sinon la nécessité de l'industrialisation, de la colonisation, de l'expansion naissant de la surpopulation produite par le prolétariat ?

Ernst Hass, en 1907, dans sa *Deutsche Politik*, assurait, nous dit encore M. Emile Chantriot, « que l'Allemagne possède dans le nombre sans cesse croissant de ses prolétaires une réserve humaine inépuisable, une masse qui est le secret de son avenir et lui permettra d'effectuer, par la force si besoin est, une extension de ses frontières trop

1. *L'Allemagne et sa situation économique*, p. 146.

2. *Ibid.*, p. 125.

étroites et de réaliser, par une politique de colonisation continentale rationnelle analogue à celle qui fut suivie jadis, avec tant de bonheur, par la vieille Prusse, l'idéal d'une Allemagne agrandie et constituée en un Etat vraiment national<sup>1</sup> ».

On le voit, de quelque manière que l'on considère le problème, on est obligé de constater que, la cause de la guerre étant dans la surpopulation, ce sont les grands faiseurs d'enfants qui nous y conduisent.

\*  
\*\*

Le crime est l'attentat à la liberté ou à la vie d'autrui. C'est une notion qui naît du fait social, quelle que soit la forme de la société. Le crime étant ainsi défini, la guerre étant une vaste série de crimes et la loi de population et les conséquences de sa transgression étant connues, les criminels sont ceux qui, par le mode de leur activité sexuelle, entraînent à la guerre ceux qui personnellement n'ont rien fait pour causer cette catastrophe. Et ceux qui, par le mode de leur activité en matière de propagande ou de gouvernement, contribuent à la causer comme surpopulateurs par conseil ont également leur part de responsabilité. La guerre de 1914-1918 fut leur œuvre à tous et ils préparent les guerres futures.

A ceux qui ignorent le mécanisme de la loi de population de l'apprendre. Envers l'humanité, c'est leur premier devoir. Envers eux-mêmes, c'est leur intérêt primordial. Quant à celui qui possède déjà

1. *L'Allemagne et sa situation économique*, p. 144.

cette connaissance, il ne peut que rendre responsables de la guerre les surpopulateurs du monde entier, sans distinction de classe ou de pays.

On me demandera peut-être de donner la définition du surpopulateur de fait, car le surpopulateur par conseil est bien connu. C'est l'homme qui donne la vie à des enfants dont la subsistance normale ne serait pas assurée selon une répartition sociale égalitaire des produits du travail. Il ne s'agit pas de réserver cette qualification au seul pauvre qui appelle des enfants à la vie sans avoir personnellement les moyens de les élever convenablement. Si j'ai parlé jusqu'ici du prolétariat exclusivement et en bloc, c'est parce que c'est la classe dont les individus se reproduisent le plus abondamment. On échappe difficilement, dans un travail comme celui-ci, à la nécessité du langage synthétique. Mais il est évident que les autres classes ont aussi en leur sein des surpopulateurs. L'homme riche qui, de par l'inégalité de la répartition de la richesse sociale, dispose de moyens lui permettant d'avoir, selon son caprice, dix ou vingt enfants est, cela va de soi, également passible de cette appellation. La vie en société impose des devoirs aux hommes. Parmi eux un des plus importants pour chacun est de ne pas encombrer la société par une progéniture plus nombreuse que les disponibilités en vivres de cette société ne le permettent. Si un homme répudie ce devoir, qu'il retourne à la vie primitive : il aura tous les enfants qu'il lui plaira d'engendrer, — pour autant que la nature le lui permettra!

Bienheureux sera-t-il si elle lui permet d'exister lui-même!

## CHAPITRE XIV

### LA SURPOPULATION EUROPÉENNE AVANT LA GUERRE DE 1914-1918

En 1800, la population européenne était de 188 millions d'individus; en 1910, de 447 millions; en 1930, de 505.730.000. Mais la production des subsistances sur le sol de l'Europe n'avait pas suivi cette énorme progression.

En 1919, M. Herbert Hoover, l'ex- « dictateur aux vivres », une autorité en matière de subsistances, déclarait : « Sur 450 millions d'habitants que renferme l'Europe, il y en a 100 millions de plus qu'elle ne peut en nourrir sans importation<sup>1</sup>. » Les quelque 15 millions de morts de la guerre n'ont pas changé grand'chose à la situation d'avant-guerre. On peut donc dire que l'Europe était incontestablement surpeuplée avant 1914.

Ce n'est pas, cependant, que les avertissements aient manqué aux peuples et aux gouvernants avant la catastrophe. Dès le début du siècle, et même à la fin du précédent, il y eut en Europe des mouvements malthusiens nationaux qui se livraient à une propagande sérieuse pour la limitation des nais-

1. *National Food Review* (Etats-Unis), août 1919.

sances; mais leur voix ne fut entendue que par une minorité, les politiciens dédaignèrent leurs avis, les gouvernements, en certains pays, les persécutèrent, sous la pression des partis nationalistes et des Eglises.

Certains économistes et spécialistes des questions agricoles, de leur côté, montraient, à la même époque, que la question du ravitaillement de l'Europe en subsistances devenait de plus en plus difficile et onéreuse et ils faisaient prévoir de plus grandes difficultés dans l'avenir.

En 1898, Sir William Crookes, dans son discours présidentiel à la British Association ainsi qu'en des écrits subséquents, dont *The Wheat Problem*<sup>1</sup> (Le Problème du Blé), « montra, sans contestation possible, que l'approvisionnement suffisant en céréales et en nitrates nécessaires à la fertilisation devenait un problème des plus sérieux et il émettait des prédictions concernant la réduction des exportations des Etats-Unis et la hausse du coût de la vie qui se sont on ne peut plus complètement vérifiées<sup>2</sup> ».

En 1905, Yves Guyot adressait à la Société d'Anthropologie de Paris un mémoire sur *La Population et les Subsistances* dont les conclusions étaient :

« 1° Que la production du froment et de la viande dans le monde est de beaucoup inférieure à la ration nécessaire, telle que l'ont déterminée les travaux des physiologistes, et, en dernier lieu, d'Atwater;

« 2° Que l'augmentation de la population dans

les soixante-dix dernières années en Europe a été telle que, sans les importations de froment et de viande des autres continents, elle serait à l'état de disette;

« 3° Que beaucoup de ceux qui ont le plus besoin d'une alimentation réparative n'ont qu'une alimentation insuffisante;

« 4° Que les grands pays exportateurs de blé, la Russie, les Etats-Unis, le Canada, l'Inde, l'Australie, la République Argentine, n'offrent pas pour l'avenir des réserves inépuisables; que le développement des récoltes n'y suit pas une ascension continue, que la fertilité de certaines terres s'épuise et devra être renouvelée par une culture savante; que la consommation de ces pays se développera en raison des progrès de la civilisation; leurs cultivateurs, au lieu de cultiver pour les étrangers, cultiveront pour eux et leurs compatriotes : phénomène déjà réalisé aux Etats-Unis et aux Indes<sup>1</sup>. »

En 1913, à Gand, au X<sup>e</sup> Congrès international d'agriculture, Jules Méline donnait un nouvel avertissement qui eut un certain retentissement. Mais la guerre éclatait l'an suivant. D'ailleurs, il faudrait être d'une grande naïveté pour croire qu'un tel avertissement eût alors pu avoir une influence quelconque sur les gouvernements européens dans le sens d'un effort pour réaliser l'équilibre entre la population et les subsistances. Méline faisait remarquer le déséquilibre croissant entre ces deux facteurs dans le monde entier. Pour le blé, il constatait l'augmentation de sa production mondiale, mais, ajoutait-il :

« Il ne suffit pas, pour se rassurer sur l'avenir de

1. Publié en 1905 par les *Chemical News* (Londres).

2. D<sup>r</sup> C.-V. Drysdale, *Y a-t-il des Subsistances pour tous?* p. 14.

1. *Bulletin et Mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris*, 2 mars 1905.

la consommation humaine, de constater que la production du blé ne cesse pas de s'élever; il faut mettre en face du chiffre de la production deux facteurs extrêmement importants, l'un que l'on peut mesurer assez exactement, celui de l'augmentation de la population, c'est-à-dire du nombre des consommateurs, et un autre facteur inconnu, mais de plus en plus agissant, les exigences croissantes de la consommation qui, dans le monde entier, se porte de plus en plus sur le pain et le bon pain.

« Or, à n'envisager que le premier facteur, celui de la population, on arrive déjà à cette découverte que, pour l'Europe, la population marche beaucoup plus vite que la production; si, en effet, on rapproche celle-ci du nombre des habitants aux différentes époques, on trouve que la production moyenne du blé qui était pour l'Europe, il y a trente ans, de 126 kgr. 420 par tête d'habitant, est tombée, dans ces dernières années, à 117 kgr. 500. L'Europe est donc aujourd'hui en déficit alimentaire pour le blé, malgré l'apport considérable du riche grenier de la Russie, et c'est aux grands pays producteurs d'Amérique qu'elle est obligée d'emprunter de plus en plus l'appoint nécessaire à son alimentation; mais, de ce côté aussi, le ciel commence à s'assombrir et il est permis, dès à présent, d'entrevoir le jour prochain où la production du Nouveau-Monde ne pourra plus suivre le mouvement accéléré de la consommation.

« Et d'abord, les Etats-Unis, qui étaient il y a un demi-siècle le grand réservoir à blé du monde, un réservoir qu'on croyait inépuisable, voient chaque année les réserves de leur marché entamées par le flot montant de consommateurs nouveaux qui grossit sans cesse. Jusqu'en 1900, la culture du blé

avait fait, il est vrai, des progrès considérables, puisque les emblavures étaient passées de 14 millions d'hectares à 20 millions; mais, depuis cette époque, ce mouvement ascendant marque un temps d'arrêt et les rendements cessent d'augmenter pendant que la population s'élève de 63 millions de bouches à 92 millions. Il en résulte naturellement que les disponibilités des Etats-Unis pour l'exportation baissent à vue d'œil; elles étaient en moyenne, jusqu'à 1903, de 72 millions d'hectolitres et elles atteignent à peine aujourd'hui 20 ou 25 millions. On peut dès à présent entrevoir le jour prochain où, à la suite d'une mauvaise récolte, les Etats-Unis deviendront à leur tour importateurs de blé.

« Il est vrai qu'à côté des Etats-Unis grandit un peuple puissant, disposant d'un immense territoire, qui est en plein essor agricole et qui paraît, au premier abord, de taille à remplacer les Etats-Unis pour la production du blé; c'est le Canada, dont les trois grandes provinces de l'Ouest produisent à elles seules plus de 40 millions d'hectolitres de blé, ce qui lui a permis d'exporter, en 1910, 18 millions d'hectolitres de grain et 5 millions d'hectolitres de farine. Mais, ici encore, on commence déjà à apercevoir les fléchissements probables de l'avenir; le mouvement de la population qui grandit démesurément au Canada, comme aux Etats-Unis, menace d'absorber tôt ou tard la plus grande partie du trop-plein de la récolte. Depuis dix ans, la population du Canada a augmenté de près de 2 millions d'habitants et l'immigration redouble d'intensité: en 1910, elle a atteint le chiffre de 303.000 étrangers, dont 124.000 venant des Etats-Unis.

« Vous le voyez, en dehors de l'Europe, les

grands marchés d'approvisionnement du blé qui, pendant longtemps, apparaissaient comme une réserve inépuisable, tendent de plus en plus à se resserrer, à se limiter aux besoins d'une population qui s'accroît sans cesse, attirée par la richesse de la terre et la facilité de faire fortune. Sans doute, il reste encore quelques marchés en plein développement comme la République Argentine et l'Australie, dont les exportations sont considérables, mais elles ne suffisent pas à combler le vide des Etats-Unis. »

Au sujet de la viande, il disait :

« Si du blé nous passons à la viande, cet autre aliment dont la consommation par tête grandit aussi partout avec le bien-être général, nous découvrons une situation bien moins rassurante encore; car on n'augmente pas un troupeau à volonté comme les emblavures. Ici encore les grands pays d'exportation hors d'Europe semblent s'appauvrir en bétail, juste au moment où leur population montante exige de plus en plus de viande. Au Canada, ce grand territoire d'élevage, le nombre des bêtes à cornes, des moutons, des porcs même, n'a cessé de baisser, si bien que l'exportation des bêtes à cornes a diminué de 80.000 têtes, et celle des moutons de plus de 400.000 têtes. Faut-il ajouter en passant que le Canada, qui exportait pour 12 millions de volailles, n'en exporte plus? Il n'exporte plus d'œufs, lui qui en exportait 11 millions de douzaines, et il est obligé d'en importer. Aux Etats-Unis, la situation est la même et depuis longtemps un mouvement descendant caractérisé se produit dans l'élevage du bétail; il résulte des derniers recensements que, de 1900 à 1910, toutes les branches de l'élevage ont baissé pendant que la popula-

tion montait à vue d'œil; la baisse a été de 4 0/0 sur la rave bovine, de 9 0/0 sur la rave ovine, de 4 0/0 sur la race porcine. Les Etats-Unis seront obligés, si leur élevage ne reprend pas son élan, de faire de grands sacrifices pour nourrir leur immense population. »

Et Jules Méline concluait :

« J'ai voulu vous faire toucher du doigt un fait économique de la plus haute importance, parce qu'il est de nature à ouvrir les yeux à tous sur les mesures de précaution qui s'imposent à chaque pays. Heureux ceux qui sont en état de se suffire à eux-mêmes pour l'alimentation de leur population. Ils peuvent dormir tranquilles sur leur avenir, à la condition de soutenir énergiquement leur agriculture. Quant aux autres, ils feront bien d'aviser et de ne pas attendre que la disette générale les gagne. Sans doute, ils ne mourront pas de faim, mais on leur fera payer au poids de l'or le blé et la viande qu'ils seront obligés de mendier partout<sup>1</sup>. »

Les déclarations d'Yves Guyot et de l'ancien ministre de l'Agriculture français concordent avec les constatations faites avant eux par Gabriel Giroud, dans *Population et Subsistances*, pour le monde entier et dont j'ai déjà parlé<sup>2</sup>. Elles sont intéressantes en ce qu'elles font assister à la raréfaction des sources de nourriture de l'Europe, concomitante à l'accroissement de sa population, — à sa marche vers la guerre.

Gustave Le Bon, analysant un discours prononcé au Sénat par Jules Méline le 10 mars 1910, cite les paroles suivantes de l'ancien ministre de l'Agriculture

1. *Le Messager du Commerce* (Paris), 16 juin 1913.

2. Voy. chap. V. La Surpopulation.

ture : « Tous les peuples, devenant de plus en plus industriels, trouvent de moins en moins de débouchés. Ces derniers se ferment successivement. Un jour peut venir où les difficultés de cet encombrement général ne seront plus d'ordre économique et pourront tourner en conflits de peuple à peuple<sup>1</sup>. »

Cette prophétie s'est réalisée en 1914.

---

1. *La Psychologie politique et la Défense sociale*, p. 221.

## CHAPITRE XV

### LA GUERRE DE 1914-1918 ET LA SURPOPULATION ALLEMANDE

La guerre de 1914-1918 eut de toute évidence sa source dans la surpopulation européenne. Mais, telle, elle fut, pour les besoins des diverses causes nationales, dissimulée, afin de capter et entretenir la sympathie des peuples en lutte dans chaque parti, sous de grands mots idéalistes : d'un côté guerre du Droit; de l'autre, guerre de la Kultur. En réalité, lutte pour l'existence entre nations plus ou moins surpeuplées.

Un certain nombre de personnes se rendirent exactement compte de ce fait dès le début de la guerre. En Angleterre surtout, pays où la liberté de la presse subsista pendant toute la durée de la guerre, pays de Malthus où l'enseignement de ce pacifiste scientifique avant la lettre est toujours vivace parmi une minorité d'hommes cultivés et clairvoyants, on put lire quelques écrits propageant cette vérité.

Une Anglaise, Mrs. Teresa Billington-Greig, écrivait en décembre 1914 :

« La pression de la population sur les frontières

d'un pays suit bientôt l'excès des naissances sur les vivres en ce pays. On peut faire remonter à ce fait l'origine de presque toute l'émigration, la plus grande partie de la colonisation et de toutes les guerres de conquête. L'étendue de l'Empire britannique est un monument dû non seulement à l'énergie de nos explorateurs, mais au nombre d'enfants de la famille britannique. Pour faire de la place à tous les enfants que nous avons appelés à la vie en ces petites îles, nous avons teint plus de la moitié d'un monde en un rouge vif, et cela a impliqué l'impitoyable élimination d'autres peuples moins bien équipés que nous pour la lutte que nous leur imposions.

« L'actuel enfer de destruction en Europe est dû à la pression de la population. Le taux d'accroissement du peuple allemand est rapide. La revendication du Kaiser d'une place au soleil est simplement la revendication de nourriture pour le déluge d'enfants allemands. Les Allemands ont été amenés à bien accueillir la guerre et même à s'en réjouir, moins du fait de la propagande militariste qu'à cause de la pression toujours croissante de leur nombre. Sur leur frontière de l'Est, ils avaient aussi la menace d'une Russie s'accroissant encore plus rapidement qu'eux-mêmes, et toute l'histoire les conduisait à cette conclusion qu'un exutoire serait trouvé pour les multitudes russes à travers leur frontière dans une autre génération, à moins qu'ils ne prissent l'initiative de s'y opposer par une guerre préventive<sup>1</sup>. »

En Allemagne, il suffisait que les hommes d'Etat, les politiciens, les publicistes exposassent les reven-

1. *Commonsense on the Population Question*, p. 10.

dications nationales pour fournir aux pacifistes scientifiques une documentation abondante. A cet égard, le recueil de S. Grumbach, *L'Allemagne annexioniste*, est une source précieuse. Il constitue quatre cents pages d'aveux que la surpopulation est la cause primordiale de la guerre.

Voici, d'autre part, un document significatif. C'est un extrait d'un article d'un écrivain allemand, Eric Schlaikjer, article publié dans la *Tägliche Rundschau*<sup>1</sup> en 1917, au moment où les Allemands discutaient leurs « buts de guerre » :

« En 1870, nous autres Allemands formions une nation de 36 millions d'individus; aujourd'hui, nous sommes 67 millions. Les vivres qui faisaient défaut chez nous, nous les obtenions du Danemark et de la Russie; mais dans ces deux pays la population s'accroît, tandis que la superficie qu'elle occupe n'augmente pas : elle n'est pas élastique; et la surface de la terre n'augmente pas davantage.

« Ce qu'il nous faut, c'est plus de terre, afin que nous puissions nourrir notre population sans cesse croissante. Nous ne pouvons nous procurer ce sol en Allemagne. Où alors? Où peut-on encore trouver un lopin de terre productive qui ne soit en la possession ou sous l'influence de l'une quelconque des puissances blanches?

« Une population croissante ne peut aller nulle part sans empiéter sur la situation acquise par une autre population blanche. Voilà qui est devenu un horrible mais inévitable fait sur notre globe, lequel, réellement, n'est pas assez vaste pour nourrir tous ses habitants. Suivant la loi universelle des plus

1. Reproduit par le *Daily Express* (Londres), 1<sup>er</sup> novembre 1917.

aptes, nulle alternative n'est, par conséquent, laissée à la nation la plus rapidement croissante — et cette nation est l'Allemagne et non une autre — si ce n'est de prendre possession des terres occupées par les peuples qui se multiplient le moins, par les moins virils, pacifiquement si possible, mais, dans le cas contraire, par la force armée.

« Voilà le fin mot de toute la question rebattue de nos buts de guerre. Voilà, à l'exclusion de tous autres, nos buts de guerre, et pour les atteindre, nous n'hésiterons devant aucun sacrifice, quel qu'il soit. »

Admirons en passant cette conception lapiniste du « plus apte » (Apte à quoi? — A causer la guerre?) appliquée à la nation qui pullule le plus et laissons de côté les interprétations néo-darwiniennes et la brutalité de cet écrivain pour ne considérer que les faits. Ses assertions étaient conformes à la réalité. La situation démographique de l'Allemagne devait nécessairement la conduire à la guerre, ainsi que d'autres nations, sans même qu'elle eût besoin de la déclarer formellement. Non seulement l'Allemagne était poussée par son indéniable surpopulation à faire la guerre, mais elle devenait gênante pour d'autres peuples, et il ne serait pas inconcevable que ceux-ci eussent songé à provoquer la guerre afin de se débarrasser d'une concurrence devenue pour eux insupportable; afin aussi de mettre un terme à l'envahissement de leurs territoires par la masse des émigrants allemands. Qu'on se souvienne qu'avant 1914 la politique allemande de l'expansion avait suscité, de la part de ses adversaires, la politique de l'encercllement, et du choc de ces deux systèmes est née la guerre de 1914-1918.

Mais, pour que la guerre éclatât, il n'était guère besoin d'une provocation extérieure. En Allemagne même, la surpopulation avait créé cet état d'esprit, général sauf exceptions minoritaires, qui non seulement fait accepter la guerre, mais la fait demander et acclamer.

Si la guerre de 1914-1918 eut sa source dans la surpopulation européenne, elle fut surtout causée par le heurt de deux surpopulations nationales : l'anglaise et l'allemande. Et comme l'Angleterre avait depuis longtemps trouvé la possibilité de se maintenir dans cet état de surpopulation par l'émigration, la colonisation et l'industrialisation; qu'elle avait simplement, en temps de paix, à préserver la situation qu'elle avait acquise dans le monde, et non à l'acquiescer, on peut dire qu'en dernière analyse, c'est l'Allemagne qui, voulant imiter l'Angleterre alors que l'état démographique du monde ne le permettait plus et se heurtant un jour fatalement à elle, a occasionné la guerre européenne.

Ce serait une grosse besogne que de retracer en détail l'évolution de l'Allemagne vers la dernière guerre du fait de sa surpopulation. Il faudrait traiter la question de l'accroissement de sa population depuis une époque assez reculée, considérer la nature de son sol et de son agriculture, ainsi que son type d'existence; établir le rapport entre le rendement agricole et les besoins alimentaires et autres du peuple allemand; voir la manifestation de ce rapport, que l'on constaterait déficitaire quant aux subsistances, dans son émigration, ses guerres, ses conquêtes territoriales, ses nouvelles revendications de territoires, son expansion coloniale; décrire les diverses phases de son industrialisation et les répercussions économiques, politiques et militaires



de celle-ci; analyser enfin l'idéologie impérialiste à laquelle cet ensemble de facteurs avait donné lieu. Il serait bon d'en faire autant pour le principal adversaire de l'Allemagne : la Grande-Bretagne, sans omettre pour cela le cas de chacune des nations qui se rangèrent dans l'un ou l'autre parti, et l'on arriverait enfin à l'explosion de la guerre. Mais à lui seul ce sujet exigerait un fort volume. Je me contenterai de donner ici quelques brèves illustrations des idées qui ont été émises dans la première partie de ce livre.

\*\*

La surpopulation de l'Allemagne d'avant-guerre était un fait notoire. Elle était avouée par les militaristes et impérialistes de ce pays, qui basaient sur elle leurs revendications territoriales et autres et justifiaient de même leurs armements, ce qui en somme était parfaitement logique, selon le droit illimité de se reproduire admis par toutes les nations. De leur côté, les économistes français qui se sont attachés à décrire l'évolution économique de l'Allemagne, quoique, comme je l'ai déjà dit, ils n'indiquent pas explicitement la surpopulation allemande comme cause de la guerre de 1914-1918, sont bien obligés de la reconnaître. M. Lucien Hubert dit : « Cette surpopulation constituait un problème par certains côtés des plus délicats<sup>1</sup>. » — M. Henri Hauser : « Ce pays surpeuplé...<sup>2</sup>. » — M. Maurice Lair : « Organisme apoplectique<sup>3</sup>;

1. *L'Effort allemand*, p. 27.

2. *Les Méthodes allemandes d'Expansion économique*, p. 46.

3. *L'Impérialisme allemand*, p. 88.

l'Allemagne produit des enfants trop nombreux<sup>1</sup>; le progrès effrayant de la population<sup>2</sup>. » — Yves Guyot : « Surcroît de population... TROP-plein de population<sup>3</sup>. » Etc.

Les pressions et appâts gouvernementaux, les mesures administratives et patronales, la prédication religieuse et patriotique qui permet aux mâles de justifier d'un prétexte idéaliste leurs comportements sexuels à l'égard de leur femme, bref tous les moyens d'incitation à la reproduction excessive étaient mis en jeu en ce pays, et avec grand succès, pour créer la surpopulation, laquelle n'aurait cependant pas existé sans la prolificité du peuple allemand. Car il faut toujours en revenir là. Les dirigeants proposent, les peuples disposent. Cette surpopulation était due à l'instinct génésique des Allemands : « l'instinct animal qui les pousse à procréer sans trêve », disait le Docteur Gustave Le Bon<sup>4</sup>. Cela ne lave d'ailleurs pas les dirigeants de leur culpabilité, puisque leur rôle est de gouverner, c'est-à-dire de prévoir, — en l'espèce : de veiller à ce que la surpopulation n'ait pas lieu. Or, par tout, ils font exactement l'opposé. Nous avons vu l'action de Guillaume II et de l'Etat et l'opinion émise par le Kronprinz et évidemment destinée à la publicité.

Déjà, Frédéric II, roi de Prusse, se souciait d'avoir un copieux cheptel humain. « Nos femmes », dit-il dans ses *Confessions*, « sont presque toutes grasses et remarquables par leur fécondité;

1. *L'Impérialisme allemand*, p. 289.

2. *Ibid.*, p. 324.

3. *Les Causes et les Conséquences de la Guerre*, p. 138.

4. *Enseignements psychologiques de la Guerre européenne*, p. 87.

elles sont très douces, aiment leur intérieur et sont en général assez fidèles à leur mari. Quant aux jeunes filles, elles apprécient beaucoup les plaisirs de la toilette; j'y fais si peu objection que dans mes mémoires, j'ai fait ce que j'ai pu pour excuser leurs faiblesses. Je considère comme d'une bonne politique de donner à ces jolies créatures toutes les facilités et libertés possibles afin de les empêcher d'apprendre cette horrible pratique au moyen de laquelle elles pourraient s'amuser sans crainte des conséquences, ce qui causerait un préjudice sérieux à l'État. Mieux, pour les encourager à la population, j'ai soin que dans mes régiments la préférence soit donnée au fruit de leurs amours; et s'il s'agit de la progéniture d'un officier, j'en fais un portedrapeau et souvent je l'élève à un rang supérieur avant son tour. »

Un impérialiste britannique, le Professeur J.-A. Cramb, rappelle le contraste établi par les écrivains allemands entre la féministe anglaise — qui du reste n'a pas son admiration — et l'idéal de la femme allemande : « Ils citent la magnifique réponse de la mère prussienne pendant la guerre de Libération de 1813 : « Quelle est la plus noble des femmes? — Celle qui a donné le plus de fils « à sacrifier à la patrie<sup>1</sup>. »

Et l'on sait quelle était la formule traditionnelle du sort assigné à la femme en Allemagne avant la guerre : *Kinder, Küche, Kirche* : les enfants, la cuisine, l'église.

Il y avait bien en Allemagne un rudiment de mouvement pour la limitation des naissances, appuyé de temps à autre par des déclarations de scien-

tistes, de médecins, d'économistes. Déjà en 1882, le Professeur d'économie politique G. Schmoller, par exemple, écrivait : « En ce qui concerne le nombre des enfants, je ne prétends pas recommander le système français de deux enfants par famille; mais je ne crois pas davantage qu'il soit sage de notre part d'adopter aveuglément le vieux dogme de la bénédiction des familles nombreuses. Ce dogme-là remonte à une époque de demi-civilisation<sup>1</sup>. » Mais ce mouvement allait à l'encontre du tempérament national, du goût — ou du non-dégoût — de ce peuple pour le nombre; il encourait en outre la persécution gouvernementale; de sorte que jamais il n'exerça une influence remarquable sur les faits démographiques.

En 1820, la population de l'Allemagne, alors Confédération germanique, s'élevait à 27 millions. En 1914, elle était de 68 millions. Mais la production agricole était très loin de suivre cette progression énorme. La raison en est dans la pauvreté du sol allemand, sol ingrat et rebelle, d'une fertilité inégale, parsemé de plaines marécageuses, tourbeuses ou sablonneuses et de forêts, desservi en outre par un climat rude, aux longs hivers, bref donnant de maigres récoltes. Cependant, jusqu'en 1870, l'Allemagne fut un pays presque exclusivement agricole. Ce n'est guère que vers 1910 que l'on commença à s'occuper d'améliorer l'agriculture.

« La seule indiscutable richesse d'un pays, en définitive, c'est la terre », disait un grand financier allemand interviewé par Jules Huret. « Si elle est féconde par elle-même, il est facile, avec peu de travail, de la rendre plus riche encore, de l'ex-

1. Cité par Anton Nystroem, *Avant 1914, pendant et après*, p. 132.

1. *Germany and England*, p. 30.

exploiter, de négocier ses fruits, de les multiplier, d'en créer de nouveaux; mais si elle est stérile, comme dans la plupart de nos provinces, si elle produit à peine assez pour nourrir celui qui la cultive, il n'y a pas d'espoir de l'enrichir jamais. L'homme ne crée rien de rien : s'il n'a pas la terre favorable, il n'a pas grand'chose... Nous sommes donc très infériorisés par la nature<sup>1</sup>. » Le même enquêteur nous parle des « landes démesurées du Lünebourg qui remplissent la plus grande partie du Hanovre<sup>2</sup> », des marécages du Schleswig, des « plaines mornes semées de lacs aussi nombreux et aussi rapprochés que les trous d'une écumoire<sup>3</sup> » qui s'étendent de Dantzig à Königsberg, de « ces forêts de sapins, ces champs stériles où poussent à grand'peine la betterave, la pomme de terre et le blé<sup>4</sup> ».

« Depuis que sa population a augmenté en de telles proportions », lui dit un industriel, l'Allemagne « ne produit pas plus de 40 0/0 de ce qu'il lui faut pour subsister, en céréales et en viande comestible. Aujourd'hui, la richesse et la prospérité de notre pays viennent de l'industrie. En tout cas, un fait est indiscutable : tant que l'Allemagne demeure agricole, elle fut pauvre<sup>5</sup> ».

Une comparaison de la production du blé et de la viande en France et en Allemagne avant la guerre, d'après des statistiques fournies par M. Paul Razous<sup>6</sup>, confirme l'affirmation ci-dessus. Alors que

1. *En Allemagne. De Hambourg aux Marches de Pologne*, p. 340.

2. *Ibid.*, pp. 101-102.

3. *Ibid.*, p. 267.

4. *Ibid.*, p. 267.

5. *En Allemagne. Berlin*, p. 200.

6. *Revue scientifique* (Paris), 10-17 avril 1915.

la France, dont la superficie est à peu près égale à celle de l'Allemagne, produisait annuellement 100 millions de quintaux de blé, soit une moyenne de 250 kilos par habitant, l'Allemagne en produisait 37 millions et demi, soit 57 kilos par habitant. En viande fraîche (bœuf, mouton, porc) produite par leur sol, la France disposait d'une moyenne de 118 kilos par habitant, tandis que l'Allemagne ne disposait que de 100 kilos.

L'Allemagne, en un mot, ne pouvait pas produire assez pour se nourrir : c'était le *leitmotiv* des économistes.

Pendant, à la même époque, l'Allemagne employait une quantité énorme d'engrais : 2.600.000 tonnes de sels de potasse, la moitié de la production mondiale; 2.000.000 de tonnes de superphosphates; 900.000 tonnes de scories phosphatées; en matières azotées, 600.000 tonnes de nitrate de soude du Chili, le tiers de ce qu'exporte ce pays, et 1.400.000 tonnes de tourteaux de graines oléagineuses, le quart de ce qui entre en Europe; en sulfate d'ammoniaque, l'Allemagne consommait les trois quarts de sa propre production, qui est de 374.000 tonnes. M. Victor Cambon, à qui j'emprunte ces chiffres, concluait : « On voit donc que si la culture allemande ne parvient pas à nourrir ses 64 millions d'habitants, il n'y a pas de reproche à lui adresser; c'est vraiment qu'ils ont un appétit excessif et qu'ils sont trop<sup>1</sup>. »

De quels moyens l'Allemagne disposait-elle pour obvier pendant un certain temps à cette situation, si elle ne voulait pas mettre un frein à sa prolifération? Il n'y en avait que trois : l'émigration, l'acquisition de colonies et l'industrialisation.

1. *L'Allemagne au travail*, 14<sup>e</sup> éd., p. 147.

L'Allemagne a été un pays de grande émigration. M. Lucien Hubert fournit une statistique des émigrants allemands de 1880 à 1909 au départ de Brême, Hambourg et Stettin<sup>1</sup>. Nous la reproduisons ici afin de donner une idée de ce que fut l'émigration allemande durant une certaine période précédant la guerre et pour le phénomène d'amointrissement de l'émigration dû à l'industrialisation du pays et auquel il est fait allusion plus loin :

Années	Nombre des émigrants
1880	94.966
1881	184.369
1882	169.216
1883	143.951
1884	126.511
1885	88.900
1886	66.647
1887	79.473
1888	80.671
1889	74.101
1890	74.820
1891	93.145
1892	90.183
1893	71.008
1894	33.566
1895	29.226
1896	25.771
1897	18.801
1898	17.173
1899	19.786
1900	16.690
1901	16.467

1. *L'Effort allemand*, p. 25.

Années	Nombre des émigrants
1902	23.530
1903	27.614
1904	22.018
1905	21.966
1906	25.474
1907	26.380
1908	16.722
1909	18.315

Ces chiffres d'émigration sont inférieurs à la réalité puisqu'ils ne concernent que les départs par les trois grands ports allemands et ne comprennent pas l'émigration dans les pays européens. Ils seront en tout cas complétés par le calcul de M. René Gonnard, évaluant entre 6 et 7 millions d'hommes le contingent de colons fourni aux pays neufs, tels que les États-Unis et le Brésil, par l'Allemagne, pendant la plus grande partie du dix-neuvième siècle (5 millions pour la seule période 1820-1882, d'après M. Cauwès)<sup>1</sup>.

Le fait d'émigration fut longtemps discuté en Allemagne du point de vue de l'utilité nationale. Était-ce une perte ou un gain? Il suffit, à nos yeux, que ç'ait été une nécessité pour que nous ne nous perdions pas en commentaires à ce sujet. En tout cas, dit M. Lucien Hubert, « cette surabondance de population a... déterminé un exode à l'étranger de nombreux nationaux qui ont fait connaître dans le monde entier les produits de la mère patrie et ont multiplié ses débouchés. Cette double conséquence a donné au commerce et à l'industrie un essor tel que, malgré l'augmentation constante de

1. *L'Émigration européenne au XIX<sup>e</sup> siècle*, p. 142.

la population, l'émigration nationale a diminué dans des proportions très remarquables. De 184.000 en 1881, le nombre des émigrants allemands est tombé à 18.351 en 1909<sup>1</sup>. » L'émigration a, en effet, diminué lorsque l'Allemagne s'est trouvée pleinement industrialisée et que les Allemands ont trouvé là, au lieu de le trouver dans l'émigration, le moyen de vivre; ce qui montre que l'homme n'émigre pas volontiers et que lorsqu'il peut s'en dispenser il le fait avec plaisir.

Quant aux colonies allemandes, elles étaient pour la plupart situées sous des climats tropicaux, de peu d'utilité comme sources d'approvisionnement en subsistances, exutoires pour les émigrants et débouchés pour l'industrie. Elles étaient telles parce que l'Allemagne était la dernière venue dans la colonisation, genre d'activité que les « compétences » politiques, Bismarck le premier, avaient au XIX<sup>e</sup> siècle jugé sans objet, voire nuisible.

On connaît la boutade par laquelle le Chancelier de fer avait un jour exprimé son aversion pour la colonisation. Parlant des pays lointains d'outre-mer dont on rapportait les épices, il disait : « Traitez ces pays comme des tonneaux; mettez-y un robinet; recueillez ce qui coule; mais gardez-vous bien d'y pénétrer; vous vous y noieriez! »

Pour mettre fin à l'émigration — que ces mêmes « compétences » considéraient en général comme un affaiblissement du pays — et maintenir la progression constante du chiffre de la population, et surtout pour se procurer le nécessaire vital, l'Allemagne trouva le moyen de son choix dans l'industrialisation. Mais son sous-sol était aussi pauvre

1. *L'Effort allemand*, p. 24.

que son sol; sauf d'abondants bassins houillers et les gisements de potasse de Stassfurt, l'Allemagne a peu de ressources minières. Beaucoup de matières premières à son industrie lui faisaient défaut. Néanmoins, il lui fallait faire vivre sa population croissante. Elle y réussit. Mais, dans une nation surpeuplée, l'industrialisation intensive et le développement commercial qui s'ensuit ne sont des œuvres de paix qu'aux yeux des pacifistes aveugles. C'est une forme de la lutte pour la nourriture et, en conséquence de toutes les nécessités qui accompagnent l'industrialisation, une étape vers la guerre. « L'essor extraordinaire de l'industrie allemande, dit M. Lévy-Bruhl, comportait, pour ses voisins et pour le monde, plutôt un danger de guerre qu'une garantie de paix<sup>1</sup>. »

On conçoit donc qu'une nation qui, ayant atteint le stade de la surpopulation agricole, s'est industrialisée, soit conduite un jour à l'impérialisme. Et l'on aperçoit, dès maintenant, que l'impérialisme n'est pas, comme on l'affirme dans les partis avancés, la conséquence directe du capitalisme, mais celle de la surpopulation.

Comme l'a dit l'économiste allemand Lamprecht, « industrialisme et impérialisme vont de pair<sup>2</sup> ».

Que l'industrialisation soit une lutte pour la nourriture et une étape vers la guerre, cela nous apparaît comme un truisme, et, dans les lignes suivantes, où M. Maurice Lair parle de l'Allemagne d'avant-guerre, nous trouvons une confirmation de notre thèse : « L'Empire ne sera donc pas ce qu'un vain peuple pense. Il ne sera pas un simple

1. *La Conflagration européenne*, p. 7.

2. Cité par Henri Hauser, *Les Méthodes allemandes d'Expansion économique*, p. 179.

instrument de conquête, une menace perpétuelle pour les voisins, un camp retranché où les enfants du peuple s'exerceraient sans paix ni trêve, sous le monocle insolent des *Junkers* gantés de blanc. Il ne se dressera pas au milieu de l'Europe, tel un carnassier aux aguets. Crainte de surprise, il garde son revolver à la ceinture; mais ses mains demeurent libres. Il les emploie à élever une organisation redoutable, quoique pacifique, une immense maison de commerce avec des succursales sur tous les marchés du monde. Toutes les volontés, sous le contrôle de l'autorité souveraine, seront dirigées vers l'extension du trafic extérieur<sup>1</sup>. »

Mais il va de soi que l'organisation militaire n'est pas là pour rien; son rôle est d'appuyer l'industrialisation avant qu'elle n'ait causé la guerre, mais aussi de la défendre lorsqu'elle l'aura causée. La guerre ne sera alors qu'un aspect d'exacerbation de cette lutte pour la nourriture.

Le même auteur dit encore : « Il [l'empereur d'Allemagne] a propagé l'idée impérialiste, il ne l'a pas inventée : elle est la fille naturelle de l'évolution économique<sup>2</sup>. »

M. Lévy-Bruhl s'affirme partisan de la même thèse lorsqu'il dit : « L'Allemagne obéissait donc à un instinct assez sûr, quand elle développait parallèlement, et comme d'un même effort, d'un côté sa puissance industrielle, de l'autre sa puissance militaire et navale. Ces deux formes de sa grandeur étaient solidaires. Pour croître et pour se maintenir, l'une ne pouvait se passer de l'autre<sup>3</sup>. »

1. *L'Impérialisme allemand*, p. 152.

2. *Ibid.*, p. 44.

3. *La Conflagration européenne*, p. 9.

Et Yves Guyot nous indique en deux mots le dernier stade de ce processus qui va de la surpopulation à l'industrialisation, passe à l'impérialisme et aboutit à la guerre : « Tout impérialisme économique ou non se traduit par l'*ultima ratio*, la violence<sup>1</sup>. »

Il y a quelque chose de tragique dans le processus d'industrialisation de l'Allemagne. Sa population surabondante l'a conduite à délaisser l'agriculture pour l'industrie et celle-ci, en outre, pour lutter victorieusement contre ses concurrents, l'a obligée à la surproduction. La surproduction l'obligera à la guerre économique par le dumping. Et la guerre économique la mènera à la guerre armée avec tout un monde de rivaux.

« Il suffit, dit M. Henri Hauser, dans les rues de Leipzig, de Dresde, de Hanovre, de voir ces immenses magasins, ces énormes vitrines qui embrassent plusieurs étages, et derrière lesquelles s'accumulent, en un entassement aussi prodigieux que dépourvu d'art, des masses d'articles tous semblables. On ne peut se défendre de la pensée que, malgré l'accroissement de la population, il ne se trouvera pas en Allemagne assez d'acheteurs pour tant et tant de marchandises. Et derrière celles qui encombrant les magasins, il y a celles que la machine, infatigablement, continue de produire. On a le sentiment d'une perpétuelle crise de pléthore<sup>2</sup>. »

A l'amusante affirmation des gens simples qui prétendent que plus il naît d'êtres nouveaux dans un pays, plus cela fait de consommateurs, ce dont

1. *Les Causes et les Conséquences de la Guerre*, p. 252.

2. *Les Méthodes allemandes d'Expansion économique*, p. 44.

ils se réjouissent, car cela fait plus de travail pour le maçon, le tailleur, le cordonnier, etc., oubliant que ni ces transformateurs de matières ni les consommateurs de leurs produits ne se nourrissent de maisons, d'habits et de chaussures, il convient de citer l'exemple de la surproduction allemande mécaniquement engendrée par la surpopulation et qui ne trouvait pas de débouchés à l'intérieur : elle en trouva à l'extérieur, à condition d'être une surproduction toujours plus accentuée et d'éliminer les producteurs des autres nations. La guerre était au bout.

Et cela amène cette ironie de M. Lair : « Elle avait beau élever d'innombrables enfants, München-Gladbach, Plauen, Schweidnitz lui offraient trois fois plus d'étoffes, de vêtements confectionnés, de bonneterie, que n'en réclamait la mère de famille. La richesse avait beau s'accroître et le bien-être se répandre : les fabricants ne trouvaient plus d'intérieurs à garnir ou à décorer de leurs meubles, tentures ou bibelots. La consommation croissait en progression arithmétique : par un calcul erroné, la production suivait une progression géométrique, et l'écart s'accroissait entre les deux facteurs de l'équilibre économique<sup>1</sup>. »

Il fallait bien produire intensivement, surproduire, pour pouvoir s'emparer des débouchés des autres nations industrielles. Mais le chiffre optimum de la population d'un pays est déterminé par les subsistances de son sol. Si elle dépasse ce chiffre, la population doit chercher des subsistances ailleurs. Le nombre de maçons, tailleurs, cordonniers, etc., auquel elle a droit, est déterminé, comme

1. *L'Impérialisme allemand*, pp. 306-307.

est déterminé le nombre des maisons, des habits, des chaussures, etc., auxquels elle a droit. Ce nombre, ce droit, sont la conséquence d'un rapport existant, dans la nation normale, entre les subsistances de son sol et son nombre d'individus. Si elle ne s'en tient pas à ce rapport, si elle s'industrialise à outrance, elle trouve ses subsistances à l'extérieur — tant que les autres peuples y consentent ; mais la guerre s'ensuit quand cela dépasse certaines limites.

« Personne n'ignore, a dit M. Gabriel Hanotaux, que la volonté de l'Empire allemand d'assurer la nourriture et le bien-être à tous les Allemands en assurant au travail allemand, à la production allemande des débouchés sur le monde entier, est la raison essentielle de la guerre actuelle : c'est cette politique que j'appelais, en débutant, la politique du ventre : les tribus allemandes se jettent sur l'univers comme une bande de loups affamés<sup>1</sup>. »

En réalité, c'est avant tout la politique du bas-ventre.

« *La Weltpolitik* », disait M. Emile Chantriot en 1910, « est devenue la source de complications internationales qui compromirent plus d'une fois la stabilité européenne<sup>2</sup>. »

La principale nation qui se trouvait lésée, c'était l'Angleterre. Elle fabriquait les mêmes produits que l'Allemagne et possédait la même clientèle. Déjà, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ses débouchés se raréfaient. Dans son ouvrage : *Our trade in the world in relation to foreign competition : 1885 to 1895*, M. Gastrell, attaché commercial à l'ambassade de

1. Cité par le Dr Gustave Le Bon, *Enseignements psychologiques de la Guerre européenne*, p. 95.

2. *L'Allemagne et sa situation économique*, p. 122.

Grande-Bretagne à Berlin, disait : « Notre écrasante supériorité commerciale et industrielle n'est plus le fait assuré qu'elle était jadis. Le bon vieux temps est loin. Par suite des progrès accomplis par les autres nations, nous nous trouvons en présence d'une situation toute nouvelle. Si nous voulons conserver la place de la nation la plus commerçante du monde, nous aurons une lutte difficile à soutenir<sup>1</sup>. »

Et Stresemann écrivait en 1913 : « La plupart des problèmes actuels, alliances de peuples et événements internationaux, se trouvent avoir leur cause dernière dans la concurrence anglo-allemande<sup>2</sup>. »

En vivant selon un semblable système, l'Allemagne devait, de toute nécessité, être armée jusqu'aux dents; aussi ne faut-il pas s'étonner de voir croître énormément ses dépenses d'armement annuelles. Elles passèrent de 32.800.000 livres sterling pour l'armée en 1900 à 58 millions en 1913; de 7.900.000 pour la marine en 1900 à 23 millions en 1913. Les autres grandes nations européennes lui emboîtaient les pas, cela va de soi.

Après cela, on peut apprécier à son exacte valeur l'avantage, encore tant vanté aujourd'hui — par quels ânes, on s'en rend compte — de l'accroissement illimité de la population d'un pays quelconque. Pour autant que la surpopulation de l'Allemagne fût causée par l'incitation à la reproduction à laquelle ils se livraient, les surpopulateurs allemands, impérialistes ou autres, ont

1. Cité par Maurice Lair, *L'Impérialisme allemand*, p. 194.

2. Cité par Henri Hauser, *Les Méthodes allemandes d'Expansion économique*, p. 262, note 1.

doublement nui à leur pays : d'abord en le menant nécessairement à la guerre, ensuite en le menant à une guerre où les chances de défaite étaient multipliées. En effet, l'Allemagne a été vaincue par un blocus qui ne pouvait, étant donné sa surpopulation, que la mettre à la merci de ses adversaires : 1° parce que son sol ne pouvait nourrir toute sa population; 2° parce que son sous-sol ne lui donnait pas les matières premières nécessaires à son industrie et que, par suite, elle ne pouvait ni exporter des produits manufacturés vers l'extérieur, ni importer les subsistances qui lui faisaient défaut.

Ce blocus, Bernhardi l'avait prophétisé en 1913<sup>1</sup> à peu près tel qu'il s'est produit, sauf la fin, qu'il envisageait cependant, puisqu'il terminait par la vision de la « puissance mondiale » ou d'une « irrémédiable décadence ».

Les surpopulateurs allemands par conseil ou par le fait ont récolté ce qu'ils ont semé.

Toutefois, remarquons-le en passant, l'Allemagne a été vaincue parce qu'elle avait pratiqué la « vertu » si abondamment louagée par les gouvernants de tous les pays : la fécondité.

En définitive, l'Allemagne a-t-elle voulu la guerre qui a sévi de 1914 à 1918 ou sont-ce ses rivaux, son principal rival surtout, qui l'ont voulue? Chacune de ces deux hypothèses est soutenable et est effectivement soutenue par des écrivains, notamment des économistes, de l'une ou l'autre opinion, dans les deux partis qui furent belligérants.

Il n'est pas prouvé que la guerre n'ait pas été imposée à l'Allemagne en 1914 par ses rivaux parce que, surpeuplée et voulant néanmoins assurer

1. Voy. un article de Bernhardi dans le *Tag*, reproduit par la *Vie financière* (Paris) du 27 août 1913.



l'existence de ses citoyens en excès, elle devenait envahissante, gênante, insupportable. C'est ce que suggèrent ces lignes du Docteur Gustave Le Bon, écrites pendant la guerre : « Plaçons-nous maintenant, pour un instant, au point de vue des écrivains germaniques; admettons... que l'Allemagne trop peuplée ait besoin de chercher des pays pour y déverser l'excédent de sa population. Elle n'aurait eu intérêt à la guerre que si ces pays avaient interdit l'entrée de leur territoire. Or c'était justement le contraire. On a si peu empêché les Allemands de s'infiltrer partout qu'ils se répandaient dans une foule de contrées et, par la seule force de leur production à bas prix, devenaient maîtres de tous les grands marchés du monde. Supposons les Allemands victorieux au cours de la lutte actuelle, seraient-ils mieux reçus dans les pays ravagés par eux? On en peut douter<sup>1</sup>. »

On remarquera que le Docteur Gustave Le Bon lave ici l'Allemagne de toute préméditation de la guerre. D'autre part, il n'accuse aucune nation en particulier de l'avoir déclenchée volontairement pour annihiler l'Allemagne. Ce qu'il dit semble une confirmation de notre thèse lorsque nous affirmons la fatalité de la guerre par surpopulation, même en dehors d'une volonté formelle de guerre de la nation surpeuplée.

Toutefois, si l'on admet l'hypothèse que la guerre ait été, d'une façon quelconque, imposée à l'Allemagne, il faut ajouter : Mais, auparavant, par sa surpopulation extrême et l'agressivité qu'elle revêtait forcément, n'avait-elle pas elle-même imposé à

1. *Enseignements psychologiques de la Guerre européenne*, p. 99.

d'autres nations la nécessité de lui imposer la guerre?

L'expansion allemande avait-elle trouvé comme riposte l'encerclement de la part de ses rivaux? M. Henri Hauser l'admet et il en décrit le processus dans le livre cité ici. Seulement, il rend l'Allemagne responsable en disant : « A cet encerclement économique de l'Allemagne, la guerre apparaît comme préférable, et le gant de fer remplace la main de velours<sup>1</sup>. » Mais comme le politique est au service de l'économique, il va de soi que l'encerclement dont parle cet économiste n'était pas qu'économique. Et au service du politique se trouve le militaire.

Mais un phénomène aussi complexe que la guerre ne peut donner lieu à une attribution de responsabilité nationale aussi nette, même sur le terrain biologique où je me place. Il est évident, cependant, que la surpopulation allemande, par les conséquences qu'elle eut, fut une cause prépondérante de la guerre européenne, dont, pour cette raison, l'Allemagne doit supporter la plus grande part de responsabilité.

Au surplus, l'Autriche-Hongrie, elle aussi, était un pays surpeuplé, dépourvu de colonies, donnant lieu à une sérieuse émigration (entre 1909 et 1913, perte de 1 million d'habitants par l'émigration), à la recherche de débouchés pour son industrie et sans cesse en conflit avec les Etats voisins, notamment la Serbie, pour des raisons vitales. Le rôle de la Bulgarie et de la Turquie dans la guerre fut celui de satellites. Ils étaient d'ailleurs, eux aussi,

1. *Les Méthodes allemandes d'Expansion économique*, p. 262.

surpeuplés; la Bulgarie, notamment, était un pays à taux de natalité très élevé, ce qu'il est encore aujourd'hui. Ils furent entraînés dans la guerre à l'aide d'appâts d'ordre économique par les Puissances centrales, comme d'autres le furent par l'Entente; et cela montre, en tout cas, que des pays peuvent être amenés à participer à une guerre du fait de la surpopulation d'autres pays, quel que soit leur état démographique, indirectement mais effectivement.

Le propos attribué au tsar des Bulgares et qu'il aurait tenu devant un diplomate, peu de jours avant l'entrée de la Bulgarie dans la guerre, révèle une situation de cette nature : « Je suis comme un aveugle qui courrait avec des torches vives entre des meules de foin. De quelque côté que je me tourne, je dois mettre le feu quelque part<sup>1</sup>. » Il le devait en conséquence de la surpopulation européenne.

Même un pays qui aurait fait le nécessaire pour n'être pas trop surpeuplé — tel n'était pas le cas de la Bulgarie — ou pour ne l'être point, ne serait nullement exempt d'être entraîné à la guerre. Quand un incendie se déclare dans une ville, on ne peut prévoir où il s'arrêtera, témoin l'incendie de Londres en 1666, qui anéantit 13.200 maisons. Il en est exactement de même de la guerre. Et cela montre une fois de plus que le problème de la guerre n'est pas d'intérêt seulement national, mais mondial.

Mais, de l'autre côté, n'y avait-il pas la surpopulation britannique, ou plutôt, à l'époque de la guerre, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et

d'Irlande, c'est-à-dire celle à laquelle donnaient lieu les Anglais, les Ecossais et les Irlandais, surpopulation qui, jusqu'à un certain point, était allégée du fait de l'existence des colonies anglaises, toutefois dans la mesure seulement où ces colonies, autonomes, ne l'oublions pas, voulaient bien admettre chez eux les émigrants de l'Empire? Le peuple britannique avait vu ses moyens d'existence entamés par la formidable industrialisation et la concurrence commerciale victorieuse de l'Allemagne et il se sentait menacé dans son avenir. D'autre part, l'Allemagne surpeuplée et dépourvue de colonies de peuplement, surproductrice par nécessité et sentant la pression de la concurrence de la Grande-Bretagne, malgré tout demeurée formidable, l'Allemagne mal favorisée de la nature au point de vue du sol, du sous-sol et même de son littoral, convaincue de son droit de se reproduire, se jugeait frustrée de son droit de vivre. Elle sentait aussi la menace, sur sa frontière orientale, d'une population qui s'accroissait dans une mesure plus formidable encore que la sienne : le peuple russe.

Quelle nation a voulu vraiment, nettement la guerre, à cette date précise de juillet 1914? Avec quelques bons esprits, je serais tenté de répondre : Aucune. Elle a éclaté. Un point, c'est tout. Le déterminisme de cette guerre de surpopulation était arrivé à son terme final. Et elle a eu lieu parce qu'elle devait avoir lieu, parce que les hommes de l'Europe avaient fait tout ce qu'il fallait pour qu'elle eût lieu.

Seule vraie m'apparaît l'explication des rares, trop rares pacifistes scientifiques qui voient dans cette guerre une fatalité, j'entends un phénomène déterminé par un ensemble complexe de causes

1. *Le Journal* (Paris), 2 octobre 1915. Correspondance d'Athènes d'André Tudesq.

convergentes qui ne laisse plus aux hommes d'Etat, aux politiciens, à une quantité d'écrivains d'action qu'on a coutume d'appeler, bien à tort, des intellectuels, et à plus forte raison aux éléments militaires et aux masses, qu'un rôle de pantins dont les fils sont tirés par les lois biologiques.

Même ce qui, dans les pages précédentes, peut sembler, par le langage employé, être des témoignages de volonté belliciste des dirigeants, des pseudo-intellectuels ou des peuples, n'est qu'apparences; c'est le voile de phénomènes que ces volontés, mues par les forces de la vie, dissimulent. Cela montre combien peu d'intelligence les hommes possèdent et combien peu ils sont maîtres d'eux-mêmes. Cette guerre, non plus qu'aucune autre, ne fut le fait de volontés libres, pour l'excellente raison qu'il n'y a pas de volonté libre, que toute volonté est déterminée. Il n'est de liberté que relative et cette liberté peut s'acquérir uniquement par l'adaptation intelligente de notre existence à l'univers tel que nous le révèle la science. Cependant, à moins de consentir à cette fatalité, nous sommes bien obligés de dire : Ce sont les hommes — qu'on excuse cette expression synthétique : on sait bien que je fais des exceptions et lesquelles — ce sont les hommes qui ont fait cette guerre, et cela précisément parce qu'ils n'ont pas encore su ou voulu s'adapter à l'univers tel que la science nous le révèle. C'est, en un mot, et pour en revenir au problème qui nous occupe exclusivement ici, parce qu'ils n'ont pas voulu faire du pacifisme scientifique.

## CHAPITRE XVI

### L'ITALIE SURPEUPLÉE EN MARCHÉ VERS LA GUERRE

Les ports étrangers se fermant devant son émigration, les débouchés se raréfiant devant son industrie, son sol ne pouvant nourrir sa population sans cesse croissante, sa surpopulation étant extrême, il est tout naturel que l'Italie, du moins la partie la plus active de son peuple, son gouvernement et son chef Mussolini se montrent impérialistes. L'Italie d'aujourd'hui est un des plus parfaits exemples du déterminisme de la guerre par surpopulation. Son évolution présente tous les caractères du processus que nous avons envisagé dans notre exposé théorique.

Tous ceux qui se refusent à rechercher scientifiquement la cause de la guerre attribuent l'actuel bellicisme italien à la mégalomanie de Mussolini. Or nous prétendons que le dictateur de l'Italie n'est que la personnification du peuple qu'il mène vers son destin. C'est un homme représentatif à la manière de ceux d'Emerson, spécialement du type militaire. Ce que le philosophe de Boston disait d'un autre dictateur : « S'il se trouve qu'un homme quelconque emporte l'affection du grand nombre

et la puissance que celui-ci confère, si Napoléon est la France, si Napoléon est l'Europe, c'est que le peuple qu'il gouverne est composé de petits Napoléons<sup>1</sup> », cela peut être dit de Mussolini. Il est né des circonstances critiques dans lesquelles s'est trouvée l'Italie, et non pas seulement de la guerre, non pas seulement d'une révolution ratée et qui ne pouvait réussir, mais, en dernière analyse, de la surpopulation italienne, source de toutes les difficultés dans lesquelles se trouvait ce pays et qui existent encore, accrues, en cet an 1933. Que l'homme soit un mégalomane, ce n'est pas douteux ; qu'il ne soit pas à la hauteur d'une situation que bien peu d'hommes se montreraient aptes à dénouer rationnellement et pacifiquement, c'est également certain : il suffit d'examiner ses actes et ses propos. A moins qu'on ne tienne la guerre pour un dénouement rationnel, auquel cas il paraît être exactement *the right man in the right place!* Pour qui pense ainsi il marche droit à son but, avec le pays derrière lui. Un simple fait l'avère homme représentatif au sens emersonien : la reproduction excessive du peuple italien et son effort acharné pour l'aggravation de cette tare biologique collective. Le peuple que gouverne Mussolini est composé de petits Mussolinis. C'est là tout le secret de la durée de sa dictature. Il incorpore l'âme italienne. Il incorpore la surpopulation en marche vers la guerre.

Quant à nous, nous nous refusons à voir dans ces grands mouvements et actes de peuples l'œuvre personnelle de tel ou tel individu qui se trouve être à un moment donné à la tête de l'État. Ainsi obser-

1. *Representative Men*, chap. VI.

vons-nous la vraie conception matérialiste de l'histoire, — nous serions tenté de dire : la conception biologique de l'histoire.

Car ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que la surpopulation italienne existait avant Mussolini. Et il y avait un impérialisme italien avant lui. Ce n'est pas depuis son règne qu'il y a une émigration colossale : 788.000 individus en 1906. Oui, il y a longtemps que l'Italie est surpeuplée. Elle l'a sans doute toujours été. Il y a longtemps que, pour les mêmes motifs dérivés de la surpopulation qui ont toujours porté les nations européennes à s'assurer des colonies, de riches colonies de rapport, non pas de celles qu'elle possède actuellement, elle cherche à en acquérir. Mais, de même que l'Allemagne d'avant-guerre, elle s'est avisée de le faire alors que d'autres nations avaient mis la main sur la plupart des territoires qui avaient quelque valeur et dont il était relativement facile de s'emparer. Il y a une quarantaine d'années, à l'époque de Crispi, elle cherchait à établir un protectorat sur l'Abyssinie, mais en 1896 son armée était défaite par les troupes du Négus à la bataille d'Adoua. En 1912, Giolitti étant premier ministre, elle fait la guerre à la Turquie et conquiert la Tripolitaine et la Cyrénaïque, — ensemble la Lybie d'aujourd'hui, — un territoire plus étendu que la métropole. Déjà, elle possédait l'Erythrée et la Somalie, auxquelles est venu s'ajouter, à la suite de la guerre de 1914-1918, le Dodécanése.

Si aujourd'hui les fascistes sont impérialistes, on voit qu'hier les démocrates italiens ne l'étaient pas moins, ce qui est fort compréhensible : un processus biologique donné est le même sous tous les régimes politiques.

Qui mieux est, sous l'influence de la surpopulation de leur pays, des syndicalistes et des socialistes italiens s'affirmèrent impérialistes lors de la conquête de la Tripolitaine.

Le syndicaliste Labriola basait son approbation de cette guerre sur « l'intuition d'une nécessité naturelle, obligeant tout peuple à défendre les conditions de son développement<sup>1</sup> ». Exactement ce que dit Mussolini aujourd'hui. Et à quoi faisait allusion Labriola, sinon à ces guerres d'expansion qui sont la conséquence naturelle de la surpopulation ?

Un socialiste italien, Mondaini, publia, aux Editions de l'Institut colonial de Rome, une brochure : *Politique coloniale et Socialisme*, où il disait : « Les socialistes ont tort de s'être déclarés, aux Congrès internationaux de 1900, 1904 et 1907, adversaires de toute entreprise coloniale. Car le mouvement colonial est un besoin de la vie économique. Il vient un moment où le marché intérieur d'achat de nourriture et de matières premières, de vente de produits, de placement de capitaux, ne suffit plus à un peuple. On se tourne vers les marchés étrangers, et lorsque ceux-ci deviennent ou menacent de devenir insuffisants à leur tour, on va à la recherche de pays peu peuplés qui ont besoin d'être colonisés<sup>2</sup>. » « Ont besoin » est joli ! Mais quel beau processus de la guerre coloniale par surpopulation nous trace là le socialiste Mondaini ! Le fait d'être Italien le lui faisait sans doute bien saisir !

Pendant la guerre de 1914-1918 l'impérialisme effectif de l'Italie ne s'est pas démenti et la presse de ce pays, affichant des appétits identiques à ceux

1. *Giornale d'Italia* (Rome), 1<sup>er</sup> janvier 1912.

2. Cité par la *Société nouvelle* (Mons), novembre 1912.

que les Alliés stigmatisaient chez les Allemands, ne fit alors aucun mystère des visées de ses gouvernants sur une quantité de territoires.

« L'Italie, disait l'*Idea nazionale*<sup>1</sup> de Rome, a un besoin absolument vital de conquérir un domaine où pourra s'exercer sa force irrésistible d'expansion... Il faut qu'elle se taille sa part dans le monde : en Afrique, en Asie et spécialement dans la Méditerranée et en Orient. Tel est le droit suprême de l'Italie. »

« Aujourd'hui, pour la première fois, disait encore l'*Idea nazionale*<sup>2</sup>, l'Italie du *Risorgimento*, entrée trop tard dans la course mondiale, a conquis de son sang répandu à foison le droit de s'emparer et de retenir ses nouvelles colonies d'Afrique et d'Asie. »

En pleine guerre, la *Vita internazionale*<sup>3</sup>, de Milan, faisait ce précieux aveu : « Nous avons l'impudent cynisme de dire qu'il est temps d'en finir avec les hypocrisies d'une guerre pour la rédemption des nations opprimées, écrasées, de la Belgique et de la Serbie, et de reconnaître franchement que la nôtre est une guerre de domination et d'empire à laquelle l'Italie a été conduite par les mêmes inévitables raisons qui ont induit l'Allemagne à ébranler l'équilibre européen. »

Ce n'est pas le gouvernement fasciste qui a signé le Pacte secret de Londres<sup>4</sup>, conclu en 1915 entre

1. Numéro du 9 janvier 1917. Cité par *Ce qu'il faut dire* (Paris).

2. Numéro du 19 mai 1917. Cité par le *Cambridge Magazine* (Cambridge), 16 juin 1917.

3. Numéro du 20 février 1917. Cité par le *Cambridge Magazine* (Cambridge), 16 juin 1917.

4. Publié par l'organe du Labour Party de Grande-Bretagne, *The Herald* (Londres), du 11 mai 1918, en même temps que les autres Pactes secrets.

la Grande-Bretagne, la France, la Russie et l'Italie (avec, symboliquement, un signataire italien nommé Imperiali) et qui promettait à l'Italie, pour prix de sa participation à la guerre, des territoires qu'elle a effectivement reçus et d'autres dont elle a été frustrée, raison pour laquelle elle plaide pour la révision du Traité de Versailles.

Ce n'est pas Mussolini qui a pris l'initiative de la colonisation de la Tunisie par les Italiens, lesquels s'y trouvent au nombre de 130.000 contre 80.000 Français et s'y reproduisent au même rythme qu'en Italie; c'est bel et bien le peuple italien lui-même, allant chercher sa subsistance où elle se trouve. On avouera que démocratie et fascisme n'ont rien à faire en l'occurrence.

Ce n'est pas lui qui a pris l'initiative de la pénétration en Asie Mineure et créé une zone d'influence en cette région : c'est en 1913 que la Società Commerciale d'Oriente obtenait la concession d'une voie ferrée allant d'Adalia au chemin de fer de Smyrne-Aïdie et au chemin de fer d'Anatolie.

Mussolini ne fait que continuer une politique extérieure ancienne de l'Italie, — la politique de l'Empire romain, — politique qui dérive directement de la surpopulation du pays et dont les modalités, peut-être un peu différentes aujourd'hui, sont dues à des circonstances autres, dont les principales sont une population accrue sur un sol à peine amélioré, le malaise économique plus accentué à cause de l'industrialisation croissante du globe, la fermeture des territoires d'immigration due au peuplement progressif des pays neufs. La menace pour le monde est plus nette et plus bruyante, simplement. Le dictateur ne dicte à son peuple que les nécessités naturelles, si — comme en

tout pays les dirigeants politiques et spirituels l'affirment, ne l'oublions pas — le rapprochement des deux sexes doit avoir pour unique objet la procréation d'enfants. Il est d'ailleurs à remarquer que nulle personnalité officielle, parmi le personnel gouvernant des nations qui sont susceptibles d'être un jour les victimes de la guerre que peut engendrer la surpopulation italienne, n'a jamais fait à Mussolini un grief d'organiser et d'enfler cette surpopulation. C'est que nous sommes là dans le domaine du sacré, celui de la virilité!... Ce qu'ils lui reprochent simplement, c'est d'être trop bruyant. Ce qu'ils trouvent déplacé, ce sont ses mots à effet : la Place au Soleil — pour lequel un autre avant lui avait négligé de prendre le *copyright*, — le S'Etendre ou Explorer, le *Mare nostrum*, les Canons plus beaux que les Mots, l'Heure Décisive d'entre 1935 et 1940, le Brenner frontière fixée par l'infailible main de Dieu, — très amusant dans la bouche de cet athée, — les rappels de l'antiquité romaine, les attitudes et le masque nietzschéens. Au besoin, ils pousseront leurs troupeaux à la boucherie, à « l'heure décisive », mais qu'en attendant le Duce veuille bien les laisser tranquilles, tout à leurs combinaisons et à leurs plaisirs!

Que voulez-vous, bons gouvernants, l'homme est un mégalomane et il lui faut ces apophtegmes pour la postérité! Il les lui faut : toutefois son peuple lui donne l'occasion de les prononcer. Et d'ailleurs, peut-être, en hurlant bien fort, de même que le bateleur de la foire fait affluer la foule à la ménagerie, réussira-t-il à faire donner quelques colonies à ce peuple, à moins qu'il n'utilise sa faconde pour le mener à l'abattoir. Mais ce n'est pas lui qui a mis au monde 43 millions d'hommes dans les

limites où 30 millions seraient à peine à l'aise. Il rêve de tenir une place dans l'histoire, non pas seulement l'histoire de l'Italie, mais l'histoire générale, la Plus Grande Histoire, qui n'est pas seulement celle de l'intérieur, avec le régime fasciste, mais celle du monde entier, avec l'expansion, avec la guerre. Et il veut faire la guerre avec l'allure de Napoléon : « Napoléon! Quelle figure extraordinaire! Peut-être encore plus grande et plus belle que celle de César!<sup>1</sup> » Toutefois il n'invente pas le besoin de manger insatisfait de son peuple. Cette guerre future, c'est son peuple qui lui aura procuré la nécessité de la faire.

Mussolini pourrait-il tenir un langage semblable, poser, menacer, exiger, faire la guerre un jour, si la surpopulation italienne n'existait pas? — Certes non.

Que serait Mussolini sans la surpopulation italienne? — Rien. Mais elle est là. Et il est, tout simplement, le fantoche dont ce phénomène biologique tire les fils.

Au mieux, il est le représentant du peuple italien. S'il n'existait pas, la situation démographique serait aussi mauvaise qu'avant son arrivée au pouvoir. C'est ce qu'exprimait un éditorial des *Daily News*, journal non suspect de tendresse à l'égard du Duce, puisqu'il fut interdit en Italie à cause de son antifascisme : « Même sans Mussolini, l'Italie pourrait aisément devenir l'enfant terrible de l'Europe; car le simple fait qui domine toute la situation, c'est qu'elle ne peut trouver d'espace pour sa population surabondante. Si l'Europe n'envisage pas

promptement le problème, le problème pourrait bien un jour écraser l'Europe<sup>1</sup>. »

La surpopulation de l'Italie est un fait indéniable.

En 1911, sa population était de 34.671.000; en 1921, de 38.711.000; en 1931, de 41.230.000. Actuellement, elle approche de 43 millions.

Vers 1875, son taux de natalité était de 38 0/00, chiffre alors déjà très supérieur à celui de la plupart des taux de l'Europe occidentale et centrale. Vers 1895, il était de 36 0/00, en 1901 de 32,5 0/00. Voici les taux de natalité pour les années récentes : 1921-1925, 29,7; 1927, 27,5; 1928, 26,7; 1929, 25,6; 1930, 26,7; 1931, 24,9.

En 1914, les ressources agricoles du pays avaient été développées à tel point qu'elles n'apparaissaient plus comme susceptibles d'un accroissement notable. La proportion des terres ensemencées et cultivées, qui dépassait celle de toutes les autres nations, atteignait 90 0/0; cependant, l'agriculture ne parvenait pas à produire suffisamment pour les besoins du pays. L'extension de la culture, spécialement celle des céréales, avait été portée à un degré extrême, qui alla jusqu'à entraîner un déboisement du pays très préjudiciable à l'économie agricole générale.

L'Italie était le pays qui produisait le plus de blé par kilomètre carré : 170 quintaux, tandis que la France en produisait 155; la Hongrie, 110; l'Allemagne, 65; la Grande-Bretagne, 48. Le pain est considéré en Italie comme l'aliment le plus indispensable. Le pays a besoin annuellement de 80

1. Interview accordée à M. Ebstein, de l'*Avenir* (Paris). Cité par l'*Observer* (Londres), 31 janvier 1926.

1. *Daily News* (Londres), 2 juin 1928.

millions de quintaux de blé pour sa nourriture. Or la production nationale varie entre 38 millions (1917) et 61 millions de quintaux (1923). Le sol italien est en grande partie impropre à la culture des céréales. Il s'y trouve trop de montagnes et trop peu de plaines et le système de culture en usage depuis des siècles a appauvri le sol. Le peu de fertilité du sol du Midi est un fait bien connu; aussi cette région est-elle surtout pastorale. Les céréales et le riz que produit l'agriculture servent surtout à la consommation nationale; quant aux fruits, au vin, à la soie, qui sont produits en abondance, ils doivent être exportés.

Produisant les principales denrées alimentaires en quantités insuffisantes, l'Italie devait en importer. Mais pour cela, il fallait vendre au dehors. Que vendre? Des produits manufacturés. C'est aux environs de 1887 que l'Italie commença à s'industrialiser, surtout dans les provinces du Nord. La sériciculture tient en Italie la seconde place dans la production agricole; mais cette industrie a à soutenir la concurrence souvent victorieuse du Japon, qui lui dispute le marché des Etats-Unis. Avant la guerre, beaucoup de filatures ont dû fermer leurs ateliers. L'industrie du sucre est importante, mais son produit est absorbé par le marché intérieur. La métallurgie a pris un certain essor, toutefois son avenir est limité, le pays étant dépourvu de houille, matière première indispensable à la sidérurgie. Ajoutons qu'il a peu de mines, peu de houille blanche, peu de matières premières. L'industrialisation avait atteint son maximum de développement avant la guerre et maintenant la balance commerciale est toujours en déficit :

*Commerce extérieur.*

		Millions de dollars
1928	Importations. . . . .	1.174
	Exportations. . . . .	789
	Déficit. . . . .	385
1929	Importations. . . . .	1.140
	Exportations. . . . .	801
	Déficit. . . . .	339
1930	Importations. . . . .	911
	Exportations. . . . .	637
	Déficit. . . . .	274

Quant au chômage, il est en progression constante.

*Nombre des chômeurs (complets).*

A fin décembre	1928. . . . .	363.551
— —	1929. . . . .	408.748
— —	1930. . . . .	642.169
— —	1931. . . . .	982.321
— mars	1932. . . . .	1.053.016

C'est surtout l'émigration qui nous donne une idée assez exacte de la surpopulation italienne. A ce point de vue, les tableaux fournis par M. R. Gonnard<sup>1</sup> et qui vont de 1876 à 1904 sont suggestifs :

1. *L'Emigration européenne au XIX<sup>e</sup> siècle*, pp. 183-184.



Années	Chiffre des émigrants	Années	Chiffre des émigrants
1876.....	108.000	1891.....	293.000
1877.....	99.000	1892.....	223.000
1878.....	96.000	1893.....	246.000
1879.....	119.000	1894.....	225.000
1880.....	119.000	1895.....	293.000
1881.....	135.000	1896.....	306.000
1882.....	161.000	1897.....	299.000
1883.....	169.000	1898.....	282.000
1884.....	147.000	1899.....	308.000
1885.....	157.000	1900.....	352.000
1886.....	167.000	1901.....	533.000
1887.....	215.000	1902.....	531.000
1888.....	290.000	1903.....	507.000
1889.....	218.000	1904.....	506.000
1890.....	217.000		

Les quelques chiffres suivants<sup>1</sup> donnent une idée de la progression suivie jusqu'aux environs de la guerre :

1905.....	726.000	1908.....	487.000
1906.....	788.000	1909.....	625.000
1907.....	705.000	1910.....	651.000

Evidemment, de ces chiffres, qui vont de 1876 à 1910, il faudrait déduire, pour avoir l'émigration nette, les émigrants retournant dans la métropole, dont les uns sont des ouvriers qui avaient quitté le pays pour un travail saisonnier ou d'un laps de temps relativement court, tandis que les autres reviennent, après fortune faite à l'étranger, comme commerçants.

1. *Le Graphic financier* (Bruxelles), mars 1914.

Voici un tableau<sup>1</sup> qui n'offre pas ces inconvénients. Il nous donne, pour les années 1926 à 1930, les chiffres d'émigration transocéanique et d'émigration continentale, immigration déduite. Les fluctuations qu'il indique sont fort instructives.

L'émigration était, au point de vue de la guerre, en Italie, la soupape de sûreté. Mais les pays d'immigration se ferment successivement à l'émigration italienne. On voit le résultat dans les chiffres du dit tableau. Il est à remarquer que la baisse de 1928 et de 1929 correspond aux stupides mesures calculées pour arrêter ou tout au moins diminuer l'émigration prises par Mussolini, mesures qu'il fut obligé d'abroger devant la crise économique grandissante (indiquée par notre tableau du commerce extérieur et celui des chômeurs), d'où une émigration nette presque quadruple en 1930, 155.075, comparée à celle de l'année précédente. Quel écart entre l'émigration de la première décennie du siècle et celle d'aujourd'hui! Et quelle conclusion en tirer, si l'on considère que la population était alors d'environ 10 millions moins nombreuse?

C'est aux Etats-Unis que les Italiens se rendaient en plus grand nombre. Or la législation de 1921 et celle de 1924, la plus importante, les excluent presque totalement de ce pays. Aux environs de 1914, les Italiens entrant aux Etats-Unis étaient au nombre de 300.000 en chiffres ronds. A partir de 1927, ce nombre annuel n'est plus que de 4.000. Au Canada, le nombre d'Italiens admis est peu important. En Australie, quelques milliers (de 4 à 6.000) étaient admis annuellement depuis la guerre, principalement comme ouvriers agricoles et dans les plantations de canne à sucre; mais des grèves

1. Voir page 164.

Années	Emigration en Amérique, Afrique, Asie et Océanie. (Départs)	Immigration d'Amérique, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie (Retours)	Emigration nette en Amérique, Afrique, Asie et Océanie.	Emigration en Europe. (Départs)	Immigration d'Europe. (Retours)	Emigration nette en Europe.	Emigration totale nette.
1926	122.496	71.250	50.976	141.314	106.099	35.215	86.191
1927	136.094	73.424	62.670	91.958	67.201	24.757	87.427
1928	70.794	49.751	21.043	79.772	49.001	30.771	51.814
1929	61.777	44.519	17.258	88.054	64.887	23.167	40.425
1930	59.112	46.561	12.551	220.985	82.461	142.524	155.075

accompagnées de violences, dirigées par l'Australian Workers' Union, eurent lieu en 1927 et 1928 pour protester contre l'emploi des Italiens qui travaillaient à des prix inférieurs aux tarifs syndicaux et une campagne contre l'immigration italienne fut entreprise par M. Hughes, l'ex-Premier du Commonwealth; de sorte qu'il est probable que le nombre des Italiens entrant en Australie doit être fort restreint, si toutefois il en est encore admis.

Il ne reste à l'Italie que l'émigration dans ses colonies, peu importante; en France et en Amérique du Sud, où elle est d'ailleurs réglementée. Mais tous ces exutoires réunis sont insuffisants. D'ailleurs, dans l'un d'eux, le plus important pour l'Italie, la République Argentine, un décret a été promulgué en décembre 1932 aux termes duquel l'immigration sur le territoire argentin est interdite à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1933, sauf pour les immigrants possédant un contrat de travail ou disposant de revenus suffisants pour ne pas travailler. Cette mesure a été motivée par le nombre sans cesse croissant des chômeurs de ce pays (350.000 en novembre 1932).

Aussi, au cours des quelques années dernières, l'Italie nous a-t-elle fourni une ample succession de faits montrant l'état d'esprit d'un peuple établi sur un territoire surpeuplé à l'extrême et l'appui qu'il procure aux gouvernants pour se lancer dans des aventures ayant pour but de donner satisfaction à l'aspiration de la masse à un type d'existence supérieur à celui que lui impose le déséquilibre constant entre son nombre et les subsistances dont elle dispose. Ce que ces faits nous montrent surtout, c'est le potentiel de guerre que contient cette situation démographique.

Comme porte-parole du peuple italien, Mussolini parle sans cesse de l'importance que donne à l'Italie sa population surabondante et du droit qu'elle acquiert de ce fait à une expansion plus large que celle qui lui est actuellement permise. Il intimide l'un, fait risette à l'autre, tandis qu'il éveille les susceptibilités d'un troisième. Il pose à l'arbitre. Il roule des yeux de matamore, arme, mobilise, commande des mouvements navals, négocie secrètement, place les intéressés devant le fait accompli. Puis il se radoucit et quémande, pour recommencer le lendemain à montrer le poing et les dents. En quelques années, il a trouvé le moyen de menacer la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Yougoslavie, la Turquie, l'Abyssinie, d'intervenir, en 1927, en Chine, aux côtés de l'Angleterre — que d'un autre côté il inquiétait par ses intrigues à Malte, de complicité avec le Vatican, — et d'enlever de force à l'Égypte, en 1926, la région de Jarabub, convoitée par l'Italie depuis la conquête de la Tripolitaine. Il réclame des colonies par-ci, invoque des zones d'influence par-là, prophétisant une période prochaine où le pays connaîtra de « grands destins nationaux ». On sait ce que cela signifie. Mais toute cette agitation n'est rendue possible que par la surpopulation italienne et constitue l'expression du malaise qu'une telle situation démographique fait naître.

Nous ne pouvons retracer ici les péripéties de cette belliqueuse activité. Ce serait cependant fort instructif. Elles montreraient quelle perturbation constante un seul pays excessivement surpeuplé apporte dans le continent européen et même au delà. Si d'autre part on considère que l'Italie n'est pas le seul pays d'Europe qui soit surpeuplé à

l'excès, on s'expliquera aisément l'état d'instabilité et d'inquiétude où notre monde vit actuellement. Nous nous bornerons à indiquer par quelques citations les ambitions de l'Italie.

« On parle couramment en Italie, dit M. le comte de Fels, d'une récupération de la Savoie et du comté de Nice, de la conquête de la Corse et de la Tunisie, de l'obtention du mandat sur le Cameroun, de l'accès au lac Tchad. Tout cela aux dépens de notre pays. D'autre part, l'Italie se considère comme l'État successeur de l'Autriche-Hongrie. À ce titre, elle veut reprendre pour son compte la marche vers l'Est de cette puissance détruite, placer dans sa zone d'influence les pays balkaniques et notamment la Yougoslavie. En ce qui concerne l'Orient asiatique, ses vues ne paraissent pas encore fixées. Il semble pourtant que la possession des îles du Dodécanèse et certaines promesses faites pendant la guerre pourraient à juste titre déterminer l'Italie à considérer comme très importante pour elle la possession d'une base continentale en Asie Mineure, en Syrie ou en Palestine. Mais, pour le moment, on affecte de parler seulement d'une grande extension en Afrique, en faisant valoir que l'énorme population italienne, se trouvant à l'étroit dans la péninsule, a besoin de champs et de colonisation<sup>1</sup>. »

Les déclarations suivantes de M. Armando Mussolini, frère du Premier italien (et depuis décédé), qu'il avait remplacé comme directeur du *Popolo d'Italia*, de Milan, déclarations faites à M. Revesz, rédacteur de l'*A. B. C.*, de Madrid, et reproduites par le *Petit Parisien*<sup>2</sup>, ne sont pas moins claires

1. *Revue de Paris* (Paris), 30 juin 1932.

2. Numéro du 25 avril 1926.

quant à la cause des ambitieuses revendications italiennes :

« — Avec ses 42 millions d'habitants, vivant sur une péninsule relativement petite et pauvre, a déclaré M. Armando Mussolini, l'Italie doit songer à trouver des débouchés pour le surplus de sa population.

« — Et où comptez-vous l'envoyer? Est-ce dans l'Amérique latine?

« — Oui, sans doute; mais l'Amérique est bien loin et ceux de nos compatriotes qui y émigrent sont perdus pour l'Italie. Il reste le bassin méditerranéen, qui fut toujours le domaine de Rome.

« — Tunis? demanda M. Revesz.

« — Peut-être, mais plus tard, répondit M. Armando Mussolini. Pour l'instant, nous désirons ne rien compliquer. Tripoli est déjà à nous. Mais Tripoli n'est qu'un commencement. Il y a le bassin oriental de la Méditerranée; il y a aussi les restes du vieil empire turc, l'Albanie, pays relativement riche, contenant du pétrole, et vous savez que nous avons besoin de pétrole et de charbon. L'Albanie pourrait être exploitée et elle compte à peine un million d'habitants. Il y a encore la Syrie, que la France ne colonisera jamais, parce qu'elle n'a pas d'excédent de population à y exporter. Puis il y a Smyrne, qui pourrait nous appartenir maintenant. Elle nous fut, en effet, promise en 1916, à Saint-Jean-de-Maurienne, mais nous renoncâmes à nos droits en faveur des Grecs, qui l'ont perdue. Et il y a enfin Adalia, où nous débarquâmes, mais au sujet de laquelle M. Nitti ne revendiqua pas nos droits de possession.

« Voyez-vous, ajouta M. Armando Mussolini, nos besoins d'expansion sont impérieux, indispensables.

Il n'y a là ni impérialisme ni caprice. Il n'y a qu'un facteur démographique que l'on peut traduire ainsi : qu'allons-nous faire de notre surplus de population? Je me rends compte, certes, que nous sommes entrés dans le concert des grandes puissances un peu trop tard, alors que toutes les colonies étaient déjà attribuées. Mais cela ne signifie pas que leur répartition ne peut pas être révisée. Il nous faut des colonies, il nous faut des territoires qui se prêtent à la colonisation. Je vous répète qu'il n'y a là, de notre part, ni fantaisie, ni caprice, ni même impérialisme, mais simplement l'instinct de nous survivre, qui nous anime. »

En octobre 1927, Mussolini eut un nouvel accès de bellite. A la veille de la reprise des négociations franco-espagnoles au sujet de Tanger, il crut bon de renouveler le geste de Guillaume II à Agadir et envoya quelques vaisseaux de guerre croiser dans les eaux marocaines. Ce fut une fois de plus l'occasion pour la presse mondiale de parler des revendications italiennes. Le major E. W. Polson Newman disait, dans le *Times* :

« ...A la base de tout cela, il y a le problème fondamental de l'expansion italienne. L'Italie a trois issues pour son excédent de population : l'émigration, la colonisation et la pénétration pacifique. L'émigration ayant été grandement restreinte depuis la guerre, du fait surtout des Etats-Unis, et les colonies italiennes n'offrant que peu d'attrait pour les émigrants, l'Italie se trouve conduite à une politique de pénétration pacifique susceptible de la mettre en conflit avec d'autres puissances. Cette politique ne résulte pas d'un choix de l'Italie, mais est la conséquence d'une terrible nécessité. Une issue doit être trouvée quelque part pour l'excé-

dent de population de l'Italie; tant que cette question ne sera pas en marche vers une solution donnant satisfaction aux puissances intéressées, il sera inutile de s'attendre à des relations cordiales entre la France et l'Italie, qui se regardent en ce moment en chiens de faïence. Si l'on pouvait attribuer la tension actuelle aux agissements de l'un ou l'autre des gouvernements ou des deux, la chose ne serait pas si grave; mais ce qu'il y a de pire dans la situation, c'est que cette tension se développe malgré les deux gouvernements et non de leur fait. La croissance de l'Italie est un phénomène tout naturel; en conséquence, je soutiens qu'en blâmant l'Italie de ce qu'elle appelle son agressivité, la France va au-devant de sérieux désagréments, de même que les puissances qui ne reconnaissent pas la nécessité de trouver une porte de sortie pour l'Italie aux prises avec ses difficultés. Quoique M. Mussolini se montre temporairement disposé à mettre de côté sa politique d'expansion coloniale, probablement pour calmer certaines craintes que ses discours enflammés sur ce sujet ont fait naître et pour répandre à l'étranger l'idée qu'une solution peut être trouvée dans l'industrie intensive, je ne vois pas que la situation se soit en rien modifiée. L'industrie, en Italie, ne pourra jamais résoudre le problème et M. Mussolini ne fait que reculer cette question fondamentale jusqu'au moment où son pays sera pleinement préparé à s'atteler à sa solution avec de sérieuses chances de succès. Ce moment n'est pas encore arrivé.

« En attendant, je pense que la Grande-Bretagne, qui a la maîtrise de la Méditerranée et est en relations d'étroite amitié avec la France et l'Italie, pourrait prendre l'initiative dans cette question et

stimuler chez les autres puissances un désir sincère de prévenir les événements en offrant leur assistance. Les sacrifices que ces puissances pourraient être obligées de faire dans l'intérêt de l'Italie seraient faits aussi dans leur intérêt et seraient insignifiants en comparaison de ceux qu'entraîneraient les inévitables conséquences de l'inaction<sup>1</sup>. »

On ne saurait dire plus élégamment que la surpopulation italienne, c'est la guerre avec les pays qui possèdent déjà des colonies, à moins que ces pays n'en donnent de bon gré une partie à l'Italie, — solution qui tiendra jusqu'au moment où les territoires donnés seront insuffisants pour la nouvelle surpopulation italienne et où de nouvelles exigences se manifesteront.

C'est ce que dit aussi M. Louis de Launay, membre de l'Académie des sciences : « L'Italie, également surpeuplée, si elle renonce au remède de l'émigration, si elle n'obtient pas de colonies, ne pourra que se montrer agressive<sup>2</sup>. »

A la suite d'un exposé de la situation mondiale fait par M. Garvin, dans l'*Observer*, à la même époque, le Commandatore Luigi Villari, un Italien résidant à Londres, écrivit à ce journal pour plaider la cause de son pays : « Vous rangez parmi les causes du malaise actuel l'exclusion du peuple allemand des possessions coloniales, « quoique de petits pays, « comme la Hollande, la Belgique, le Portugal, dé- « tiennent de grands territoires coloniaux ». Je suis prêt à admettre que l'Allemagne peut avoir quelque droit à obtenir de nouveau des colonies, mais l'Italie a certainement un droit privilégié. A la Conférence de la paix, l'Italie fut privée de sa part dans

1. *The Times* (Londres), 28 novembre 1927.

2. *Candide* (Paris), 17 octobre 1929.

la répartition des territoires coloniaux, malgré des promesses formelles, et les mandats furent distribués exclusivement à des puissances possédant déjà un vaste empire colonial. Cependant, l'Italie jouit d'un accroissement relatif de population plus élevé que celui d'aucune puissance européenne et ne possède que quelques colonies incapables d'absorber plus qu'une fraction de sa population surabondante... L'Italie ne désire porter atteinte aux droits d'aucun autre pays; elle fait son possible, avec des ressources insuffisantes à sa disposition, pour procurer du travail à une partie aussi grande que possible de sa population croissante. Mais, si l'on procède dans l'avenir à une redistribution des territoires coloniaux, l'Italie jouit sûrement d'un droit de priorité à une part équitable. La satisfaction de ses légitimes aspirations à un exutoire pour son peuple contribuerait grandement à une amélioration de la situation internationale de l'Europe<sup>1</sup>. »

Nous pourrions remplir des pages et des pages de ces revendications de territoires, mais nous devons nous borner. Ce que nous tenons à faire remarquer, c'est que toutes sont basées sur la surpopulation italienne et qu'on parle du *droit* de l'Italie à ces territoires. Or, que les demandes, ou plutôt les exigences de ce pays soient satisfaites un jour « à l'amiable », — si l'on peut dire, — soit directement par les pays qui feraient des sacrifices pour avoir la paix, soit par l'intermédiaire de la Société des Nations, ou que la solution soit cherchée par l'Italie dans la guerre, en admettant qu'elle soit victorieuse, il n'en reste pas moins que ce pays

1. *The Observer* (Londres), 4 décembre 1927.

jouerait en l'occurrence le rôle prédateur de toutes les masses qui, dans l'histoire, depuis l'antiquité la plus reculée, recoururent à la guerre pour donner satisfaction à leur besoin de nourriture, exacerbé par le déchaînement bestial de leur faculté génésique. Mais, dans le cas d'une solution « à l'amiable », à laquelle on aurait recours en réalité par crainte de la guerre, les pays faisant des sacrifices pour éviter cette dernière, ne devraient-ils pas imposer au donataire, comme condition, l'engagement de mettre un frein à son activité génésique? Sinon, ils joueraient le rôle de dupes, car ils s'exposeraient à être de nouveau, quelque temps après, en butte à la même menace. Toutefois, nous le verrons, de telles mesures ne peuvent être que mondiales.

Et quand Mussolini dit : « Qu'il soit clair de toutes les manières que nous armons matériellement et spirituellement pour nous défendre, non pas pour attaquer<sup>1</sup> », il nous la baille belle. Qui médite d'attaquer l'Italie? Ce sont en réalité ses excitations personnelles à la reproduction illimitée du peuple qu'il gouverne qui équivalent à une attaque. Le fait de surpopulation de ce peuple est une attaque dirigée contre le reste du monde. Et les revendications territoriales qui en sont la conséquence ont également la valeur d'une attaque. Tout cela constitue le prélude de l'attaque militaire. Parler de défense en pareil cas, c'est se moquer du monde. Les hommes intelligents ne sont d'ailleurs pas dupes de pareilles affirmations. « L'Italie fasciste, dit-il encore, ne prendra jamais l'initiative d'une guerre. Même notre politique de

1. Discours de Rome aux directoires des fédérations provinciales fascistes, 27 octobre 1930. Cité par *l'Action française* (Paris), 28 octobre 1930.

revision des traités, qui n'est pas d'hier, mais qui fut envisagée dès juin 1928, a pour but d'éviter la guerre, de faire l'économie, l'immense économie d'une guerre<sup>1</sup>. » Comme si exiger quelque chose sous la menace des armements n'était pas une forme de la violence, de la guerre, où l'on compte sur la peur de l'adversaire, ou sur sa haute raison, ou sur ses sentiments humanitaires pour obtenir ce que l'on veut ! Selon ce système, l'apache qui vous met le couteau sous la gorge en vous sommant de lui donner votre bourse, si vous obtempérez à son ordre, ne serait pas coupable d'une agression ! Ne soyons pas dupes des mots : l'expression de « revision des traités » est pour Mussolini une formule commode qui recouvre toutes ses exigences. Et il est facile de « ne pas prendre l'initiative d'une guerre » et d'avoir sa guerre tout de même. Pensons à l'équivoque « guerre offensive et guerre défensive »...

Nous terminerons cette série de témoignages par un extrait d'un article remarquable de M. Lucien Romier qui est en tous points digne d'un malthusien et d'un pacifiste scientifique. La conclusion qui est nôtre y est implicitement contenue. Pour qui sait lire, c'est suffisant. Certes, il eût mieux valu pour le large public du *Petit Parisien*, où parut cet article, que les points fussent mis sur les *i*; mais patience, un jour viendra où les grands quotidiens eux-mêmes seront obligés d'éclairer *intégralement* leurs lecteurs sur le sujet qui nous occupe.

« Tous les Etats de l'Europe, écrit M. Lucien Romier, souffrent plus ou moins, depuis quelques

1. *Op. cit.*

années, de la fermeture progressive des marchés d'outre-mer aux apports européens. Cette fermeture progressive résulte du développement technique et économique que se sont donné les peuples lointains pour satisfaire eux-mêmes à leurs besoins et des mesures diverses de protection par lesquelles ils entendent mettre leur nouvel effort à l'abri de la concurrence des vieux pays. Ceux des Etats de l'Europe qui exportaient au loin, surtout des marchandises et des objets fabriqués, en souffrent gravement dans leur activité industrielle. Tel est le cas notoire de l'Angleterre, comme l'indiquent la décadence de son commerce d'exportation et le nombre croissant de ses chômeurs. Tel est le cas aussi de l'Allemagne. Tel est le cas, en France, des industries dites de luxe.

« L'Italie, elle, faiblement industrialisée, parce que dépourvue de charbon et, en général, de matières premières, mais peuplée d'une race prolifique, ingénieuse et peu exigeante, exportait surtout des hommes. Il est bon de rappeler, à ce propos, que l'Italie a toujours exporté des hommes, depuis l'antiquité jusqu'à présent. Or les débouchés lointains tendent à se fermer pour les hommes comme pour les marchandises sous la pression du même protectionnisme industriel et ouvrier des nations d'outre-mer. Le tournant décisif, à cet égard, fut marqué par les lois restreignant l'entrée des immigrants aux Etats-Unis. L'Italie allait donc courir le risque d'un excès de peuplement, d'autant plus dangereux que les ressources de la péninsule sont limitées par l'étendue de ses régions pauvres et qu'elle a peu de réserves d'épargne.

« Il faut être juste. Devant ce risque, le gouvernement fasciste a fait preuve d'une initiative et

d'une activité remarquables. Mais, en même temps, il outrepassait la mesure et commettait une erreur de politique générale. M. Mussolini et ses collaborateurs virent très bien qu'il fallait en quelque sorte retourner le problème et essayer de faire de la population en surnombre de l'Italie une richesse pour l'Italie elle-même. Il fallait profiter de la main-d'œuvre très abondante pour mettre en valeur toutes les possibilités nationales, perfectionner les aménagements publics, réduire les achats au dehors en développant l'agriculture nationale et abaisser les prix de revient de l'industrie. Tout cela fut entrepris avec une belle ardeur et une rare énergie. L'erreur a consisté à croire que l'on pouvait transformer l'expédient en système absolu et que non seulement il fallait offrir sur place du travail à la population qui ne trouvait pas de débouché ailleurs, mais qu'il fallait aussi empêcher de sortir les Italiens à qui se présentait un emploi au dehors. Depuis 1927, l'émigration a été soumise à des règles prohibitives. Pourquoi ces empêchements mis à l'émigration? Des orateurs annoncèrent qu'ainsi, gardant tous ses fils, bon gré mal gré, l'Italie deviendrait l'Etat le plus peuplé et, par conséquent, le plus puissant du continent. En fait, il déplaisait au gouvernement fasciste que les émigrants italiens allassent s'employer surtout en France, nation voisine, la seule, désormais, qui pût absorber la main-d'œuvre.

« Ce système, déjà difficile à maintenir en période d'activité normale de l'industrie italienne, devait pousser à l'extrême les risques du surpeuplement dès qu'on entrerait dans une phase de dépression économique. Or la dépression est aujourd'hui universelle. Comment sortir de là? Les

aventures n'y changeraient rien. L'Italie arrivât-elle un jour à posséder des rives plus étendues sur la Méditerranée, le problème serait le même, puisque, faute de charbon et de capitaux, presque toutes les régions méditerranéennes sont des sources d'émigrants. Installer à l'étranger des colonies autonomes sous le contrôle tracassier du gouvernement fasciste? Ce serait provoquer d'incessants conflits de souveraineté...

« A vrai dire, en Europe, aujourd'hui, une nation ne peut pas résoudre isolément son propre problème d'équilibre vital. Car toutes les nations européennes souffrent d'un déséquilibre commun qui résulte du renversement des rapports d'échange traditionnels entre notre vieux continent et les pays d'outre-mer. L'Allemagne, aussi, crut, en 1914, qu'elle s'ouvrirait des débouchés par l'aventure. Elle a aujourd'hui deux millions de chômeurs<sup>1</sup>. »

Lorsque l'on considère l'état démographique de l'Italie, la nature de son sol et son rendement en subsistances, sa situation commerciale et industrielle, l'arrêt de son émigration, la pauvreté de ses colonies et sa revendication de nouveaux territoires, on ne peut que conclure à l'insanité de son dictateur. La politique d'accroissement de la population de Mussolini, qu'il aggrava pendant quelque temps d'une restriction de l'émigration, est pure folie. Folie dangereuse pour les Italiens, car elle précipite leur course à la guerre : il est vrai qu'ils sont consentants et fournissent généreusement le « matériel humain ». Mais aussi folie dangereuse pour le reste du monde.

L'année 1926 fut une de celles où Mussolini fit

1. *Le Petit Parisien* (Paris), 30 mai 1930.



naître le plus de craintes en Europe. En avril, on parlait une fois de plus des visées de l'Italie en Asie Mineure. Les Turcs, qui avaient déjà un différend pendant avec l'Angleterre, craignaient en outre une agression italienne. A ce propos, M. J.-L. Garvin, une autorité en matière de politique étrangère, donnait dans son journal, l'*Observer*, de Londres, un aperçu de la menace que constitue l'Italie pour la paix mondiale :

« L'Italie, comme autrefois l'Allemagne, — et comme l'Allemagne le fera encore, — revendique une place au soleil plus vaste et plus fertile. Le royaume est du domaine de la Société des Nations; mais le fascisme est saturé d'imagination militante. L'expansion impériale, quelque part, d'une manière quelconque, à n'importe quel moment, est devenue un rêve et un dessein bien définis. Le grandiose voyage actuel du Duce à Tripoli symbolise son exaltation de l'idée coloniale. Pendant combien de temps pourra-t-il l'entretenir tout en se retenant d'agir? Là est le hic de son système.

« On aurait tort de supposer, ne fût-ce qu'un instant, qu'en cette matière le Duce soit un vulgaire *jingo* dévoré d'ambition et égaré par l'appât du prestige. Il représente quelque chose de beaucoup plus sérieux. Avec une population de 40 millions d'âmes<sup>1</sup>, déjà plus grande que celle de la France, l'Italie s'accroît de près d'un demi-million chaque année. L'Allemagne elle-même réclame de nouveau des colonies, quoique le nombre de ses émigrants soit relativement peu élevé. Or l'Italie, avec des ressources intérieures plus pauvres, a un excédent de population émigrante énormément supérieur à

1. En 1926; mais en 1933 : 43 millions.

celui de n'importe quelle nation existante. Son « exportation d'hommes » s'élève à des centaines de mille.

« ...Si la guerre éclatait entre la Grande-Bretagne et la Turquie à propos de la question de Mossoul, le Duce serait plus que disposé à s'emparer des régions de Smyrne et d'Adalia en Asie Mineure, et l'on pourrait s'attendre à ce que, d'accord avec lui, le dictateur grec, le général Pangalos, réoccupât la Thrace orientale. Et quel serait le sort de Constantinople? L'importance du danger pour la Turquie est telle qu'elle peut aider Mustafa Kemal à maintenir la paix en dépit de la pression notoire de ses militaristes. Si la paix est tant soit peu rompue, malgré tous les avertissements du genre de ceux que notre journal a fait entendre à maintes reprises, l'aire de désordre et de péril s'étendra probablement beaucoup plus loin que les rêveurs de notre pays ne l'imaginent. M. Mussolini lui-même pourrait parfaitement prétendre que la guerre n'a pas éclaté par son initiative, mais malheur à ceux qui mettraient la tentation sur son chemin. Au mieux, la question de l'expansion coloniale italienne restera un des problèmes prédominants parmi les affaires mondiales<sup>1</sup>. »

Examinant à nouveau, sept mois plus tard, la question du péril italien, M. Garvin arrivait à une conclusion qui est la nôtre : « Le ton et les méthodes d'une dictature intérieure sont funestes lorsqu'ils sont introduits dans le champ de la politique étrangère; il est vrai qu'il est extrêmement difficile de maintenir calme la sphère la plus im-

1. *The Observer* (Londres), avril 1926.

portante quand l'autre est ardente et que les aspirations nationales sont enflammées. Les frontières du monde actuel sont fixées. L'Italie fasciste est vigoureusement et violemment possédée du rêve de l'expansion. Aux dépens de qui doit-il être réalisé, — où et par quels moyens? Les anxiétés, les craintes croissantes sur ce point ne peuvent pas continuer à se propager et à se multiplier sans créer un dangereux état psychologique tant autour de l'Italie qu'en Italie... Aucune nation n'a le droit, pour la seule raison que son taux de natalité est très élevé, de mettre en lambeaux les autres nations. Au point de vue philosophique, l'argument selon lequel un taux de natalité semblable doit être réfréné a tout autant de force que celui selon lequel des prises de possession de territoires sont justifiées de la part d'une race quelconque qui préfère se reproduire à l'excès. Nous sommes dans un siècle où le nombre en soi a de moins en moins d'importance<sup>1</sup>. »

C'est ce que dit aussi M. Joseph Barthélemy, membre de l'Institut. Au cours d'une analyse de la situation italienne, il remarque, après avoir reconnu le péril de guerre qu'elle représente du fait du régime fasciste : « Ce péril s'aggrave lorsque le pays considéré poursuit à la fois une politique d'extension de la natalité et de restriction de l'émigration. Il ne tarde pas à croire aux droits de la prolifération<sup>2</sup>. »

Mais des critiques de ce genre ne sauraient arrêter un Mussolini. Nous avons de lui une conception tout autre que celle de M. Garvin, qui, à la vérité,

est tenu à un certain langage diplomatique, de même que M. Romier. Pour nous, c'est un fou logique. Il a son idée et la suit. Il la poussera jusqu'à sa conséquence ultime qui est la guerre. Rien ne l'arrêtera. Ce mégalomane joue au Napoléon. Il sera, au sens de Carlyle, le « héros » de la Plus Grande Italie. Une de ses maximes favorites est : « Une nation dont le taux de natalité décroît est une nation en marche vers la décadence. »

En cette année 1926 où les menaces italiennes se manifestaient à l'égard de diverses nations, où Mussolini et ses fascistes réclamaient des territoires en se basant sur la surpopulation de leur pays, par une inqualifiable aberration, la répression fasciste se déclenchait contre la propagande en faveur de la désurpopulation, en même temps qu'une campagne commençait pour accroître le taux de la natalité, c'est-à-dire, en l'espèce, pour accroître la surpopulation. Le ministre de l'Intérieur Federzoni nommait une commission pour examiner les voies et moyens d'empêcher « l'insidieuse propagande néo-malthusienne de s'infiltrer dans la sainteté de la vie familiale ». Le taux de natalité, disait-il, décroît dans certaines régions et ce mouvement doit être arrêté, — ce qui est un comble alors que le même gouvernement menace le monde en s'appuyant sur le nombre et l'accroissement de la population italienne.

« L'Italie, disait M. Federzoni, est maintenant sérieusement affectée par la propagande de limitation des naissances. Mais le gouvernement est convaincu que la plus grande richesse de la nation est dans la multiplication de ses enfants, qui est le placement le plus solide en vue d'une invincible expansion mondiale. Il a en conséquence décidé de

1. *The Observer* (Londres), 12 décembre 1926.

2. *L'Avenir* (Paris), 28 décembre 1929.

protéger la famille en diminuant la mortalité infantile et en combattant l'individualiste, matérialiste et égoïste propagande de limitation des naissances. »

La *Tribuna* condamnait la limitation des naissances comme due à « une manière purement hédoniste d'envisager l'existence, opposée à la vraie conception fasciste de lutte, de sacrifice et de soumission de l'individu à des fins nationales coïncidant ici comme partout avec les principes de la moralité catholique<sup>1</sup>... La copieuse floraison des cœurs italiens est le plus puissant instrument de l'inévitable expansion mondiale de l'Italie. »

La propagande militariste va naturellement de pair avec la propagande surpopulatrice; aussi *l'Impero*, dont le titre est tout un programme, mettait-il en relief l'idéal pour lequel les mères doivent être contraintes à enfanter :

« Les enfants ne doivent pas être élevés, comme durant l'ère insipide du libéralisme, dans les délices du pacifisme; mais, dès l'âge de cinq ans, ils doivent apprendre à marcher en formations militaires et à saluer le drapeau... Le citoyen de la nouvelle Italie grandit avec l'idée que l'exercice des armes est viril et qu'être soldat et se battre est un honneur qui n'est concédé par la patrie qu'aux plus dignes... Pensez aux prodigieuses et invincibles armées que ces enfants formeront dans dix ans<sup>2</sup>! »

A cette même époque, le correspondant de Rome de *l'Observer* signalait à son journal la manière

1. Ce qui explique la mesure prise en 1929 de retour à l'éducation religieuse obligatoire dans les écoles primaires.

2. Citations de M. Federzoni, de la *Tribuna* et de *l'Impero*, d'après *The Birth-Control Review* (New-York), juin 1926.

dont les fascistes font leur propagande par affiches illustrées. L'une des plus répandues était ainsi libellée : « Nous, les Italiens, nous avons besoin de territoires, parce que nous sommes prolifiques et que nous entendons rester prolifiques<sup>1</sup>. »

En 1927, on a commencé à lourdement imposer les 3 millions de célibataires entre 25 et 65 ans que comptait alors l'Italie. Cette année-là, l'impôt en question produisit une dizaine de millions de lires qui furent distribuées ensuite à 35.000 familles nombreuses de plus de sept enfants, lesquelles bénéficient en outre d'une quantité d'avantages, notamment l'exemption totale des impôts de l'Etat, de la province et de la commune et une éducation supérieure pour leurs enfants. Ainsi, les citoyens qui contribuent à mettre la collectivité italienne et le reste du monde à l'abri de la guerre sont contraints de participer à l'entretien de ceux qui, par leurs mœurs sexuelles, contribuent à mener le monde à la guerre.

Dans une ville voisine de Côme, les habitants ont été divisés en dix classes par la municipalité. Dans la première, appelée « catégorie d'honneur », se trouvent les couples ayant le mieux servi ce qu'on appelle « l'idéal prolifique », c'est-à-dire ayant au moins sept enfants. Dans la dernière sont rangés les « sans-valeur sociale », gens sans enfants et célibataires.

L'Italie est aujourd'hui sous le régime du « coup de plantoir » obligatoire, — pour parler comme jadis le surpopulateur Paul Hyacinthe-Loison. Et malheur au citoyen dont le « coup » ne porte pas!

Au même moment, un décret punitif du Duce

1. *The Observer* (Londres), 11 juillet 1926.

était émis contre les fonctionnaires qui s'obstinaient à ne pas se marier. Partout, les patrons sont obligés de faire la déclaration aux autorités du nombre de célibataires ou de veufs non remarqués qu'ils emploient; les victimes de cette inquisition sont elles-mêmes contraintes de fournir des informations détaillées quant à leur âge, leur état physique, leur salaire ou leurs appointements.

Les extrémistes vont jusqu'à demander le mariage obligatoire. D'autres suggèrent d'imposer aux personnes sans enfants le port d'une marque extérieure : plaque ou brassard.

Mussolini tient d'ailleurs à ce qu'on sache qu'il se passionne personnellement à l'accroissement de la population, en fait à la surpopulation, témoin cette anecdote que le correspondant romain de l'*Observer* mandait à son journal : « On racontait à Rome, ces jours-ci, que lorsque le podestat d'une grande ville de l'Italie septentrionale se présenta au palais Chigi, Mussolini le reçut avec froideur à cause du bas taux de natalité de son district. « Et « quelles mesures avez-vous prises à ce sujet? » demanda le Premier en lançant son fameux regard de *terribilità* sur le fonctionnaire déconcerté<sup>1</sup>. »

Nous pourrions multiplier ces citations. Celles-ci suffisent à montrer sous son vrai jour la politique italienne et à faire voir où elle mène.

Le gouvernement fasciste s'occupe aussi de réduire le taux de la mortalité. D'un point de vue humain, on ne peut que l'approuver. Mais, ce faisant, il ne vise qu'à accroître la surpopulation existante. Dans une « nation normale » et qui voudrait rester telle, cette lutte pour l'abaissement du taux

de la mortalité n'aurait que de bons effets pour les individus existants ou à naître; mais, dans une nation surpeuplée à l'extrême telle que l'Italie actuelle, elle ne peut se traduire pour la collectivité que par une surpopulation plus grande, donc une misère plus grande, appelant énergiquement l'action répressive d'un frein à la population tel que la guerre.

C'est ce que dit le Docteur G. Valot, qui adhère, comme tout homme de science et de bon sens, à notre thèse de la surpopulation cause primordiale de la guerre :

« La guerre étant devenue un fléau épouvantable, dix fois plus dangereux et détestable que deux cents ans auparavant, les hommes essayent de limiter et si possible de supprimer les guerres à venir. Mais la guerre restera pour un peuple une nécessité biologique lorsque son territoire ne pourra plus suffire au nombre croissant de ses habitants. C'est ce qui va se passer pour l'Italie un jour ou l'autre. L'Italie, qui a 41 millions d'habitants, s'accroît à un taux de plus de 450.000 par an. Nous ne pouvons pas imaginer une baisse, car la fertilité des femmes reste considérable. Grâce à la politique d'hygiène et d'anti-alcoolisme de Mussolini, les taux bruts de la mortalité, qui autrefois étaient plus élevés que ceux de la France, sont actuellement inférieurs. Toute nouvelle diminution de cette mortalité va donner un nouvel excédent de population à un pays qui en souffre déjà cruellement et qui va devenir de plus en plus surpeuplé, et cela sur un sol souvent très peu fertile, avec défaut presque absolu de mines de charbon et de fer. Autrefois, les Italiens, ne pouvant trouver à vivre chez eux, immigraient en masse. A l'heure actuelle,

1. *The Observer* (Londres), 8 janvier 1928.

cela n'est plus possible. Les frontières du monde se ferment un peu partout. Alors la guerre apparaîtra pour elle comme le seul moyen de décongestion<sup>1</sup>. »

Le gouvernement italien s'est, d'autre part, engagé dans une œuvre de multiplication des subsistances qui, aux yeux de tout homme sensé, apparaît comme la préface à tout essai d'accroissement de la population. Pour Mussolini toutefois, cela vient après! Donc l'Etat fasciste a en cours un programme de transformation agraire. Il faisait connaître en 1929 son intention de dépenser à cette fin des sommes énormes (80 millions de livres sterling, disait un enquêteur des *Daily News*<sup>2</sup>, soit, au cours de l'époque, 9 milliards 600 millions de francs). Le cours des rivières doit être modifié quand ce sera nécessaire, les flancs des montagnes seront reboisés, des routes construites, les régions où sévit la malaria assainies et le régime de la propriété changé<sup>3</sup>. Des agronomes ont conseillé la

1. *Causes et Conséquences de l'Heureuse Evolution de la Mortalité dans le Monde*, pp. 159-160.

2. *Daily News* (Londres), 20 février 1929.

3. Ce point vient de recevoir un commencement de réalisation. Voy. un article du *Popolo d'Italia* reproduit par *Lu* du 8 juillet 1932 et intitulé : « Le Fascisme supprime la petite propriété agricole. Recomposition des fonds divisés. » La mesure, qui porte évidemment atteinte au droit de propriété, en matière foncière, tel qu'il a été conçu jusqu'à ce jour, est en somme une mesure étatiste collectiviste nécessitée par la surpopulation. Nous avons toujours prédit que la surpopulation croissante entraînerait fatalement l'introduction de plus d'autorité dans la vie sociale, donc la réduction progressive de la liberté individuelle. Cette mesure le confirme, ainsi d'ailleurs que toutes les autres mesures fascistes; elle est une atteinte sensible au droit, donc à la liberté, des petits propriétaires fonciers. Mais une autre conclusion à tirer de ce

culture intensive avec transplantation vantée par Kropotkine dans *Champs, Usines et Ateliers* et qui est pratiquée en Chine et par quelques grands maraîchers français et anglais. Mais il est douteux que ces réformes, qui d'ailleurs exigent toutes des dépenses formidables d'argent et de labeur, apportent des améliorations adéquates aux espérances fondées sur elles.

En tout cas, qui n'aperçoit l'absurdité du travail de Sisyphe auquel se sont attelés le fascisme et son chef : s'efforcer d'accroître la nourriture en poussant sans cesse les consommateurs à dépasser la

fait, c'est que le fascisme n'est pas une conception de la société qui soit en faveur d'une classe plutôt que d'une autre, des propriétaires capitalistes ou fonciers plutôt que des prolétaires, par exemple. Le droit de propriété, le droit de l'individu propriétaire est sacrifié à la nécessité nationale de nourrir une population en surnombre et que les prêtres de la religion de l'Etat s'efforcent de maintenir telle, pour la seule grandeur de l'Etat italien, prêt à déborder sur le monde et à le soumettre à son empire, et en considération de la seule gloire qui peut en résulter, dans l'esprit des fanatiques de cette conception, pour leur idole. Le fascisme est une religion de l'Etat ou de la patrie — ce qui revient au même, « patrie » n'étant que le nom poétique de l'Etat — qui, à ses fins, asservit et au besoin sacrifie totalement l'individu, quelle que soit sa situation sociale. Naturellement, s'il se trouve y avoir un bénéficiaire de cet état de choses, le capitaliste en est le plus fréquent bénéficiaire, mais non pas invariablement; et cela non en vertu de la mise en pratique de l'idéologie fasciste, mais pour des raisons inhérentes au fait de la lutte pour l'existence, — pour des raisons darwiniennes. La religion fasciste de l'Etat ne fait pas de distinction entre propriétaires et prolétaires dans ses exigences de service envers l'Etat en matière, par exemple, de production agricole ou industrielle, de guerre ou de production génésique. Elle ne connaît que l'individu, — qui doit être maté dans l'intérêt et pour la gloire de l'entité Etat. En ce sens, elle apparaît plus pure, plus sincère — quoique tout aussi haïssable — que la religion de l'Etat qui était exaltée en Allemagne avant la guerre par les Treitzschke et les Bernhardi.

quantité de nourriture produite, — si tant est qu'on réussisse à la produire adéquatement? En admettant même que ce plan réussisse pendant quelque temps à faire marcher de pair la production des subsistances et la production humaine, il va de soi qu'il y a une limite à un tel système. L'action des freins répressifs de la population ne peut être éludée éternellement par d'autres moyens que le frein préventif. Le jour où on le vérifiera en Italie, il y aura toujours une ressource : la guerre.

## CHAPITRE XVII

### LA SURPOPULATION ASIATIQUE ET LES CONFLITS DU PACIFIQUE

Ce n'est pas seulement en Europe que le pacifiste scientifique trouve des exemples pour illustrer sa thèse de la surpopulation cause primordiale de la guerre. L'Asie, plus intensément surpeuplée encore, lui en fournit en abondance. C'est à l'Asie que l'on voit ces multiples foyers de conflagration qu'on voit luire autour du Pacifique. D'un côté, les envahisseurs : l'Inde, la Chine, le Japon. De l'autre, les pays plus ou moins neufs qui se tiennent sur la défensive : Etats-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud. L'U. R. S. S. elle-même doit se tenir sur ses gardes : la Sibérie est un objet de convoitise pour le Japon.

Les conflits qu'occasionne la surpopulation asiatique sont de deux ordres différents : conflits de travail consécutifs à l'émigration; conflits dus au besoin de territoires de peuplement. Telles les araignées enfermées dans la bouteille, ces nations surpeuplées arrivent même à s'entre-dévorer, comme aujourd'hui la Chine et le Japon.

Les sentiments de colère et de xénophobie que suscitent les immigrations de nationaux d'un pays

surpeuplé dans un pays où les conditions de travail sont plus supportables, où, peut-on même dire en ce cas, on peut encore travailler pour vivre, — ces sentiments sont assez compréhensibles. Les immigrants sont prêts à tout pour gagner leur pain; habitués à un type d'existence inférieur, ils travaillent pour un salaire réduit; ayant peur de perdre leur maigre pitance et se sentant à la merci d'un ordre d'expulsion ils ne se rebelleront jamais contre l'exploitation, ils subiront toutes les humiliations : la surpopulation extrême de leur pays a fait d'eux des esclaves et leur arrivée sur le territoire de leur emploi a pour effet de faire descendre de quelques degrés, tout au moins de compromettre, le niveau d'existence de la classe ouvrière autochtone.

Parfois même, la classe ouvrière qui est victime n'est pas celle d'un pays neuf mais d'un vieux pays, comme il en est un en Europe, la France, dont les habitants ont en grande majorité fait le nécessaire pour que leur sol ne soit pas occupé par une population autochtone surabondante, et qui le voient cependant envahi par une foule de représentants de l'intempérance génésique tels que Belges, Italiens, Polonais, etc.

Il faut faire une place aux faits de cet ordre dans le déterminisme psychologique de la guerre : il n'en est pas de meilleurs pour convertir en nationalistes des ouvriers qui autrement seraient tout disposés à se montrer internationalistes, mais qui arrivent un jour à trouver que l'internationalisme qui a pour résultats la réduction de leur salaire, l'échec de leurs revendications et leur mise en chômage, est un internationalisme de dupes. Et en somme ils n'ont pas tort.

Ces conflits de travail arrivent vite, quoique le point de départ ait été d'ordre économique, à dégénérer en haines de races. C'est la conséquence qu'ont eue ceux des pays du Pacifique.

« En 1890-91, dit Romain Rolland, se trouvaient installés dans l'Afrique du Sud, principalement au Natal, 150.000 Indiens. L'afflux de ce peuple étranger provoqua dans la population blanche une xénophobie que le gouvernement se chargea d'interpréter par des mesures d'ostracisme. Il voulut interdire l'immigration des Asiatiques et forcer à partir ceux qui étaient établis dans le pays. Des persécutions systématiques leur rendirent la vie intolérable : taxes accablantes, humiliantes obligations de police, outrages publics, et bientôt lynchages, pillages et destructions, sous l'égide de la civilisation blanche<sup>1</sup>. »

Voilà qui illustre ce que je disais plus haut.

Les premiers Indiens furent introduits en Afrique du Sud il y a environ soixante-quinze ans, sur la demande des cultivateurs de canne à sucre, alors hollandais, qui avaient besoin de main-d'œuvre à bon marché. Mais lorsqu'on s'est échappé de ce pays traditionnel de la famine et de la peste, on ne désire pas y retourner. De sorte que, compte tenu des départs forcés d'une part et des naissances de l'autre, il y avait encore en 1926 en Afrique du Sud 160.000 Indiens, contre 1.500.000 blancs. En réalité, ce sont les classes ouvrières les plus pauvres qui ont demandé au gouvernement de l'Afrique du Sud de restreindre les droits des Indiens et de les déporter en Inde. Comme le font partout les Asiatiques, ils constituaient pour les

1. *Mahâtma Gandhi* (Paris, Stock, 1924), p. 17.

ouvriers blancs non qualifiés une concurrence redoutable avec laquelle ceux-ci ont encore à compter, puisque le veto de la métropole a toujours empêché le renvoi de ces Indiens. Mais, de 1913 à 1924, l'Union sud-africaine a pris diverses mesures législatives ou administratives qui rendent l'immigration indienne pratiquement impossible.

Les blancs de l'Afrique du Sud ont également à compter avec la main-d'œuvre cafre que les capitalistes des mines cherchent à substituer à la main-d'œuvre blanche dans la plus grande mesure possible. Mais de quoi les blancs se plaignent-ils? Les Hollandais, — les Boers, — à l'étroit dans les Pays-Bas, ont envahi le pays des Cafres; les Anglais ont ensuite conquis cette possession hollandaise. Au point de vue nationaliste où se placent tous les peuples, les Afrikanders n'ont aucun autre droit à invoquer que celui de la force : c'est le Cafre qui est « chez lui »! Mais peu importe son « droit de vivre », d'autres « droits de vivre » s'opposent au sien!

Pour les mêmes raisons, les Indiens sont rejetés des autres dominions britanniques, malgré la pression que la métropole a pendant quelque temps exercée sur ces derniers. Mais, par trop d'insistance de sa part, elle aurait couru le risque de la dissolution de l'Empire; aussi, en définitive, les dominions ont-ils eu le dernier mot en cette circonstance. En 1907, des émeutes anti-indiennes éclatèrent aux Etats-Unis, dans l'Etat de Washington. A présent, les Indiens ne peuvent pénétrer ni au Canada, ni en Australie, ni en Nouvelle-Zélande, ni en Afrique du Sud, ni même au Kenia. Il ne reste aux Indiens, comme exutoires, que Cey-

lan, la Malaisie britannique, l'île Maurice et les îles Fidji.

On s'étonnera peut-être de l'ostracisme qui semble frapper plus particulièrement ce peuple. Il suffit de lire le beau livre d'une Américaine, Miss Katherine Mayo : *Mother India*, pour comprendre que, même en dehors de la simple question du travail à bas prix, maintes autres raisons font que les Indiens ne puissent être admis dans les dominions britanniques, non plus qu'aux Etats-Unis, car ils sont, au point de vue de la civilisation, fort au-dessous des plus mauvais éléments de race blanche que l'Union américaine a accueillis au cours de son existence nationale.

Il faut savoir que ce peuple de 353 millions d'individus compte 85 0/0 d'illettrés et que sa religion lui prescrit une morale, qu'il observe à la lettre, où l'absurdité rivalise avec l'abjection et la cruauté. Cette religion lui vaut non seulement sa surpopulation et par suite sa sous-nutrition et en grande partie ses famines, mais les pratiques les plus anti-hygiéniques, d'où naissent et se propagent la malaria, le choléra, la peste, la lèpre, les maladies vénériennes. Un recensement récent a établi qu'il y a en Inde 80.000 fous, 200.000 sourds-muets, 500.000 aveugles dont l'infirmité est en grande partie due à la syphilis ou à la blennorragie, et, pour couronner cette statistique, 130.000 lépreux<sup>1</sup>.

Naturellement, les Indiens s'élèvent contre le jugement porté sur eux par les blancs. S'identifiant aux autres peuples de couleur, Chinois et Japonais, qui sont également exclus de l'immigration dans les mêmes pays, ils s'insurgent contre le traitement dont ils sont l'objet et ils en arrivent

1. Chiffres donnés par le *Daily Telegraph* (Londres), 17 avril 1929.



à la menace, ce qui montre une fois de plus que la surpopulation, même quand on essaie de la soulager dans la voie « pacifique » de l'émigration, est toujours susceptible de conduire à la guerre. Dans ce livre remarquable qu'est *Foules d'Asie*, M. Etienne Dennery signale deux faits significatifs. A son retour d'Afrique du Sud, en 1926, le chef du parti musulman de l'Inde, Sir Abd-ul-Rhaman, dit au correspondant de l'*Indian Daily Mail* de Bombay : « Le mécontentement actuel en Afrique du Sud est le prélude d'une lutte pour la vie et la mort entre les blancs et les noirs. » Et pour la même raison, dans une réunion de Bombay, le secrétaire de l'Union des Indiens émigrés, l'un des Indiens les plus influents de la ville, très modéré à l'ordinaire, déclare : « Nous voulons dire à l'Occident que ces outrages sont à l'origine d'une grande guerre, une guerre qui sera plus terrible même que celle de 1914, une guerre entre la race blanche et les nations de couleur du monde<sup>1</sup>. » Si, là, nous n'avons à considérer que l'étape psychologique du processus de guerre, c'est peut-être uniquement parce que l'Inde est désarmée.

Les deux autres peuples asiatiques dont la prolificité cause l'extrême surpopulation de leur pays, les Chinois et les Japonais, ont été l'objet des mêmes évictions et refoulements de la part des pays neufs.

Les statistiques démographiques concernant la Chine sont peu sûres. Celles de la Société des Nations attribuent à ce pays une population de 453 millions environ en 1930 (y compris la Mandchourie, la Mongolie, le Turkestan et le Thibet; la Chine proprement dite comptant environ 412 millions d'habitants). M. J.-O.-P. Bland, si

1. *Foules d'Asie*, p. 199.

averti sur les questions d'Extrême-Orient, estimait en 1920 le taux de la natalité de la Chine proprement dite à l'énorme chiffre de 55 0/00, ce qui n'a rien d'in vraisemblable, puisqu'en 1930 la Palestine avait un taux de natalité de 52,9 0/00. Une émigration libre avec un accroissement semblable réaliserait la surpopulation absolue du globe en peu de temps.

Les Chinois furent le premier peuple d'Asie à émigrer dans de grandes proportions. Ils sont partout où ils peuvent se glisser. Ils ne le peuvent plus partout. Les Etats-Unis, le Canada, les îles Hawaï, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud leur sont closes. Mais dans le reste de l'Asie et de l'Océanie, ils se répandent et pullulent. On estime à 8 millions au moins le nombre des Chinois qui vivent hors du Céleste Empire. Avant la guerre, on en voyait jusqu'en Europe; ils se trouvaient alors en Allemagne, en Hongrie, en Russie, en France, en Angleterre où, à Londres, ils peuplent tout un district : Chinatown. En 1913, les frères Bonneff s'élevaient contre cette invasion dans *L'Humanité*. « Un danger pour le prolétariat peut résulter de l'introduction en France des coolies chinois », écrivait le syndicaliste V. Renard dans ce journal<sup>1</sup>. En 1911, des coolies chinois furent amenés en grand nombre à Cardiff pour remplacer les dockers en grève. Ils travaillaient à vil prix. Des émeutes se produisirent et l'on incendia les blanchisseries chinoises de la région. Ludovic Nau-deau écrivait à ce sujet : « Ainsi se manifestait une haine longtemps contenue contre ces jaunes qui, de plus en plus nombreux, s'installent dans les grands ports anglais et pullulent particulièrement à Liverpool. On s'imaginait, jusqu'à présent, que

1. *L'Humanité* (Paris), 10 janvier 1914.

de pareils désordres n'eussent pu se produire qu'à San-Francisco et dans les autres villes américaines du Pacifique, là où les immigrés chinois forment d'importantes colonies. Mais un article tout récent du *London Magazine* nous apprenait que, en Angleterre comme en Amérique, la question de l'immigration chinoise tend, de plus en plus, à devenir une sorte de problème national<sup>1</sup>. »

Mais le peuple asiatique que sa surpopulation rend le plus dangereux, c'est certainement le peuple japonais. Il se reproduit un peu moins rapidement que le Chinois, mais son caractère actif et entreprenant le rend plus redoutable. Aussi est-il craint de ses voisins à cause des invasions, voire des guerres, qu'il leur prodigue; il est craint également des pays neufs à cause de son émigration, entachée des mêmes inconvénients pour ces derniers que celle des Indiens et des Chinois, sauf peut-être en ce qui concerne l'hygiène. En conséquence on constate dans les pays où ils ont essaimé les mêmes émeutes pour obliger les pouvoirs publics à les expulser, les mêmes agressions contre eux de la part de ceux à qui ils nuisent, petits commerçants et ouvriers.

C'est à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que les Japonais commencèrent à se répandre abondamment dans les territoires de l'Union américaine bordant le Pacifique, surtout en Californie, région où se trouvaient déjà 120.000 Chinois. En dix années, de 1890 à 1900, leur nombre avait, par immigration, augmenté de plus de 71.000 dans cette région. Un abaissement de leur mouvement d'émigration s'était manifesté de 1900 à 1904 : de 37.000, le chiffre annuel était tombé en ces quelques années à 13.000.

Mais après la conclusion de la paix russo-japonaise, les chiffres de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle furent atteints de nouveau. Aussi, en 1905, aux Etats-Unis, l'agitation ouvrière dirigée contre l'immigration des jaunes déterminait-elle un commencement de mesures de refoulement contre les Chinois. En 1909, en Californie, l'agitation contre les Japonais prit un tour grave, surtout à San-Francisco, et cet Etat tenta de prendre des mesures répressives. Toutefois, le président Theodore Roosevelt imposa la volonté de l'Union fédérale à la Californie. Le surpopulateur de *La Vie intense* ne pouvait guère renier ceux qui mettaient ses idées en pratique! Cependant, en 1913, l'agitation reprit de plus belle, et l'Etat de Californie, que l'intervention de MM. Wilson et Bryan empêchait de prendre une mesure spéciale contre les Japonais, vota une loi interdisant aux étrangers non naturalisables d'acquérir des terrains en Californie. La naturalisation étant interdite aux Japonais parce qu'ils sont Asiatiques, le résultat cherché était néanmoins atteint, sans compter que d'autres Etats de l'Ouest édictaient des mesures administratives contre les jaunes et que les tribunaux rendaient des arrêts toujours à leur détriment. La guerre fut même sur le point d'éclater entre le Japon et les Etats-Unis.

En 1907, un mouvement populaire contre les Japonais et autres peuples de race jaune immigrés se manifesta au Canada. A cette époque l'Angleterre, alliée du Japon, venait d'opposer son veto à une loi votée par la Colombie britannique interdisant l'immigration japonaise. Alors qu'elle n'avait pas réussi à vaincre l'ostracisme dont l'Afrique du Sud et l'Australie avaient frappé les Indiens, elle put empêcher celui dont le Canada menaçait les Japonais. Une émeute qui eut Vancouver pour

1. *Le Journal* (Paris), 23 juillet 1911.

théâtre le 7 septembre, à l'issue d'une réunion tenue par l'Asiatic Exclusion League, et où se trouvaient des agitateurs travaillistes faisant campagne contre la main-d'œuvre jaune, fut la réplique des Canadiens à ce veto. Un certain nombre de boutiques japonaises furent saccagées et une école japonaise fut incendiée. Il y eut de chaque côté des morts et des blessés. Le 17 du même mois, le Congrès des trades-unions du Canada, réuni à Winnipeg, votait à l'unanimité une résolution invitant le gouvernement canadien à demander à l'Angleterre l'abrogation, en ce qui concernait le Canada, de son traité avec le Japon, assurant aux Japonais le libre accès du Canada. Le préambule de la résolution faisait observer que si l'immigration des Asiatiques dans la Colombie britannique continuait, la main-d'œuvre blanche serait bientôt supplantée dans les mines, les pêcheries et les chantiers de bois de construction et que la province serait définitivement perdue pour la confédération. Des lettres concernant l'immigration japonaise, adressées à une importante compagnie houillère de la Colombie britannique pour lui offrir de la main-d'œuvre japonaise appelée à supplanter le travail blanc, furent lues au milieu de la plus vive indignation.

En Australie, où les ouvriers, puissamment organisés, ont conquis, bien avant la guerre, des avantages que les travailleurs européens ne connaissaient pas et qui étaient normaux en pays neuf, les Japonais venaient s'offrir pour le dixième du salaire de l'ouvrier australien. Aussi ne firent-ils pas long feu dans le pays.

M. J.-P.-O. Bland, que j'ai déjà cité, dit : « Les Japonais, comme les Anglo-Saxons, appartiennent à ce type racique qui, lorsqu'il est confronté avec les souffrances et répressions naturelles amenées

par la pression aiguë de la population sur les moyens de subsistance, cherchent instinctivement le remède à cette situation dans l'expansion par la force. » D'autre part, ce qui a quelque saveur précisément sous la plume de cet Anglo-Saxon et vient à l'appui de notre déterminisme de guerre, il avoue avec une belle franchise : « Il ne faut pas perdre de vue que la race anglo-saxonne, sur le continent américain et dans les dominions britanniques d'outre-mer, mue par un impératif instinct de conservation, est fermement unie dans sa résolution de refuser aux races asiatiques tous droits d'expansion dans les continents américain, australien et africain. Or cette détermination n'est pas, comme d'aucuns voudraient le faire croire, une affaire d'antagonisme de races ou de préjugé moral. Elle est fondée sur une pure nécessité économique et son application dépend et devra toujours dépendre, en dernier ressort, de la loi du plus fort; en d'autres termes, de la force. »

M. Bland ajoute, évoquant les deux nécessités contraires, qui sont l'une et l'autre grosses de violence : « On ne saurait nier que, exactement de même que la sécurité de l'existence économique de la Californie, du Canada ou de l'Australie les oblige à exclure la concurrence des immigrants asiatiques, de même la vie économique du Japon le force, soit à chercher outre-mer de nouveaux débouchés à son excédent de population, soit à s'efforcer de s'assurer des avantages économiques dans des régions relativement peu développées du continent asiatique qui le mettent à même d'entretenir et d'accroître son industrie et, ainsi, d'assurer la nourriture à sa population<sup>1</sup>. »

1. *The Observer* (Londres), 26 juin 1921.

Une fois de plus, nous avons là un exemple probant du heurt de deux surpopulations nationales ou impériales à des moments différents d'évolution, avec ses conséquences possibles de lutte par la violence. Les dominions qui font partie de l'Empire britannique, issu de la surpopulation séculaire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, les Etats-Unis qui ont la même origine et doivent en outre leur formation à toutes les autres surpopulations européennes de jadis, ne veulent pas subir la pression de la population des pays asiatiques surpeuplés et dont les émigrants ne tarderaient pas, en cas d'accueil, à les mener à la même situation démographique. L'effet d'un tel refus, fort compréhensible, est évidemment un surcroît de misère sous divers aspects dans les trois collectivités indienne, chinoise et japonaise, et dont la guerre sino-japonaise actuelle pour la conquête de la Mandchourie est un des plus frappants. Mais ce sont ces peuples eux-mêmes qui se sont attiré ces maux. Jamais l'expression employée par Bernhardt, d'ailleurs à contre-sens : *justice biologique*, ne fut mieux appropriée pour qualifier des conséquences d'actes.

En somme, le Japon est une nation surpeuplée et qui veut continuer à se surpeupler en vertu de considérations raciques et religieuses. Son peuple est une collectivité de barbares qu'on taxe de civilisation simplement à cause de l'abus qui est continuellement fait de ce vocable.

Le tableau suivant nous montre la progression de la population japonaise :

Années	Population	Accroissement annuel 0/00
1804.....	25.517.729	—
1846.....	26.907.625	—
1872.....	33.110.796	—
1878.....	34.898.540	7,5
1888.....	39.607.234	11,1
1898.....	43.763.855	9,7
1908.....	49.588.804	15,4
1913.....	53.363.000	—
1918.....	56.667.711	13,6
1925.....	59.736.822	12,4
1926.....	60.684.307	15,7
1930.....	64.700.000	14,2

#### Taux de natalité

Années	0/00
1874-1883.....	25,2
1884-1893.....	28,0
1894-1903.....	31,2
1904-1913.....	33,5
1914-1923.....	33,1
1921-1925.....	34,6
1926-1930.....	33,4

On remarquera que non seulement la population du Japon est en progression constante, mais son taux de natalité lui-même s'accroît, ce qui signifie, selon toute vraisemblance, un accroissement plus rapide de la population dans l'avenir. Mais ce qui est vraiment significatif, c'est la densité de la population par rapport à la terre arable.

*Densité globale de la population*

	Habitants (par km <sup>2</sup> )
Belgique. ....	250
Pays-Bas ....	200
Angleterre ....	189
Japon. ....	152

*Dans les terres arables seulement*

Japon. ....	954
Belgique. ....	629
France ....	171

Si l'on possédait des statistiques démographiques exactes concernant la Chine, on constaterait probablement que ce pays est le plus surpeuplé du monde. Mais, à leur défaut, on peut déduire du dernier tableau ci-dessus que cette qualité est celle du Japon. Il est en conséquence tout naturel de voir figurer l'Empire du Soleil levant parmi les plus belliqueux de la terre; aujourd'hui, le plus belliqueux. Son intense bellicisme est chose normale. Un Japon pacifiste serait un miracle.

La question des subsistances étant d'une importance primordiale en ce pays, c'est l'agriculture intensive qui y est pratiquée. En outre, chacun voulant être cultivateur, les terres y sont morcelées à l'extrême et, en raison de la demande excessive, la rente (ou loyer de la terre) y est très élevée; de sorte qu'à côté d'un prolétariat industriel, le Japon a un prolétariat agricole. Il est en conséquence digne de remarque que le Japon rural est en état continu de troubles intérieurs: le nombre des conflits entre propriétaires fonciers et tenanciers, lesquels prennent parfois l'aspect de l'émeute, y

croît directement en même temps que s'accroît la surpopulation.

*Nombre de conflits et de tenanciers impliqués<sup>1</sup>*

Années	Conflits	Tenanciers
1917.....	85	
1920.....	408	
1923.....	1.197	133.503
1924.....	1.532	110.920
1925.....	2.206	134.646
1926.....	2.008	150.163

Le nombre des grèves ouvrières dans les villes est aussi un indice de l'agitation intérieure croissante résultant de la population: 1921, 250; 1922, 250; 1923, 260; 1924, 330<sup>2</sup>. La statistique suivante<sup>3</sup>, plus détaillée, qui complète la précédente, est encore plus probante:

Années	Grèves	Nombre d'ouvriers impliqués
1924.....	333	54.500
1925.....	293	40.100
1926.....	495	67.200
1927.....	384	46.700
1928.....	393	43.300
1929.....	571	77.300
1930.....	906	81.300
1931.....	2.146	141.700

1. Etienne Dennery, *Foules d'Asie*, p. 37, note 1.

2. *Ibid.*, p. 42, note 2.

3. *Annuaire statistique de la Société des Nations 1931-1932*, p. 72.

Mais les manifestations bellicistes internationales de la surpopulation du Japon sont plus propres à retenir notre attention que les manifestations intérieures. La guerre russo-japonaise fut la plus notoire.

M. Villetard de Laguérie a traité à fond le problème japonais dans un livre qui parut en 1904, peu de temps après que le Japon venait d'attaquer, sans déclaration de guerre, la flotte russe devant Port-Arthur. Dans sa conclusion, il condense en peu de lignes la situation du Pacifique; dans le processus de guerre qu'il décrit, la surpopulation apparaît si nettement comme cause que je crois utile d'en reproduire ici ce passage :

« L'émigration nipponne dans les terres qui jonchent ou bordent le Pacifique diffère profondément des incidents, parfois violents, que suscitent entre les Etats d'Europe ou d'Amérique les allées et venues de leurs nationaux. Elle met en présence deux forces inégales, qui ne peuvent pas plus se combiner que cesser de se développer dans leur plan et selon leur propre équation : le monde anglo-saxon, condamné à se rendre de plus en plus imperméable au travail jaune, et le monde japonais voué plus fatalement encore que le chinois à déborder sur ses voisins. Et elle nous donne le spectacle instructif de l'évolution du « péril jaune ». Il est redevenu militaire parce que le gouvernement mikadonal, acculé à la nécessité d'employer les fusils, canons, cuirassés, torpilleurs payés par l'indemnité de guerre chinoise, est réduit à chercher, en Corée et en Mandchourie, un agrandissement absolument indispensable pour déverser le trop-plein, sans cesse montant, de sa population, et une clientèle, non moins nécessaire, aux besoins créés chez ses sujets par les exigences, également

croissantes, de son fisc. Mais il y rencontre la Russie, pressée, elle aussi, par le besoin de loger, sans la perdre à jamais, une crue annuelle de plus d'un million et demi de paysans des Terres Noires, auxquels ni le Turkestan ni la Sibérie ne peuvent donner le coin de terre producteur du blé nécessaire à leur vie<sup>1</sup>. »

La conséquence de cet état de choses fut, en 1904, la guerre russo-japonaise, qui avait pour but l'annexion de la Corée, pays vaguement tributaire de la Chine et sur le territoire duquel les Japonais s'étaient introduits pacifiquement depuis 1876, à la faveur de négociations tantôt avec la Chine, tantôt avec la Russie, négociations entrecoupées de la guerre sino-japonaise en 1894-1895, qui leur valut la possession de Formose. La Russie, elle aussi, convoitait la Corée pour des raisons similaires à celles du Japon, sinon tout à fait aussi immédiatement impérieuses, du moins dictées par la prévision d'une nécessité prochaine. La guerre entre la Russie et le Japon était fatale et ce dernier en prit l'initiative. « La Corée, dit M. Villetard de Laguérie, est considérée par le Japon comme le prolongement indispensable de son archipel sur le continent. Des forces fatales et parfaitement incoercibles contraignent le Japon à chercher et à trouver un terrain d'épandage; il ne peut le trouver qu'en Asie et, sur ce continent, qu'en Corée. Aucun ministère japonais, aucun gouvernement, quel qu'il soit, ne pourrait laisser une puissance étrangère lui fermer impunément la Corée ou se substituer à lui dans ce pays. S'il n'appelait pas la nation aux armes, elle les saisirait elle-même et renouvellerait 1793 sur l'autre face de la terre, en balayant un

1. *La Corée et la Guerre russo-japonaise*, pp. 142-143.

gouvernement traître à la patrie et en entamant une lutte désespérée, où elle sait bien qu'elle jouerait son va-tout de nation. En déclarant la guerre, au contraire, le gouvernement unit autour de lui tous ses adversaires de la veille et du lendemain<sup>1</sup>. »

Ce caractère populaire des aspirations belliqueuses qui naissent de la surpopulation se rencontre ici une fois de plus. M. Victor Bérard, lui aussi, le reconnaît lorsqu'il écrit : « Depuis la révolution de 1867, qui transforma le Japon féodal en une ruche démocratique, ce sont les besoins mêmes de la foule, les nécessités économiques vitales de la nation qui, de gré ou de force, tournèrent vers la Corée la politique mikadonale<sup>2</sup>. » Là encore, on trouvait le prolétariat — prolétariat au sens intégral — voulant la guerre qui doit apporter les moyens de vivre.

Aujourd'hui, c'est pour la conquête de la Mandchourie, d'ailleurs déjà pratiquement réalisée, que le Japon fait la guerre à la Chine. C'était la partie la moins surpeuplée du Céleste Empire, où les paysans chinois émigraient annuellement par centaines de mille, la partie la plus anciennement peuplée ne possédant plus un pouce de sol inculte et cultivable. Alors que, selon les statistiques de la Société des Nations, la Chine proprement dite (5.059.000 km<sup>2</sup>) contenait en 1930, 411.770.000 habitants, la Mandchourie (1.137.000 km<sup>2</sup>) en contenait 26.443.000. Elle était encore considérée en Chine comme une soupape de sûreté représentant la vie ou la mort de millions d'êtres humains; mais elle lui est ravie par un autre pays au moins aussi surpeuplé. « La question de Mandchourie est pour

1. *La Corée et la Guerre russo-japonaise*, pp. 170-171.

2. *Revue de Paris* (Paris), 15 janvier 1904 : *Questions extérieures. La Corée*.

nous une question de vie ou de mort », disait récemment un homme d'Etat japonais, M. Matsuoka<sup>1</sup>. Il y avait longtemps que les Japonais songeaient à enlever la Mandchourie à la Chine pour obvier à la surpopulation de leur pays, tout en continuant leur activité sexuelle comme ils l'entendent, en toute licence. On écrit tranquillement des phases de ce genre : « Depuis de longues années, les milieux influents japonais avaient conçu l'idée que, seule, la colonisation de la Mandchourie pourrait résoudre le problème de la surpopulation<sup>2</sup>. » La conquête de ce territoire peut résoudre pour un temps les difficultés d'ordre démographique et économique du Japon, mais cette solution est elle-même grosse d'une autre guerre, plus importante, les Etats-Unis se trouvant de ce fait lésés dans leur commerce : la fameuse guerre du Pacifique, qui pourrait bien avoir des répercussions inattendues.

Cette guerre éventuelle, une autorité française pour les choses d'Extrême-Orient, M. Albert Sarraut, ancien gouverneur de l'Indo-Chine, y faisait allusion en ces termes en 1928 : « Le Pacifique est devenu un problème mondial, dont la solution intéresse la paix universelle et concerne même l'avenir de la civilisation. Qu'on ne s'y trompe pas : le Pacifique est le théâtre où se déroulera, à un moment moins éloigné que certains ne l'imaginent, le plus formidable conflit que la civilisation ait jamais connu et auprès duquel la grande guerre par laquelle l'Europe a passé paraîtra une simple escarmouche. De tous les côtés, des puissances se concentrent sur le Pacifique, les yeux fixés sur la

1. Interview par le Professeur Milioukov, dans *Poslednia Novosti* (Paris). Reproduit par *Lu*, 9 décembre 1932.

2. *Deutsche Allgemeine Zeitung* (Berlin). Reproduit par *Lu*, 13 janvier 1933.

Chine, aussi riche que les Indes avec son vaste marché de 500 millions de consommateurs, ses inépuisables ressources minérales et ses centaines de mille acres de nappes pétrolifères et sa réserve, pour ainsi dire infinie, de main-d'œuvre. N'est-il pas possible, en conséquence, d'imaginer que se conclue un jour un accord entre la Russie, la Chine et le Japon afin d'assurer à ce dernier un débouché continental pour sa population et permettant à ces trois puissances d'envisager avec moins de timidité un conflit avec l'Europe<sup>1</sup>. »

Dans une citation qui précède, nous avons vu que M. Villetard de Laguérie parle de forces « parfaitement incoercibles » qui contraignent le Japon à s'épandre sur les territoires de ses voisins. C'est la même idée qu'il exprime lorsqu'il dit que « l'enchaînement de certains phénomènes naturels paraît condamner le Japon à ne pouvoir jamais réaliser le rapport entre la puissance productive d'une contrée et la crue de sa population, rapport dont l'économiste Malthus a si fortement démontré la nécessité inéluctable<sup>2</sup> ». Or ce dont il s'agit ici, c'est la prolificité des Japonais et cette « force » qui fait du Japon un éternel belligérant n'est nullement incoercible. Il suffirait, pour la réprimer, d'employer les moyens appropriés.

Mais ni les gouvernants ni le peuple japonais ne veulent, pour leur part, mettre fin à l'aberration génésique qui distingue les nations asiatiques. Les renseignements que fournit à ce sujet M. Etienne Dennery en témoignent. Aborder cette question au Japon, c'est entrer dans le domaine du sacré. Se reproduire nombreusement est pour le Japonais

un devoir religieux et patriotique. Cependant, en 1921, un homme qui se rendait pleinement compte de la cause du bellicisme de son pays, le baron Shimoto, fils d'un ancien ministre de la Guerre, et sa femme fondèrent une Ligue pour la limitation des naissances<sup>1</sup> qui existait encore en 1929, puisque Mme Marie-Thérèse Nisot décrivait alors la propagande faite par cette organisation<sup>2</sup>. Selon cet auteur, outre cette action, à laquelle participerait l'Américaine Margaret Sanger et qu'appuierait un périodique, organe du mouvement, des intellectuels, des médecins, des hommes politiques, des syndicalistes et même des prêtres, se seraient déclarés favorables à la limitation des naissances. Des centres d'information auraient été établis dans les grandes villes par la Ligue et d'autres par la Fédération du Travail. Un hôpital de Tokio donnerait des informations anticonceptionnelles. Mme Nisot est très enthousiaste. Le malheur est qu'à son enthousiasme au sujet de cette propagande, commencée en 1921, s'opposent les statistiques de la Société des Nations relatives au Japon, celle des naissances notamment :

Années	Naissances
1923 .....	2.043.297
1924 .....	1.998.520
1925 .....	2.086.091
1926 .....	2.104.405
1927 .....	2.060.737
1928 .....	2.135.852
1929 .....	2.077.026
1930 .....	2.085.101

1. *Daily News* (Londres), 20 septembre 1928. Dépêche de la *British United Press*.

2. *La Corée et la Guerre russo-japonaise*, p. 125.

1. Information de l'*Observer* (Londres), 28 août 1921.  
2. *Mercur de France* (Paris), 15 juin 1929 : *Le Malthusianisme en Asie*.



Avec de légères fluctuations, l'ascension du nombre des naissances est à peu près constante.

M. Dennery donne un tout autre son de cloche : « En août 1927, écrit-il, le premier ministre, le baron Tanaka, déclara que la politique de restriction des naissances, malgré ses avantages apparents, ne devait pas être pratiquée... Au début de 1929, le problème fut même soumis à la Diète japonaise. Un projet, dont l'initiative fut prise par M. Tsao Abe et les chefs des partis prolétariens, proposait de reconnaître le caractère raisonnable du contrôle, de permettre l'avortement dans les trois premiers mois et même de le régulariser en cas de mauvaise santé de la mère. Bien entendu, le projet n'aboutit pas... Dans son ensemble, l'opinion nipponne est évidemment hostile à cette solution. Durant l'automne de 1926, une grande revue de Tokyo, le *Taiyo*, fit une enquête auprès de la plupart des personnalités marquantes du Japon. Elle leur demandait de répondre à ces deux questions : Le contrôle de la natalité est-il souhaitable dans une nation surpeuplée? Le contrôle de la natalité est-il souhaitable au Japon? Sur près d'une centaine de réponses, il n'y en eut pas plus de six ou sept positives sur le deuxième point, une douzaine sur le premier : elles venaient de professeurs d'économie politique des universités, de romanciers amis de la civilisation d'Occident, de deux ou trois représentants de syndicats. Mais la plupart des correspondants répondirent négativement sans hésiter. Les hommes politiques, les hommes d'affaires, les officiers sont particulièrement énergiques dans leur opinion. La plupart répondent au nom de la puissance nationale : « Restreindre la natalité, c'est faire décliner l'esprit de la patrie »; ou : « La nation japonaise est la troisième du monde; elle

le doit à la vitalité de sa population »; ou encore : « La population japonaise doit atteindre 100 millions d'hommes. » Les influences étrangères sont parfois violemment dénoncées : « Seuls les espions d'Amérique ou de Russie peuvent conseiller le contrôle de la natalité », déclare un membre du Parlement. Et un autre : « N'imitons pas l'exemple de la France! Gardons notre énergie intacte! » Les arguments religieux ne sont pas négligés : « C'est pécher que de contrôler la natalité, déclare un moine bouddhique, car les ancêtres ont droit aux actions de grâces de nombreux descendants. » Les Japonais préfèrent donc encore le mal au remède : ils se plaignent de leur surpopulation, et ils sont fiers de leur nombre. Ils voient les dangers de l'une, mais proclament la glorieuse nécessité de l'autre<sup>1</sup>. »

Mme Nisot n'est pas moins satisfaite de la propagande pour la limitation des naissances en Chine et en Inde. Seulement, on ne s'aperçoit guère de résultats correspondants. En Chine, le *Chinese Economic Journal* de Changhaï pouvait encore dire l'an dernier : « Dans beaucoup d'endroits, le pauvre limite sa progéniture par l'infanticide, par des méthodes douteuses d'avortement. Et lorsque vient la famine, il vend ou donne ses enfants à qui veut les nourrir<sup>2</sup>. » Aucun chiffre de naissances ne peut malheureusement être cité. Si le Japon est la barbarie organisée, la Chine est la barbarie désordonnée : pas de statistiques de natalité, de mortalité ou autres connexes. Ce pays ignore dans quelle mesure ses habitants se reproduisent.

Quant à l'Inde, où Mme Nisot nous fait voir une propagande et une organisation semblables à celles

1. *Foules d'Asie*, pp. 57-59.

2. Reproduit par *Lu* (Paris), 23 septembre 1932.

du Japon, nous sommes obligé de lui opposer de nouveau la statistique de la Société des Nations :

Années	Naissances
1923 .....	8.466.085
1924 .....	8.317.403
1925 .....	8.125.408
1926 .....	8.395.679
1927 .....	8.516.706
1928 .....	8.882.573
1929 .....	8.565.341
1930 .....	8.690.714

Ces résultats négatifs ne sauraient nous surprendre. Pour obtenir des résultats positifs, il faut autre chose que l'action libre des malthusiens, qui n'est certes pas à dédaigner, mais ne dispose pas des pouvoirs nécessaires pour obliger l'individu à se conformer à l'intérêt général, — lequel, en ce cas, concorde nettement avec l'intérêt particulier, pourvu qu'un individu ne considère pas comme son intérêt de sacrifier le droit d'autrui, scientifiquement défini, à son égoïsme sexuel. Ce qu'il faut faire, on le verra à la fin de ce livre.

## CHAPITRE XVIII

### LA COLONISATION ET L'ÉLIMINATION DES RACES ARRIÉRÉES

Il n'est pas nécessaire de rappeler ici que la colonisation est une conséquence de la surpopulation. Ses causes ont été mises en lumière dans les pages qui précèdent. Elle s'est poursuivie depuis l'antiquité jusqu'à nos jours — car la surpopulation fut de tous les temps — avec une brutalité tantôt cynique, tantôt hypocrite. Et si les aspects superficiels de l'exploitation des peuples arriérés, en quoi se résume la colonisation, changent, c'est parallèlement aux modifications de la vie sociale des nations colonisatrices. Mais aujourd'hui comme dans l'antiquité, il s'agit de ravir la terre aux indigènes; d'accaparer les produits de leur sol et les matières premières que recèle leur sous-sol; de les soumettre à un travail forcé plus ou moins dissimulé; de les convertir en « matériel humain » et d'exploiter comme consommateurs ceux qui ont survécu à la guerre que leur ont faite les colonisateurs. Tout cela est plus ou moins masqué de motifs idéalistes selon la morale de l'époque et la moralité des conquérants, mais, en définitive, il s'agit toujours, pour le peuple colonisateur, de

manger à sa faim, tout en ne se restreignant pas sexuellement.

Quant au peuple conquis, il lui reste à disparaître devant l'envahisseur s'il ne peut s'adapter à la dure situation que celui-ci lui impose et qui s'ajoute, pour hâter sa fin ou sa déchéance, aux conséquences de son propre mode d'activité sexuelle, lequel ne saurait guère être différent de celui de ses vainqueurs, l'humanité se comportant à peu près partout de la même manière en cette matière; de sorte que les pays colonisés ont à supporter les effets de leur propre prolifération et de celle de leurs exploiters. Il ne faut pas s'étonner que sous un pareil fardeau des races entières disparaissent au cours de l'histoire. « Notre vie est faite de la mort des autres », a dit le Dante avant Malthus et Darwin. Il en a toujours été ainsi et il en sera encore de même tant que la production des êtres humains dépassera la production des choses nécessaires à leur subsistance.

Aussi, quiconque s'élève contre les exactions abominables auxquelles donne lieu la colonisation doit-il choisir entre les appellations d'ignorant ou d'hypocrite s'il ne combat pas en même temps la prolificité humaine qui pousse les peuples dits civilisés, plus intelligents et mieux armés, plus forts en un mot que les peuples des races arriérées, à spolier ces derniers et à les éliminer de l'existence.

Nous ne disons rien du belliciste à ce sujet puisqu'il juge son impérialisme excellent et qu'il le présente même comme un devoir, résultant d'un dessein de « Dieu », qui a prévu, pour la gloire de sa « création », l'élévation des peuples de race « supérieure » — celle à laquelle appartient le belliciste — par l'extermination des races « inférieures ». Mais il va sans dire que cette idéologie

mystique est le masque des besoins très prosaïques que nous connaissons.

Au sujet de la colonisation, le bon Malthus émettait la réflexion suivante : « Il reste, en vérité, beaucoup de parties du globe encore incultes et presque inoccupées; mais le droit d'exterminer ou de repousser dans un coin où ils devront mourir de faim les habitants de ces régions peu peuplées sera mis en doute d'un point de vue moral<sup>1</sup>. » Mais la morale de Malthus — lequel n'exprimait que la morale officielle de son temps, la morale chrétienne — n'était prise au sérieux que par lui-même. On sait ce qui est advenu et advient encore de nos jours des terres habitées par les races arriérées et des individus eux-mêmes.

Quelques documents nous éclaireront à ce sujet.

Ingram, parlant de la colonie espagnole d'Hispanolia, qui, divisée en deux Etats, est devenue la République Dominicaine et la République d'Haïti, relate : « On dit qu'en quinze années les Espagnols d'Hispanolia ont réduit les indigènes de un million à 60.000<sup>2</sup>. »

Bouillet, de son côté, dit : « Ils eurent bientôt soumis les indigènes, qui étaient de race caraïbe; mais les mauvais traitements qu'ils leur firent subir ne tardèrent point à les faire décroître à tel point qu'à peine il restait 150 naturels au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. »

Les Espagnols furent d'ailleurs de terribles exterminateurs de peuples. En 1672, le nombre des Incas du Pérou était estimé à 8 millions. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, quand ils se délivrèrent de la domi-

1. *Essay*, liv. I<sup>er</sup>, chap. I<sup>er</sup>.

2. *History of Slavery*, pp. 143-144. Cité par Chapman Cohen, *Christianity and Slavery* (Londres, The Pioneer Press, sans date), p. 34, note 1.

3. *Dictionnaire d'Histoire et de Géographie*, art. *Haïti*.

nation espagnole, ils n'étaient plus que 800.000. « Ce pays, dit Bouillet, fournit pendant trois siècles à l'Espagne une immense quantité de métaux précieux; mais les Espagnols l'exploitèrent avec une cruauté inouïe : ils firent périr par l'excès des travaux une immense quantité d'hommes<sup>1</sup>. »

Il faut lire les pages que Darwin a consacrées, dans le compte rendu de son voyage d'exploration à bord du *Beagle*, à la manière dont ses compatriotes firent la conquête de la Tasmanie ou Terre de Van Diemen. « Tous les indigènes, dit-il, ont été déportés dans une île du détroit de Bass [île de Flinders], de sorte que la Terre de Van Diemen jouit du grand avantage d'être exempte de toute population autochtone. Il semble que cette mesure extrêmement cruelle ait été absolument inévitable, comme étant le seul moyen de mettre fin à une terrible série de vols, d'incendies et d'assassinats commis par les noirs et qui se serait terminée tôt ou tard par leur entier anéantissement. Je crains bien que toute cette succession de méfaits et ses conséquences n'aient eu pour cause la conduite infâme de certains de nos compatriotes... Le comte Strzelecki dit qu'à l'époque de leur déportation, en 1835, le nombre des indigènes était de 210. En 1842, c'est-à-dire après un intervalle de sept années, ils n'étaient plus que 54; et tandis que les familles de la Nouvelle-Galles du Sud, qui n'avait pas été contaminée par les blancs, grouillaient d'enfants, celles de l'île de Flinders n'eurent en huit ans, à elles toutes, que huit enfants<sup>2</sup>! » Ce n'est là qu'un exemple minuscule de ce que fut la colonisation anglaise dans son ensemble.

1. *Dictionnaire d'Histoire et de Géographie*, art. Pérou.

2. Charles Darwin, *Journal of Researches* (Londres, Murray, 1845), pp. 446-448.

Notre époque ne le cède en rien, à ce point de vue, aux siècles précédents. E.-D. Morel, le fondateur de *Foreign Affairs*, dit que le système d'esclavage du Congo belge a réduit la population de ce pays de 12 millions environ en un quart de siècle<sup>1</sup>.

M. Chapman Cohen donne les détails suivants au sujet de cette même colonie : « Des districts entiers furent dépeuplés. Sur une population de plus de 3.000 indigènes répartis entre huit villages, 10 indigènes seulement survécurent. Dans un autre district, la population tomba, en quinze années, de 50.000 à 5.000. La tribu de Bolangui, qui comptait 40.000 personnes, tomba à 8.000<sup>2</sup>. »

Considérant la manière des Belges d'exploiter le Congo, le Docteur Gustave Le Bon dit, avec une pointe d'ironie et de cynisme : « N'ayant nullement la prétention — toujours un peu hypocrite — d'être les bienfaiteurs de l'humanité, ils se sont bornés à devenir les bienfaiteurs de leur propre pays. C'est généralement le seul but qu'on puisse se proposer et obtenir en matière de colonisation<sup>3</sup>. » Mais le pays le plus surpeuplé d'Europe pouvait-il se comporter différemment?

Charles Andler parle de « l'Allemagne, dont les colons ont donné les pires symptômes d' « africainité » et qui a extirpé et fait mourir de faim dans le désert le peuple entier des Herreros<sup>4</sup> ».

Sur ce sujet précis, l'un des documents les plus intéressants que la guerre ait mis au jour est le rapport<sup>5</sup>, publié à Londres en septembre 1918

1. *Truth and the War*, 2<sup>e</sup> éd., Avant-propos, p. xxviii.

2. *Christianity and Slavery*, p. 93.

3. *La Psychologie politique et la Défense sociale*, p. 243.

4. Christian Cornelissen, *Les Dessous économiques de la Guerre*. Préface de Charles Andler, p. 11.

5. Analysé par les *Daily News* (Londres), 12 septembre 1918.

comme mémoire parlementaire, de M. E.-H.-M. Gorges, délégué pendant la guerre, par l'Union Sud-Africaine, à l'administration de l'ex-colonie allemande de l'Ouest-Africain. Il est basé sur un examen de la pratique judiciaire et administrative allemande, sur des documents officiels et autres découverts dans les archives du gouvernement allemand à Windhuk, sur des déclarations faites sous la foi du serment par des Européens familiarisés avec le pays et par des chefs indigènes, ainsi que sur les écrits de MM. Leutwein, gouverneur de la colonie de 1894 à 1905; Rohrbach, le Professeur Docteur Karl Dove et autres autorités allemandes reconnues.

De ce rapport, qui porte sur vingt-cinq années de domination allemande, nous n'avons pas l'intention de détailler ici ce qui est l'ordinaire des exactions et des crimes dont sont victimes les peuples arriérés de la part de leurs maîtres civilisés. Ils sont identiques à ceux qu'on peut reprocher aux autres nations colonisatrices : dépossession des indigènes de leurs biens; rapt et viol des femmes; cruautés d'ordre sexuel impubliables, dit le rapport; séparation des membres des familles selon la convenance des employeurs; répression impitoyable, avec mise à mort systématique d'hommes, de femmes et d'enfants, des rébellions amenées par les exactions et crimes précités, telles celles des Herreros et des Hottentots en 1904 et 1907. Ce que nous en retenons, c'est l'instructif tableau suivant, comparaison entre la population indigène de 1904, avant la rébellion, et celle de 1911, dernier recensement officiel allemand :

	1904	1911
Herreros. ....	80.000	15.100
Hottentots. ....	20.000	9.800
Berg Damaras. ....	30.000	12.800

D'après ce tableau, qui résume l'effet de la politique de domination allemande dans la colonie de l'Ouest-Africain, en sept années, plus des quatre cinquièmes des Herreros et plus de la moitié des Hottentots et des Berg Damaras ont disparu.

Le cas des Indiens Peaux-Rouges est bien connu. Malthus disait à leur sujet : « Si les Etats-Unis d'Amérique continuent de croître, ce qu'ils feront certainement, quoique non avec la même rapidité qu'auparavant, les Indiens seront poussés de plus en plus loin dans le pays, jusqu'à ce que toute la race soit finalement exterminée et que le territoire ne soit susceptible d'aucune autre extension<sup>1</sup>. » C'est ce qui s'est produit. Le nombre des Indiens qui existaient sur le territoire de ce qui est aujourd'hui les Etats-Unis, quand Christophe Colomb débarqua en 1492, a été estimé par le Professeur James Mooney, de la Smithsonian Institution de Washington, à 846.000. Le Professeur William C. Mac Leod, de l'Université de Pensylvanie, l'estime toutefois à plus de 2 millions. Quoi qu'il en soit, le recensement fédéral de 1910 constatait l'existence à cette époque de 265.683 Peaux-Rouges aux Etats-Unis. En 1920, au recensement suivant, ils n'étaient plus qu'au nombre de 244.437. Par contre, pendant cette période de dix années, la population totale des Etats-Unis s'est élevée de 92 à 106 millions<sup>2</sup>.

Le système de refoulement et de privation de

1. *Essay*, liv. I<sup>er</sup>, chap. I<sup>er</sup>.

2. Chiffres fournis par Warre B. Wells, *The Red Man's Future* (*The Observer*, Londres, 16 décembre 1928).

terre employé jadis en Amérique à l'égard des Peaux-Rouges par les Anglo-Saxons et au Mexique et en Amérique du Sud à l'égard des Aztèques, des Incas et autres races par les Espagnols, — ce système est encore pratiqué de nos jours en Afrique, témoin une supplique du Conseil national des Eglises non conformistes adressées au Premier Ministre britannique en 1920, pour demander la cessation de l'expropriation des terres appartenant aux indigènes de Rhodésie, et où il était dit que « les communautés d'indigènes de la Rhodésie méridionale ont perdu leurs droits de propriété sur la terre et que la superficie des « territoires réservés », sur lesquels vivait environ la moitié de la population indigène, a subi récemment une sérieuse réduction<sup>1</sup> ».

Au surplus, cette politique d'éviction de masses d'êtres humains par les peuples vainqueurs n'est pas poursuivie exclusivement contre les races de couleur. Les blancs eux-mêmes sont l'objet d'une sélection de la part de peuples élus par « Dieu », voire par la sainte Evolution. Ce système fut jadis pratiqué par les Anglais au détriment des Irlandais. Il fut question en Allemagne, pendant la guerre de 1914-1918, d'expulser de la partie de la Pologne que les Allemands espéraient enlever à la Russie, tous les Polonais qui y résidaient afin que l'Allemagne pût obtenir une *Land ohne Leute*, un pays sans habitants. Cette déportation massive eût eu lieu surtout au profit des colons allemands alors résidant en Russie. Il y est fait allusion dans la Pétition adressée le 20 juin 1915 au Chancelier d'empire par des professeurs, diplomates et fonctionnaires actifs supérieurs, pétition où il était dit : « Tant qu'il s'agit du changement des frontières

1. *Daily News* (Londres), 28 janvier 1920.

de la Posnanie, de la Silésie Orientale et de la Prusse Orientale du Sud, il est nécessaire qu'une ceinture soit créée, n'appartenant à aucun propriétaire privé et accessible à la colonisation allemande<sup>1</sup> » et « la Russie est plus que riche en fonds de terre, et nous demandons la cession politique de ces fonds, libérés de toute propriété privée<sup>2</sup> ». Seule la défaite empêcha l'Allemagne de donner suite à ce dessein barbare. D'ailleurs, ce n'aurait été que le renouvellement de ce qui avait déjà eu lieu, avant la guerre, en Pologne allemande<sup>3</sup>. Il faut avouer que les Polonais n'étaient guère plus intéressants, en tant que peuple, au point de vue démographique, que les Allemands. On sait ce qu'était leur prolificité. Avant la guerre, ceux d'Allemagne faisaient, à l'intérieur de l'Empire, la guerre aux Allemands à coups de naissances et l'on parlait ironiquement, à ce propos, du « lapin polonais ». Nous ne prenons parti pour aucune nationalité et ne voulons voir que les faits.

J'entends déjà nos nationalistes s'écrier : « Qu'attendre d'autre des Allemands? » Le malheur est que la France a pratiqué, elle aussi, ce que le consul Louis Vignon appelait le « système du refoulement » et qui était, dit le Docteur Gustave Le Bon, « d'une barbarie voisine du procédé des primitifs Américains à l'égard de ces Peaux-Rouges qu'on dépouillait de leurs territoires de chasse en leur laissant la pleine liberté de mourir de faim<sup>4</sup> ».

1. S. Grumbach. *L'Allemagne annexioniste*, p. 103.

2. *Ibid.*, p. 103.

3. Voy. Jules Huret, *En Allemagne. De Hambourg aux Marches de Pologne*, La Question polonaise, pp. 380-462, particulièrement p. 462.

4. *La Psychologie politique et la Défense sociale*, p. 229. Voy. pp. 229-230 la description, par le consul Vignon, du « refoulement » pratiqué en Algérie.

## CHAPITRE XIX

## VERS LA SURPOPULATION MONDIALE ABSOLUE

L'évolution de certaines nations en état de surpopulation agricole vers l'industrialisme n'a cours qu'autant qu'il reste encore sur le globe des territoires libres pour l'agriculture ou d'autres incomplètement exploités. Mais un jour viendra où toute la terre sera mise en culture au maximum de rendement.

A cette époque, la terre, et non plus certains pays seulement, sera en état de surpopulation agricole et elle aura atteint également, de ce fait, ce stade ultime que nous avons appelé surpopulation industrielle. Ce sera alors la surpopulation mondiale absolue. Toutes les terres seront occupées et auront toutes donné leur maximum de production, nourrissant mal une population ayant dépassé le chiffre permis par les subsistances. Les hommes pourront-ils alors songer encore à vivre par une intensification de la production industrielle? L'industrialisation de tous les pays aura supprimé tous débouchés à l'importation. Qui achèterait? Donc, plus moyen de se procurer ailleurs les subsistances manquantes. Les hommes se nourriront-ils de leur

houille, de leur pétrole, de leurs minerais, de leurs produits manufacturés? Ce jour n'est pas encore venu, dira-t-on. Non, mais il est en marche. Et il est relativement peu éloigné. L'humanité attendra-t-elle qu'il vienne? Ne prendra-t-elle aucune mesure préventive? Se laissera-t-elle confronter, comme elle le sera nécessairement, par la guerre d'extermination ou la famine universelle? Il sera alors trop tard pour que la limitation des naissances puisse être de quelque utilité.

Dans son livre : *The Shadow of the World's Future*<sup>1</sup>, paru en 1928, un statisticien anglais réputé, Sir George Handley Knibbs, prédit que si la population mondiale continue à s'accroître comme elle le fait, elle dépassera dans deux siècles le nombre maximum d'humains que la terre sera capable de faire vivre. Le taux d'accroissement actuel doublerait la population en 80 années 1/2 environ, ce qui donnerait une population de 3.900 millions en 2008, de 7.800 millions en 2089 et de 15.600 millions (chiffre d'une réalisation absolument impossible) en 2169. Dans les 20 prochaines années seulement, la population mondiale, à ce taux, sera de 500 millions plus nombreuse.

Le refus d'envisager ce problème, dit-il, serait non seulement stupide, mais criminel au plus haut degré; en tout cas, cela équivaldrait à signer l'arrêt de mort de l'humanité : le sentiment d'inquiétude qui se manifeste aujourd'hui chez toutes les personnes intelligentes, est une sorte de prémonition donnée par le subconscient, du désastre vers lequel marche notre espèce.

Les limites de l'expansion de celle-ci sont moins éloignées qu'on ne l'imagine généralement. Les

1. Analysé dans les *Daily News* (Londres), 26 octobre 1928 : *Is the World doomed?*, par A.-J. Cummings.

difficultés de l'alimentation future seront extrêmement graves. L'épuisement des sources d'énergie nécessaires à tout accroissement important de la population ou à tout progrès dans les types d'existence en usage est un proche danger. Sir George Knibbs nie le bien-fondé de l'idée, si répandue dans le public, qu'un système illimité d'agriculture intensive puisse être pratiqué, assertion qui coïncide avec celle du Docteur C.-V. Drysdale. Toutes sortes de restrictions dans l'alimentation, aussi bien que dans les autres modes d'activité de l'existence — la limitation des naissances, notamment — seront bientôt indispensables. La mise en culture des grandes propriétés foncières qui ne sont pas encore consacrées à la production des subsistances sera réclamée dans un proche avenir par les populations. Une politique d'émigration scientifiquement conçue s'impose dès maintenant.

Selon les calculs de ce statisticien, dans des conditions parfaites, dont l'une serait la généralisation du régime végétarien, la terre pourrait arriver à faire vivre un maximum de 7 à 8 milliards d'êtres humains; mais, vu le peu de temps disponible, il doute que l'humanité puisse prendre les mesures nécessaires à cet effet. Et ce qu'il craint le plus, comme conséquence immédiate d'un tel état de choses, c'est une nouvelle grande guerre à bref délai.

Un savant anglais, le Professeur J. Arthur Thomson, s'est livré, lui aussi, à quelques supputations touchant l'avenir de l'espèce humaine. Il rappelait qu'en 1800 elle comptait 858 millions d'individus. Tenant compte, d'après les experts en la matière, de la surface de terre nécessaire à un homme pour vivre et de la superficie de la terre arable disponible sur le globe, il estime que, compte tenu de

toutes les possibilités de l'agriculture moderne, la population totale que la terre pourrait nourrir est d'environ 5.200 millions et que, au taux d'accroissement actuel, ce total serait atteint dans un peu plus d'un siècle. On sait qu'en 1932 ce total atteignait 2.012.780. Et ses conclusions étaient les suivantes :

« Si la population mondiale continue de s'accroître au taux actuel, elle approchera bientôt de la limite de subsistance. Il peut se faire que quelque découverte biochimique change tout l'aspect du problème, mais ce n'est là qu'une éventualité douteuse. Ce qui est probable, c'est que le taux d'accroissement diminuera à mesure que la densité approchera du point de saturation; mais il appartient à la prévoyance scientifique d'empêcher que ne surviennent de terribles catastrophes telles que la guerre, la famine, les épidémies; et de faire en sorte qu'on ne retarde pas indéfiniment l'application d'un frein à la surpopulation — la limitation des naissances — jusqu'à ce que les conditions d'existence aient atteint un degré de misère insupportable. Le point où l'on se décidera à limiter les naissances sera-t-il celui de la Chine ou de la France actuelles? Le résultat désirable serait qu'on atteignît une population stationnaire longtemps avant d'approcher de la limite de subsistance. Cela peut se réaliser par une chute continue et universelle du taux de natalité. Chez presque tous les peuples civilisés, le taux de natalité est en décroissance constante et c'est dans cette direction que se trouve la sécurité, et même quelque chose de plus que la sécurité : la possibilité d'une vie aussi heureuse que la raison peut le souhaiter. Mais la difficulté du problème est dans la manière dont on peut le mieux



réaliser la décroissance continue du taux de natalité<sup>1</sup>. »

Nous pouvons faire état aussi du calcul du Professeur J.-W. Gregory, membre de la Royal Society, contenu dans un rapport présenté à l'assemblée de la British Association, à Toronto, le 7 août 1924 : « De 1906 à 1910, la population mondiale s'est accrue à un taux qui donne le doublement en 60 ans. Si ce taux se maintenait, les 6.600 millions d'individus qui constituent le maximum que la terre puisse nourrir seraient atteints dans 120 ans<sup>2</sup>. »

Voilà encore de fameux avertissements.

Mais seules y répondent l'ignorance et l'inintelligence des multitudes et l'inertie de ceux qui ont mission de gouverner.

Quant aux pacifistes, cette éventualité de la surpopulation mondiale absolue ne paraît pas les émouvoir : ils attendent la paix d'un désarmement que cette perspective rend de plus en plus impossible.

Au Congrès mondial de la Population qui s'est réuni à Genève en septembre 1927, le Professeur H.-P. Fairchild, de l'Université de New-York, insistant sur la nécessité de limiter en tous pays la population, disait que cinq causes principales sont à l'œuvre pour favoriser l'atteinte du maximum par la population mondiale :

1° Le désir des nations de maintenir leur puissance militaire;

2° Le désir des gouvernants despotiques de régner sur le plus grand nombre de sujets possibles;

3° Le zèle religieux des diverses Eglises et sectes qui désirent avoir le plus grand nombre de fidèles possible;

4° Le désir culturel qu'ont certaines nations de

1. *John o' London's Weekly* (Londres), 27 août 1927.

2. *Daily News* (Londres), 8 août 1924.

dominer le monde en répandant par essaimement leurs caractéristiques particulières;

5° La pure mégalomanie qui désire le nombre pour le nombre lui-même<sup>1</sup>.

Ce ne sont évidemment là que quelques causes principales. On pourrait en découvrir bien d'autres. En tout cas, il importe de mettre un frein à ces diverses manifestations de la folie du nombre et de la domination si l'on veut éviter la surpopulation mondiale absolue.

1. *Daily News* (Londres), 1<sup>er</sup> septembre 1927.

## CHAPITRE XX

LA SURPOPULATION  
CAUSE PRIMORDIALE DE LA GUERRE

Après les arguments que j'ai apportés en faveur de ma thèse, après les faits écrasants que j'ai cités, après les preuves que j'ai produites, est-il un seul de mes lecteurs qui doute encore que la surpopulation soit la cause primordiale de la guerre? Dans l'affirmative, il me faut désespérer de son intellect et, si ce sont tous mes lecteurs qui n'ont pas encore acquis cette conviction, désespérer de l'humanité.

On m'objectera sans doute que certaines guerres furent faites au nom d'idées, ou pour le triomphe d'une religion sur une autre, ou pour des raisons dynastiques. Mais, dans la majorité des cas, ces motifs n'étaient que des apparences masquant la vraie cause qui était d'ordre économique, c'est-à-dire, en dernière analyse, biologique. Les histoires des temps antiques et du Moyen Age abondent en relations de faits d'invasion dues à la famine, donc à la faculté naturelle des hommes de dépasser le nombre permis par leurs ressources en vivres. La surpopulation a existé, avec des fluctuations dues à la dépopulation causée par les guerres, les famines, les épidémies, dans l'antiquité comme dans les temps modernes. Qu'on relise avec l'esprit d'inves-

tigation et l'esprit critique l'histoire de toutes les époques, et l'on s'en convaincra aisément. Mais admettons qu'il y ait eu jadis des guerres faites réellement pour des motifs idéalistes ou religieux ou pour des ambitions de princes, ce qu'on peut assurer, c'est que depuis longtemps il n'y en a plus eu. Les guerres modernes ont été et les guerres de l'avenir seront désormais uniquement des guerres de surpopulation.

Malthus disait qu' « une histoire des migrations et colonisations primitives de l'humanité où il serait tenu compte des motifs qui la poussaient à ces entreprises illustrerait d'une manière frappante la tendance constante de l'espèce humaine à s'accroître au delà de ses moyens de subsistance<sup>1</sup> ». Aussi, dans l'*Essai*, s'est-il longuement étendu sur les invasions des peuples de l'antiquité. Cette lecture ne laisse aucun doute quant à la cause primordiale des guerres antiques : la surpopulation, quelles que soient les causes apparentes que les historiens superficiels — les historiens pour le « peuple » surtout — leur attribuent. D'ailleurs, il faut signaler chez certains historiens sérieux et que distingue leur souci de l'érudition, une tendance à s'affranchir de cette superficialité : leur manière de traiter des conflits humains leur fait inclure dans leurs histoires les causes économiques et parfois même biologiques des guerres.

Qu'on se souvienne de ce qu'on nous a enseigné sur les Croisades, par exemple. L'immense majorité des gens sont persuadés que ce furent des guerres dues exclusivement à des motifs religieux. Mais les érudits n'ignorent pas quels soucis prédateurs et mercantiles se dissimulaient sous le prétexte de la

1. *Essay*, liv. I<sup>er</sup>, chap. VI.

guerre aux Infidèles. Voici ce que dit à ce sujet l'historien Alfred Rambaud :

« Il y eut des causes sociales aux Croisades. La population de la France au XI<sup>e</sup> siècle semble avoir été assez nombreuse. Elle commençait à se trouver à l'étroit... Pour chacune des classes de la société les conditions devenaient chaque jour plus difficiles... L'idée de déverser sur les pays à conquérir le trop-plein des populations européennes n'a pas échappé aux politiques du XI<sup>e</sup> siècle. Le pape Urbain II exprime cette idée presque dans les mêmes termes que pourrait employer un économiste de notre temps qui inviterait les déshérités de l'Ancien-Monde à chercher fortune dans le Nouveau. « La terre que vous habitez », disait Urbain II au Concile de Clermont, « cette terre fermée de tous côtés par des mers et des montagnes, tient à l'étroit une trop nombreuse population; elle est dénuée de richesses et fournit à peine la nourriture de ceux qui la cultivent. C'est pour cela que vous vous déchirez et dévorez à l'envi, que vous combattez, que vous vous massacrez les uns les autres. Apaisez vos haines et prenez la route du Saint-Sépulcre<sup>1</sup>. »

Ainsi, pour remédier à la surpopulation, on organisait l'invasion, on recourait à la guerre, — à la guerre masquée de motifs religieux, de même qu'hier encore chacun des états-majors politiques des partis belligérants arguait de motifs idéalistes pour mener son « matériel humain » au massacre international.

Mais chez les peuplades primitives, le motif de la guerre apparaît à nu. On imagine généralement que c'est parce qu'ils sont de nature belliqueuse

1. *Histoire de la Civilisation*, t. I<sup>er</sup>, pp. 188-189.

que les peuples arriérés sont perpétuellement en guerre. Or c'est certainement là la moindre de leurs raisons de se battre. C'est avant tout parce qu'il faut manger, que la nourriture est rare et qu'on se la dispute.

Parlant des Indiens du nord-ouest de l'Amérique et des guerres entre tribus à la suite d'incursions sur les terres de chasse réservées à telle ou telle d'entre elles, Malthus dit : « Comme il est de la plus haute importance d'empêcher les autres de détruire le gibier sur leurs terres de chasse, ils gardent cette propriété nationale avec une attention jalouse. D'innombrables sujets de dispute se présentent forcément. Les nations voisines vivent dans un perpétuel état d'hostilité les unes envers les autres. Le seul fait de s'accroître dans une tribu équivalait à un acte d'agression contre ses voisins, puisqu'une plus grande étendue de territoire sera nécessaire pour faire vivre la quantité accrue de ses membres. La lutte en ce cas continuera naturellement, soit jusqu'à ce que l'équilibre soit rétabli par des pertes réciproques, ou que le parti le plus faible soit exterminé ou chassé de son pays<sup>1</sup>. » « Leur objet, dans le combat, n'est pas la conquête, mais la destruction. La vie du vainqueur dépend de la mort de son ennemi... La phrase par laquelle les Iroquois expriment leur résolution de faire la guerre contre un ennemi est : « Allons manger ce peuple<sup>2</sup>. »

N'est-ce pas là le rudiment de ce que fut la guerre de 1914-1918? D'une part, la lutte pour l'existence réduite à sa plus simple expression; de l'autre, cette

1. *Essay*, liv. I<sup>er</sup>, chap. IV.

2. *Essay*, liv. I<sup>er</sup>, chap. IV, d'après Robertson, *History of America*.

lutte dans sa plus extrême complexité. Mais dans les deux cas le motif est : manger.

Et Malthus ajoute, avec raison selon nous, au sujet du cannibalisme : « Je suis conduit à penser qu'il a eu son origine dans le besoin extrême<sup>1</sup>. »

Il n'est d'ailleurs nullement nécessaire d'aller jusque chez les sauvages pour vérifier que le cannibalisme est une conséquence de la famine. Il serait fastidieux de citer tous les actes d'anthropophagie qui furent perpétrés en Europe, au cours des guerres du Moyen Age et des temps modernes, et que relatent des chroniqueurs tels que Mézeray. Les récits de la guerre de Trente Ans abondent en témoignages de cette sorte. Et la guerre de 1914-1918 elle-même donna lieu à de tels actes.

Voici mieux. Savourez cet entrefilet du *Daily Mail* et voyez si, dans le fait en apparence insignifiant qui y est relaté et malgré l'aspect commercial sous lequel il se présente, la question des subsistances n'apparaît pas clairement comme une cause directe de rivalité et de guerre entre nations :

« Le sort d'Héligoland à la Conférence de la Paix est une affaire de première importance pour les pêcheurs de la mer du Nord. Un armateur chalutier de Grimsby nous disait hier : « La plus belle « morue se trouve dans un périmètre de trois milles « autour d'Héligoland, c'est-à-dire dans une zone « interdite à nos chalutiers, et ceux de nos hommes « qui avant la guerre se trouvaient accidentelle-  
« ment dans cette limite étaient traités très dure-  
« ment par les Allemands. Un puissant courant « d'opinion règne à Grimsby et dans tous les ports « de pêche de la mer du Nord, selon lequel le gou-  
« vernement, s'il ne conserve pas Héligoland, de-

« vrait au moins s'assurer le droit de pêche pour  
« nos hommes dans les limites territoriales. Ce  
« serait en quelque sorte une compensation pour  
« le mal causé à notre flotte par les Huns. » Des  
mesures sont prises pour soumettre la question au  
gouvernement, de sorte qu'elle ne soit pas perdue  
de vue à la Conférence de la Paix<sup>1</sup>. »

Le cynisme des gouvernants allemands réclamant une « place au soleil » pour leur peuple au détriment des moins prolifiques ou des plus faibles trouve son équivalent dans cette prétention des pêcheurs anglais de s'emparer — de nouveau, car elle appartient longtemps à l'Angleterre — d'une île côtière allemande ou de s'assurer un privilège de pêche dans les eaux territoriales de l'Allemagne. Et comme des gens civilisés ont besoin de prétextes d'un ordre plus élevé que la faim, les Anglais en trouvent un, du reste peu compliqué : compensation, mesure de justice.

Mais on ne saurait mieux comparer ce fait qu'avec celui-ci, cité par Malthus, d'après le capitaine Cook : « Un des principaux objets de guerre chez les sauvages néo-zélandais est la maîtrise des baies et criques où le poisson abonde<sup>2</sup>. »

Un conflit qui s'éleva en 1923 entre l'Angleterre et l'U. R. S. S. avait exactement le même motif que dans le cas d'Héligoland : droit de pêche dans la limite de trois milles des eaux territoriales russes de la Baltique, que revendiquaient les Anglais et que l'U. R. S. S. contestait.

\*\*

Il est piquant de constater que ce grand contempteur de Malthus que fut Proudhon découvrit

1. *Essay*, liv. I<sup>er</sup>, chap. IV.

1. *Daily Mail* (Londres), 20 décembre 1918.  
2. *Essay*, liv. I<sup>er</sup>, chap. V.

enfin, sur le tard de sa vie, précisément en étudiant le problème de la guerre et de la paix, la vérité de la loi de population et reconnu comme la cause primordiale de la guerre celle que je me suis attaché à mettre ici en lumière. En 1861, quatre ans avant sa mort, il écrivait : « La cause première, universelle et toujours instante de la guerre, de quelque manière et pour quelque motif que celle-ci s'allume, est la même qui pousse les nations à essaimer, à former au loin des établissements, à chercher pour l'excédent de leur population des terres et des débouchés. C'est le manque de subsistances; en style plus relevé, c'est la rupture de l'équilibre économique<sup>1</sup>. »

Même constat chez les scientifiques, à qui il a suffi d'observer, après la nature, les sociétés humaines. — qui sont encore la nature.

Broca disait, le 5 juillet 1867, à l'Académie de médecine : « Qu'arrive-t-il là où les hommes se multiplient sur un sol inextensible? On commence par se serrer, on défriche les bruyères, on fertilise les landes, on dessèche les marais... Jusque-là, c'est à merveille; mais il arrive un moment où toute la terre est occupée. Et après? Il reste la ressource de l'émigration. On s'expatriera donc; on ira par delà les mers exproprier et détruire peu à peu les races plus faibles que les nôtres; on remplira l'Amérique, l'Océanie, l'Afrique australe. Mais la planète où nous sommes n'est pas élastique... Que se passera-t-il alors dans les générations futures, lorsqu'elles auront épuisé la ressource temporaire de l'émigration? On y verra s'aggraver cette lutte pour l'existence que Darwin a appelée *struggle for*

1. *La Guerre et la Paix*, t. II, p. 98.

*life*, qui se manifeste dans la nature à tous les degrés de l'échelle des êtres<sup>1</sup>. »

Voici maintenant quelques témoignages contemporains :

Du Docteur Sicard de Plauzoles : « L'accroissement de la population dans un pays n'est un bien ni pour l'individu qui habite ce pays, pour lequel les conditions de la vie deviennent plus difficiles; ni pour l'ensemble de la population, obligée de chercher des moyens d'expansion et dont une partie doit émigrer; ni pour les pays voisins, ou même éloignés, menacés par l'invasion pacifique ou brutale de la race prolifique<sup>2</sup>. »

Du Docteur Anton Nystroem : « A la longue, l'accroissement non entravé de sa population doit, sans aucun doute, devenir un danger pour une nation aussi bien que pour la paix du monde... Les nations civilisées ne devraient plus permettre cette propagation sans règle et sans responsabilité<sup>3</sup>. »

Du Professeur J. Arthur Thomson : « Si l'accroissement de la population se poursuit comme il a lieu actuellement... il nous faudra vraisemblablement subir maintes atrocités dans la lutte pour l'existence, à moins qu'on ne se décide à pratiquer la limitation des naissances<sup>4</sup>. »

De M. Louis de Launay, membre de l'Académie des sciences : « Il existe, pour une étendue et une nature de territoire déterminées, un chiffre de population optimum, au-dessous duquel il est difficile de descendre sans courir le risque d'être en-

1. Cité par le Docteur Sicard de Plauzoles, *La Maternité et la Défense nationale contre la Dépopulation*, p. 23.

2. *La Maternité et la Défense nationale contre la Dépopulation*, p. 20.

3. *Avant 1914, pendant et après*, pp. 293-294.

4. *John o' London's Weekly* (Londres), 7 décembre 1929.

vahi, mais qu'on ne dépasse guère sans mourir de faim ou devenir envahisseur<sup>1</sup>. »

De la Doctoresse Madeleine Pelletier : « Tout accroissement exagéré de population est mauvais, puisqu'il prépare la guerre<sup>2</sup>. »

Du Docteur G. Meillère, président de l'Académie de médecine : « Tant qu'il existera sur le globe des races prolifiques en contact immédiat avec des peuples à natalité restreinte, le problème de la paix perpétuelle restera une chimère et des conflits aigus ou chroniques déchireront l'humanité. La guerre brutale, odieuse dans ses raffinements à allure scientifique, ou la pénétration méthodique, forme peut-être plus sûre d'expropriation systématique, se partagent la faveur des populations exubérantes<sup>3</sup>. »

Félix Le Dantec, biologiste qui unissait le souci de la science pure au goût de la spéculation philosophique, nous a laissé des pages de pensée profonde sur le sujet de la guerre et si, de par son pessimisme, il n'en concluait pas tout à fait comme nous dans ses prévisions il était indiscutablement des nôtres au point de vue de la cause même de la guerre, comme on peut le vérifier dans *Savoir!* et dans *L'Egoïsme seule base de toute société*, où se trouve une analyse magistrale de l'évolution de l'espèce humaine en ce qui concerne la population et les subsistances. C'est là qu'il dit : « La multiplication des hommes en temps de paix prépare fatalement des guerres prochaines. Si les poètes ont chanté un âge d'or, c'est sans doute grâce au souvenir d'une période de paix et d'opulence que rencontra une famille humaine dans un canton fertile,

et qui dura jusqu'au moment où le nombre des habitants fut trop grand. Cet âge d'or eût sans doute duré plus longtemps si la procréation des hommes avait été réglementée et limitée, comme le demandent aujourd'hui les malthusiens<sup>1</sup>. »

Le Docteur Gustave Le Bon cite, en y adhérant, l'opinion d'un économiste qu'il ne nomme malheureusement pas et qui dit : « De tous les périls qui menacent l'humanité civilisée, celui de la surpopulation est le plus net, le plus sûr et non le plus lointain; si bien que toute la question internationale, les guerres possibles de l'avenir et le désarmement tant rêvé en dépendent directement<sup>2</sup>. »

Fait digne de remarque, un socialiste, M. Henri Sée, professeur à l'Université de Rennes, reconnaît que la surpopulation est la cause de l'impérialisme, donc de la guerre. Il dit : « Nul doute qu'un accroissement excessif de population ne soit l'un des facteurs les plus décisifs de l'impérialisme, quelle que soit la forme qu'il prenne : colonial en Angleterre, militariste et conquérant en Allemagne. « De l'impérialisme italien, il dit qu'il « a comme facteur essentiel une population excessive, que le sol assez peu fertile de l'Italie est incapable de nourrir, surtout à un moment où l'émigration aux Etats-Unis est entravée si rigoureusement ». Et c'est encore la même thèse qu'il soutient au sujet de la France en disant que, « de toutes les grandes puissances de l'Europe, la France est la seule qui, grâce à la richesse de son sol, à la variété de ses productions et à sa médiocre densité de population, n'a aucune raison de se laisser entraîner vers l'impé-

1. *Candide* (Paris), 17 octobre 1929.

2. *Dépopulation et Civilisation*, p. 13.

3. *La Tribune médicale* (Paris). Cité par la *Grande Réforme* (Paris), février 1933.

1. *L'Egoïsme seule base de toute société*, pp. 217-218.

2. *L'Evolution actuelle du Monde*, p. 92.

rialisme; nulle, au contraire, n'a plus de raison de pratiquer une politique résolument pacifiste<sup>1</sup>. »

L'écrivain anglais H. Wilson Harris, un spécialiste réputé des questions de politique étrangère, dit : « Il est absolument vrai que le facteur surpopulation, s'il est laissé à lui-même, engendre la guerre<sup>2</sup>. »

Dans le recueil posthume de ses derniers écrits, Nelly Roussel, cette femme remarquable, trop tôt disparue et dont le carnage de 1914-1918 n'altéra pas la vive intelligence et le cœur généreux, proclame par delà la tombe que la guerre européenne nous a donné « l'épouvantable preuve des maux que cause la surpopulation : l'éclatement des frontières sous la poussée des foules trop denses qu'elles ne peuvent plus contenir<sup>3</sup>. »

Et l'opinion d'un artiste tel qu'Anatole France ne doit pas être passée sous silence : « On conçoit que, dans l'état actuel du monde, des peuples qui font beaucoup d'enfants et fabriquent beaucoup de produits, cherchent au loin des territoires et des marchés et s'en assurent la possession par ruse et violence<sup>4</sup>. »

À ces témoignages recueillis pour ainsi dire au hasard de mes lectures, je pourrais certainement en ajouter beaucoup d'autres : il me suffirait pour cela de faire les recherches nécessaires. Ceux que j'ai reproduits ici suffisent à montrer que les intellectuels véritables et sincères sont avec nous. Mais en voici deux autres qui ne manquent pas de saveur et que la nature de la thèse soutenue ici me permet de qualifier d'« aveux ».

1. *La Nouvelle Revue socialiste* (Paris), 15 juin-15 juillet 1927.

2. *Daily News* (Londres), 3 janvier 1927.

3. *Derniers Combats*, p. 66.

4. *Sur la Pierre blanche*, p. 266.

Il m'est arrivé de constater que certains nationalistes sont parfaitement informés de la cause primordiale de la guerre. Voyez, par exemple, ce qu'écrivit M. Jean Gazave, dans *l'Action française* : « Il viendra par force un moment, et sans doute avant 1941, où l'Allemagne sera bien en peine de nourrir ses 47 millions d'adultes et ses 20 millions d'enfants, des fruits de son sol, même augmentés du produit de ses exportations. La Grande-Bretagne est-elle sûre de trouver toujours, dans le commerce maritime, l'appoint nécessaire pour faire vivre ses 34 millions d'adultes et un chiffre proportionnel d'enfants, sur un territoire capable de leur fournir de quoi manger deux jours par semaine? Si le fascisme veut enrayer l'émigration des Italiens, comment les alimentera-t-il? La plus grande crainte que provoquent de telles statistiques, c'est de nous forcer à penser qu'avant même 1941, des peuples étoufferont dans leurs frontières. Et comme notre sol est le plus riche et notre population la moins dense, c'est à nous qu'échoit la plus grande chance d'être envahis. Ce qui pose encore un problème politique, le premier, le plus essentiel de tous : celui de la paix et de la guerre<sup>1</sup>. »

Or il va de soi, et même si on l'ignorait les lignes ci-dessus nous en avertiraient, que *l'Action française* est pour la politique de Gribouille : accroître la population française, ce qui aurait pour résultat que l'Europe se surpeuplerait encore davantage et que la guerre serait encore plus menaçante, — la guerre qui, elle le reconnaît, est causée par la surpopulation. De tout essai d'entente en vue d'un désurpeuplement général et contrôlé, on sera en ce milieu l'ennemi déclaré et, pour éviter d'en exa-

1. *L'Action française* (Paris), 11 décembre 1927.

miner l'idée, on la tournera en dérision. On le voit à la lumière de notre théorie, tout nationalisme, « intégral » ou non, est un obstacle à la paix, dans la mesure où il entrave la limitation mondiale des naissances. Il est bon de le faire remarquer en passant.

Le second de ces aveux nous est fait par un apologiste bien connu de la guerre, M. Constantin Weyer, collaborateur de l'organe du « nationalisme intégral ».

« Avez-vous jamais considéré, écrit-il, la croissance d'une plante quelconque, d'un inoffensif radis, par exemple? Si vous l'avez fait, vous remarquerez qu'il s'est développé en grosseur au détriment de *l'espace* environnant. L'espace, c'est toujours la condition essentielle de la croissance d'un être organisé. L'espace, c'est, tout d'abord, l'air et la nourriture. Pour croître, le radis a besoin d'entamer une guerre de conquête territoriale contre l'humus, d'abord, et, ensuite, contre les plantes — fussent-elles de la même espèce — qui entrent en concurrence immédiate avec lui. Si civilisé que puisse être l'homme, les lois biologiques l'obligent, *sous peine de mort*, à recommencer éternellement l'histoire du radis. Le plus souvent, les apôtres du pacifisme ignorent, ou semblent ignorer, que tout peuple en voie d'accroissement est obligé de lutter perpétuellement pour caser et nourrir ses enfants. J'ajoute que l'argument qui consiste à dire : « Donnons à tel peuple nos colonies » n'a aucune valeur, car un jour viendra forcément où il aura absorbé le nouveau territoire mis à sa disposition et où il sera obligé de recommencer une conquête territoriale. Supposons maintenant que les frontières soient abolies, selon le vœu d'un certain nombre de rêveurs. L'accroissement de la population n'en continuerait

pas moins — à en croire les statistiques des Soviets, la Russie soviétique est en voie d'accroissement de population (?) — et la lutte pour l'espace et pour la nourriture se ferait de concitoyens à concitoyens, au lieu de se faire de nation à nation. En un mot, la guerre civile viendrait tôt ou tard remplacer la guerre tout court. Je ne vois pas ce que l'humanité y gagnerait. La littérature défaitiste qui fleurit aujourd'hui en France (avec l'encouragement du Quai d'Orsay) nous ouvre donc les yeux sur l'incroyable ignorance de quelques-uns de nos « intellectuels » sur les faits les plus simples et les plus facilement constatables de la biologie. Les leçons des sciences naturelles et celles de l'histoire se superposent très aisément. Les unes éclairent les autres. Il n'y a pas, sans doute, de quoi être fier de voir que toute notre intelligence ne peut nous arracher aux lois qui régissent le radis et la carotte, mais l'humilité a toujours été une vertu chrétienne. Il n'y a guère que les chrétiens démocrates qui puissent être assez orgueilleux pour prétendre s'affranchir de lois qui émanent évidemment de la volonté divine, puisqu'elles sont d'ordre assez universel pour qu'elles régissent à la fois la plante, l'animal et l'homme<sup>1</sup>. »

Ainsi M. Constantin-Weyer confirme ce que nous disons sur la cause biologique de la guerre et sur l'impossibilité d'abolir ce fléau par les moyens des pacifistes du type courant. Ce bon chrétien affirme même, avec Joseph de Maistre et le général de Moltke, que la guerre découle de la volonté divine, ce que j'admettrais parfaitement si je croyais à l'existence de « Dieu ». Mais il laisse le problème sans solution; pour lui, il n'y en a pas : la guerre

1. *L'Action française* (Paris), 30 octobre 1930. (Italique et parenthèses de l'auteur cité.)



est éternelle, ce dont il ne se plaint d'ailleurs nullement, car il l'aime. Aussi peut-on être certain qu'il est l'ennemi de notre méthode préventive de la guerre.

Mais il suffit que par son aveu il serve notre thèse. Grâce à lui, nous pouvons tenir au belliciste et au pacifiste non scientifique le même langage : Vous le voyez, la cause de la guerre est dans la procréation excessive d'enfants. Le remède est indiqué par le mal. Puisque la cause de la guerre est « trop d'enfants », son remède est « moins d'enfants ».

## CHAPITRE XXI

### DROIT DE SE REPRODUIRE ET DROIT DE VIVRE

Si l'on reconnaît à l'individu le droit de pulluler, de se reproduire selon son bon plaisir, il faut aussi reconnaître à ceux qu'il a jetés dans l'existence le droit de vivre. Les deux droits se tiennent. Tout être humain est fondé à dire : « Deux êtres m'ont mis au monde; la société a sanctionné leur droit de se reproduire (dans certains cas, même, elle les a subventionnés à cet effet); moi qui en suis le résultat sans que j'aie demandé à naître, j'ai le droit de vivre; que la société s'arrange comme elle le pourra, elle me doit le type normal d'existence admis par elle. »

Ce droit est effectivement reconnu dans les pays civilisés. Officiellement et théoriquement, tout individu a le droit de vivre, de même que (sauf les internés) le droit de se reproduire.

Mais à quoi correspond, dans la réalité, ce droit de vivre?

Dans la nature, le droit de vivre n'existe que sous l'unique forme du pouvoir de vivre, de la force de vivre. Si, dans un conflit entre deux individus, le plus fort tue le plus faible, il prouve par là qu'il a le droit de vivre, lequel se confond avec son pouvoir de vivre — et de tuer. Dans la nature, droit de

vivre = droit de tuer = pouvoir de vivre, — pour le vainqueur.

Quant au plus faible, en disparaissant, il a montré qu'il n'avait pas le droit de vivre, puisqu'il n'en avait pas le pouvoir.

La société, au fond, n'a été jusqu'à ce jour que l'organisation de la nature, dont l'esprit, si l'on peut dire, a été conservé, — exception faite, toutefois, pour la toute récente société de l'U. R. S. S., qui s'efforce de transformer cet état de choses; sans grandement y réussir, reconnaissons-le, tant la nature humaine, qui n'est qu'une parcelle de la nature pure et simple, se montre peu apte à vivre l'éthique de justice et d'amour.

L'idéologie humaine a imaginé le droit de vivre, mais il demeure dans la société ce qu'il était, avant la lettre, dans l'état de nature : théorique, platonique; on n'a le droit de vivre qu'autant qu'on a, d'une manière quelconque, le pouvoir de vivre. A la rigueur de cette loi, il a été apporté, il est vrai, des tempéraments, d'ailleurs souvent dérisoires, dans les sociétés les plus civilisées; mais, en définitive, le fait fondamental, essentiel, demeure vrai : le droit de vivre de l'individu y est subordonné au pouvoir que cet individu a de vivre. La lutte pour l'existence y sévit comme dans la nature, quoique soumise à certaines formes, et seuls les plus aptes survivent, une gradation s'établissant, en outre, pour les survivants, dans la jouissance de la vie, selon la somme de puissance, de force dont ils disposent. Ce que Pottier disait du droit du pauvre :

*Le droit du pauvre est un mot creux,*

exprime exactement le droit qu'a l'individu de vivre alors qu'il n'en a pas le pouvoir : c'est une affirmation sans sanction.

Il n'est pas de meilleur soutien de cet état de choses que la surpopulation, phénomène naturel qui, pour les plus faibles, est à la fois aggravé et masqué par le régime capitaliste, organisation sociale de l'égoïsme inférieur. Dans une société qui se serait préservée de la surpopulation, dans une société où le chiffre de la population serait déterminé par les subsistances disponibles, dans une société enfin dont les individus se seraient rendus maîtres de leur faculté de procréation, la lutte pour l'existence serait tout entière tournée par l'homme contre la nature, non contre son semblable : il ne s'y trouverait pas de pauvres; il n'y aurait personne à éliminer; chacun pourrait jouir de la vie au maximum. Le droit de vivre n'y serait plus une illusion, puisque tout le monde y aurait le pouvoir de vivre. Et ce qui est vrai pour la société des individus, la société nationale, l'est également pour la société des nations, la société humaine.

Dès qu'une société dépasse le stade de l'équilibre entre la population et les subsistances, tout individu nouveau, en vertu de sa seule naissance, de sa seule présence sur le territoire de cette société, contribue à en faire disparaître un autre ou tout au moins, dans les débuts de la surpopulation, à réduire le type de bien-être de tous les autres. Si tous les nouveaux venus ne contribuent pas à susciter la guerre intérieure ou extérieure, ils aident à introduire dans le milieu social la disette, qui peut devenir famine. D'une manière ou d'une autre, tôt ou tard, les individus en surnombre doivent disparaître; mais la reproduction ne s'arrête pas pour cela, de sorte que la mort prématurée ne peut pas s'arrêter non plus. C'est en somme ce qu'a dit Le Dantec, qui n'envisageait ce fait que dans nos sociétés extrêmement surpeuplées : « La mort d'un

certain nombre d'individus est la condition indispensable de la vie des autres<sup>1</sup>. » Ailleurs, il dit encore : « Il est bien certain que, à partir d'un certain moment, la survie d'un être dans le milieu peuplé au maximum est subordonnée à la mort d'un ou de plusieurs autres êtres détenteurs de substances assimilables<sup>2</sup>. »

Esprit essentiellement réaliste, Malthus ne pouvait que constater le néant du droit de vivre en soi. C'est justement cette clairvoyance qui lui valut la haine de tous ceux qui ont horreur de la vérité. Il disait à ce sujet : « Si l'on enseignait que tous ceux qui naissent ont un droit à l'existence sur un territoire limité, quel que soit leur nombre, et qu'il n'y a pas lieu d'user de prudence en matière de mariage afin de contenir ce nombre, on céderait inévitablement à la tentation, d'accord avec tous les principes connus de la nature humaine, et il arriverait qu'un nombre sans cesse croissant d'individus dépendraient de l'assistance paroissiale. Il ne peut par conséquent y avoir d'inconséquence et de contradiction plus grandes que le fait, par ceux qui soutiennent ces idées, de se plaindre cependant du nombre des pauvres. De semblables idées et une foule de pauvres sont inévitablement unies, et il est complètement hors du pouvoir d'aucune révolution comme d'aucun changement de gouvernement de les séparer<sup>3</sup>. »

Ce raisonnement de Malthus au sujet des individus s'applique également aux nations : dès lors qu'il est universellement admis qu'on puisse faire naître une quantité d'hommes supérieure au nom-

1. *Le Problème de la Mort et la Conscience universelle*, p. 50.

2. *L'Egoïsme seule base de toute société*, p. 58.

3. *Essay*, liv. II, chap. VII.

bre permis par les subsistances que produit le sol sur lequel ils vivent, on ne peut en même temps, sans illogisme, se plaindre de ce qu'ils attaquent d'autres hommes, au moyen de la guerre, pour s'approprier leurs moyens d'existence.

Une nation n'est qu'une abstraction désignant l'association d'un certain nombre d'individus. Il est évident que si les deux droits de se reproduire et de vivre sont reconnus aux individus, ils sont de ce fait même reconnus à la nation, puisqu'elle n'a d'existence que par les individus qui la composent. Et c'est bien aussi ce qui a eu lieu jusqu'à ce jour, — théoriquement tout au moins, et non moins théoriquement, non moins platoniquement que pour l'individu. Mais, nous l'avons vu, le droit de vivre est un mot creux s'il n'est pas appuyé par le pouvoir de vivre. Et, nous l'avons vu, le pouvoir de vivre se manifeste au besoin par le pouvoir de tuer. Autrement dit, cette lutte pour l'existence entre individus isolés, dans la nature et dans la société, doit être logiquement et se trouve effectivement et nécessairement transférée aux associations d'individus appelées nations. Cette lutte, alors, se nomme la guerre.

Si le droit de vivre existait réellement, s'il n'était pas une illusion, les nations auraient-elles besoin de se battre pour assurer leur existence? Mais peut-il exister là où le pouvoir de vivre est un néant?

C'est cependant sur ce mensonge conventionnel du droit de vivre que les peuples prolifiques et leurs dirigeants se fondent pour justifier la préparation à la guerre, la guerre elle-même, l'invasion de territoires étrangers et tout ce qui s'ensuit.

C'est ainsi que, parlant de ses compatriotes, Bernhardt affirme le « droit que leur donne l'ac-

croissement de leur population d'étendre leur empire<sup>1</sup>. »

Dans un discours prononcé en juin 1918, au quartier-général allemand, Guillaume II parlait du « peuple allemand en armes, dans sa lutte décisive pour l'existence et pour le droit de vivre<sup>2</sup>. »

En novembre 1916, M. Herbert Bayard Swope publiait, dans le *New York World*, une relation<sup>3</sup> d'une enquête faite par lui en Allemagne, relation qui renfermait un exposé des buts de guerre de ce pays. Cet exposé avait été préalablement soumis au Chancelier de l'Empire, M. de Bethmann-Hollweg, qui l'avait approuvé. Or on y trouve cette précieuse affirmation : « Le droit de vivre entraîne comme corollaire le droit à l'expansion et c'est pour ces deux droits que nous nous battons contre ceux qui voudraient nous les dénier. »

En août 1932, le général Muto, commandant les armées japonaises en Mandchourie, proclamait : « L'action militaire du Japon est l'instrument de la plus grande justice!<sup>4</sup> » La plus grande justice, c'est-à-dire le droit de vivre du peuple japonais, qui use largement du droit de se reproduire et de son « corollaire le droit à l'expansion », comme disait le Chancelier de l'Empire allemand.

En réalité, par la guerre, les peuples cherchent à s'assurer le pouvoir de vivre — en supprimant ou assujettissant leurs concurrents dans la lutte pour l'existence.

La note juste en matière de droit de vivre, parmi les nations comme parmi les individus, a été donnée

1. *Notre Avenir*, p. 24.

2. Cité par les *Daily News* (Londres), 18 juin 1918.

3. Reproduite par les *Daily News* (Londres), 9 novembre 1916.

4. Dépêche de Tokio. Les journaux, 30 août 1932.

par Maximilien Harden, qui écrivait dans sa *Zukunft*, pendant la guerre : « De quel côté est le droit? Demandez au hêtre qui lui a donné le droit d'élever sa cime plus haut que le pin et le sapin, le bouleau et le palmier. Dans le feuillage du hêtre retentira comme une tempête : « Mon droit, c'est ma force! » Le droit qu'à son baptême chaque peuple a reçu de vivre, de se développer, de pousser vers le ciel, ne relève d'aucun juge. De quel côté est le droit? — Du côté où se trouve la force<sup>1</sup>. »

L'Allemagne ayant été vaincue, n'ayant pas eu pour elle la force, n'avait pas non plus, de l'aveu de Maximilien Harden, le droit de vivre! Ce qu'elle n'avait pas, en réalité, ce que n'a aucune nation aujourd'hui en Europe, pour ne parler que de notre continent, c'est le droit — non plus celui qui résulte de la force, mais le droit moral qui résulte de la raison éclairée par la science — c'est, dis-je, le droit de se reproduire comme elle l'a fait avant la guerre de 1914-1918, dont sa prolificité a été une des causes dominantes. C'est ce que reprochait à la nation allemande, avec justice, le Docteur Anton Nystroem : « Les Allemands ne comprennent pas qu'ils n'ont pas droit à une telle vie sexuelle au beau milieu de l'Europe<sup>2</sup>. »

Peut-être — ce n'est pas certain — le peuple allemand lui-même l'a-t-il compris, puisque son taux de natalité est aujourd'hui inférieur à celui de la France (ce qui ne veut pas dire que l'Allemagne ne soit pas surpeuplée actuellement) ; mais ses dirigeants en sont encore, au point de vue intellectuel, en matière de droit de se reproduire, au même

1. Cité par A. Daudé-Bancel, *Le Mouvement ouvrier français pendant la Guerre* (Paris, Rivière. 1915), pp. 53-54.

2. *Avant 1914, pendant et après*, p. 294.

stade qu'avant la guerre, qui ne leur a rien appris, témoin le langage tenu il y a peu de temps par le général Reinhardt, ancien ministre de la Guerre, dans sa réponse à une enquête sur « la Prochaine Guerre » ouverte par les *Daily News*, de Londres, langage qui exprime encore les aspirations de l'Allemagne d'avant-guerre, basées sur sa surpopulation.

« L'épée et le bouclier aux mains des défenseurs de chaque pays, écrivait-il, n'aident nullement à amener la guerre, mais doivent servir d'avertissement pour le cas où l'on violerait les droits sacrés d'une nation; ce n'est que s'il n'est pas tenu compte de cet avertissement que la main peut et doit se lever pour frapper<sup>1</sup>. »

Mais, s'il s'agit d'une nation surpeuplée qui rend à d'autres la vie intolérable (Grande-Bretagne jadis, Allemagne avant 1914, Japon aujourd'hui, Italie demain), les « droits sacrés » de cette nation peuvent-ils être invoqués?

Oui, répond Bernhardt. La nation en question a le droit, et même le devoir, de vivre et de se reproduire sans limitation.

Le général Reinhardt lui-même nous montre qu'il pense comme Bernhardt lorsqu'il dit : « Les principales causes de la guerre sont l'injustice, la négation du droit d'auto-détermination, la réduction des territoires libres et des occasions de travail au delà des mers, aussi bien que l'humiliation des nations efficientes<sup>2</sup>. » Or on sait ce que cela veut dire. C'est le langage de l'impérialiste et du surpopulaire qui a fait fiasco.

Et il termine en disant : « Comment prévenir la

1. *Daily News* (Londres), 6 avril 1929.

2. *Ibid.*

guerre? — Par la justice. » Mais, précisément, la question est : En quoi consiste la justice en matière de population?

Pour nous, la réponse n'est pas douteuse : la justice internationale en matière de population consiste pour une nation à ne pas mettre au monde plus d'individus qu'elle ne peut en nourrir et à n'imposer la charge d'aucun de ses citoyens aux autres nations. Mais, à en juger par ses déclarations, telle n'est pas la conception du général Reinhardt, mais plus que ce n'est celle du général von Bernhardt.

Le droit de se reproduire entraîne le droit de vivre, qui entraîne, pour un peuple, le droit de tuer sous forme de guerre, parce que les individus, aussi bien réunis en nations qu'isolés, veulent vivre. C'est donc à ce droit de se reproduire, premier principe de la guerre lorsqu'il est illimité, qu'il faut s'attaquer si l'on veut vraiment l'abolition de la guerre.

Ce droit de se reproduire, aujourd'hui incontesté, et non seulement incontesté, mais transformé, par des gouvernants ignares ou criminels, en devoir de se reproduire, — ce droit, peut-être le temps n'est-il pas très éloigné où il sera limité. Il est déjà, aujourd'hui, totalement contesté, au nom de l'eugénisme, par la véritable élite du monde entier, aux individus de souche inférieure, et certains Etats de l'Union américaine et la Suisse stérilisent les plus tarés d'entre eux. Il est, par cette même élite, contesté pour tous les individus normaux au point de vue de la quantité de leur descendance. Dans un avenir peu éloigné, la limitation des naissances sera sans doute organisée par les gouvernements eux-mêmes.

Elle devrait déjà fonctionner.

Précisément pour que tous les humains existants et à venir aient le vrai droit de vivre, c'est-à-dire le

pouvoir de vivre, il faut restreindre leur droit de se reproduire.

Le moment est arrivé où, si l'humanité veut réellement en finir avec la guerre, vivre dans la paix, il lui faut abandonner le système du « Si tu veux la paix, prépare la guerre », aussi bien que les parolotes pacifistes et les meetings tonitruants où l'on proclame le « Si tu veux la paix, prépare la paix » sans vouloir rechercher les conditions fondamentales de la paix. Le moment est venu où il est nécessaire de mettre un frein aux débordements génériques des surpopulateurs effectifs dans le monde entier.

Si néanmoins les peuples restent convaincus de leur droit absolu à se reproduire sans limitation, c'est-à-dire si l'égoïsme national de ces peuples est équivalent à l'égoïsme sexuel des individus qui les composent, alors il n'y a aucun moyen d'établir la paix sur la terre. Si le frein préventif qu'est la limitation des naissances n'est pas substitué au frein répressif qu'est la guerre, il restera la famine pour rétablir l'équilibre entre la population et les subsistances; or les peuples qui revendiquent le droit de vivre associé au droit illimité de se reproduire ne se laisseront pas réduire par cet autre frein répressif : à la famine, ils préféreront la guerre, comme cela s'est toujours vu.

Mais si on laisse toujours la parole aux apôtres de la guerre basée sur la population ou à des pacifistes dépourvus de tous moyens efficaces pour instaurer la paix, si l'on n'oppose pas aux uns et aux autres notre pacifisme scientifique, il n'y a aucun espoir que sur ce point les idées des peuples et des gouvernants de bonne foi — s'il en est — changent, et les guerres succéderont aux guerres.

## CHAPITRE XXII

### ILLUSIONS PACIFISTES

Au phénomène de la guerre, qui résulte d'une cause d'une puissance formidable, d'un instinct, d'une impulsion qui, pour la quasi-totalité des mâles, est irrépressible, qu'oppose l'humanité, en matière de prévention? — Le néant.

Elle lui oppose des moyens de paix inopérants, des apparences de moyens de paix, qu'il s'agisse de l'organisation militaire de l'Etat destinée à inspirer à l'extérieur la crainte que suscitent les armements, ou qu'il s'agisse de l'insurrection des pacifistes coalisés contre l'Etat lorsqu'il s'apprête à faire la guerre — insurrection dont, à l'instar des armements envers l'extérieur, la menace en temps de paix est destinée à faire naître à l'intérieur de la nation la crainte des gouvernants et, à la veille d'une déclaration de guerre, aurait pour objet d'empêcher le déclenchement de cette dernière.

D'autre part, la Société des Nations, qui groupe les divers Etats dans le dessein de prévenir la guerre, est incapable de jouer son rôle préventif par la contrainte, étant dépourvue des moyens qui pourraient donner une sanction à ses décisions. Mais peut-on, sans rire, parler d'empêcher la guerre par la menace de la faire et, finalement, en la faisant, s'il y a lieu? Les seules guerres que cette organi-

sation a jusqu'ici empêchées sont celles que des Etats ne désiraient guère entreprendre, et elle n'a fait avorter que celles dans lesquelles des Etats ne s'étaient engagés qu'à regret. Lorsqu'elle se trouve en présence d'un Etat qui veut réellement la guerre, précisément pour des raisons vitales résultant de la surpopulation, tel le Japon, elle est totalement impuissante à faire régner la paix. Et, à ce propos, il est bon de faire remarquer que la première fissure grave qui s'est produite dans l'intégrité de la Société des Nations est le retrait du Japon. On peut donc dire que le premier coup porté à cette institution l'a été par la surpopulation. En ne s'occupant pas de ce problème dans le sens pacifiste, elle assure elle-même son impuissance, elle porte contre elle son arrêt de mort.

Chacun sait que les moyens de paix de l'Etat, qu'il s'agisse des armements ou de la diplomatie, finissent tôt ou tard par servir à faire la guerre qu'ils avaient pour but d'empêcher. Il est donc parfaitement inutile que nous en parlions plus longuement. Ils sont, plus exactement, les moyens de faire la guerre quand la nécessité s'en présente.

Il est plus intéressant d'examiner les moyens insurrectionnels en lesquels les révolutionnaires, qu'ils soient socialistes ou communistes, syndicalistes ou anarchistes, placent leurs espoirs mystiques. Ignorant la cause primordiale de la guerre, ils ignorent en conséquence les moyens de sa prévention. Les obstacles qu'ils ont la prétention d'opposer à la guerre ou à sa menace vont de pair avec les causes premières, en réalité secondaires, qu'ils lui attribuent. Ces obstacles sont représentés par des formules grandiloquentes, mais qui, lorsque ceux qui les profèrent sont mis au pied du mur, s'avèrent être pure rhétorique, telle cette vieille formule qui

faisait florès avant 1914 : « Plutôt l'insurrection que la guerre! » En réalité, à la déclaration de la guerre, tout le monde s'est soumis. Les exceptions sont, au point de vue pratique, négligeables. Chacun est parti et a trouvé une justification à son attitude : guerre du Droit ou de la Kultur, guerre de défense de chaque côté des tranchées, défense nationale, défense de la civilisation, etc. « Pas un sou, pas un homme pour le militarisme! » était une formule de rechange. Cependant, avant 1914, tout le monde payait ses impôts, dont une grande partie allait aux dépenses de guerre, chacun accomplissait son service militaire et ce n'étaient pas des capitalistes, mais des ouvriers qui fabriquaient de leurs mains les munitions. Le premier de ces mots d'ordre semble avoir été abandonné; le second est encore quelque peu en usage; pourtant, ne devrait-on pas éprouver quelque honte à s'en servir encore, après ce qui s'est passé?

La vérité est qu'on n'arrête pas le déterminisme de la guerre lorsqu'il est sur le point d'atteindre son but final. C'est pourquoi il n'y a à compter sur aucune menace d'insurrection comme moyen efficace d'éviter la guerre à la veille de son déclenchement. A ce moment, tous les facteurs psychologiques dérivant directement de la surpopulation de l'un ou des deux partis belligérants continuent d'agir. En outre, de leur côté, les mensonges d'ordre politique inventés à la dernière heure par les gouvernants exercent leur influence. Les révolutionnaires insurrectionnels sont et se sentent de plus en plus une minorité. Certains d'entre eux se convertissent à l'idée de guerre. Et chez les autres s'introduit peu à peu un nouveau facteur psychologique de soumission à la guerre, lequel n'a plus, à la vérité, grand'chose de commun avec ceux qui

dérivent de la surpopulation, sinon très indirectement : l'instinct de conservation de la bête traquée. Même en groupe, même en masse, l'insurrectionnel se sent isolé; il a le sentiment d'être infiniment minoritaire, et c'est par peur de tout l'appareil gouvernemental, par peur de mourir dans une insurrection vouée à être écrasée, par peur de ceux qu'il voudrait sauver, car il est l'« ennemi du peuple », par considération aussi du sort de sa famille, qu'il va se faire tuer à la guerre. Ses chefs, eux, on sait ce qu'ils deviennent... Tout cela s'est vérifié en 1914.

Il n'y a qu'un moyen de salut, je le répète, tant pour l'individu que pour la collectivité — lequel ne peut être utilement appliqué qu'internationalement : c'est de ne pas faire commencer, ou de briser lorsqu'il en est temps encore, le déterminisme de la guerre. Ce n'est pas le moyen de la dernière heure! C'est celui de tous les instants.

Les communistes d'aujourd'hui ont une autre prétention : ils reprennent en quelque sorte la formule des Alliés en honneur pendant la guerre de 1914-1918 : « La guerre pour en finir avec la guerre ». Parce que les Russes, après avoir supporté de faire la guerre pendant près de trois années, ont, ce laps de temps écoulé, mis bas les armes et fait une révolution dont l'avenir n'est d'ailleurs pas, quinze ans après, complètement assuré, les communistes en concluent que les mêmes événements pourraient advenir encore dans le reste du monde, à l'occasion d'une nouvelle guerre. Mais ne peut-on pas aussi bien prévoir que les événements qui se produiraient en ce cas seraient les mêmes que ceux qui se produisirent chez le reste des Alliés et qui se traduisent par « La guerre jusqu'au bout! »? Mais non, il est plus séduisant d'admettre l'autre hypothèse, et les

communistes rééditent l'hervéisme d'avant-guerre et invitent leurs adeptes à « conquérir » l'armée en temps de paix et à participer à la guerre le cas échéant pour en faire sortir la révolution, — autre politique de Gribouille qui nous maintient dans l'enfer de la violence. Quant à moi, je ne suis pas de ceux qui s'attendent à ce qu'un monde nouveau sorte de l'abjection de la guerre. Même par la révolte, instinctive ou calculée. Je ne crois pas que le salut des hommes soit contenu dans la poésie des effondrements et des visions catastrophiques. Contre la guerre et pour la société nouvelle, je place ma confiance exclusivement dans un pacifisme scientifique.

Ce que je pense de l'insurrection comme moyen de combat contre la guerre s'applique également à l'objection de conscience, laquelle, en qualité de nouveauté, a suscité l'engouement de l'extrême avant-garde des partis sociaux, qui y ont vu un autre moyen d'empêcher les guerres d'éclater. Mais c'est là pure utopie. L'objection de conscience, c'est en somme l'insurrection individuelle. Si l'insurrection collective était possible ou efficace contre la guerre, l'objection de conscience généralisée le serait aussi. Pour ma part, je n'ai jamais vu en elle qu'un acte d'éthique-esthétique individualiste. Je connais trop le mouvement de l'objection de conscience, je l'ai trop étudié<sup>1</sup> pour y voir le moyen d'en finir avec la guerre. Ce n'est qu'un mode personnel de refuser, pour de hauts motifs éthiques, le sacrifice au Moloch de la guerre; et pour des raisons

1. Voy. Manuel Devaldès, *Les Objecteurs de Conscience anglo-saxons* (*Mercure de France*, Paris, 15 septembre 1923) et *L'Etat mondial de la Question de l'Objection de Conscience* (*Mercure de France*, 15 août 1927).



diverses, psychologiques principalement, une infime minorité seule y aura jamais recours.

En Grande-Bretagne, durant la guerre de 1914-1918, il y eut en chiffres ronds 16.000 objecteurs, — nombre relativement élevé dû à ce que le régime militaire de ce pays, en temps de paix, n'était pas la conscription, mais le volontariat, ce qu'il est redevenu après la conclusion de l'armistice. La loi qui y établissait le service obligatoire en 1916 était chose absolument nouvelle pour les Anglais, dont la mentalité n'était pas militarisée comme celle des hommes du Continent. Or, malgré l'exemple des 16.000, malgré le caractère non militaire des mentalités, malgré la faculté que la clause d'exemption pour objection de conscience insérée dans la loi de conscription donnait à chaque Anglais de refuser de participer à la guerre, la Grande-Bretagne eut une armée de plusieurs millions d'hommes. En outre, les objecteurs anglais, comme ceux des autres pays anglo-saxons, étaient mus pour la plupart par des motifs religieux confinant au mysticisme pur, même quand ils étaient socialistes, — motifs qui sont infiniment moins répandus dans les autres pays. Bref, l'objection de conscience, dans le monde anglo-saxon, était favorisée par des circonstances exceptionnelles qu'on ne rencontrerait pas ailleurs en temps de guerre.

Au surplus, de notre point de vue particulier, qui devrait être le point de vue général si la guerre devait disparaître dans l'humanité, quelle est la valeur, en quelque pays que ce soit, d'un refus de participer à la guerre, alors que le refuseur peut n'avoir pas fait le nécessaire personnellement pour que la guerre n'ait pas lieu? L'objecteur de conscience anglo-saxon était généralement un homme jeune, souvent célibataire; cependant, on a vu des

objecteurs âgés et mariés. Supposons qu'un de ces derniers ait été le père d'une famille nombreuse : de ce fait, selon le pacifisme scientifique, il perdait tout droit, moralement, à son objection. Artisan de la guerre, pour sa part, il n'était pas fondé à s'élever contre la conséquence de son œuvre. Bref, l'objecteur de conscience est certainement un être humain supérieur aux autres par sa volonté de paix, mais il est incomplet, puisque son aspiration n'est pas appuyée par le savoir, dont la possession ferait de lui l'homme de paix parfait.

Suis-je seul à juger ainsi? Aucunement. De temps à autre, dans les *Daily News* (maintenant *News Chronicle*) de Londres, journal libéral tout ouvert à l'élément pacifiste chrétien, on pouvait lire la protestation de quelque malthusien, de quelque pacifiste scientifique, exaspéré du débordement de mysticisme auquel donne lieu l'inutile propagande pacifiste chrétienne. Car il est d'usage général, dans la presse anglaise, d'insérer les lettres des lecteurs faisant connaître leur opinion sur les questions traitées dans le journal. Le Docteur Binnie Dunlop, un malthusien bien connu, avait écrit, en réponse à un rédacteur du journal précité : « La menace de guerre continuera en Europe jusqu'à ce que l'Allemagne et les autres pays européens aient, comme la France, un taux de natalité annuel de 20 0/00 seulement. Alors, ils connaîtront la prospérité et la paix<sup>1</sup>. » Un autre lecteur fit observer, quelques jours plus tard : « La remarque du Docteur Dunlop à propos du taux de natalité de la France est si

1. *Daily News* (Londres), 2 août 1922. — L'Allemagne est arrivée à un taux de natalité inférieur même à celui de 20 0/00 que souhaitait le Docteur Dunlop, — 16 0/00 en 1931, — définitivement, espérons-le. En 1910-1914 ce taux était de 28,2 0/00.

éminemment raisonnable que je crains qu'il n'ait que peu de partisans. L'histoire et l'anthropologie nous prouvent que 80 0/0 des guerres ont été la conséquence directe d'une surpopulation générale ou locale; et cependant les gens qui s'écrient « Plus de guerre! » sont ceux-là mêmes qui s'élèvent contre toute idée de limitation des naissances et vénèrent la fécondité<sup>1</sup>. » En effet, tout chrétien, objecteur de conscience ou non, voit quelque chose de conforme à une « volonté divine » dans le fait pour un homme d'avoir donné le jour à une progéniture nombreuse. L'exemple le plus illustre, dans cet ordre d'idées et de faits, se trouve en la personne du pacifiste chrétien Tolstoï, antimalthusien forcené, surpopulateur effectif, ayant imposé 13 enfants à sa femme et surpopulateur par conseil<sup>2</sup>. En matière de pacifisme, Tolstoï atteint le comble de l'ignorance et de la présomption. Qu'attendre d'autre d'un mystique?

Les diverses considérations qui précèdent nous conduisent à conclure que l'objection de conscience n'est en rien un moyen de prévention de la guerre et qu'en outre, sa présentation comme panacée à cette fin maintient dans l'ombre la vraie cause de la guerre, qui continue d'agir.

Enfin, les révolutionnaires de toutes les écoles affirment qu'il suffirait d'abolir la propriété individuelle des moyens de production et d'échange, de socialiser le sol et le capital dans tous les pays pour que la guerre disparût de la surface de la terre. On a pu voir à la lecture de cet ouvrage qu'il n'en serait rien, la source de la guerre n'étant pas située dans le terrain économique et financier, mais bien dans

le terrain biologique. Il faut tout l'aveuglement de l'esprit dogmatique pour se persuader qu'une simple révolution dans le mode d'attribution de la propriété de la terre et du capital et dans la répartition des produits du travail puisse amener un tel résultat. Quant à moi, dont toute la sympathie va, par esprit de justice, au socialisme, — ce mot étant pris ici dans son sens large, en dehors des partis politiques et des écoles sociologiques, — je ne lui demande pas ce qu'il est par nature incapable de donner. Un système de répartition, même fondé sur la justice, ne saurait, du seul fait de son fonctionnement, nourrir normalement des êtres humains là où la nourriture fait défaut. Le socialisme aura qualité pour promettre la paix universelle lorsqu'il aura révisé sa doctrine, lorsqu'il sera moins marxiste et plus malthusien, lorsqu'il tiendra compte de la loi de population, dont la non-observance engendre la guerre. En attendant ce jour-là, il demeurera aussi impuissant en matière de pacifisme que l'est le régime capitaliste.

La seule voix intelligente qui se soit fait entendre depuis longtemps — sinon pour la première fois — dans un congrès en faveur de la paix, c'est celle de deux militants du pacifisme scientifique qui ont envoyé la lettre suivante au Congrès mondial contre la Guerre tenu à Amsterdam du 27 au 29 août 1932 :

« Paris, le 24 août 1932

« CAMARADES,

« La guerre, l'horrible guerre, faucheuse de jeunes hommes et destructrice des richesses péniblement acquises, est toujours et peut-être plus que jamais menaçante. Nous saluons donc avec joie votre rassemblement général pour barrer la route à

1. *Daily News* (Londres), 7 août 1922.

2. Voy. Comte Léon Tolstoï, *Sur la Question sexuelle*, traduction J.-W. Bienstock (Paris, Stock, 1901).

la guerre, pour la rendre impossible, pour la tuer sans retour. Il faut beaucoup de courage pour s'opposer carrément aux canailles entreprises des fomentateurs de tueries internationales et pour ne point obéir aux ordres criminels des militaires professionnels; il en faudra plus encore pour réaliser les actes utiles, indispensables, efficaces, qui empêcheront la guerre d'éclater. Nous avons confiance que tous les pacifistes présents à ce Congrès posséderont ce courage. Nous pensons aussi qu'ils trouveront les moyens pratiques, positifs, certains, de juguler le monstre avide de sang humain. Et, pour atteindre plus sûrement ce but, nous souhaitons ardemment qu'ils aient la force et la sagesse de s'unir par-dessus toutes les divisions.

« Pacifistes et néo-malthusiens, c'est-à-dire convaincus de la justesse de la loi de population découverte par Malthus, nous affirmons que la guerre n'est, au fond, qu'une modalité sociale ou internationale du fait naturel de la lutte pour l'existence; nous soutenons qu'il existe une opposition constante entre l'accroissement de la population et les possibilités de pourvoir à sa subsistance; qu'il n'y a, pour les nations ou les groupements surpeuplés, qu'une alternative : « S'étendre ou exploser », selon le mot fameux du dictateur italien Mussolini. Les néo-malthusiens déclarent, et ils l'ont prouvé par tous leurs travaux, que la loi de population a joué dans tous les temps et sur toute la surface du globe. Permettez-nous d'illustrer notre thèse par quelques chiffres : en 1913, la population mondiale était de 1.625 millions d'individus; en 1918, cette population atteignait 1.919 millions. Ainsi, en quinze ans, malgré la guerre de 1914-1918, la population totale du monde s'était accrue de 294 millions d'individus!...

« Rappelez-vous l'avertissement du Président Hoover, dictateur aux vivres durant la grande guerre, affirmant que « l'Europe compte 100 millions d'individus de plus qu'elle n'en peut « nourrir ». D'après les économistes bourgeois, il y aura 40 millions de chômeurs cet hiver : c'est plus de 100 millions d'êtres humains qui ne pourront plus vivre. Craignons que la guerre ne serve encore une fois de soupape de sûreté à la société capitaliste.

« En conséquence, nous demandons à nos frères assemblés ici pour affirmer la solidarité humaine, de voter un vœu en faveur du contrôle des naissances, de la limitation volontaire des populations. Nous les adjurons de répandre les enseignements de la prudence procréatrice, partout, pour empêcher la pullulation humaine, facteur de misère, cause profonde et naturelle de guerre. En le faisant, vous aurez non seulement donné une base solide et durable à la paix entre les peuples, mais vous aurez aussi travaillé à l'affranchissement intégral des hommes et des femmes, à leur bonheur.

« De tout cœur avec vous,

JEANNE HUMBERT,  
Secrétaire de la Ligue  
de la Régénération humaine.

EUGÈNE HUMBERT,  
Directeur de la *Grande Réforme*. »

Il est malheureusement à craindre que ces deux voix isolées ne soient demeurées sans écho dans ce congrès. Nul signe n'atteste que leur idée ait été prise en considération.

1. Je profite de cette occasion pour recommander à mes lecteurs la *Grande Réforme* (14, rue de la Duée, Paris-20<sup>e</sup>), comme le seul périodique qui fasse entendre la voix du pacifisme scientifique.

## CHAPITRE XXIII

## UN PALLIATIF

Grâce à la révélation qu'en fit M. Herbert Hoover, la surpopulation européenne est maintenant un fait connu, que les hommes d'Etat et les économistes du continent ne peuvent plus nier ni feindre d'ignorer. Ils sont obligés de compter avec ce phénomène démographique; certains d'entre eux, même, commencent à soupçonner que la surpopulation pourrait bien avoir quelque chose à faire avec la guerre... Et, afin d'éviter une nouvelle catastrophe, qu'ils savent devoir être plus grave que la précédente, ceux-là songent à réparer si possible le mal qu'ils ont fait ou laissé faire.

M. Joseph Caillaux, par exemple, est arrivé à admettre l'existence de cette surpopulation de l'Europe, — qui existait cependant déjà avant 1914 et dont personne alors ne parlait, sauf les malthusiens, naturellement. Renchérissant sur la déclaration de M. Hoover, qui, en 1919, estimait que l'Europe comptait 100 millions d'individus en surnombre, il affirmait il y a un an qu'il serait plus exact de dire qu'aujourd'hui cet excès de population s'élève à 150 millions d'individus. Il sait qu'une telle situation démographique constitue un formidable potentiel de guerre, comme l'atteste un article de lui paru dans le *Capital* et où, après avoir mis en

lumière l'industrialisation mondiale et la fermeture des marchés extérieurs, il écrit : « Les Européens n'aperçurent pas que la portion du monde qui leur était conservée était trop petite pour leurs mouvements, qu'ils devaient d'une part ralentir leurs fabriques dont les débouchés se trouvaient réduits, s'appliquer d'autre part à écouler par degrés le trop-plein de leur population. Ils n'y songent pas davantage aujourd'hui : tous les pays pour ainsi dire aspirent à augmenter le chiffre de leur population, — c'est une idée qui les obsède depuis longtemps. En même temps — ceci est tarentule nouvelle — ils prétendent claquemurer leurs citoyens. Ils n'autorisent l'émigration qu'au compte-gouttes. Je ne veux pas verser dans le pessimisme, mais je ne puis me défendre d'appréhender l'extension du chômage, génératrice de troubles sociaux. Et qui pourrait répondre que demain, après-demain, la chaudière, dépourvue de soupape, n'éclatera pas, que l'ancien continent ne se précipitera pas dans l'abîme des guerres d'extermination?<sup>1</sup> »

Mais M. Caillaux ne dit pas un mot de ce qui serait la conclusion logique d'une telle admission : l'Europe est surpeuplée, organisons immédiatement la désurpopulation par des moyens d'ordre sexuel. Evidemment, c'est une mesure dont les effets seraient lents à se produire : raison de plus pour la mettre en application sans tarder. Réjouissons-nous toutefois de sa reconnaissance de la surpopulation comme cause de guerre et tenons-nous-en à l'examen du moyen qu'il préconise pour écarter la catastrophe menaçante et qui ne serait qu'une décongestion par l'organisation de l'émigration. Ce qu'il recommande, c'est un vaste exode de la population

1. *Le Capital* (Paris), 31 décembre 1931.

européenne en surnombre vers l'Afrique, qui, dit-il, est trois fois plus étendue que l'Europe et ne compte que 5 habitants en moyenne par kilomètre carré. Mais qui enverrait-on sur le continent noir? Les colons éventuels seraient-ils contraints à s'expatrier sur ordre du gouvernement ou iraient-ils se faire bronzer la peau sous la seule contrainte de la misère, avec, je suppose, l'aide de l'Etat? M. Caillaux, ancien gouvernant, n'ignore pas qu'un gouvernement peut à peu près tout faire; aussi se repose-t-il sur ce fait et évite-t-il d'exposer son idée en termes explicites. Je me bornerai à faire remarquer que ceux qui seraient dirigés ou se dirigeraient sur l'Afrique, et même ceux qui feraient les frais du voyage par l'impôt, commenceraient peut-être à se soucier un peu plus qu'auparavant de la loi de population et à trouver que la surpopulation n'a décidément rien d'aussi réjouissant que nous le suggéraient les surpopulateurs par conseil, les « repopulateurs » sans enfants d'avant-guerre. Quand elle ne vous mène pas à la guerre, elle vous accule à la misère et à l'esclavage : exactement ce que disait Malthus il y a plus d'un siècle. A l'esclavage, car les émigrants par contrainte préféreraient certainement rester où ils sont, en vivant à l'aise.

Ce qu'il faut remarquer, en outre, c'est que les mesures d'organisation internationale de colonisation et d'émigration plus ou moins forcées aux fins de décongestion européenne seraient le prélude des mesures de limitation des naissances auxquelles il faudra bien que l'humanité se résolve à bref délai pour éviter la guerre continuelle et la misère. Aussi bien par les premières que par les secondes, les nations perdront cette indépendance pour le maintien de laquelle leurs gouvernants poussaient leurs peuples à engendrer cette chair à canon qui a con-

tribué à créer la surpopulation par laquelle précisément cette indépendance va sombrer.

Car il est facile pour M. Caillaux de parler d'émigration européenne en Afrique; mais maints pays d'Europe sont dépourvus de colonies; celles de certains autres sont insuffisantes, déjà peuplées ou ne conviennent pas au peuplement. Excellente occasion pour l'Allemagne de revendiquer le retour de celles qu'elle a perdues, pour l'Italie d'exiger celles qui lui avaient été promises par traité secret, et même d'autres qui ne lui ont pas été promises. Il ne serait pas étonnant que la discussion d'un tel projet, conçu pour éviter la guerre, en fût l'occasion.

M. Philip Snowden, l'ancien chancelier de l'Echiquier anglais, s'est occupé de ce même problème et il ne voit de remède à la surpopulation européenne que dans l'émigration à grande échelle. En bon socialiste, il néglige complètement l'idée de la limitation des naissances. Cependant, de lui aussi nous enregistrons cet aveu : « La pression de la population, dans le passé, a été fréquemment une cause de guerre. A moins que les difficultés actuelles de même nature ne soient réglées par accord international, elles conduiront vraisemblablement à des guerres futures. Parmi les nations européennes, il en est trois qui ont déjà accaparé, par la conquête ou la colonisation, plus d'un quart de la surface du globe. Si ces pays persévèrent dans leur politique, qui consiste à empêcher les peuples des autres nations de s'établir sur leurs territoires, il est fatal que des troubles sérieux se produisent<sup>1</sup>. » Ainsi la Grande-Bretagne, la France et l'U. R. S. S.

1. Philip Snowden, *The Problem of World Over-Population* (Le Problème de la surpopulation mondiale) (*Wind-sor Magazine*, Londres, mai 1929).

(la Sibérie étant considérée comme une colonie) seront mis en demeure d'ouvrir les frontières de leurs colonies aux peuples prolifiques et de les faire participer à certains des avantages qu'une métropole tire de ses colonies, notamment le peuplement et l'entrée en franchise des marchandises. C'est ce qui résulte des idées émises par M. Snowden.

Mais les colonies britanniques ne sont pas des colonies dans le sens où les autres peuples conçoivent la colonisation. Le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud sont autonomes et ces pays se sont réservé le droit de ne recevoir comme émigrants que ceux qui répondent à un type de leur choix et en petit nombre. « Quand des pays comme l'Australie, le Canada et les Etats-Unis, écrit M. Snowden, pratiquent le système d'exclure ou de limiter l'émigration, alors qu'ils ont de vastes territoires inhabités et capables d'ajouter énormément à la richesse mondiale, il est fatal que la jalousie internationale se manifeste. Le problème est réellement celui du nationalisme contre l'internationalisme. On ne le résoudra qu'en reconnaissant que la terre entière est le patrimoine de toute l'humanité et que ses ressources doivent être considérées comme un héritage commun utilisable par chaque race et chaque nation<sup>1</sup>. » Mais il ne se dissimule pas les difficultés énormes qui s'opposeront à une telle solution : notamment la volonté des travailleurs des dominions britanniques et de l'Union américaine d'écarter la concurrence des autres peuples sur leur marché de travail, et la résolution des peuples de ces mêmes pays de maintenir leur type de civilisation menacé par

1. *Op. cit.*

la conception inférieure de l'existence que mettent en pratique des peuples de civilisation rudimentaire ou même simplement d'une civilisation trop différente de la leur. Il y a là encore un vaste champ de conflits internationaux, car les deux faits concomittants de territoires non exploités et de peuples prolifiques à l'étroit dans leurs frontières et sous-alimentés ne sont pas des facteurs de paix : on comprend que la Grande-Bretagne, ses dominions et les Etats-Unis, la France et l'U. R. S. S. se soucient d'avoir une marine ou une armée puissantes, — de même que les pays qui convoitent leurs terres de peuplement et de nourriture. Car il y a gros à parier que si la proposition de M. Snowden passait de son domaine privé dans le domaine public, elle n'aurait l'heur de plaire ni aux peuples ni aux gouvernements qu'il invite à faire des sacrifices.

M. Ramsay MacDonald a, de même que M. Snowden, traité ce problème et dans un esprit identique. Il reconnaît que la restriction de l'émigration et en conséquence la surpopulation, qui est la cause directe de l'émigration, sont des causes de guerre. « Supposons, dit-il, que la pression de la population sur les frontières des nations européennes s'accroisse et que des débouchés démographiques tels que celui que la France a pu fournir aux Italiens, l'Allemagne aux Polonais et l'Ecosse aux Irlandais viennent à se fermer, la situation prendrait un caractère très grave. Si la nation était puissante, pour sortir d'embarras, elle s'annexerait sans aucun doute des territoires, comme on soupçonne l'Italie de méditer de le faire en Afrique du Nord ou en Asie Mineure. Cela pourrait conduire à la guerre, non seulement entre le peuple qui veut prendre et celui qui résiste, mais encore entre le

premier Etat et les autres Etats européens intéressés au maintien du *statu quo*<sup>1</sup>. »

Il préconise la même solution que M. Snowden et fait d'ailleurs preuve du même pessimisme que ce dernier à la pensée des résistances qui se manifesteront lorsqu'il s'agirait de mettre un projet de ce genre à exécution. Voici ce qu'il dit, en ce qui concerne le monde anglo-saxon : « Les Etats-Unis ne consentiront jamais à l'intervention d'aucune autorité internationale en cette matière, et nos dominions autonomes pas davantage. Il ne faut pas oublier qu'ils sont maîtres chez eux. Le problème se manifeste au sein de l'Empire britannique, mais l'Empire lui-même n'est pas maître de les résoudre. Ces Etats autonomes insistent pour garder fermement en main leur propre développement; ils n'ouvriront leurs portes qu'à ceux dont les qualités civiques sont en harmonie avec les leurs et à un nombre restreint d'immigrants qu'ils puissent recevoir sans bouleverser leur situation industrielle et sans créer chez eux un nouveau problème d'excès de population par rapport à leur capacité d'assimilation immédiate<sup>2</sup>. »

Une fois de plus, nous nous trouvons en présence de gouvernants de jadis ou d'aujourd'hui qui se montrent inaptes à prévoir et ne peuvent maintenant que proposer des palliatifs à peu près aussi dangereux que le mal qu'il s'agit de guérir, puisque ces diverses mesures de colonisation et d'émigration forcées, antagoniques à de puissants intérêts, seraient aptes à amener la guerre qu'elles auraient pour objet d'éviter.

La guerre pour éviter la guerre : belle formule

1. *The Observer* (Londres), 13 mai 1928.

2. *Ibid.*

pour faire la paire avec celle qui servit de masque à la guerre de 1914-1918!

Ces concepts ne sont pas nouveaux. Pendant la dernière guerre, un groupe allemand qui défendait le programme du Docteur Naumann, l'auteur de *Mitteleuropa*, avait exposé ses « buts de guerre » dans son organe, *Die Europäische Zeitung*<sup>1</sup>, et voici la solution qu'il proposait pour répondre aux nécessités coloniales, non seulement de l'Allemagne, mais des autres nations civilisées : « Conformément à une échelle dressée par une commission internationale composée d'économistes, de statisticiens, de techniciens experts, de propriétaires fonciers, de géographes et de géologues, que toutes les régions du monde n'appartenant pas à la communauté des Etats européens (c'est-à-dire toutes les colonies) soient divisées entre les Etats européens, les Etats-Unis d'Amérique, les Etats sud-américains et autres Etats considérés comme civilisés, sur le principe qu'à chaque Etat est assignée une part proportionnée à un chiffre représentant une moyenne entre sa population et sa productivité technique, en quel partage il sera tenu compte de la fertilité et des autres avantages techniques des divers lots. Cette commission, assistée d'un comité complémentaire d'hommes d'Etat, de philosophes et de missionnaires, devra s'assurer régulièrement si les règles posées internationalement pour le traitement des indigènes et pour une utilisation raisonnable des ressources naturelles du pays, conformément au degré de connaissance scientifique de l'époque, sont exactement observées. A des périodes

1. Numéro du 26 novembre 1916.

déterminées, qui auront à être fixées, un nouveau partage, rectifiant les inégalités, aura lieu<sup>1</sup>. »

Naturellement, des considérations tout autres que celle de mettre définitivement fin à la guerre par une organisation mondiale rationnelle du globe terrestre, prévalurent aux diverses Conférences de la Paix et nul programme de ce genre ne fut examiné. Ce qu'il fallait assurer, c'était tout autre chose que la paix future dans l'humanité. Aussi M. Henri Sée, professeur à l'Université de Rennes, a-t-il pu écrire : « L'une des plus graves erreurs du traité de Versailles, semble-t-il, ce fut de priver l'Allemagne de toutes ses colonies et de ne donner aucun mandat colonial à l'Italie. La question, sans aucun doute, se posera de nouveau, surtout pour ce dernier pays. Et il semble que l'on ferait sagement, à cet égard, de lui donner quelque satisfaction. Ce serait, en un sens, un acte de justice et aussi une mesure de sage politique<sup>2</sup>. »

De même, les divers plans conçus pour pallier à l'actuelle surpopulation européenne — voire mondiale, dans l'esprit de M. Snowden — auront à être repris et considérés dans un avenir plus ou moins proche, sous la pression des circonstances. Mais leur réalisation, même dans des conditions d'entière « justice », comme dit M. Henri Sée, ne ferait que reculer l'éventualité de la guerre, — si toutefois leur discussion n'en précipitait pas l'explosion. Comme la surpopulation est la cause primordiale de la guerre, la limitation des naissances est le facteur primordial de la paix. C'est donc l'unique moyen permanent d'éviter la guerre.

1. Cité par Sir Charles Waldstein, *What Germany is fighting for*, p. 10.

2. *La Nouvelle Revue socialiste* (Paris), 15 juin-15 juillet 1927.

En tout cas, une condition absolue à toute attribution de colonies comme à toute licence d'immigration accordée à des pays surpeuplés devrait être l'obligation de prendre les mesures intérieures nécessaires à assurer la désurpopulation de leur territoire, l'équilibre constant entre la population et les subsistances. Autrement, les peuples qui feraient les concessions nécessaires pour écarter la guerre pourraient constater un jour, à l'occasion de ce qui serait alors un nouveau chantage, qu'ils auraient fait un marché de dupe.



## CHAPITRE XXIV

## LA LIMITATION DES NAISSANCES

Depuis quelque temps, dans le monde des pacifistes, on entend constamment parler de « mystique de paix » comme d'un instrument propre à créer ou maintenir la paix. Est-il conception plus insensée de l'œuvre pacifiste? Cette expression montre combien l'esprit réaliste est rare chez ceux qui sont disposés à travailler pour la paix du monde. L'humanité n'a jamais bénéficié de l'activité des hommes qui s'intéressaient à son mieux-être que dans la mesure où ils tenaient compte du réel. Quoi qu'en pense le pragmatiste sincère, ce n'est pas sur des mythes qu'on fonde quelque chose de solide. On ne le peut que sur des réalités. Surtout alors qu'il s'agit d'une manifestation de la vie telle que la guerre, qui naît du plus primitif des instincts, sans lequel la vie disparaîtrait : l'instinct sexuel-général.

Ce n'est pas de mystique qu'il faut se soucier en cette matière, mais bien de science. Il y a, encore embryonnaire, une science de la paix. Il y a un pacifisme scientifique. Il ne saurait d'ailleurs y avoir qu'un pacifisme efficient, et c'est celui-là.

Le pacifiste scientifique est l'homme qui, ayant, par l'étude de la nature, à travers un enchaînement de phénomènes très complexe, découvert la cause première de la guerre, dresse contre ce fléau, ra-

tionnellement, un obstacle adéquat à sa cause. A la surpopulation, il oppose la limitation des naissances<sup>1</sup>, — nonobstant le rire des imbéciles, l'indignation des hypocrites et la colère des bellicistes.

L'idée de limitation des naissances n'est d'ailleurs pas moderne, quoique Malthus la personnifie. Le lieu où il semble qu'elle ait été formulée pour la première fois est la Grèce. Platon, dans les *Lois* et dans la *République*, esquissa une législation démographique ayant à la fois la bonne naissance et la limitation de la population pour objet. Mais le véritable précurseur de Malthus, à ce point de vue, fut Aristote, le plus grand esprit de l'antiquité, qui traita ce sujet à fond dans sa *Politique*. Il fixait notamment un nombre maximum d'enfants par mariage, toute conception venant en surnombre devant faire l'objet d'un avortement. Une période de procréation était fixée pour chaque couple, mais les rapports sexuels pouvaient continuer ensuite, pourvu qu'aucun nouvel enfant ne fût procréé, ce qu'admettait également Platon. Phédon de Corinthe, qui traitait de politique, préconisa, lui aussi, la limitation des naissances.

Malthus, dans son *Essai*, signale fréquemment des coutumes, des règlements, des lois dont les explorateurs ou lui-même, car il parcourut le monde, avaient noté l'existence chez divers peuples, surtout des peuples à peine sortis de la primitivité ou encore primitifs, en vue de maintenir la population dans certaines limites. Lui-même, après avoir exposé son système de *moral restraint*, disait : « Supposons, qu'un système de ce genre se

1. L'expression exacte serait celle de « limitation des conceptions », mais l'usage de « limitation des naissances » ayant prévalu, j'emploie cette dernière, dans mon désir d'être compris de tout le monde.

généralisât, le bonheur qui en résulterait pour la société dans son économie intérieure serait à peine plus grand que dans ses relations extérieures. On pourrait avec raison en attendre que la guerre, ce grand fléau de l'humanité, cessât bientôt, en de pareilles circonstances, d'étendre ses ravages dans une aussi large mesure et avec autant de fréquence qu'elle le fait à présent<sup>1</sup>. »

Nous avons vu, dans un chapitre précédent, un certain nombre de bons esprits proclamer, sous diverses formes, que la surpopulation est la cause primordiale de la guerre. Il va sans dire qu'à moins d'être absolument illogiques, ils admettaient, ou admettent pour les vivants, que le remède à opposer à un tel mal est la limitation des naissances. Au surplus, l'un de ceux que j'ai cités, le Professeur J. Arthur Thomson, me confirme dans mon raisonnement lorsqu'il dit : « La limitation des naissances agit en faveur de la paix, puisqu'une population en mal d'expansion est une des principales causes de guerre<sup>2</sup>. »

D'autres intellectuels ont donné leur adhésion à cette solution du problème de la guerre et de la paix.

Adelyne More affirme nettement : « La réglementation de la population est la manière la plus efficace d'assurer la cessation de la guerre<sup>3</sup>. »

« Du point de vue de la paix mondiale », écrit M. J.-B. Haldane, Professeur de biochimie à l'Université de Cambridge, « il est évidemment désirable que certaines nations qui n'ont pas encore atteint un très haut degré de civilisation commen-

1. *Essay*, liv. IV, chap. II.

2. *John o' London's Weekly* (Londres), 25 janvier 1930.

3. *Fecundity versus Civilisation*, p. 8.

cent dès maintenant à limiter le taux d'accroissement de leur population<sup>1</sup>. »

M. Herbert Croly, directeur de *The New Republic*, de New-York, dit à propos des problèmes du Pacifique, qu' « il ne pourra y avoir, dans l'avenir, de socialisation de la vie humaine, ni aucune pacification internationale, tant que les nations dont le progrès est l'idéal ne soumettront pas l'accroissement de la population à une censure intelligente<sup>2</sup>. »

Le Professeur East, de la Harvard University, disait au Congrès mondial de la Population tenu à Genève en 1927 : « L'alimentation synthétique à bon marché étant une pure rêverie, voire un cauchemar, et le globe n'étant capable de faire vivre que 5 milliards d'êtres humains, chiffre qui, au taux d'accroissement actuel, sera atteint dans un siècle, des mesures doivent être prises immédiatement pour résoudre la question de la population<sup>3</sup>. »

Le général de Saint-Paul, chef du Service de santé du 20<sup>e</sup> corps de l'armée française, connu en littérature sous le pseudonyme de G. Espé de Metz, exprime cette opinion : « Etendu sur toute la planète, le malthusianisme serait le meilleur des empêchements aux grandes guerres, à ces guerres d'extermination que menacent d'être les guerres de demain et dont nous avons vu poindre l'aube<sup>4</sup>. »

Un autre général pacifiste, esprit hardi et indépendant, le général Percin, s'était rendu compte que le malthusianisme avait le pouvoir d'abolir la

1. *Daily News* (Londres), 1<sup>er</sup> août 1929.

2. Cité par le *Times Literary Supplement* (Londres), 26 juillet 1928.

3. Cité par les *Daily News* (Londres), 1<sup>er</sup> septembre 1927.

4. G. Espé de Metz, *J'en appelle au Monde civilisé*, p. 218.

guerre. La question des rapports franco-allemands s'imposant naturellement d'abord à l'attention d'un Français, il s'était attaché à leur pacification et il n'avait pas trouvé de moyen plus sûr à cet effet que la péréquation des natalités respectives des deux pays. « Nous n'aurons la paix en Europe, disait-il, que lorsque le gouvernement français et le gouvernement allemand, s'ils ont le courage d'aborder ce problème, se seront entendus pour réaliser la péréquation des natalités<sup>1</sup>. »

Mais depuis 1923, époque où il écrivait, l'Europe est menacée par au moins une autre surpopulation: l'italienne. Aussi bien, pour ma part, ai-je la conviction que la solution à donner au problème de la guerre et de la paix doit être mondiale et non faire l'objet de tractations entre Etats particuliers. Mais n'avons-nous pas dans cette opinion du général Percin l'admission du principe de la limitation des naissances comme moyen d'en finir avec la guerre, d'assurer la paix universelle et permanente?

Dans une réponse à une enquête ouverte par *l'Ere nouvelle* sur le sujet « Libre échange ou protectionnisme? », le même général Percin émettait quelques suggestions pour l'organisation future du monde et y indiquait un moyen, pour les nations qui s'inspireraient de la prudence procréatrice, d'exprimer leur désapprobation des nations prolifiques et de faire régner le droit scientifique, le droit international nouveau qui, selon nous, devrait être basé sur le concept de la « nation normale ».

Il proposait l'internationalisation des richesses du sous-sol (charbon, minerais, pétrole, etc.), des forces que procurent les cours d'eau, le vent, les

1. *L'Ere nouvelle* (Paris), 17 mars 1923.

marées et des grands moyens d'échange (chemins de fer, aviation, postes et télégraphes). Cette réforme aurait pour agent une organisation semblable à la Société des Nations, mais dont les membres seraient désignés par les peuples et non par les gouvernements. Elle présuppose que les nations auront cessé d'être souveraines dans leurs frontières, — phénomène politique qui est appelé à se produire tôt ou tard. L'organisation en question aurait à déterminer :

1° Quelles sont les richesses qui, créées par la main de l'homme, doivent rester sa propriété personnelle et ne peuvent être cédées à l'étranger que par voie d'échange;

2° Quelles sont celles qui, créées par la nature, appartiennent à l'humanité et doivent être internationalisées;

3° Quelle doit être la part de chaque peuple dans la répartition de ces richesses;

4° Quel compte il faut tenir du chiffre de sa population et des ressources de son territoire;

5° Quel droit il faut reconnaître à une nation, non pas d'accroître sa population, ce dont on ne saurait l'empêcher, mais de se prévaloir de cet accroissement pour faire augmenter sa part dans le partage<sup>1</sup>.

On voit que dans les quatrième et cinquième paragraphes se trouve le principe de mesures pénales en matière de population, lesquelles seraient en ce cas, et en toute justice, d'ordre économique.

On sait qu'il y a une dizaine d'années, M. Edward Filene, de Boston, avait organisé un concours à la suite duquel un prix de 2.000 livres sterling devait être décerné au concurrent ayant donné la meil-

1. *L'Ere nouvelle* (Paris), 23 septembre 1925.

leure solution au problème de la paix. Le prix fut attribué en 1924. D'après l'analyse que donnaient les *Daily News*<sup>1</sup>, de Londres, de son mémoire, le lauréat préconisait la fondation de trois organisations internationales pour résoudre le problème de la production. La première se consacrerait à stimuler la production, en Europe et aux colonies, des céréales, du sucre, du coton, des métaux, du pétrole, etc.; la seconde présiderait à la répartition de ces subsistances et matières premières; tandis que la troisième organiserait l'émigration des pays surpeuplés vers les pays moins peuplés d'Europe et des autres continents. On le voit, l'auteur reconnaissait que pour éviter la guerre il faut assurer des subsistances et des matières premières aux pays qui en manquent, c'est-à-dire aux pays surpeuplés, et les décongestionner; mais, naturellement, suivant la voie des pacifistes ignorants ou timides, il ne trouvait comme moyen que le palliatif de l'émigration, qui n'a rien de bien nouveau! Pas un mot du moyen radical : la limitation des naissances. Ou il n'avait pas compris cette nécessité ou il n'avait pas osé la mentionner. Qui sait! peut-être la science et l'audace, s'il eût prouvé qu'il les possédait, l'eussent-elles privé du prix!

Cependant, dans une circonstance semblable, en 1905, lors du concours organisé par le Bureau international de la Paix de Berne pour l'attribution du prix Narcisse Thibault, un des concurrents, M. E. Kempe, dont le mémoire parut sous le titre : *La Paix par le Droit* et qui obtint une mention honorable, disait : « Nul prétexte, comme l'excès de population ou le besoin et l'intérêt général, ne doit dans l'avenir servir d'excuse au perturbateur

1. Numéro du 1<sup>er</sup> septembre 1924.

de la paix générale, parce que les gouvernements eux-mêmes possèdent le moyen de remédier à ces maux par voie paisible. Contre l'excès de population, le néo-malthusianisme<sup>1</sup>. »

Beaucoup de personnes se demanderont si l'Etat peut assurer la limitation des naissances. Qu'il le puisse moralement, qu'il ait qualité pour l'assurer s'il est reconnu que la surpopulation met en péril la société, non seulement au point de vue intérieur, mais au point de vue extérieur, cela ne fait pour moi aucun doute : non seulement il le peut, mais il le doit. Reste à savoir s'il le peut en pratique.

C'est une question que s'est posée M. Ramsay Macdonald. Mais que voilà une étrange question, formulée par un homme d'Etat! « L'Etat peut-il trouver des moyens de maintenir sa population dans les limites de son pouvoir économique? » dit-il<sup>2</sup>. Il déclare d'ailleurs que, dans l'affirmative, les maux résultant de la pression de la population, notamment l'impérialisme, la guerre, les troubles insurrectionnels, pourraient être éliminés.

Yves Guyot nous donne une indication selon laquelle l'éventualité d'une limitation des naissances a déjà été envisagée par certains économistes. « Fichte, dit-il, avait eu la conception d'un Etat commercial fermé, le *Geschlossener Handelstaat*. En 1897, cette thèse fut reprise par Oldenberg et appuyée par le fameux Professeur Ad. Wagner. Il voulait que l'Allemagne se suffît à elle-même. Dietzel lui répondit par les arguments du libre échange. Oldenberg s'écriait avec terreur : « Si les « pays producteurs de blé, les Etats-Unis, la Russie, deviennent industriels, ils ne nous prendront « pas de marchandises, nous serons condamnés à

1. Cité par *Régénération* (Paris), août 1907.

2. *The Observer* (Londres), 13 mai 1928.

« mourir de faim. » Ad. Wagner, dans un volume intitulé : *L'Allemagne, Etat industriel et agricole*, conclut : « Nous devons nous préoccuper de ralentir l'accroissement considérable de notre population<sup>1</sup>. »

A la vérité, le conseil donné par le Professeur Wagner fut suivi par le gouvernement allemand, mais le moyen appliqué fut aussi inopérant qu'il était peu sympathique. Laissons parler Yves Guyot, qui d'ailleurs ne trouve pas le procédé répréhensible, ce qui ne nous étonne pas de sa part : « On releva les tarifs sur les céréales. En rendant l'alimentation plus chère, on pouvait espérer obtenir le résultat préconisé par Ad. Wagner. Il ne s'est pas produit. La population a continué d'augmenter; et si son taux d'accroissement s'est ralenti considérablement dans ces dernières années, le phénomène s'est produit dans les parties les plus riches de l'Allemagne<sup>2</sup>. » Ce double résultat ne nous étonne pas, mais nous ne voulons retenir que l'affirmation par l'économiste Adolf Wagner, professeur d'économie politique à l'Université de Berlin, que l'Etat a le pouvoir de favoriser ou de défavoriser l'accroissement de la population. Nous ne doutons pas qu'il le puisse, — à condition, bien entendu, d'employer des moyens efficaces.

Emerson disait : « Si le gouvernement en connaissait la manière, j'aimerais le voir arrêter, et non multiplier la population. » Qu'on n'en doute pas, les gouvernements peuvent mettre obstacle à la population, de même qu'ils peuvent la faire croître, dans une certaine mesure, naturellement, car il y a un point de saturation qui ne peut être dépassé. Dans l'exemple précité de l'Allemagne et

1. *Les Causes et les Conséquences de la Guerre*, p. 200.  
2. *Ibid.*, p. 201.

qui fut le contraire d'un succès, la non-réussite fut certainement due à ce que l'Etat ne désirait pas vraiment la fin envisagée. Je suis persuadé qu'un gouvernement peut encore plus aisément faire décroître une population qu'il ne peut la faire croître.

Cette expérience allemande, ridiculement incomplète, ne peut être prise au sérieux par quiconque a étudié la marche de la surpopulation en Allemagne jusqu'à son aboutissement naturel en 1914. La conduite de ce pays, en matière de population, eût été d'une stupidité parfaite si cette nation eût voulu avant tout vivre dans la paix, et cet autre passage d'Yves Guyot à son sujet est très justifié : « Les Allemands, en essayant de fonder un droit d'envahissement et de conquête sur le chiffre de leur population..., donnent un formidable argument aux malthusianistes, qui peuvent leur dire : Au lieu de pratiquer le *self-restraint*, vous voulez multiplier à votre gré et arracher les territoires à d'autres peuples, en prétendant que votre imprévoyance vous confère un droit. Et pour opérer ce déplacement de responsabilité, vous voulez vous servir de votre surcroît de population pour les écraser sous votre stratégie débordante et votre tactique massive! Ils résistent; et par vos procédés de guerre vous faites vous-mêmes le vide dans votre trop-plein de population. Il eût mieux valu économiser la naissance et l'éducation des malheureux que vous sacrifiez sur les champs de bataille<sup>1</sup>. »

L'extrême surpopulation qui sévissait en ce pays avant la guerre (et celle-ci ne l'a pas réduite, au contraire, à cause des pertes de capital, de colonies, etc., qu'elle a occasionnées) avait éveillé l'attention de scientifiques et d'économistes de bonne

1. *Les Causes et les Conséquences de la Guerre*, p. 137.

foi. Parmi ces derniers, Yves Guyot cite à nouveau Adolf Wagner, qui « est allé jusqu'à nier pour l'individu... le droit de se marier sans autorisation; il admettrait avec Marlo et Schœffle que l'Etat pût fixer le nombre des ménages et le nombre des enfants par ménage<sup>1</sup> ».

Evidemment, de pareilles idées choquent notre amour de la liberté. Mais les maux entraînés par la surpopulation sont innombrables et elle supprime les libertés aussi bien que les existences. Cette égalité nouvelle, qu'on le remarque, ne serait que la conséquence de l'égoïsme outrancier d'un certain nombre d'individus, comme l'est aussi la guerre. Ce qu'ils ne font pas d'eux-mêmes, alors qu'il est scientifiquement démontré que c'est indispensable au bien-être rationnellement conçu de tous, il est fatal que la société le leur impose un jour. Un peuple n'a de lois qu'autant que ses éléments les plus inférieurs nécessitent ces lois. Si la surpopulation est la cause primordiale de la guerre — et elle l'est — un moment viendra où les individus prévoyants, liés par une solidarité mécanique à des imprévoyants, ne voudront plus subir les effets des actes déraisonnables de ceux-ci. Et ce jour n'est peut-être pas très éloigné. La surpopulation est destructrice de la liberté aussi bien que d'autres bonnes choses. Plus la terre se surpeuple et plus l'humanité sera nombreuse, plus l'Etat fera sentir une poigne de fer, au nom du salut public.

M. Julian Huxley, petit-fils du grand Huxley et professeur de zoologie à l'Université de Londres, ne doute pas que la limitation des naissances soit chose faisable, puisque, dans une conférence donnée à New-York en 1931, il faisait cette prophétie :

1. *Les Causes et les Conséquences de la Guerre*, p. 142.

« Dans un siècle, chaque nation aura établi une administration spéciale pour la limitation des naissances. Le seul fait que la population du monde se sera considérablement accrue obligera les politiciens à reconnaître la nécessité de limiter la population par des moyens gouvernementaux. L'actuel chômage mondial nous force à envisager la nécessité de réglementer les naissances comme déjà nous réglementons la déclaration des maladies contagieuses. Dans un siècle ou deux, nous dirons à l'homme qui ne peut pas entretenir sa famille que l'aide de l'Etat lui est refusée, à moins qu'il ne s'engage à n'avoir plus d'enfants. S'il ne consentait pas à cet arrangement, toute assistance de l'Etat lui serait effectivement refusée ou bien il serait interné. Quelles que soient nos idées sur la liberté personnelle, nous serons bientôt contraints de ne plus tenir compte des droits de l'individu en matière de procréation; et finalement le nombre des enfants de chaque famille sera fixé par l'administration. Cela peut sembler antidémocratique, mais la science de l'hérédité et la biologie sont elles-mêmes des sciences antidémocratiques<sup>1</sup>. »

Bernard Shaw, lui aussi, dans son dernier livre sur le socialisme : *The Intelligent Woman's Guide to Socialism*, prédit que dans la société future : « Le nombre des enfants de chaque famille sera fixé par la loi. Ce sera un crime que d'avoir un enfant au-dessus du chiffre légal<sup>2</sup>. »

Au Congrès de la Fédération universelle de la Régénération humaine, tenu à Liège les 17 et 18 septembre 1905, le Docteur George Drysdale, l'auteur des *Eléments de Science sociale*, présenta un rapport concluant à la nécessité d'une action

1. *News Chronicle* (Londres), 11 janvier 1931.

2. Cité par l'*Observer* (Londres), 9 septembre 1928.

de l'Etat, en tous pays, pour décourager la production de familles trop nombreuses. Il demandait « que la loi prévît des pénalités, d'abord faibles, puis croissantes, contre les parents ayant, sauf discussion sur ce point, plus de quatre enfants, nombre énorme déjà et que peu de familles doivent atteindre. Ni la liberté individuelle ni les difficultés d'application ne doivent empêcher une telle loi, qui seule peut assurer la prospérité des familles et des nations<sup>1</sup>. »

En 1912, un sociologue anglais, M. Edward Isaacson, écrivait : « Il n'est pas douteux qu'un moment viendra où les pays qui exportent maintenant des vivres seront à ce point peuplés qu'ils auront besoin pour eux-mêmes de tout ce qu'ils produisent et ne pourront plus approvisionner les pays surpeuplés, à quelque prix que ce soit. Si ces derniers continuent à se développer industriellement et en conséquence accroissent leur population et qu'ils persistent à compter sur l'importation pour leur nourriture, leur détresse sera un jour quelque chose qui dépassera toute expérience humaine; et il n'est pas trop tôt aujourd'hui pour qu'ils commencent à se prémunir contre cette éventualité. Ils n'ont qu'une chose, et une seule, à faire. Ils doivent ramener leur population au nombre que leur sol peut nourrir, selon le meilleur système agricole. On peut y parvenir par l'émigration tant qu'il y a place pour elle. Mais ensuite, que faire? Ensuite l'espèce humaine tout entière devra s'atteler à la solution du problème qui consistera à limiter le nombre de ses membres à celui que permettront les ressources naturelles mondiales<sup>2</sup>. »

Or ce futur évoqué il y a une vingtaine d'années

1. *Régénération* (Paris), novembre 1905.

2. *The Malthusian Limit*, introduction, pp. xxvi-xxvii.

par M. Edward Isaacson est en voie de réalisation; on peut dire qu'il est déjà en grande partie réalisé. L'exportation de produits agricoles par les pays neufs s'est énormément réduite, comme nous l'avons déjà vu. Les vieux pays se sont de plus en plus industrialisés, et même les neufs, et tous commencent à goûter du chômage permanent. Les vieux pays ne se sont souciés d'aucun avertissement et ont laissé passer l'époque où ils pouvaient encore faire œuvre prévoyante. Les possibilités d'émigration se sont grandement amoindries, les pays neufs se montrant précisément, devant le danger qui se forme du côté de l'Ancien-Monde, un peu plus prévoyants que celui-ci. Que faire? Le temps est peut-être venu de s'atteler à la solution mondiale envisagée par le sociologue anglais. En tout cas, il est certainement arrivé, et depuis longtemps, en ce qui concerne les continents surpeuplés d'Europe et d'Asie. Ils sont plus que mûrs pour la limitation des naissances.

Mais seules quelques timides voix préconisent ce moyen radical. La presque totalité des hommes qui s'occupent de politique ou de sociologie, même lorsqu'ils se disent, de bonne foi, « avancés », montrent seulement combien la routine a d'emprise sur leur esprit.

Des conférences internationales à objets politiques ou économiques se réunissent de temps à autre avec la prétention de guérir les maladies de l'Europe ou du monde, voire de prévenir la guerre, mais dans aucune on ne s'occupe de ce problème qui prime tout : la question de la population, — la question qui est tabou. Et la maladie continue à se développer jusqu'à la crise qui, de nouveau, enfoncera un peu plus profondément dans le bourbier où ils se débattent l'Europe et le reste du monde.

On voit des biochimistes faire expérience sur expérience pour arriver à déterminer scientifiquement la ration alimentaire réellement nutritive dans les diverses circonstances de l'existence individuelle et selon les tempéraments; des agronomes font de même pour étudier le rendement possible des diverses sortes de sol et les doses optima d'engrais capables d'accroître leur rendement; mais, quant à la population, aucun économiste ne songe à se livrer au moindre calcul afin de déterminer scientifiquement le chiffre de la population adéquat à un territoire donné; de sorte que les découvertes des deux premières catégories de savants ne sont pas utilisées comme elles devraient l'être : ils travaillent pour peu de résultats pratiques. Qu'un économiste arrivât à la détermination en question, ce serait évidemment dangereux pour ceux qui aspirent à disposer de la plus grande somme possible de chair à travail et de chair à canon!

Cependant, qu'on en soit bien persuadé, dès qu'un gouvernement le voudrait, tous les économistes du pays se mettraient à la besogne et se hâteraient de fournir les informations demandées. Ce jour-là, sans cesser d'être les « économistes de gouvernement » qu'ils semblent tenir à être et dont feu Paul Leroy-Beaulieu fut le prototype, ils brûleraient ce qu'ils auraient adoré, la loi de population redeviendrait une vérité et, en France, M. Henri Hauser ne trouverait plus que la profligité allemande d'avant-guerre doive être l'idéal de ses concitoyens. Ils cesseraient, en réalité, de faire de l'« économie politique de classe ».

On pourra m'objecter que j'ai taxé les gouvernants d'ignorance. Certes. Cependant, il y a des exceptions, si peu nombreuses soient-elles. D'ailleurs ils pourraient s'instruire. Mais il faut savoir

que leur ignorance est à la fois servie et masquée par la science des fonctionnaires de l'Etat; parmi lesquels, précisément, se trouvent de nombreux économistes. Dans les grandes réformes que peut avoir à entreprendre l'Etat, ce ne sont pas les hommes politiques qui vraiment résolvent les questions, ce sont les hauts fonctionnaires, les seuls qui les étudient, les seuls qui possèdent le savoir et l'expérience nécessaires à leur solution. Le politicien est le patron qui commande, le fonctionnaire est le technicien qui exécute. Le second ne peut prendre aucune initiative, mais le jour où le premier dira aux statisticiens, aux économistes et autres qui sont à la disposition de l'Etat : « Voilà, le gouvernement a décidé de procéder à la limitation des naissances, à la désurpopulation du pays; préparez-nous un projet de loi », ce jour-là la limitation des naissances sera en bonne voie. Statisticiens, économistes et juristes se mettront à la tâche pour établir le droit nouveau, le droit scientifique, la véritable *justice biologique*, diamétralement opposée à celle de Bernhardt. Mais les politiciens n'agiront que sous la pression d'un fort courant d'opinion dirigé lui-même par une élite. Malheureusement, actuellement, c'est l'ignorance et par suite l'indifférence qui règnent à ce sujet, tant du côté des dirigeants que des dirigés.

Que les politiciens, et même les autres, ne nous objectent pas, pour justifier leur inaction, l'éternel argument de la « défense nationale », — sans la moindre valeur dans notre conception de l'action à entreprendre. Il doit être bien entendu que lorsque nous préconisons la limitation des naissances pour mettre fin à la guerre, nous ne songeons pas à une action en ce sens par la nation isolée, quoiqu'il appartienne à chaque nation d'assurer cette limi-



tation par ses propres moyens. Nous envisageons une limitation mondiale. Et cela pour les raisons suivantes.

La plupart des nations du globe étant plus ou moins surpeuplées et étant maintenant plus que jamais liées les unes aux autres dans la détermination de leur sort, étant solidaires, — d'une solidarité mécanique et qui ira sans cesse croissant en rigidité, parallèlement au peuplement de la terre, — toutes sont plus ou moins responsables de la guerre, de même que toutes sont intéressées à la solution du problème de la paix universelle. Elles sont d'autant plus intéressées dans leur totalité à cette solution que même le fait de n'être pas surpeuplée ne saurait préserver aucune nation de la guerre, et cela conformément à la susdite solidarité mécanique. On a vu, par exemple, entre 1914 et 1918, des nations qui n'étaient pas encore impérieusement poussées à la guerre par leur état démographique y participer cependant, en vertu de la fatalité qui liait leur sort à celui de nations très surpeuplées poussées réellement à la guerre.

C'est pourquoi le problème de la paix, envisagé à la lumière de la loi de population, est un problème mondial, et non celui de chaque nation en particulier. Il sera résolu internationalement et mondialement ou ne sera pas résolu. L'alternative avec laquelle est confrontée l'humanité est : la guerre par des mesures nationales défensives ou la paix par des mesures mondiales préventives.

Et ce problème ne peut être envisagé *d'abord*

science, la reproduction peut être soumise entièrement à l'empire de la volonté. C'est dire que, les gouvernements aussi bien que les individus ayant à leur disposition les pouvoirs nécessaires, la guerre pourrait être abolie si on le voulait profondément.

Mais ce n'est là l'affaire ni d'une nation isolée, ni de deux ou plusieurs nations associées : c'est celle du monde entier. Car la terre entière est relativement surpeuplée, comme nous l'avons exposé précédemment. L'Europe l'est incontestablement, de cette sorte de surpopulation absolue que nous avons appelée la surpopulation industrielle.

Pour abolir la guerre, la limitation *mondiale* des naissances est nécessaire.

Une raison subsidiaire en faveur de l'universalité de la limitation des naissances, c'est que, comme pour la limitation ou la suppression des armements, aucune nation ne voudrait s'y livrer sans que les autres le fissent en même temps. En la demandant mondiale, comme d'ailleurs la raison le veut, nous évitons le reproche plus ou moins justifié, fait à quiconque agite cette question dans un sens uniquement national, d'affaiblir son pays devant l'étranger. Plus ou moins justifié, dis-je bien, car accentuer la surpopulation de son propre pays sous prétexte de repousser l'invasion possible d'un voisin surpeuplé, c'est faire du pacifisme à rebours : c'est hâter l'explosion de la guerre. La course à la population, à la surpopulation, plutôt, est plus absurde encore que la course aux armements, puisque celle-ci est fonction de celle-là.

Mais, je le répète, et on ne le répétera jamais assez, la guerre ne résulte pas de ce que tel pays a un plus grand nombre d'habitants que le pays voisin, ou de ce que celui-ci en a moins que l'autre, si tous deux sont des « nations normales » selon la formule de List. Elle résulte du fait que la population de tel ou tel pays est plus nombreuse qu'elle ne devrait l'être par rapport à la production du sol de ce pays en subsistances.

C'est parce que tel pays est, non pas peuplé, mais surpeuplé, qu'il fait la guerre à d'autres.

En conséquence, les pacifistes scientifiques demandent une limitation mondiale des naissances, effectuée par toutes les nations, associées dans une volonté de paix, sous l'égide de la Société des Nations.

La première propagande à faire par les vrais pacifistes est celle-là.

Car dans cette solution repose le salut de l'humanité.

L'organisme nécessaire à la limitation mondiale existe déjà : c'est la Société des Nations. Elle seule, quant à présent, est apte à prendre les informations statistiques indispensables, pour ensuite susciter les mesures voulues et, pourvu que les pouvoirs nécessaires lui en soient donnés, les imposer aux nations.

Evidemment, si elle devait prendre en main la cause de la paix, de la vraie paix, il ne faudrait pas qu'elle fût composée de membres tels que M. Chodzko, délégué bien représentatif de la Pologne, qui, à une assemblée de la Commission d'hygiène, en 1928, la question de la limitation des naissances étant à l'ordre du jour, émit l'opinion que « la race blanche était menacée du danger de dépopulation. La dépopulation rurale

était dans certains pays aussi sérieuse que la dépopulation urbaine. Il s'éleva énergiquement contre la propagande en faveur de la limitation des naissances et, faisant allusion à l'état démographique de la Hongrie, il fit un tableau de familles de paysans sans enfants ou n'ayant qu'un seul enfant, ajoutant qu'il semblait que quelque terrible épidémie eût ravagé tout le pays<sup>1</sup>. De tels ignorants ne doivent pas avoir voix au chapitre.

Heureusement, les tardigrades de cette espèce ne semblent pas avoir grande influence dans cette Commission, étant donné qu'un rapport adopté par elle en octobre 1931 exprimait une opinion favorable à la pratique anticonceptionnelle. Ce rapport se plaçait surtout au point de vue de l'intérêt individuel de la femme et de l'enfant. Mais, lorsqu'il s'agit d'une question de cette catégorie, il faut s'attendre à l'antagonisme d'une quantité d'adversaires. Je voulus me procurer ce rapport, qui avait été publié en 1932 et m'adressai pour cela au dépositaire français de la Société des Nations. Il me fut répondu que la vente dudit rapport était interdite en France...

Autres adversaires : les bellicistes français. Au sujet du rapport précité, on a pu lire les lignes suivantes d'un éditorial de *Figaro* : « La S. D. N. est en train d'élaborer un procédé infaillible pour supprimer la guerre. D'après une information à laquelle nous n'ajouterions pas foi si nous ne l'avions trouvée dans le *Journal des Débats*, l'Institut d'hygiène de la S. D. N. recommande le malthusianisme et organise un musée destiné à le propager. Ce sera la limitation des effectifs par la limitation

1. Analyse des *Daily News* (Londres), 15 septembre 1928.

des naissances en attendant la fin des guerres par la fin du monde<sup>1</sup>. »

Ce second fait montre ce qu'on peut attendre des bellicistes dès que l'on s'attache à combattre la véritable — parce que primordiale — cause de la guerre et que l'on préconise, pour mettre fin à celle-ci, l'emploi du seul moyen efficace.

C'est cependant dans cette voie unique que la Société des Nations doit s'engager si elle ne veut pas demeurer l'instrument impuissant de prévention de la guerre qu'elle a prouvé être dans l'actuelle guerre sino-japonaise. Le président Wilson a dit en 1919 : « La Société des Nations est le seul espoir. » Oui, mais à la condition *sine qua non* qu'elle fasse du pacifisme scientifique.

Mais, nous allons le voir, il est, pour la limitation des naissances, un adversaire plus redoutable que le belliciste : le religieux.

En tout cas, une alternative confronte l'humanité : la limitation des naissances ou la guerre à répétition.

Il est vrai que la guerre qui peut naître de la surpopulation a un substitut. Mais ce substitut reste pour la plupart du temps théorique ou, s'il s'impose effectivement, il dure généralement un temps relativement court, parce que les peuples le supportent rarement longtemps et que lui-même se résout bientôt en mortalité intense : c'est la famine. A cet égard, l'exemple exceptionnel de l'Inde, invoqué par le Docteur Gustave Le Bon, est tout à fait probant et constitue un précieux enseignement :

« Un seul pays, l'Inde, jouit des bienfaits d'une tranquillité absolue depuis un siècle. Elle est une

1. *Figaro* (Paris), 13 août 1932.

des plus vastes et des plus peuplées contrées du globe. L'expérience faite sur une aussi large échelle présente donc un grand intérêt. Les conséquences de cette paix forcée, imposée à 300 millions d'hommes par la main puissante de l'Angleterre, n'ont pas été longues à se produire. Rien n'entravant plus le développement de la population, elle acquit d'immenses proportions, augmentant, d'après les statistiques, de plus de 30 millions pendant ces vingt dernières années; sa densité par kilomètre carré pour les régions habitables dépasse du double celle des pays les plus peuplés de l'Europe. Il en est résulté, c'était fatal, une misère aussi générale que profonde. Elle serait bien autrement intense encore si, suivant la vieille loi de Malthus, d'inévitables famines ne venaient décimer d'une façon périodique cette effrayante fourmilière. Or ces famines, malgré les télégraphes et les chemins de fer, sont des désastres laissant loin derrière eux les plus sanglantes batailles. La seule province d'Orissa, en 1866, a vu périr de faim 1 million d'hommes; 1.200.000 sont morts en 1868 dans le Punjab. En 1874, 1.300.000 Hindous furent enlevés par la famine dans le Dekkan. Que sont nos guerres<sup>1</sup> comparées à de pareilles hécatombes?<sup>2</sup> »

Guerre ou famine : voilà une autre alternative. Au lieu que la nature fasse la guerre à l'homme par le moyen de l'homme, elle la lui fait directement par la faim : on ne dédaigne pas impunément la loi de population, — la répression se produit tôt ou tard, d'une manière ou d'une autre.

Choisir pour choisir, mieux vaut la limitation des naissances.

1. Le Docteur Le Bon écrivait ces lignes en 1910. Depuis, nous avons eu l'hécatombe de 1914-1918!

2. *La Psychologie et la Défense sociale*, pp. 93-94.

## CHAPITRE XXV

## LA RÉVOLUTION INTELLECTUELLE — CONCLUSION

Le pire ennemi du pacifisme scientifique est la religion, de quelque dogme qu'elle se réclame, quelque dénomination qu'elle adopte. Toute religion est un obstacle à la paix, parce que toute religion est finaliste. Par finalisme, nous entendons le système d'explication du monde qui affirme qu'un dessein, conçu par un « Dieu » créateur, a présidé à la « création » de l'univers et continue de présider à son existence et à son évolution. Tout ce qui existe étant, par ce seul fait, nécessairement compris dans le dessein, est divinisé. La divinisation du fait est une conséquence logique du théisme et du finalisme qui est inhérent à ce dernier. Dans la pratique courante de la vie, elle se traduit par le conservatisme, par le réactionnarisme contre l'évolution progressive qui s'est réalisée, enfin par le conformisme aveugle à la nature. Tout fait, par cette seule raison qu'il est, devient adorable, respectable et est finalement admis comme rationnel.

« Rien n'arrive en ce monde que Dieu ne le veuille ou ne le permette, pour Sa gloire<sup>1</sup> », a écrit un catholique qui s'y connaissait en théologie, Léon Bloy.

1. *La Femme pauvre* (éd. Crès), p. 354.

Si un « Créateur » a fait les choses qui sont, a créé les processus par lesquels elles se font, se renouvellent ou se continuent, elles sont de toute évidence d'ordre divin : il n'y a pas à les discuter, mais à se conformer à la « volonté » divine dont elles sont la manifestation. C'est la seule attitude admissible de qui est théiste. Cependant, on n'a jamais vu, par exemple, de chrétien adopter *absolument* cette attitude. La raison nous indique que ce serait impossible. Et cette impossibilité devrait ouvrir l'œil des chrétiens. Mais il semble que rien, pour la plupart d'entre eux, ne puisse les conduire à ce résultat. D'aucuns, d'ailleurs, ne le veulent pas : la vérité serait trop blessante pour eux. Ils préfèrent rester en quelque sorte dans leur illusion. En matière de pure sexualité, ce fait est bien connu. En matière de guerre, il en va de même.

Il est étonnant que ceux qui entretiennent en eux une pareille croyance ne soient pas plus complètement résignés à ce qui est. Ils sont absolument illogiques. Il en est même qui vont jusqu'à une sorte de révolte. J'avoue ne pas comprendre, par exemple, l'attitude de cette poignée de chrétiens qui s'insurgent contre la guerre. Il y a des chrétiens pacifistes; mais où prennent-ils leur raison, voire leur droit, moralement parlant, de se dresser contre la guerre, qui, s'il existe un « Dieu », doit être en bonne logique, selon tout théisme, une création de « Dieu », un effet des processus ordonnés par « Dieu »? Il est vrai qu'il y a Satan!... Mais soyons sérieux, si toutefois on peut l'être en pareille matière.

Le seul théiste logique en matière de guerre, c'est le catholique Joseph de Maistre, qui entretenait la conception la moins ridicule, celle du « Dieu » de l'Ancien Testament, lequel serait en

somme le plus véridique si la « réalité » que prétend représenter ce symbole finaliste était... une réalité! Joseph de Maistre a atteint le summum en matière de divinisation du fait. Il faut lire le passage magistral des *Soirées de Saint-Petersbourg* — magistral au point de vue littéraire, non certes au point de vue intellectuel — où il décrit l'entre-dévorement des êtres vivant sur la Terre et l'entr'égorgement des humains, pour conclure : « La guerre est donc divine en elle-même, puisque c'est une loi du monde », — ce qui est une conclusion rigoureusement logique si l'on est théiste et par suite finaliste, — deux états d'esprit inséparables.

S'il y a un « Dieu », le général de Moltke a eu raison de dire : « La guerre fait partie de l'ordre universel institué par Dieu. »

S'il y a un « Dieu », le général Cherfils a eu raison de dire : « La guerre est d'essence divine<sup>1</sup>. »

Je ne comprends qu'une attitude pour un théiste, à quelque Eglise ou secte qu'il appartienne : c'est sa résignation absolue au fait de guerre, et même son exaltation du fait de guerre. On a parlé avec indignation, après certaines guerres, notamment celle de 1914-1918, de prédicateurs « sanguinaires »

1. Le texte intégral de l'opinion émise par le général Cherfils quant à la guerre aurait été déplacé dans le texte ci-dessus. Il vaut cependant la peine que nous le citions ici, d'autant plus qu'il montre que ce général — un de ces « militaires légers et têtus, cervelles d'oiseau dans des crânes de bœuf » dont parle Anatole France dans *Les Dieux ont soif* — que ce général avait conscience de la cause biologique de la guerre : « La guerre est d'essence divine. Elle est la saignée qui rétablit la santé morale du monde congestionné de mauvais désirs. Elle est encore l'exutoire par quoi se rétablit l'équilibre de la surproduction de l'espèce chez les races saines et bien portantes. Les peuples ne désarmeront jamais, heureusement pour leur grandeur morale et pour la beauté de la civilisation. » Le général Cherfils est mort dans son lit, naturellement, au début de 1933.

qui, du haut de leur chaire, devant les fidèles assemblés, justifiaient la guerre. Mais ils étaient dans la logique de leur doctrine; ceux d'entre les catholiques qui ne le sont pas, ce sont ceux qui la condamnent : ce faisant, ils jugent et condamnent leur « Dieu » lui-même; ils inclinent à l'antithéisme : ce sont de mauvais chrétiens. Certes, sanguinaires, les prédicateurs précités l'étaient bien, mais d'un autre point de vue que celui auquel on se place pour les stigmatiser de ce qualificatif : ils l'étaient non parce qu'ils justifiaient la guerre comme d'origine divine : ce faisant ils étaient simplement logiques, mais parce que — en les supposant sincères, ce dont je doute fort, au surplus, — ils adoraient « Dieu », père de la guerre, au lieu de se révolter contre lui, ou plutôt contre son idée, — parce qu'ils n'étaient pas antithéistes.

Nous avons vu que la guerre a une origine sexuelle. Elle naît par la génération. Elle naît, quelque aspect de la vie sociale de l'humanité qui masque ce fait, du déséquilibre entre la population et les subsistances. Elle est la conséquence de la surpopulation. C'est là un point de vue scientifique. Et le seul pacifisme à opposer à la guerre, c'est le pacifisme scientifique, — non le pacifisme chrétien, qui porte une contradiction dans ses termes et qui, comme tel, est inopérant. Si un chrétien se trouve être pacifiste, ce n'est pas parce qu'il est chrétien, c'est parce que c'est un rationaliste qui s'ignore, un être de raison au fond de lui-même, mais empêtré par l'idée dont il se réclame, idée déraisonnable, absurde et représentant le contraire de son idéal.

Lorsqu'on pense que le processus de la génération doit être strictement suivi, parce qu'il est un fait, — un *fait divinisé*, — parce qu'il est l'œuvre

de « Dieu », — et c'est là la thèse des chrétiens, quelques violations de cette règle naturelle qu'un nouveau tour de leur illogisme, sinon tout simplement leur tartuferie, leur fasse commettre dans la pratique, — on doit admettre la guerre, qui est la conséquence de cette stricte observance et qui est dans la logique théiste et finaliste.

Ce qui montre qu'un vrai chrétien n'a pas le droit d'être pacifiste et que pour l'être il doit commencer par rejeter sa croyance, — sa néfaste croyance.

Le vrai chrétien en matière de guerre, c'est Joseph de Maistre, c'est le général de Moltke, c'est le général Cherfils. Et c'est notre ennemi.

C'est notre ennemi, car il divinise un fait : une « loi » naturelle. Or le devoir de l'homme envers soi-même, c'est-à-dire son intérêt, est de violer — employons ce mot, puisqu'on parle de « loi » comme issue d'une autorité consciente et volontaire — toute loi naturelle contraire à sa vie, à son bonheur. Notre ennemi, lui, la rend intangible.

Il rend — pour nous exprimer en termes plus scientifiques — un processus naturel intangible, il s'oppose à toute évolution progressive de l'espèce humaine. Et en voici la preuve. Le R. P. J.-P. Arendzen, de la Compagnie de Jésus, qui porte le titre moliéresque de docteur en théologie, répondant à une enquête d'un journal anglais sur la limitation des naissances, s'opposait à cette dernière en ces termes : « La loi de nature est la loi de Dieu incorporée dans la création... Toute violation volontaire de la loi de nature est un péché mortel contre Dieu, le Créateur et Mainteneur de la nature<sup>1</sup>. »

1. *Daily News* (Londres), 13 août 1929.

Le théologien crée le dogme, le prêtre l'enseigne et le fait observer par les fidèles de son Eglise. Ainsi s'exerce l'influence surpopulatrice des religions et spécialement du catholicisme. Voici, daté de 1910, un édifiant dialogue entre Jules Huret et l'abbé Gerstenberger, l'un des chefs du parti catholique allemand au Reichstag :

« — Le catholicisme est-il en progrès ou non ?

« — Nous augmentons seulement par le surplus des naissances. En dehors de cela, nous perdons.

« — N'y a-t-il donc plus de naissances chez les protestants ?

« — Oh ! oh ! fait en riant l'abbé Gerstenberger. Voyez les Polonais dont Bülow a dit qu'il pullulaient comme des lapins... C'est un observateur, Bülow...

« — Ce pullulement vient-il de ce qu'ils sont catholiques ?

« — Oui, monsieur. Il vient de ce qu'ils sont catholiques et qu'ils obéissent aux commandements de Dieu. C'est parce que la Bavière est très catholique que les familles de 14 et 15 enfants sont nombreuses, chez les riches comme chez les pauvres. Le prince Ludwig a eu 13 enfants<sup>1</sup>. »

En 1913, le correspondant berlinois de l'*Echo de Paris* donnait à ce journal une analyse d'un article de la *Deutsche Tages Zeitung* où il était dit : « C'est un fait fort intéressant qu'en Allemagne les naissances diminuent beaucoup moins rapidement chez les catholiques que chez les protestants. On prévoit même dans les milieux luthériens que, d'ici à cinquante ou soixante ans, si le phénomène persiste, le nombre des enfants catholiques dans les

<sup>1</sup> Jules Huret, *En Allemagne. La Bavière et la Saxe*, pp. 273-274.

écoles sera sensiblement égal au nombre des enfants protestants<sup>1</sup>. »

Il n'est pas sans intérêt de citer aussi une des raisons données par l'évêque anglican de Bradford, en Angleterre, pour justifier son opposition à la limitation des naissances :

« On peut entendre dire, dit-il, par des protestants clairvoyants des Etats-Unis : « Il semble assez certain que si nous continuons de procéder comme nous le faisons au présent, l'avenir de ce pays sera bientôt entre les mains des catholiques et des juifs. » Et ceux qui désirent voir l'élément anglo-saxon gouverner le Canada ou l'Australie sont dans un état de consternation compréhensible. Ainsi s'exprime l'évêque Gore dans son exposé raisonné des objections à la limitation des naissances du point de vue de la moralité chrétienne<sup>2</sup>. »

C'est là une sorte de guerre de religion qui se poursuit en Grande-Bretagne, au Canada, en Australie et aux Etats-Unis, mais comme elle ne peut se faire comme jadis, par le fer et par le feu, elle se fait à coup de naissances. Et le catholicisme, dont l'hostilité intransigeante à la limitation des naissances est notoire<sup>3</sup>, y gagne du terrain. En

1. *L'Echo de Paris* (Paris), 25 août 1913.

2. *Daily News* (Londres), 14 août 1929.

3. En 1913, Mgr Brown, représentant l'Eglise catholique, déclara devant la National Birth Rate Commission (Commission nationale du taux de la natalité) anglaise, que l'Eglise accordait la permission de limiter la famille, soit par la continence, soit par le recours à la « période de sécurité » mensuelle, seule en contradiction avec la doctrine

faisant faire à ses fidèles beaucoup d'enfants, l'Eglise catholique augmente son troupeau, et comme c'est un troupeau composé surtout de pauvres, elle se les attache par la charité. Ainsi, quoique la mentalité d'un protestant soit un peu plus ouverte à la raison et à la science que celle d'un catholique et que, par suite, individuellement, un certain nombre de protestants, même des évêques, — en réalité des modernistes, plus ou moins proches de l'athéisme — soient acquis à la limitation des naissances et la pratiquent, en Grande-Bretagne, par exemple, l'Eglise anglicane et les Eglises non-conformistes se voient obligées, par la concurrence catholique, à s'opposer également, comme institutions, à la limitation des naissances.

Mais qu'on ne croie pas que cette tactique de l'Eglise catholique soit confinée aux pays anglo-saxons. L'opposition de l'Eglise catholique à la limitation des naissances dans tous les pays du monde est non seulement la conséquence logique de son finalisme théiste, mais encore une politique tout imprégnée de machiavélisme.

Les surpopulations asiatiques sont, selon les voyageurs qui ont parcouru les pays d'Asie, à inscrire directement au compte des religions qui y sont pratiquées.

précisément pourquoi elle est impraticable, au bien-être de l'individu, par l'empoisonnement physiologique qu'elle entraîne. (Voy. Félix Le Dantec, *L'Egoïsme seule base de toute société*, ch. IV. Luxurieux point ne seras, notamment pp. 169 et 171-172.) Ensuite que, pour qui connaît le mécanisme de la fécondation, la prétendue « période de

M. J.-O.-P. Bland dit, en ce qui concerne la Chine, qu' « il est certain que la mort continuera dans l'avenir, à faire, en ce pays les terribles moissons humaines qu'elle y a faites dans le passé, tant que la religion des Chinois encouragera l'imprévoyance procréatrice dans les masses en la présentant comme un devoir<sup>1</sup>. » Il fait précisément allusion à ce finalisme, à cette divinisation du fait auquel j'attribue en dernière analyse le mal de la surpopulation et de la guerre, lorsqu'il écrit : « Les Chinois, race, non résistante, passive par nature, sont accoutumés à considérer les inondations, la peste et la famine comme résultant de la volonté du Ciel, comme faisant partie de la destinée naturelle de l'humanité. Une lente éducation sera nécessaire pour les convaincre que ces calamités sont l'effet direct de leur credo national, qui donne à tous les hommes le devoir impérieux de faire naître, à tout prix, le plus possible de petits adorateurs des ancêtres. »

On n'ignore pas qu'au Japon le shintoïsme exerce la même influence néfaste. M. Etienne Denery dit : « Ne pas avoir d'enfants est un sacrilège contre la religion et contre l'Etat... Procréer devient un devoir religieux et national<sup>2</sup>. »

Dans l'Inde, il en va exactement de même. « Un Indou, dit Albert Métin, est déshonoré s'il n'a point de postérité pour acquitter la dette des ancêtres<sup>3</sup>. » « Le malthusianisme, écrit Mme Marie-Thérèse Nisot, rencontre une très grande opposition de la part des ministres de toutes les religions, notamment de la part du grand prophète Mahatma Gandhi<sup>4</sup>. »

1. *The Observer* (Londres), 31 octobre 1920.

2. *Foules d'Asie*, p. 26.

3. *L'Inde d'aujourd'hui*, p. 44.

4. *Le Malthusianisme en Asie* (*Mercure de France*, Paris, 15 juin 1929).

Ainsi, tandis que Rabindranath Tagore, poète occidentalisé dont malheureusement l'influence est mince, s'est proclamé partisan de la limitation des naissances, le « pacifiste » Gandhi, qui, lui, exerce une grande influence, combat dans son pays, par religiosité, le seul moyen d'instaurer la paix sur la terre.

Tout lecteur de *Mother India*, de Miss Katherine Mayo, peut se faire une idée du caractère titanique de l'œuvre à entreprendre pour assainir la situation démographique de l'Inde. Dans le peu qu'ils y ont tenté en matière de réforme sexuelle, les Anglais ont d'ailleurs échoué, les pires aberrations étant sanctionnées par le brahmanisme. La loi interdisant le mariage des enfants, par exemple, promulguée sous la pression de l'émotion créée par le livre de Miss Mayo, est restée lettre morte.

Il n'est pas nécessaire d'approfondir davantage le rôle joué par les religions dans la surpopulation et par suite dans le déchaînement de la guerre.

Une véritable révolution intellectuelle devrait donc prélude à la limitation des naissances.

Que les hommes chassent de leur cerveau le vieux fantôme de leur imagination, cette baudruche céleste qui se dégonfle sous la pression de l'esprit scientifique : « Dieu »; qu'ils renoncent à voir dans l'univers une « création » née d'un dessein; qu'ils y découvrent une substance en perpétuelle évolution agissant — du plus pur aveuglement à la conscience — selon des habitudes nées de sa constitution même, en conséquence immuables et que l'on nomme « lois naturelles »; qu'ils sachent, avec le Nectaire auquel Anatole France prête ce langage symbolique, « que tout ce qui existe, existe par soi-même et non par le caprice d'Iaveh, que le monde est à lui-même son auteur et que l'esprit est à lui-



même son Dieu<sup>1</sup> », et ils se trouveront, en ce qui concerne leur espèce et dans cette part de leur activité que nous considérons ici, en présence d'une habitude de la nature nullement prise particulièrement à leur intention, en présence d'un simple processus naturel de reproduction et de population mal dirigé par eux, aboutissant en conséquence à des maux tels que la surpopulation et la guerre, mais qui peut être maîtrisé, gouverné, canalisé, auquel, en un mot, il suffit de s'adapter avec intelligence : la population se trouve dès lors proportionnée aux vivres dont elle dispose; les humains n'ont plus besoin de se disputer la nourriture et de s'efforcer de se supprimer les uns les autres pour que les survivants puissent manger : la guerre est morte.

Mais ce résultat ne sera pas tant que les hommes n'auront pas banni de leur mentalité l'absurde idée de « Dieu », de « Dieu » créateur de l'univers, ordonnateur des lois de la nature, — « Dieu », cette illusion, ce *mot* qui est le père de la guerre.

Car un pacifiste scientifique, un malthusien, est nécessairement un athée. Les deux qualifications, les deux états d'esprit sont inséparables. Une preuve : Charles Bradlaugh reste ardent athée et ardent malthusien toute sa vie. Quand, en son absence, la faible Annie Besant, propagandiste à ses côtés et de l'athéisme et du malthusianisme, se laisse circonvenir par cet imposteur que fut la vieille sorcière Blavatsky qui la convertit à la plus récemment inventée des religions : la théosophie, elle renonce, en même temps qu'à l'athéisme, au malthusianisme, marquant son recul intellectuel par l'interdiction formelle de réimprimer ses écrits

1. *La Révolte des Anges*, p. 191.

malthusiens, notamment son livre : *The Law of Population*. C'est que, comme dans toute religion, il y a dans la théosophie un prétendu dessein de « Dieu » qu'est censé détruire le malthusianisme. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'en outre Annie Besant ait adhéré en 1914 à la guerre, se rangeant dans l'un des partis belligérants et justifiant son attitude par des raisons tirées de la théosophie et qui sont absolument équivalentes à celles de Joseph de Maistre, du général de Moltke et du général Cherfils<sup>1</sup>.

On conçoit aisément que cette idée de « Dieu » et du dessein qui en est inséparable devient l'axe de toute activité humaine. Pour nous cantonner dans l'objet de ce livre : il va de soi qu'étant donné une telle conception, un homme, en limitant sa progéniture, désobéit à la volonté divine, nuit au plan divin; si sa prolificité, d'autre part, cause la guerre, c'est que Dieu le veut et il n'a à se refuser ni à la génération ni à la guerre, institutions divines.

Tout ce qui, dans les actes des individus, se manifeste différent de ce que doit donner un tel système, est, si l'individu se range faussement parmi les

1. Voy. G. Chevrier, *Guerre et Théosophie* (Paris, Publications Théosophiques, 1916), pp. 35-40. — Dans cet ouvrage, l'auteur, qui est membre de la Société Théosophique, montre que la guerre de 1914-1918 était une guerre voulue par « Dieu » et contribuant à la réalisation du « Plan divin », expression qu'il répète à satiété et qui d'ailleurs fait partie du vocabulaire courant de la théosophie. *Guerre et Théosophie* a été écrit pour protester contre l'affirmation d'un membre de l'Independent Labour Party qui avait, dans une interview, mentionné les théosophes anglais comme favorables au mouvement de l'objection de conscience. Selon M. Chevrier — et son écrit prouve qu'il a raison — ce ne saurait être là qu'une attitude individuelle, mais non celle de la théosophie elle-même. Et il appuie ses affirmations de déclarations de la grande-prêtresse de cette Eglise, Annie Besant.

croyants, l'effet de son hypocrisie; sinon, l'effet de son indifférence religieuse ou de son athéisme.

Mais, socialement, rien dans l'éducation, rien dans l'éthique, rien dans la politique ne doit contrecarrer ce dessein. Et effectivement, c'est ce qui se produit. En France, par exemple, même dans l'enseignement laïque, on n'enseigne rien qui puisse y porter atteinte. C'est que le sujet qui nous occupe rentre dans le domaine du sacré. Le seul fait de laïcisation de l'enseignement est, naturellement, incapable de dissiper une erreur séculaire, enseignée jadis par l'Église et entretenue par elle encore aujourd'hui, dans la mesure de ses moyens. Le milieu, sauf une petite minorité de dissidents, est pénétré de la vérité de cette erreur — ou de ce mensonge.

Peu importe, au surplus, que l'homme ait rejeté le mot « Dieu » s'il en a conservé l'idée. Qu'il substitue, par exemple, à ce vocable celui de Nature; que, personnalisant cette dernière, il lui attribue un dessein, le résultat est le même. D'un processus il a fait une divinité et les « lois naturelles » prennent un sens d'autorité. Il parle de la Nature-Dieu comme si ce que nous appelons « nature » était un être, une conscience, alors que ce n'est, de toute évidence, qu'un ensemble de processus chimiques et mécaniques éternellement à l'œuvre et sans raison autre que celle d'être, d'avoir lieu. Ainsi, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, pour employer le jargon des partis politiques, on croit dur comme fer à une providence spécialement organisée en faveur de l'homme, ce benjamin de la « création », et qui veille sur lui, — à sa manière naturellement, car la vague divinité organisatrice de ladite providence poursuit son impénétrable dessein. Cette croyance était, inconsciente, dans l'esprit d'un Kro-

potkine comme elle est, plus nettement définie, dans celui d'un Bernhardi. En tout cas, le résultat est le même : on se soumet au dessein. Et celui-ci consistera toujours à surpeupler, puis faire la guerre, pour ensuite surpeupler, puis faire la guerre, jusqu'à la consommation des siècles...

A moins que l'humanité n'écoute enfin Prométhée, le malthusien, le pacifiste scientifique, l'homme qui a fait en lui la révolution intellectuelle et la révolution morale.

La compréhension est mère de l'amour, — de l'amour au sens large du mot. A la révolution intellectuelle est subordonnée une révolution morale qui ouvrirait une nouvelle avenue vers la paix universelle et dont j'ai développé l'idée ailleurs<sup>1</sup>, — une révolution morale qui se traduirait par l'épanouissement de l'égo-altruïsme, par la haine de toute souffrance dont l'homme peut-être l'ouvrier en vertu de son pouvoir reproducteur, par la pitié pour toutes les victimes de l'acte sexuel inconsidéré, pitié à l'égard de la femme dans sa capacité d'être mère, pitié à l'égard de l'enfant à naître, et enfin par le souci de la justice envers l'humanité en général.

La paix est au prix de cette double révolution — qu'aucune religion ne peut entreprendre.

Alors même qu'elles seraient animées des meilleures intentions, les religions ne pourraient nous apporter que le mal : on ne bâtit pas la liberté positive, le droit, le bonheur, sur l'ignorance, l'erreur ou le mensonge. C'est de la science seule, de l'esprit scientifique, que l'humanité doit espérer sa libération des contraintes de la nature.

Que les intéressés, donc, c'est-à-dire tous ceux qui

1. Dans *La Maternité consciente*.

ne veulent pas que continue ce système absurde de faire naître des hommes destinés par la force des choses à être un jour du « matériel humain » pour des massacres futurs, parce qu'il leur faudra se disputer une nourriture devenue de plus en plus rare, — que ceux-là sortent de leur léthargie ou de leur ignorance; qu'ils créent une agitation nationale et internationale sérieuse pour imposer aux gouvernements leur volonté de les voir étudier la question scientifiquement et prendre d'ores et déjà les mesures nécessaires; qu'ils constituent pour l'étude et pour l'action des groupements pacifistes scientifiques; qu'ils obligent les propagandistes préconisant des moyens de paix inefficaces, à discuter le problème de la paix et de la guerre sur la base du pacifisme scientifique; qu'ils fassent la lumière, qu'ils agissent et ils verront progressivement leurs efforts couronnés de succès.

Si l'humanité veut ne plus subir la guerre, il lui faut extirper la racine de ce fléau. Or cette racine est le déséquilibre permanent entre la population et les subsistances, la surpopulation causée par la reproduction désordonnée des êtres humains. Il faut y mettre un frein : il faut limiter les naissances. L'humanité se résoudra-t-elle à appliquer cette mesure civilisatrice et salvatrice? C'est le secret de l'avenir. Quoi qu'il en soit, elle est avertie. Elle doit savoir que, sans un frein volontaire et intelligent,

CROITRE ET MULTIPLIER, C'EST LA GUERRE!

Septembre 1932-février 1933.

## BIBLIOGRAPHIE

- ALLENDY (D<sup>r</sup> R. et Y.), *Capitalisme et Sexualité* (Paris, Denoël et Steele. 1932).
- BERNHARDI (F. VON), *Unsere Zukunft* (1912) : *Notre Avenir*, traduction EMILE SIMONNOT (Paris, Cornard. 1915).
- BILLINGTON-GREIG (TERESA), *Commonsense on the Population Question* (Le Sens commun sur la Question de la Population) (Londres, The Malthusian League. 1914).
- BIOTTOT (Colonel), *La Guerre nécessaire* (Paris, La Renaissance du Livre. 1912).
- BÜLOW (Prince BERNHARD VON), *Imperial Germany* (L'Allemagne impériale) (Londres, Cassell. 1914).
- CAMBON (VICTOR), *L'Allemagne au travail*, 14<sup>e</sup> éd. (Paris, Roger. Sans date).
- CHANTRIOT (EMILE), *L'Allemagne et sa situation économique* (Paris, Berger-Levrault. 1910).
- CORNELISSEN (CHRISTIAN), *Les Dessous économiques de la Guerre* (Paris, Berger-Levrault. 1915).
- CRAMB (J.-A.), *Germany and England* (L'Allemagne et l'Angleterre) (Londres, Murray. 1915).
- DENNERY (ETIENNE), *Foules d'Asie* (Paris, Colin. 1930).
- DEVALDÈS (MANUEL), *La Maternité consciente* (Paris, Editions Radot. 1927).
- DRYSDALE (D<sup>r</sup> C.-V.), *Can everyone be fed?* (Londres, The Malthusian League. 1913) : *Y a-t-il des Subsistances pour tous?* traduction MANUEL DEVALDÈS (Paris, Le Malthusien. 1919).
- DRYSDALE (D<sup>r</sup> GEORGE), *Eléments de Science sociale*, 6<sup>e</sup> éd. française (Paris, Régénération. 1905).

- ESPÉ DE METZ (G.) (Général DE SAINT-PAUL), *J'en appelle au Monde civilisé* (Paris, Brumauld. 1929).
- GIROUD (GABRIEL), *Population et Subsistances* (Paris, Schleicher. 1904).
- GRUMBACH (S.), *L'Allemagne annexioniste* (Paris, Payot. 1917).
- GUYOT (YVES), *Les Causes et les Conséquences de la Guerre*, 2<sup>e</sup> éd. (Paris, Alcan. 1916).
- HARDY (G.), *La Question de Population et le Problème sexuel* (Paris, édition de l'Auteur. 1914).
- HAUSER (HENRI), *Les Méthodes allemandes d'Expansion économique*, 3<sup>e</sup> éd. (Paris, Colin. 1916).
- HUBERT (LUCIEN), *L'Effort allemand* (Paris, Alcan. 1911).
- HURET (JULES), *En Allemagne : I. Rhin et Westphalie; II. De Hambourg aux Marches de Pologne; III. Berlin; IV. La Bavière et la Saxe*, 4 vol. (Paris, Fasquelle. 1907-1912).
- ISAACSON (EDWARD), *The Malthusian Limit* (La Limite malthusienne) (Londres, Methuen. 1912).
- KERR (R.-B.), *Is Britain overpopulated ?* (La Grande-Bretagne est-elle surpeuplée?) (Croydon, Angleterre, édition de l'Auteur. 1927).
- LAIR (MAURICE), *L'Impérialisme allemand*, 4<sup>e</sup> éd. (Paris, Colin. 1916).
- LE BON (D<sup>r</sup> GUSTAVE), *La Psychologie politique et la Défense sociale* (Paris, Flammarion. 1910).
- LE BON (D<sup>r</sup> GUSTAVE), *Enseignements psychologiques de la Guerre européenne* (Paris, Flammarion. 1916).
- LE DANTEC (FÉLIX), *L'Egoïsme seule base de toute société* (Paris, Flammarion. 1912).
- LE DANTEC (FÉLIX), *Savoir!* (Paris, Flammarion. 1917).
- LÉVY-BRUHL (L.), *La Conflagration européenne* (Paris, Alcan. 1915).
- MALTHUS (THOMAS-ROBERT), *An Essay on the Principle of Population*, 7<sup>e</sup> éd., 2 vol. (Londres, Dent. S. d.).
- MAYO (KATHERINE), *Mother India* (Londres, Cape. 1927).

- MÉTIN (ALBERT), *L'Inde d'aujourd'hui* (Paris, Colin. 1903).
- MITCHELL (D<sup>r</sup> CHALMERS), *Evolution and the War* (L'Évolution et la Guerre) (Londres, Murray. 1915).
- MORE (ADELYNE), *Fecundity versus Civilization* (La Fécondité contre la Civilisation) (Londres, Allen and Unwin. 1916).
- MOREL (E.-D.), *Truth and the War* (La Vérité et la Guerre) (Londres, National Labour Press. 1916).
- NYSTRØM (ANTON), *Avant 1914, pendant et après* (Paris, Payot. 1917).
- PASSY (FRÉDÉRIC), *Les Causes économiques des Guerres* (Paris, La Grande Revue. 1905).
- PELLETIER (Doctoresse MADELEINE), *Dépopulation et Civilisation* (Paris, La Brochure mensuelle. 1928).
- PROUDHON (P.-J.), *La Guerre et la Paix*, nouvelle édition, 2 vol. (Paris, Librairie Internationale. 1869).
- ROUSSEL (NELLY), *Derniers Combats* (Paris, L'Émancipatrice. 1932).
- RUSSELL (BERTRAND), *Roads to Freedom* (Routes vers la Liberté), 3<sup>e</sup> éd. (Londres, Allen and Unwin. 1920).
- SICARD DE PLAULOLES (D<sup>r</sup>), *La Maternité et la Défense nationale contre la Dépopulation* (Paris, Giard et Brière. 1909).
- SOCIÉTÉ DES NATIONS, *Annuaire statistique 1931-1932* (Genève, Société des Nations. 1932).
- SOCIÉTÉ DES NATIONS, *Mouvement naturel de la Population pendant le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle* (Genève, Société des Nations. 1927).
- VALOT (D<sup>r</sup> G.), *Causes et Conséquences de l'Heureuse Évolution de la Mortalité dans le Monde* (Paris, Maloine. 1932).
- VILLETARD DE LAGUÉRIE, *La Corée et la Guerre russo-japonaise* (Paris, Delagrave. 1904).
- WALDSTEIN (Sir CHARLES), *What Germany is fighting for* (Pourquoi l'Allemagne se bat) (Londres, Longmans. 1917).

## INDEX

## DES PERSONNALITÉS ET ORGANISATIONS CITÉES

- Abd-ul-Rhaman (Sir), 194.  
 Abe (Tsao), 210.  
 Albertini, 65.  
 Allendy (Dr René), 44, 98-99.  
 Andler (Charles), 59, 60, 217.  
 Archiduc d'Autriche, 12.  
 Arendzen (Révérend Père J.-P.), 300.  
 Aristote, 275.  
 Asiatic Exclusion League, 198.  
 Atwater, 118.  
 Australian Workers' Union, 163-165.
- Baldwin (Stanley), 94.  
 Barthélemy (Joseph), 180.  
 Bérard (Victor), 206.  
 Bernhardi (général von), 55, 64, 69, 75, 77, 79-81, 82-91, 103, 145, 186 n. 3, 200, 247-248, 250, 251, 289, 309.  
 Bernstein (Eduard), 60, 99.  
 Berthelot (Marcelin), 43.  
 Besant (Annie), 306-307.  
 Bethmann-Hollweg (chancelier von), 248.  
 Bienstock (J.-W.), 260 n. 2.  
 Bienvenu-Martin, 67.  
 Billington-Craig (Teresa), 15, 125-126.  
 Biotot (colonel), 67.  
 Bismarck, 103, 138.
- Blanche (Jacques - Emile), 90-91.  
 Bland (J.-P.-O.), 19-20, 194-195, 198-199, 304.  
 Blavatsky, 306.  
 Blum (Léon), 31.  
 Bloy (Léon), 296.  
 Bolla, 64.  
 Bonneff (les frères), 195.  
 Bouillet, 215, 216.  
 Bradford (l'évêque anglican de), 302.  
 Bradlaugh (Charles), 306.  
 British Association, session de 1898, 118; session de 1924, 226.  
 Broca, 234-235.  
 Brown (Mgr), 302 n. 3.  
 Bryan, 197.  
 Bülow (prince Bernhard von), 78, 301.  
 Bund Neues Vaterland, 72-73.  
 Bureau international de la Paix de Berne, 280.
- Caillaux (Joseph), 264-267.  
 Cambon (Victor), 135.  
 Carlyle, 181.  
 Cauwès, 137.  
 César, 158.  
 Chambre des Communes, 94.  
 Chantriot (Emile), 113-115, 143.
- Cherfils (général), 298, 300, 307.  
 Chevrier (G.), 307 n. 1.  
 Chodzko, 292.  
 Cohen (Chapman), 215 n. 2, 217.  
 Colliez (André), 107-110, 111-112.  
 Colomb (Christophe), 219.  
 Colson, 72.  
 Compagnie de Jésus, 300.  
 Concile de Clermont (1095), 230.  
 Conférence de la Paix, 171, 232-233, 272.  
 Conférence de Washington, 28-29.  
 Conférence du Désarmement, 95.  
 Confédération générale du Travail (France), 107.  
 Congrès de la Fédération universelle de la Régénération humaine, à Liège (1905), 285.  
 Congrès de l'Internationale syndicale, à Amsterdam (1919), 14.  
 Congrès des trades-unions du Canada (1907), 198.  
 Congrès mondial contre la Guerre, à Amsterdam (1932), 261-263.  
 Congrès mondial de la Population, à Genève (1927), 43-44, 226, 277.  
 Congrès international d'agriculture, à Gand (1913) 119.  
 Congrès radical de 1932, 94.  
 Congrès socialiste international de Stuttgart (1907), 110.  
 Congrès socialistes internationaux de 1900, 1904 et 1907, 154.  
 Conseil national (britannique) des Eglises non-conformistes, 220.  
 Consul de France à Alger, 11.
- Consul de France à Swansea, 71 n. 1.  
 Cook (capitaine), 233.  
 Cornelissen (Christian), 104-105, 217 n. 4.  
 Cramb (Prof. J.-A.), 132.  
 Crispi, 153.  
 Croly (Herbert), 277.  
 Crookes (Sir William), 118.  
 Cummings (A.-J.), 223 n. 1.
- Dante (le), 214.  
 Darwin, 40, 214, 216, 234.  
 Daudé-Bancel (A.), 249 n. 1.  
 Dénery (Etienne), 194, 208, 210-211, 304.  
 Deschanel (Paul), 111-112.  
 Dey d'Alger (le), 11, 16.  
 Diète japonaise, 210.  
 Dietzel, 281.  
 Dove (Prof. Dr Karl), 218.  
 Drysdale (Dr C.-V.), 38, 44, 118 n. 2, 224.  
 Drysdale (Dr George), 40-41, 285-286.  
 Dunlop (Dr Binnie), 259.
- East (Prof.), 43-44, 277.  
 Ebert, 61.  
 Ebstein, 158 n. 1.  
 Eglise anglicane, 303.  
 Eglise catholique, 302 n. 3, 303.  
 Eglises non-conformistes, 220, 303.  
 Emerson, 151-152, 282.  
 Erdmann (Dr G.-A.), 104.  
 Espé de Metz (G.), 277.
- Fairchild (Prof. H.-P.), 226-227.  
 Fédération hollandaise du Travail, 14.  
 Fédération japonaise du Travail, 209.  
 Fédérations fascistes, 173-174.  
 Federzoni, 181-182.  
 Fels (comte de), 167.  
 Fichte, 281.  
 Filene (Edward), 279-280.

- Fouchère (Berthe), 15.  
 France (Anatole), 238, 298 n. 1, 305.  
 Frédéric II, le Grand, 131-132.  
 Gandhi, 304-305.  
 Garvin (J.-L.), 171, 178-180.  
 Gastrell, 143-144.  
 Gazave (Jean), 239.  
 Gerstenberger (abbé), 301.  
 Giolitti, 65, 153.  
 Giroud (Gabriel), 41-42, 123.  
 Gonnard (René), 137, 161-162.  
 Gore (Mgr), 302.  
 Gorges (E.-H.-M.), 218.  
 Gregory (Prof. J.-W.), 226.  
 Grumbach (S.), 61, 127.  
 Guillaume II, 32, 89-91, 95, 126, 131, 140, 169, 248.  
 Guyot (Prof. Edouard), 57-58.  
 Guyot (Yves), 22, 76-77, 118-119, 123, 131, 141, 281-282, 283, 284.  
 Haldane (Prof. J.-B.), 276.  
 Hanotaux (Gabriel), 143.  
 Harden (Maximilien), 249.  
 Harding (président), 28.  
 Harris (H. Wilson), 238.  
 Hass (Ernst), 114.  
 Hasse, 104.  
 Hauser (Prof. Henri), 73-74, 103, 105, 130, 141, 147, 288.  
 Hauterive (d'), 19.  
 Helsey (Edouard), 106 n. 1.  
 Herriot (Edouard), 94-95.  
 Hindenburg (maréchal von), 51.  
 Hoover (président), 20, 117, 263, 264.  
 Hubert (Lucien), 106, 130, 136-137, 137-138.  
 Hueffer (Ford M.), 58.  
 Hughes (premier ministre d'Australie), 28, 165.  
 Humbert (Eugène), 263.  
 Humbert (Jeanne), 263.  
 Huret (Jules), 70-72, 90 n. 1, 133-134, 221 n. 3, 301.  
 Huxley (Julian), 284-285.  
 Huxley (Thomas), 40, 284.  
 Imperiali, 156.  
 Inge (R.-W.), 45.  
 Ingram, 215.  
 Independent Labour Party, 307 n. 1.  
 Isaacson (Edward), 286-287.  
 Jaurès, 107, 108.  
 Judet (Ernest), 59-60.  
 Kaiser (le). — Voir : Guillaume II.  
 Kempe (E.), 280-281.  
 Kloth (Emil), 61.  
 Knibbs (Sir George Handley), 223-224.  
 Kronprinz (le), 90 n. 1, 131.  
 Kropotkine, 43, 44, 105, 187, 308-309.  
 Labour Party de Grande-Bretagne, 155 n. 4.  
 Labriola, 154.  
 Lair (Maurice), 105-106, 130-131, 139-140, 142.  
 Lamprecht, 139.  
 Launay (Louis de), 171, 235.  
 Le Bon (D<sup>r</sup> Gustave), 72, 123, 131, 146, 217, 226, 237, 294-295.  
 Le Dantec (Félix), 51, 236-237, 245-246, 302 n. 3.  
 Legien, 14.  
 Leroy-Beaulieu (Paul), 288.  
 Leutwein, 218.  
 Lévy-Bruhl, 139, 140.  
 Ligue de la Régénération humaine, 263.

- Ligue pour la limitation des naissances (Japon), 209.  
 List (Friedrich), 46, 94, 292.  
 Loyson (Paul-Hyacinthe), 183.  
 Ludwig de Bavière (prince), 301.  
 Luxembourg (Rosa), 100.  
 Macdonald (J. Ramsay), 269-270, 281.  
 Mac Leod (Prof. William C.), 219.  
 Mahomet, 96.  
 Maistre (Joseph de), 241, 297-298, 300, 307.  
 Malthus, 34, 35, 36 n. 1, 39, 40, 41 n. 1, 46-47, 48, 49-50, 52, 66, 96, 125, 208, 214, 215, 219, 229, 231-232, 233, 246, 262, 266, 275-276, 295.  
 Marlo, 284.  
 Marx (Karl), 100, 111.  
 Masaryk (président), 25.  
 Matsuoka, 206-207.  
 Mayo (Katherine), 193, 305.  
 Meillère (D<sup>r</sup> G.), 236.  
 Méline (Jules), 119-123, 123-124.  
 Métin (Albert), 304.  
 Mézeray, 232.  
 Milioukov (Prof.), 207 n. 1.  
 Mitchell (D<sup>r</sup> Chalmers), 77-78.  
 Molinari (G. de), 36 n. 1.  
 Moltke (général von), 241, 298, 300, 307.  
 Mondaini, 154.  
 Mooney (Prof. James), 219.  
 More (Adelyne), 38, 54-55, 276.  
 Morel (E.-D.), 217.  
 Moses, 99.  
 Mussolini (Armando), 167-169.  
 Mussolini (Benito), 27, 28.  
 63, 64, 69, 95, 151-188, 262.  
 Mustapha Kemal, 179.  
 Muto (général), 248.  
 Napoléon, 152, 158, 181.  
 National Birth-Rate Commission anglaise, 55-56, 302.  
 National Council of Public Morals, 55-56.  
 Naudeau (Ludovic), 195-196.  
 Naumann (D<sup>r</sup> Friedrich), 271.  
 Négus d'Abyssinie (le), 153.  
 Newman (major E.-W. Polson), 169-171.  
 Neytzell de Wilde (D<sup>r</sup> A.), 110.  
 Nisot (Marie-Thérèse), 209, 211-212, 304.  
 Nitti, 168.  
 Nystrom (D<sup>r</sup> Anton), 25-26, 55, 99, 103-104, 235, 249.  
 Office impérial des Assurances (Allemagne), 105-106.  
 Oldenberg, 281.  
 Oudegeest, 14.  
 Page (Kirby), 23, 30-31, 32-33.  
 Pangalos (général), 179.  
 Pascal, 12, 16.  
 Passy (Frédéric), 19.  
 Pelletier (Doctoresse Madeleine), 112, 236.  
 Percin (général), 277-279.  
 Phédon de Corinthe, 275.  
 Platon, 275.  
 Pontremoli, 64.  
 Potron (G.), 43.  
 Pottier, 244.  
 Prades (Georges), 63-65.  
 Prévost (P. et G.), 36 n. 1.  
 Proudhon, 233-234.  
 Rambaud (Alfred), 230.  
 Razoux (Paul), 134-135.  
 Reinhardt (général), 250-251.

- Renard (V.), 195.  
 Revesz, 167-169.  
 Robertson, 231 n. 2.  
 Rohrbach, 218.  
 Rolland (Romain), 191.  
 Romier (Lucien), 174-177, 181.  
 Roosevelt (Theodore), 197.  
 Rouanet (Gustave), 108, 109 n. 1.  
 Roussel (Nelly), 98, 238.  
 Russell (Bertrand), 16, 30, 111, 112-113.  
 Saint-Paul (général de). — Voir : Espé de Metz (G.).  
 Sanger (Margaret), 209.  
 Sarraut (Albert), 207-208.  
 Saxe-Meiningen (princesse de), 90-91.  
 Schlaikjer (Eric), 127-128.  
 Schœffle, 284.  
 Schmoller (Prof. G.), 133.  
 Schneider, 108.  
 Schœn (ambassadeur von), 67.  
 Sée (Prof. Henri), 97-99, 237-238, 272.  
 Shaw (Bernard), 285.  
 Shimoto (baron), 209.  
 Sicard de Plauzoles (Dr), 235.  
 Snowden (Philip), 267-269, 270, 272.  
 Societa Commerciale d'Oriente, 156.  
 Société d'Anthropologie de Paris, 119.  
 Société des Nations, 101-102, 172, 178, 194, 206, 209, 212, 253, 254, 279, 292-294.  
 Société Théosophique, 307 n. 1.  
 Stengel (Prof.), 104.  
 Stieve (Dr Friedrich), 75-76.  
 Stresemann, 144.  
 Strzelecki (comte), 216.  
 Sun Yat Sen, 70.  
 Swope (Herbert-Bayard), 248.  
 Syndicat des ouvriers des transports (Allemagne), 60.  
 Syndicat des ouvriers rœliours (Allemagne), 61.  
 Tagore (Rabindranath), 305.  
 Tanaka (baron), 210.  
 Thibault (Narcisse), 280.  
 Thomson (Prof. J. Arthur), 224-226, 235, 276.  
 Thyssen, 105.  
 Tobin, 14.  
 Tolstoï, 260.  
 Treitzschke, 89, 186 n. 3.  
 Tsar des Bulgares, 148.  
 Tudesq (André), 148 n. 1.  
 Union des Indiens émigrés, 194.  
 Urbain II (pape), 230.  
 Valot (Dr G.), 185-186.  
 Van Kol, 110-111.  
 Vignon (consul Louis), 221.  
 Villari (commandatore Luigi), 171-172.  
 Villetard de Laguerie, 204-206, 208.  
 Wagner (Prod. Ad.), 281-282, 284.  
 Waldstein (Sir Charles), 272 n. 1.  
 War Office britannique, 66.  
 Wells (Warre B.), 219 n. 2.  
 West (Rebecca), 59-59.  
 Weyer (Constantin), 240-242.  
 Wilson (président), 17, 197, 294.  
 Zetkin (Klara), 99-100.

## TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE .....	7
CHAPITRE PREMIER. — Ignorance générale de la cause de la guerre .....	11
CHAPITRE II. — L'impossible désarmement .....	22
— III. — Crainte, armements, guerre....	30
— IV. — La loi de population.....	34
— V. — La surpopulation .....	37
— VI. — La nation normale .....	46
— VII. — Le déterminisme de la guerre..	52
— VIII. — Effets psychologiques de la surpopulation. Le souhait et l'acceptation de la guerre...	57
— IX. — Folie du nombre, frénésie industrielle et horreur de la limitation .....	69
— X. — Comment naît l'hostilité internationale .....	75
— XI. — Pays neuf et pays surpeuplé..	79
— XII. — Le surpopulateur, le belliciste et le « matériel humain ».	82
— XIII. — Les responsables de la guerre..	92
— XIV. — La surpopulation européenne avant la guerre de 1914-1918	117
— XV. — La guerre de 1914-1918 et la surpopulation allemande ..	125
— XVI. — L'Italie surpeuplée en marche vers la guerre .....	151
— XVII. — La surpopulation asiatique et les conflits du Pacifique ....	189
— XVIII. — La colonisation et l'élimination des races arriérées .....	213
— XIX. — Vers la surpopulation mondiale absolue .....	222
— XX. — La surpopulation cause primordiale de la guerre .....	228
— XXI. — Droit de se reproduire et droit de vivre .....	243
— XXII. — Illusions pacifistes .....	253
— XXIII. — Un palliatif .....	264
— XXIV. — La limitation des naissances..	274
— XXV. — La révolution intellectuelle. Conclusion .....	296
Bibliographie .....	311
Index des personnalités et organisations citées ....	314

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 25 MAI  
1933 SUR LES PRESSES DE L'IM-  
PRIMERIE RAMLOT 52, AVENUE  
DU MAINE, PARIS, POUR LES  
ÉDITIONS C. MIGNOLET ET STORZ